

Gsef

DAKAR 2023

Les actes du Forum

FORUM MONDIAL
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE
ET SOLIDAIRE

1^{er} - 6 Mai 2023



dakar2023.gsef-net.org



Ce rapport a été réalisé par le Secrétariat Général du GSEF avec l'appui de la Ville de Dakar, du RACTES, et du Ministère de la Microfinance et de l'Économie Sociale et Solidaire du Sénégal

CONCEPTION : Thomas Allié

RÉDACTION : Le Comité Scientifique et les rapporteurs du Forum DakarGSEF2023, soutenus par Enora Bizot, Martin Georges, François Soulard et Guillaume Weber

PHOTOS : OFBD Marketing - Communication (sauf mention contraire)

Sous la direction de : Aude Saldana, Secrétaire Générale du GSEF

Novembre 2023 • © GSEF - Toute reproduction sans autorisation préalable est interdite.



Cérémonie d'ouverture du Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire de Dakar GSEF2023 le jeudi 4 mai 2023 au Grand Théâtre National de Dakar présidée par SEM Macky SALL, Président de la République du Sénégal

sommaire

6 INTRODUCTION

- 6 Édits des co-organiseurs
- 10 Introduction générale au Forum
- 12 Les chiffres de la participation
- 14 La Déclaration de Dakar GSEF2023
- 18 Les recommandations du Comité Scientifique



Marguerite MENDELL, Lecture de la Déclaration de Dakar GSEF2023

20 LES ÉVÈNEMENTS SPÉCIAUX

- 22 Le Pré-Forum Jeun'ESS
- 23 L'édito des co-organiseurs
- 24 Les chiffres
- 25 Le village des ODD
- 26 Le programme
- 28 L'appel de la Jeun'ESS



Enregistrement de l'émission « Alors on dit quoi ? » de Diara NDIAYE, sur la scène principale du Pré-Forum Jeun'ESS

30 Les Caravan'ESS



Antoinette de London ATAYI MEPAS et la Caravan'ESS du Gabon

32 Le Pré-Forum Femm'ESS

- 32 L'édito des co-organisatrices
- 35 Championnes et Jeunes Femmes Leaders
- 42 Plénière des Championnes n°1 - Économies bleue, verte et numérique : quels acquis en matière d'Économie Sociale et Solidaire ?
- 45 Plénière des Championnes n°2 - Mécanismes de soutien et modes de financement
- 48 Segment politique - ESS et intégration du genre dans les stratégies, programmes et agendas de développement nationaux, régionaux et internationaux
- 50 Ateliers et Sessions autogérées



Oumy NDOUR, Cérémonie d'ouverture du Pré-Forum Femm'ESS

52 LE FORUM PRINCIPAL

- 54** L'édito du Comité Scientifique
- 56** Le Forum en chiffres
- 58** **Plénière politique - Les stratégies des organisations internationales et experts en matière d'ESS**
- 60** **Co-construire des politiques publiques des économies collectives et durables créatrices d'emplois décents pour les jeunes et les femmes**
- 60 Introduction & Recommandations thématiques
- 63 Plénière des Ministres
- 66 Ateliers et Sessions Autogérées
- 71 Rapports détaillés des sessions
- 98** **Économie bleue durable, préservation de la pêche artisanale, création de nouveaux emplois durables et protection sociale et environnementale**
- 98 Introduction & Recommandations thématiques
- 100 Plénière Thématique
- 102 Ateliers et Sessions Autogérées
- 103 Rapports détaillés des sessions
- 106** **Économie verte territoriale, collective et durable, autosuffisance alimentaire et sa gouvernance**
- 106 Introduction & Recommandations thématiques
- 108 Plénière Thématique
- 110 Ateliers et Sessions Autogérées
- 112 Rapports détaillés des sessions
- 126** **Économie numérique solidaire et durable et territoires intelligents**
- 126 Introduction & Recommandations thématiques
- 129 Plénière Thématique
- 134 Ateliers et Sessions Autogérées
- 135 Rapports détaillés des sessions
- 140** **Financement des économies collectives et durables pour les territoires**
- 140 Introduction & Recommandations thématiques
- 142 Plénière Thématique
- 143 Ateliers et Sessions Autogérées
- 146 Rapports détaillés des sessions
- 166** **Dialogue politique : gouvernements nationaux/locaux et acteurs porteurs d'enjeux des économies collectives et durables pour les territoires**
- 166 Introduction & Recommandations thématiques
- 169 Plénières des Maires et Gouvernements locaux
- 171 Ateliers et Sessions Autogérées
- 174 Rapports détaillés des sessions
- 192** **Économie Sociale et Solidaire et développement durable, articulations entre les pratiques et la recherche**
- 192 Introduction & Recommandations thématiques
- 194 Plénière Thématique
- 196 Ateliers et Sessions Autogérées
- 199 Rapports détaillés des sessions



Plénière des organisations internationales et experts

214 Répertoire des intervenants

230 Remerciements

éditos des co-organisateur

La Ville de Dakar

« **M**esdames, Messieurs,
Je suis heureux de m'exprimer en ma qualité de Maire de la Ville de Dakar, première Ville Africaine à accueillir le Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire. Un grand moment de fierté qui s'accompagne d'une grande responsabilité. Dakar GSEF2023 a la responsabilité de porter la voix du continent Africain. [...]

« Le Forum de Dakar marquera un tournant dans nos modèles économiques et ouvrira une nouvelle ère de changement positif. Une nouvelle ère où l'Humain est au centre de nos préoccupations. Une nouvelle ère où tous les acteurs de ce prestigieux Forum : gouvernements nationaux et locaux, acteurs du développement, institutions financières, partenaires techniques et financiers, secteur privé et public, société civile, Coopération et organisations internationales, entreprises sociales, coopératives, mutuelles, fondations ... se retrouvent autour du développement du capital humain pour avoir un plus grand impact, répondre aux urgences des communautés, notamment les jeunes et les femmes et créer un avenir plus équitable et plus durable. [...]

« C'est l'occasion ici de saluer l'engagement de l'État du Sénégal qui érige l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) en priorité fondamentale. La loi d'orientation sur l'ESS adoptée en 2021 ainsi que la création d'un ministère dédié en sont la preuve. [...]

« Avec l'engagement collectif de chacun d'entre nous, nous avons le pouvoir de transformer cette problématique en une opportunité extraordinaire. Il est de notre responsabilité commune de travailler à la reconstruction d'une photo de famille sur laquelle toutes les communautés se retrouvent et qui représente l'équité sociale et la solidarité. [...] Nous devons repenser notre coopération, comprendre les besoins de nos partenaires, leur exprimer les nôtres et faire vivre la solidarité entre pays pourrait avoir un impact dans nos communautés. [...] Il faut également encourager la mise en relation, le regroupement et la visibilité d'entreprises ESS à partir de thématiques, de chaînes de valeurs et de projets structurants dans les communes. [...]

« Le Forum Mondial de l'ESS qui nous réunit ici peut constituer un outil puissant pour promouvoir un développement économique local à la fois inclusif et durable. Au-delà d'une simple option économique, l'ESS est un mouvement qui englobe à la fois des dimensions sociales et politiques dans le but d'autonomiser les communautés locales et de faire progresser la justice sociale. [...] Ensemble, faisons la différence et créons un avenir meilleur pour tous. [...]

« Je suis persuadé que les échanges et les débats de ce Forum seront riches en enseignements et en expériences à partager. J'espère et suis convaincu que nous pourrons travailler ensemble pour promouvoir cette économie alternative, qui est en phase avec les aspirations de nos communautés et qui est une réponse aux défis du monde contemporain. [...] Plus qu'un Forum d'idées novatrices, DAKAR GSEF2023 devra être un Forum d'action avec des recommandations concrètes. Je m'y engage. »



M. Barthélémy DIAS

Monsieur Barthélémy DIAS, Maire de la Ville de Dakar, ville adhérente au GSEF et ville-hôte du Forum Mondial de l'ESS DakarGSEF2023
Extraits du discours d'ouverture et de clôture, prononcés les 4 et 6 mai 2023 au Grand Théâtre National de Dakar, à l'occasion du Forum DakarGSEF2023

Le RACTES

Réseau des Acteurs et Collectivités Territoriales pour l'ESS du Sénégal

« D akar, à la fois Finistère et porte de l'Afrique, haut lieu de rencontre des civilisations, et capitale de l'économie informelle a accueilli pour la première fois en terre africaine le Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire du GSEF.

Dans un contexte de reconnaissance accentuée de l'Économie Sociale et Solidaire par les Nations Unies, les plus hautes instances internationales mais aussi par les pays et des territoires locaux, ce Forum a constitué à la fois une célébration qui sublime les valeurs dont cette économie est porteuse, et un lieu de mobilisation stratégique et politique pour inventer un nouveau monde.

Ce Forum a été organisé à un momentum où nos pays sont agités par une revendication plus forte des jeunes pour un modèle de développement plus inclusif, équitable, solidaire et centré sur l'humain. Elle s'exprime désormais par des révoltes, parfois violentes, qui appellent une refondation culturelle, économique et politique. L'Économie Sociale et Solidaire peut et doit constituer une réponse pertinente au nord comme au sud, au Sénégal, en Afrique et partout dans le monde.

L'Afrique, mère de l'Économie Sociale et Solidaire, a posé les piliers d'une refondation d'un modèle économique et social centré sur l'humain, dans lequel chaque catégorie d'acteurs (gouvernements, autorités locales, organisations internationales, monde universitaire et de la recherche, secteur privé, organisations de la société civile, jeunes et femmes...) a un rôle déterminant à jouer à la hauteur des responsabilités.

Ainsi, l'économie dite « informelle », « populaire » est un vivier et une opportunité pour nos pays africains de bâtir des économies collectives qui traduisent les capacités de résilience des sociétés face aux chocs extérieurs. À bien des égards, son développement peut être considéré comme la réponse apportée aux défis de la croissance de la population et de l'emploi en opposition à l'accumulation du capital.

Les conclusions du Forum ont mis en lumière les innovations portées par des secteurs et acteurs ayant évolué en marge du système dominant. Elles sont porteuses d'une approche de développement de l'intérieur des sociétés, contribuent au développement durable, promeuvent le tissu associatif, et assurent une plus grande égalité des chances grâce à des systèmes alternatifs et des facteurs de stabilité sociale, de diversification de la structure économique et de redistribution des revenus.

Ce pari de réussir ce Forum a été relevé grâce à l'appui et le soutien du Président de la République du Sénégal, Son Excellence M. Macky SALL, de la Ministre de la Microfinance et de l'ESS, Mme Victorine A. NDEYE et du Maire de la Ville de Dakar, M. Barthélémy DIAS qui, ensemble, dans un élan républicain, ont su se hisser à la hauteur des enjeux. Mes remerciements vont, aussi, à l'endroit du Fonds de développement et solidarité municipal de la ville de Dakar, du Réseau des acteurs et collectivités territoriales pour l'ESS et de la Plateforme des acteurs non étatiques.

Je salue l'engagement constant du comité d'organisation et des membres du comité scientifique qui ont porté à bout de bras cette belle aventure humaine.

M. Malick Diop, Coordinateur du RACTES - Réseau des Acteurs et Collectivités territoriales pour l'ESS du Sénégal,
Coordinateur général du Forum DakarGSEF2023



M. Malick DIOP

Le GSEF

Global Forum for Social and Solidarity Economy

« Cette 6ème édition [du Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire du GSEF] est placée sous le signe du changement [...]. Changement avec la première édition dans un pays du continent africain, première édition sans que la co-présidence du GSEF soit assurée par Séoul mais par la ville de Bordeaux et la chambre régionale de l'ESS Nouvelle-Aquitaine. Et surtout, un Forum qui est venu fêter la 10ème année d'existence du GSEF. »



M. Pierre HURMIC

« [...] Les réflexions engagées depuis le début de ce Forum [ont donné lieu à des] débats nombreux, riches, engagés dans un objectif, partagé par tout le monde ici : construire un notre monde. Je dis bien construire un « NOTRE » monde, au sens du nous, du fait qu'il nous appartient. Nous ne pouvons en effet laisser quelques uns décider de l'avenir de nous toutes et tous. Nous avons besoin d'un monde plus juste, plus solidaire, plus égalitaire, plus écologique. Nous avons besoin d'un monde nouveau. [...] La construction de cet autre monde passe nécessairement par une transformation profonde de notre modèle économique qui, comme le rappelle la déclaration du Forum, produit des gagnants, mais surtout des perdantes et des perdants. [...]

« Ce Forum, inédit sur le continent africain, a su nous rappeler les priorités qui doivent être les nôtres. Je retiens en effet de ce Forum que nous avons besoin d'un Monde qui appartienne d'abord aux jeunes [...], que nous devons faire confiance aux nouvelles générations, que nous devons leur redonner leur pouvoir d'agir. Il faut, dans nos territoires, leur laisser de la place, leur donner les moyens d'innover, d'expérimenter et surtout de nous bousculer. Nous devons démontrer à la jeunesse que nous, plus anciens, comprenons les messages qu'elle nous a adressés. Nous comprenons que nous devons agir pour qu'un futur désirable soit possible. [...]

« Je retiens aussi que ce Monde doit également appartenir aux femmes. Trop souvent discriminées, elles sont empêchées dans l'exercice de leur liberté. Elles sont parmi les premières victimes d'un système économique qui précarise et qui exclut. Notre responsabilité collective est de mettre un terme à cette injustice fondamentale. Les femmes contribuent d'ores et déjà considérablement à nos économies, au sein des entreprises, dans les exploitations agricoles, comme entrepreneuses, mais aussi par leur travail domestique non rémunéré. Les femmes sont une force collective puissante pour transformer notre monde à condition que nous nous battions, toutes et tous, pour lever les barrières qui s'élèvent devant elles et rendent difficile leur autonomisation. Nous devons nous battre pour atteindre une égalité réelle des conditions. Une égalité de droit, une égalité de fait, une égalité dans le droit de rêver à une vie meilleure.

« Enfin, ce monde doit appartenir aux travailleuses et aux travailleurs. Aux travailleuses et travailleurs d'hier, d'aujourd'hui et de demain. A celles et ceux qui dans les économies informelles essaient de créer des activités économiques durables mais subissent une grande pauvreté. A celles et ceux qui sont victimes de l'économie des plateformes et qui subissent une immense précarité. A celles et ceux qui travaillent chaque jour d'arrache-pied mais qui ne voient que très peu les fruits de leur labeur. Nous devons, pour construire un monde solidaire, avoir une juste et équitable répartition des richesses. Nous devons aussi questionner en son cœur notre système de production de richesses. Nous ne pouvons plus nous contenter de détruire des ressources naturelles qui se font toujours plus rares. Et non, les nouvelles technologies ne nous sauveront pas. Nous devons, notamment dans les pays qui avons [sic] largement profité des richesses de notre planète depuis des décennies, construire un modèle économique plus sobre, plus frugal, et respectueux du Vivant dans son ensemble.

« Il n'y a pas beaucoup de solutions à tout cela. Nous sommes la solution. Nous avons la force du nombre et c'est seulement ensemble que nous parviendrons à renverser la tendance. L'économie sociale et solidaire prend alors tout son sens. »

M. Pierre HURMIC, Maire de Bordeaux, Co-président du GSEF
*Extraits des discours d'ouverture de l'Assemblée générale du GSEF, Dakar, 5 mai 2023,
et de clôture du Forum DakarGSEF2023, Dakar, 6 mai 2023*

Le Ministère de la Microfinance et de l'ESS du Sénégal

Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureuse d'avoir pris part à la sixième édition du Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) que le Sénégal et sa capitale Dakar ont eu le privilège d'accueillir cette année [...]. Cela nous a permis d'échanger sur les défis auxquels l'ESS doit faire face, et vous avez pu réfléchir ensemble aux solutions innovantes pour renforcer son rôle dans le développement économique et social de nos pays. C'est ensemble que nous avons également célébré la diversité enrichissante des pratiques de nos communautés, apprécié des expériences, mais surtout nous avons donné la parole et avons eu droit à des échanges qui traduisent la passion des acteurs de l'ESS que vous êtes. Ces échanges ont été riches et fructueux, et ont permis de renforcer notre conviction que l'ESS est une réponse viable et durable aux défis économiques et sociaux auxquels nos sociétés sont confrontées. [...]



Mme Victorine Anquediche NDEYE

« Il est primordial d'accroître le poids de l'ESS dans la définition et la mise en œuvre des politiques publiques, et de faire preuve davantage de souplesse et d'inclusion, notamment vis-à-vis de deux pans de la société, en l'occurrence les femmes et les jeunes. [...]

Aux jeunes je dirais « nous avons compris ! », car vos requêtes sont légitimes et vos demandes trouveront réponses. Aux femmes, l'accès au financement reste une priorité, mais il faudra capitaliser et documenter les modèles éprouvés de pratiques sociales et solidaires.

« Je suis aujourd'hui convaincue que cette forme d'entreprendre s'impose à nos sociétés et à nos populations, avec la claire vision qu'elle est la clé de la nécessaire transition de l'économie informelle vers des économies collectives et durables pour les territoires. Le secteur de l'ESS est pourvoyeur de croissance, créateur d'emplois décents et générateur d'inclusion sociale. [...]

« Les enjeux économiques sont complexes, diffus et nombreux. Sans oublier l'impasse climatique ainsi que les questions relevant du numérique. Face aux défis, les réponses doivent être coordonnées afin de penser en commun les solutions pour un monde plus juste, plus prospère et plus durable. [...] Dès lors, le travail de cadrage juridique, d'identification d'obstacles et de promotion de la vertu d'une économie résiliente et durable doivent être promus dans nos États sensibles aux chocs exogènes.

Le Forum de Dakar aura permis de mettre en lumière les pratiques et visions qui permettront de construire un monde plus inclusif et égalitaire, à travers un développement économique durable et vertueux. Il aura aussi été l'occasion de confronter nos modèles, nos visions ainsi que nos stratégies pour une inspiration mutuelle en vue d'un mieux-être partagé. [...] Je peux vous assurer que nombre de vos recommandations vont nourrir les politiques publiques. Nous pouvons humblement dire : « nous avons tous ensemble réussi » ! Je suis convaincue que les liens tissés vont continuer à se renforcer, et que nous allons poursuivre ensemble notre travail. [...]

« Je voudrais conclure mon propos en vous proposant trois points de la résolution adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 18 avril 2023 :

1. L'ESS est localement ancrée et favorise l'endogénéité, la construction de la communauté, de la cohésion sociale, de la promotion de la diversité et de la solidarité avec les groupes vulnérables ;
2. L'ESS contribue « à réduire la pauvreté et à catalyser la transformation sociale » ;
3. La Résolution considère l'ESS en tant « qu'économie centrée sur l'homme et la planète » et encourage « l'élaboration des cadres juridiques spécifiques pour l'ESS , en rendant visible sa contribution dans les statistiques nationales, les incitations fiscales et les incitations à la passation de marchés, et son inclusion dans les programmes d'enseignement ». [...]

Mme Victorine A. NDEYE, Ministre de la Microfinance et de l'ESS du Sénégal, co-organisatrice du Forum DakarGSEF2023

Extraits du discours d'ouverture et de clôture, prononcés les 4 et 6 mai 2023 au Grand Théâtre National de Dakar, à l'occasion du Forum DakarGSEF2023

Introduction générale au Forum

Le GSEF fête ses 10 ans en cette année 2023. Le réseau international créé en 2013 à Séoul en Corée du Sud est aujourd'hui fort de 87 membres adhérents, présents dans 37 pays et répartis sur tous les continents.

La Ville de Bordeaux et la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire, assurent la co-présidence du GSEF, depuis octobre 2021. Cette co-présidence incarne la variété des membres de notre organisation (gouvernements locaux, réseaux de municipalités, réseaux d'acteurs de l'ESS, ONG, universités...) et reflète la vision fondée autour du nécessaire dialogue dans la co-construction des politiques publiques favorisant l'essor de l'ESS, et les coopérations territoriales indispensables à la réponse aux besoins fondamentaux des communautés, au cœur du développement économique, inclusif et respectueux de l'environnement.



Mme Aude SALDANA

Comme sa charte fondatrice l'inscrit, le GSEF sollicite ses villes adhérentes à candidater à l'accueil du forum mondial tous les deux ans. Les membres du Comité Directeur et du Comité Consultatif ainsi que tous les adhérents du GSEF se joignent au Secrétariat Général, pour remercier la Ville de Dakar, le RACTES et le Ministère de la Microfinance et de l'ESS du Sénégal, ainsi que le Consortium Jeunesse du Sénégal, pour le succès de ce sixième forum mondial du GSEF. Après la relocalisation du siège de l'organisation à Bordeaux, et 10 ans après sa création, le succès du forum de Dakar GSEF2023 est un symbole fort pour notre organisation.

Le Forum a été conçu autour de deux principaux objectifs :

- Un premier objectif politique : le Forum a réuni des ministres, des maires, élus et dirigeants du monde entier, des experts internationaux, des agences de développement qui sont engagés à promouvoir cette économie centrée sur l'humain et le respect de l'environnement, outil indispensable à l'atteinte des 17 objectifs de développement durable.
- Le deuxième objectif axé sur les échanges d'expériences et d'expertises mises en œuvre sur tous les continents. Ils ont permis de mettre en avant des innovations réussies portées par les gouvernements locaux et l'ensemble des acteurs engagés dans l'ESS, autour de sept thématiques et enjeux.

Le Forum mondial GSEF2023 a été un carrefour de rencontres humaines, de personnes convaincues du nécessaire partage d'expérience et de la valorisation des pratiques expérimentées sur leur territoire. La valeur et les résultats du forum résident dans cette création de liens et de connexion entre des personnes venues de tous les continents. Le répertoire des intervenants compris dans les Actes du Forum, vous permettra de poursuivre vos échanges.

Les 6 000 participants au Forum de Dakar GSEF2023 ont montré la force de propositions de l'écosystème mondial de l'ESS, des universitaires aux institutions internationales, des coopérateurs agricoles aux groupements de femmes, des mutuelles aux entreprises sociales, des élus en passant par la jeunesse... Ces actrices et acteurs des transitions sociales et environnementales ont mis en commun leurs témoignages et énergies.

Les organisateurs ont ensemble relevé le défi de l'organisation d'un événement sur 6 jours. Le Forum s'est articulé autour de quatre événements majeurs :

1. Les Caravan'ESS : organisées grâce à l'implication des points focaux dans chacun des 10 pays concernés, ont été une opportunité pour des jeunes d'Afrique centrale et de l'ouest « de donner et de recevoir » des réponses d'inclusion des jeunes d'ici et d'ailleurs sous un format de découvertes, d'échanges autour de l'entrepreneuriat social et solidaire ;
2. Le Pré-Forum Jeun'ESS de deux jours, reconnaissant la participation des jeunes à cette économie inclusive porteuse de sens, créatrice d'emplois décents et de nouvelles opportunités pour les jeunes de tous les territoires. Grâce au leadership du Consortium Jeunesse Sénégal, une participation sans précédent des jeunes au forum a montré le rôle moteur de la jeunesse dans le développement durable. Dans l'Appel de la jeunesse, les jeunes actrices et acteurs, ont demandé aux élus du monde entier, de leur faire confiance, de les inclure dans les espaces de concertation pour l'élaboration des politiques publiques de l'ESS et de les accompagner dans la création d'emplois décents.

- Le Pré-Forum Femm'ESS : une journée dédiée au rôle vital des Femmes au sein des structures et entreprises de l'ESS ; 6 championnes et 18 jeunes femmes leaders ont pris la parole pour témoigner de leurs engagements.
- Trois journées politiques et d'échanges thématiques organisées autour du thème principal décliné en 7 sous-thèmes dont vous trouverez l'intégralité dans les Actes du Forum. L'appel à propositions avait récolté plus de 250 propositions. Le comité scientifique a piloté la sélection des innovations qui ont été organisées autour de 90 ateliers. La qualité des interventions a été remarquable.

Une thématique centrale ambitieuse a été choisie comme fil conducteur : « Comment l'ESS peut-elle soutenir la transition des économies informelles vers des économies collectives et durables pour les territoires ? ».

Au total, 8 plénières ont été organisées, dont 3 plénières politiques au lancement de chaque journée dans l'enceinte du Grand Théâtre National.

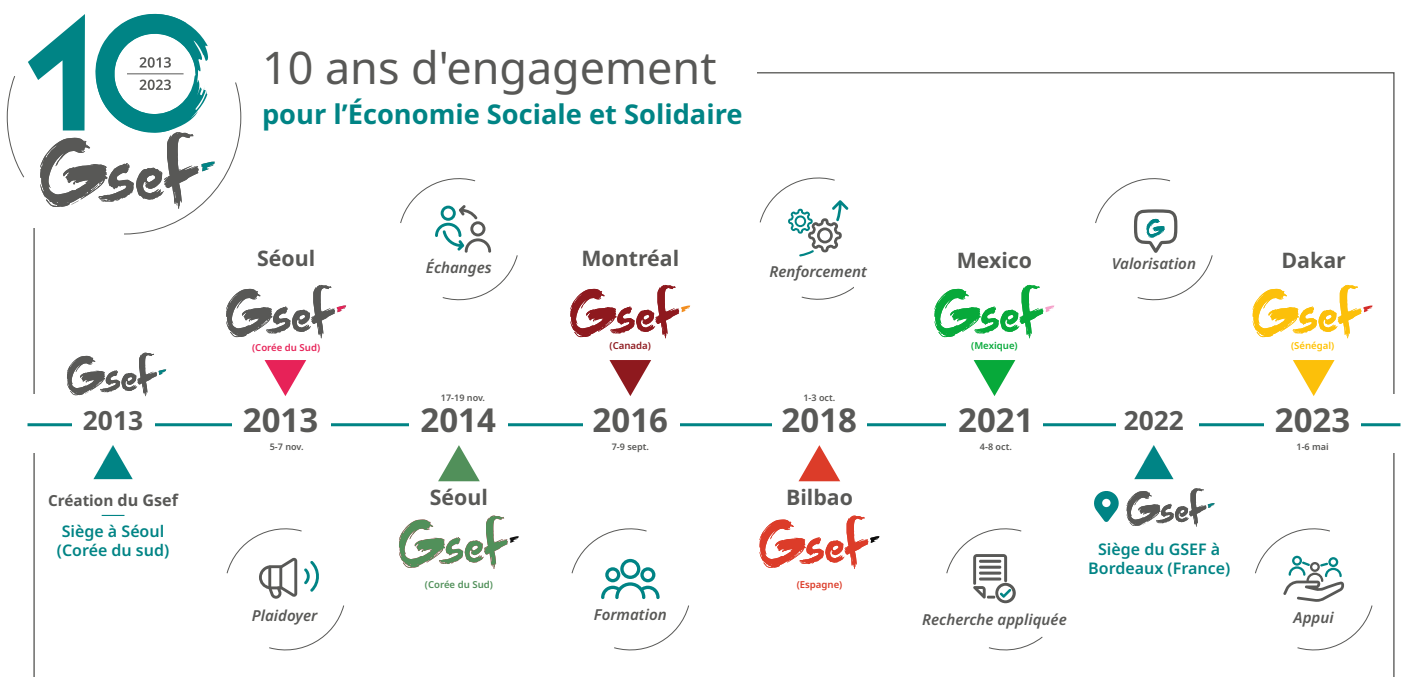
- Lors du panel des Ministres, sous l'impulsion de Mme la Ministre de la Microfinance et de l'ESS du Sénégal et de Mme la Ministre des Solidarités de Côte d'Ivoire, les panélistes ont appelé à poursuivre l'engagement de leurs Etats en faveur de la construction de politiques publiques, et à promouvoir la résolution des Nations Unies auprès d'autres gouvernements.
- Les nombreux maires et représentants de municipalités réunis autour de deux tables rondes ont pu présenter les propositions portées dans le cadre du développement de l'ESS sur leurs territoires.
- Les Institutions Internationales sont revenues sur les recommandations politiques majeures adoptées en 2022 et 2023 qui ont permis ce Momentum de l'ESS.

Le GSEF, en tant qu'observateur de la Task Force des Nations Unies pour l'ESS, a contribué aux côtés des grands réseaux de l'ESS à la reconnaissance internationale du rôle de l'ESS dans l'atteinte des 17 objectifs de développement durable. En effet, après l'Union Européenne, l'OCDE, l'OIT, la résolution adoptée par l'Assemblée Générale des Nations unies, le 18 avril 2023, confère à l'ESS, une définition universelle, fondée sur des principes et valeurs fondamentales.

Le GSEF poursuivra son plaidoyer auprès des Etats et des gouvernements locaux politiques publiques ambitieuses et continuera l'accompagnement au développement des écosystèmes favorables à l'ESS partout dans le monde. Nous devons collectivement faire perdurer la dynamique du Forum de Dakar et continuer à démontrer que l'ESS est un outil de démocratie dans le développement des territoires, au cœur des réponses aux besoins sociaux de protection et de luttes contre l'exclusion et la pauvreté, qu'elle peut générer des capacités durables de coopération et d'organisation des transitions pour les citoyens, ancrées dans les territoires et portées par la société civile.

Bonne lecture !

Mme Aude Saldana, Secrétaire Générale du GSEF - Global Forum for Social and Solidarity Economy



les chiffres de la participation

participation générale

6 000 

participants sur les 6 jours de Forum

2 000 lors du Pré-Forum Jeun'ESS
2 000 lors du Pré-Forum Femm'ESS
3 000 lors du Forum principal

participation institutionnelle

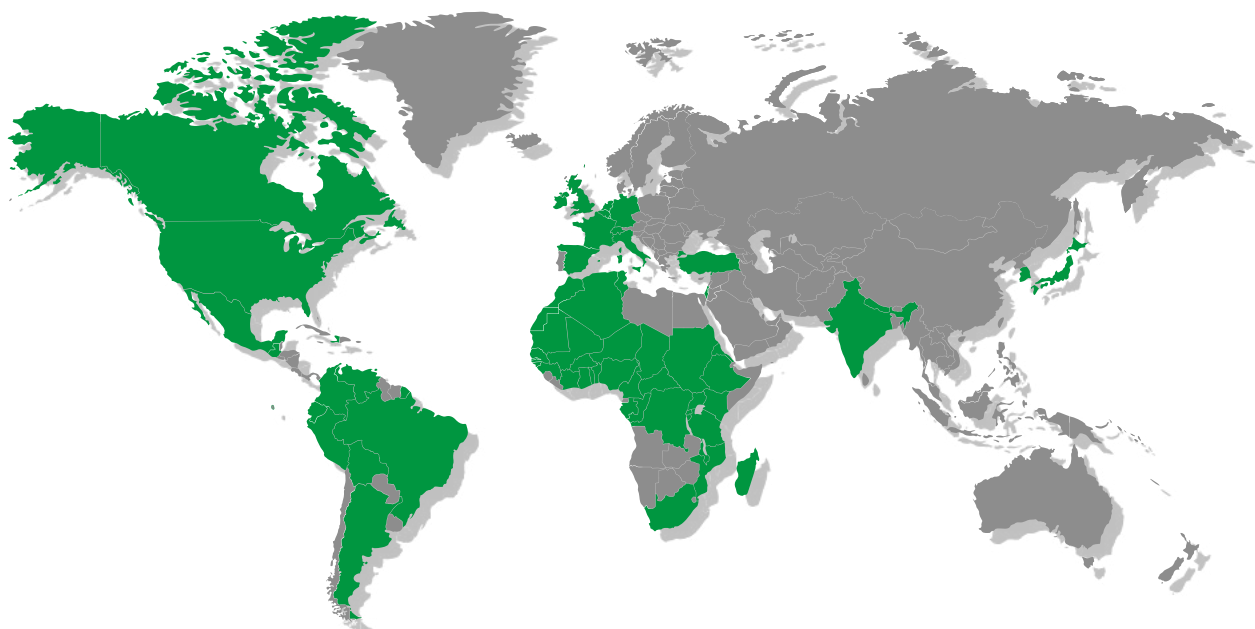
230 gouvernements locaux et centraux

représentés par 660 participants

provenance des participants

Les participants sont issus de 260 villes

réparties dans 60 pays sur 5 continents



Pays d'Afrique les plus représentés : Sénégal, Cameroun, Côte d'Ivoire, Maroc, Gabon, République de Guinée, Mali, Mauritanie, Burkina Faso, Bénin

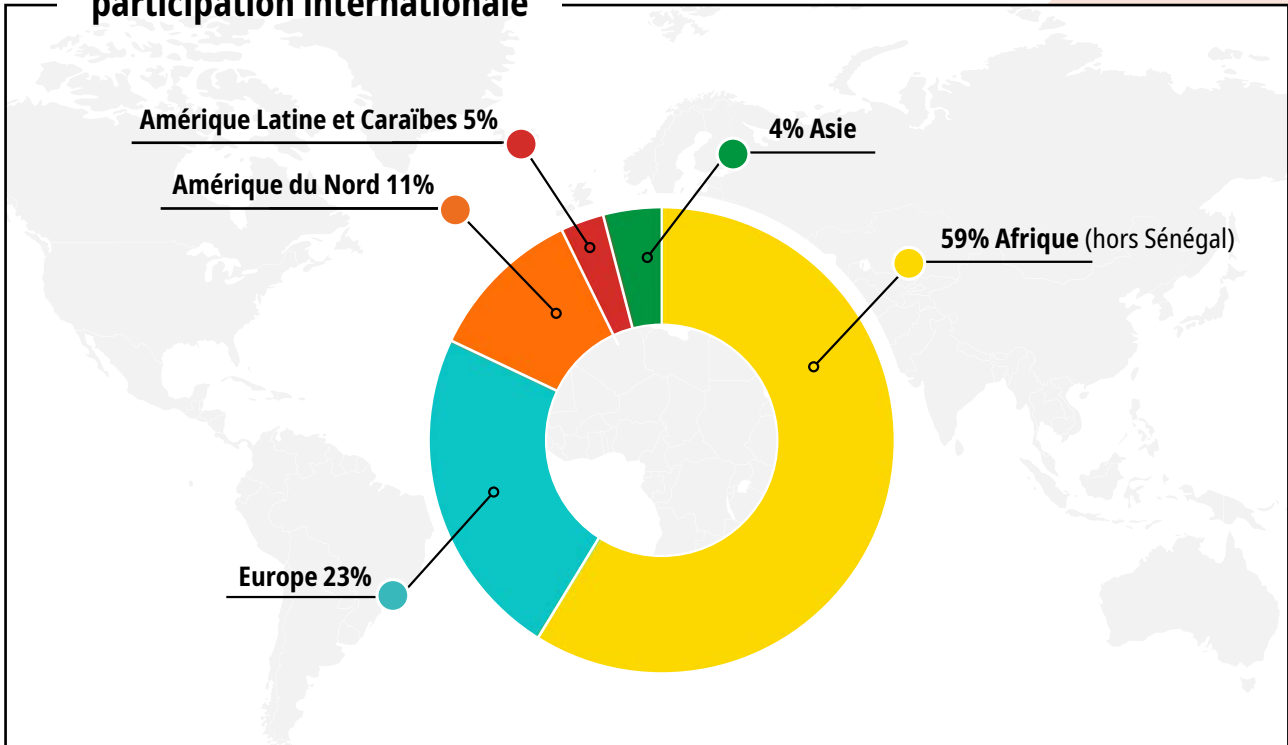
Pays les plus représentés (hors Afrique) : France, Canada, Espagne, Corée du Sud, Italie, Japon, Belgique, Mexique, Colombie, Népal

participation sénégalaise



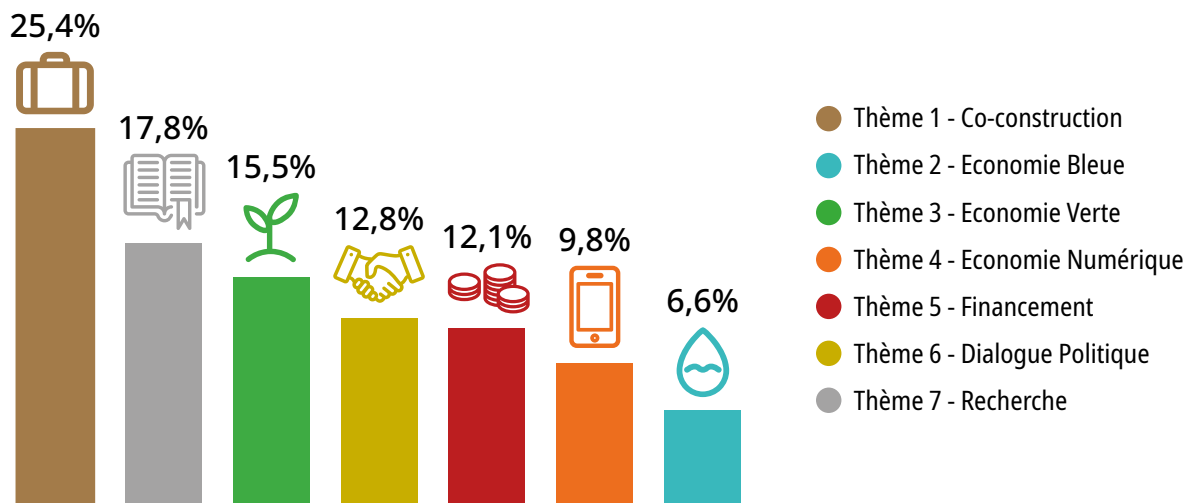
53% des participants viennent du Sénégal

participation internationale



thématiques

Les participants ont indiqué s'intéresser aux thèmes suivants :



La Déclaration de Dakar GSEF2023

Introduction

I**E**n tant que co-président du GSEF, je tenais à rappeler certains points majeurs pour le réseau que nous représentons. Le 5 octobre 2021, l'Assemblée Générale du GSEF a retenu la candidature de Bordeaux (France) pour sa présidence et le siège de son secrétariat permanent, précédemment installé à Séoul (Corée du Sud) depuis 2013, date de la création de l'organisation. L'année 2022 a constitué l'année de la mise en place de la gouvernance et de l'équipe, avec déjà de nombreux enjeux auxquels il fallait répondre et nous sommes fiers de concrétiser l'événement de Dakar avec vous.



M. Stéphane MONTUZET

« [...] Les sujets sur lesquels nous avons pu échanger nous montrent que quelque soit l'endroit où nous nous trouvons dans le monde, l'ESS crée, innove, expérimente, pour offrir des réponses aux grands enjeux sociétaux qui sont les nôtres. Un des enseignements de ce forum est certainement d'avoir montré que les enjeux de l'ESS sont parfaitement alignés aux enjeux opérationnels des grandes transitions et des ODD. [...] Continuons de créer les conditions pour que l'ensemble des citoyens et citoyennes puissent prendre en main le développement de leur territoire, de leur économie, pour des solutions plus justes, socialement et écologiquement. [...]

« J'aime rappeler que l'ESS est une double proposition : politique et technique.

- Proposition politique d'abord, car elle porte et participe d'une réflexion permanente sur les enjeux sociétaux, d'une vision politique de justice sociale, économique et environnementale. Cette vision politique est celle de nos convictions, au service de l'intérêt général / porteuses de valeurs humanistes;
- Proposition technique ensuite, car nous innovons, expérimentons, mettons en œuvre tous les jours des projets et des réponses concrètes.

Sur ces deux aspects, cette 6ème édition du Forum a été une démonstration indéniable de ce qu'est l'ESS. [...La déclaration qui suit] porte également en elle la volonté et l'affirmation que nous devons nous réapproprier la question économique, de rappeler que l'économie n'est pas le sujet des seuls grands groupes capitalistiques, de l'économie de marché, mais que l'économie est avant tout un sujet politique. Karl Polanyi nous disait il y a déjà longtemps qu'il faut réencastrier l'économie dans les relations sociales et dans les régulations démocratiques. C'est ça l'ESS, c'est aussi ça que nous a dit ce Forum de Dakar. [...]

« Je vous invite à poursuivre, renforcer ou imaginer de nouvelles organisations pour apporter l'expertise et le soutien dont nos écosystèmes territoriaux auront besoin pour se développer, s'outiller, renforcer leur volonté de transformation. L'avenir doit nous inviter à des alliances, entre acteurs de l'ESS, entre réseaux de l'ESS, avec les gouvernements locaux, avec les États et, de façon plus globale, entre la société civile et les organisations internationales. Ceci nous invite à réinventer de nouveaux outils, de nouvelles alliances, de nouveaux espaces de coopération, pour être au rendez-vous des enjeux posés par la résolution de l'ONU. Je vous invite à prendre conscience qu'il y a un avant et un après la résolution de l'ONU, que nous devons revisiter et consolider notre écosystème international, travailler nos complémentarités, travailler nos synergies. [...]

« Pour nous saisir des opportunités ouvertes par la résolution de l'ONU nous devons réussir un quadruple changement d'échelle:

- Accélérer la participation du plus grand nombre de gouvernements locaux au déploiement de l'ESS;
- Accélérer les participations citoyennes, condition de réussite des transitions;
- Atteindre les capacités financières nécessaires et à la hauteur des enjeux pour devenir incontournables sur des thématiques essentielles, comme celles alimentaires, énergétiques etc. Il s'agit bien là d'engager la bifurcation, le changement de paradigme pour que l'ESS soit la norme de demain;

- Enfin un changement d'échelle par la diffusion, le transfert de l'action locale des innovations vers les écosystèmes locaux. Tout en gardant à l'esprit que diversité, proximité et coopération doivent guider nos actions. [...]

« Pour terminer, je citerai une nouvelle fois Karl Polanyi qui nous expliquait en début de siècle dernier que le marché est obsolète. L'économie de demain, l'économie la plus moderne, c'est l'économie sociale et solidaire, parce que c'est l'économie du partage, partage de la propriété, partage de la gouvernance, partage des richesses, c'est l'économie qui répond aux grands défis. [...]

M. Stéphane Montuzet, Président de la Chambre Régionale de l'ESS de Nouvelle-Aquitaine, Co-président du GSEF
Extraits du discours de clôture, prononcé le 6 mai 2023 au Grand Théâtre National de Dakar, à l'occasion du Forum DakarGSEF2023



De gauche à droite : Laurence KWARK, Mourade DIÈYE GUÈYE, Denise Fatoumata NDOUR, Aude SALDANA, Marguerite MENDELL, Berenice ALCALDE, Fabrice BALOU, Malick DIOP, Stéphane PFEIFFER



Lecture collégiale de la Déclaration de Dakar GSEF2023. De gauche à droite : Fabrice BALOU, Laurence KWARK, Mourade DIÈYE GUÈYE

La Déclaration de Dakar GSEF2023

La Déclaration de Dakar GSEF2023

TÉLÉCHARGER

Nous, les plus de 5000 personnes présentes au Forum GSEF2023 à Dakar, provenant de plus de 250 villes et de 70 pays, affirmons que l'ensemble de la population mondiale a droit à des conditions de travail décentes, un revenu suffisant pour vivre dignement et doit pouvoir s'autonomiser et s'émanciper dans un monde vivable alors que le modèle économique dominant produit précarisation et destruction de notre planète.

Nous affirmons aussi que l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) est aujourd'hui le modèle socio-économique le plus adapté à l'atteinte des objectifs de développement durable de l'ONU d'ici 2030. L'accueil du Forum GSEF 2023 à Dakar au Sénégal, première fois en Afrique, est un événement exceptionnel d'internationalisation de l'ESS sur ce continent. L'Économie Sociale et Solidaire est en effet présente partout dans le monde, et partout elle démontre sa capacité de transformation positive de l'ensemble de nos sociétés et de nos territoires.

Chaque nouveau Forum GSEF nous rappelle que la puissance de l'ESS réside à la fois dans sa grande unité et sa grande diversité. Sa diversité la rend riche d'innovations et d'expérimentations dans le respect des cultures et des identités locales, toujours dans l'objectif d'aboutir à la démocratie et à la justice sociale et environnementale.

Le Forum GSEF2023 de Dakar intervient à un moment particulier, et ce à plusieurs titres.

D'abord, car nous sortons progressivement de l'épisode pandémique qui a eu des conséquences humanitaires, sanitaires, économiques et sociales dramatiques. Les organisations de l'ESS avaient alors su démontrer leur capacité de résilience, comme nous le rappelle la Déclaration du GSEF2021 de Mexico.

Ensuite, car nous ne sommes pas toutes égales et tous égaux face au modèle économique dominant. Il y a des gagnantes et des gagnants, mais il y a surtout des perdantes et des perdants. Les jeunes, les femmes, les personnes des économies informelles, populaires et de l'économie des plateformes en sont particulièrement victimes. L'Économie Sociale et Solidaire, proposant un modèle économique fondé sur la coopération et non la concurrence, sur la primauté des personnes et de la nature avant les profits, est un moyen fort d'inverser cette tendance.

Notre monde est rythmé aujourd'hui par l'augmentation des inégalités et de la pauvreté, les guerres, les discriminations, et la succession des rapports alarmants du GIEC. Il nous faut, comme l'affirmait déjà le GSEF en 2021, « un changement de paradigme donnant la priorité aux personnes et à la planète ».

Enfin, la Déclaration du GSEF2016 de Montréal, dans une de ses résolutions, invitait les pouvoirs publics, et notamment les organisations internationales, à reconnaître la place centrale de l'ESS. La série de recommandations d'organisations internationales, l'OIT et l'OCDE d'abord, l'ONU enfin le 18 avril dernier, ont su faire avancer la reconnaissance institutionnelle de l'Économie Sociale et Solidaire. Des organisations continentales et des États ont aussi su se doter de législations favorables, de stratégies de soutien et de développement de l'ESS. L'Économie Sociale et Solidaire se fait une place, chaque jour un peu plus grande, dans le paysage politique et économique dans tous les pays du monde.

Ces résolutions ne doivent cependant pas être de simples textes, elles doivent engager des actes concrets. Ainsi, étant donné que DakarGSEF2023 a été la première grande échéance internationale post-résolution de l'ONU, ce Forum a permis d'incarner la résolution et de bâtir ensemble une feuille de route. Il nous permettra aussi d'impulser le développement de politiques structurantes sur les territoires au service de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable fixés par l'ONU.

En mettant la priorité sur les conditions spécifiques des jeunes et des femmes qui subissent une précarité encore plus importante que le reste de la population, et dont l'autonomisation est un enjeu prioritaire, ainsi que sur l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleuses et travailleurs de l'économie informelle, ce Forum est aussi l'occasion de rappeler les gouvernements locaux et nationaux à leurs responsabilités. Ces focus ont démontré la nécessité de promouvoir la transition des économies informelles vers des économies collectives et durables pour rendre possible l'accès à la protection sociale des travailleurs(euses) qui vivent dans l'insécurité économique. Cela passe aussi par une facilitation de l'accès aux marchés, par le partage de services, d'expertises, de savoir, et de ressources.

...

...

Finalement, nous affirmons qu'il est urgent de reposer la façon dont sont produites les richesses et d'engager une réelle redistribution.

Ainsi, le Forum DakarGSEF2023 a été l'occasion de nombreux échanges, réflexions et propositions traçant un chemin allant dans le sens d'une bifurcation écologique, sociale et économique.

Nous appelons à :

1. Faire confiance aux nouvelles générations en leur permettant d'exercer leur pouvoir d'agir ;
2. Lutter contre toute forme de discrimination qui viendrait remettre en cause l'autonomie des individus et leur capacité à porter des initiatives socio-économiques ;
3. Valoriser une économie sociale et solidaire en poursuivant sa co-construction dans les territoires par les populations locales ;
4. Renforcer l'économie collective, comme moyen privilégié d'améliorer la condition des personnes dans des situations précaires et informelles ;
5. Préserver les ressources naturelles et la biodiversité en promouvant les communs, lutter contre les changements climatiques et promouvoir l'économie circulaire ;
6. Institutionnaliser des espaces de co-construction des politiques publiques intersectorielles à chaque niveau gouvernemental ;
7. Permettre la bonne articulation entre échelon local et échelon national afin d'assurer un développement soutenable de l'économie sociale et solidaire ;
8. Créer, au sein du GSEF, une représentation de la jeunesse afin de s'assurer du suivi des propositions issues du Pré-Forum Jeun'ESS, dans l'objectif notamment d'aboutir à la création d'outils de financement à destination de projets portés par les jeunes ;
9. Faire des thématiques de la jeunesse et des femmes des espaces centraux et transversaux des prochains Forums GSEF ;
10. Initier des campagnes de sensibilisation et promotion à l'égard des pouvoirs publics, des populations, et des actrices et acteurs de l'économie et de la société civile afin de mieux faire connaître l'ESS et ses principes ;
11. Mettre en œuvre des outils d'accompagnement des gouvernements locaux et nationaux qui souhaiteraient s'engager dans un processus de soutien au développement de l'ESS sur leur territoire ;
12. Travailler à la systématisation d'indicateurs ESS et à son intégration dans les systèmes nationaux de statistiques et de comptabilité ;
13. Inciter à la création et au développement de programmes d'enseignement de l'ESS à chaque niveau d'enseignement et de formation ;
14. Renforcer la recherche-action autour de l'ESS et le partenariat entre le milieu de la recherche et l'ESS ;
15. Mettre en place un écosystème intégré d'accompagnement technique et financier de proximité adapté aux besoins des entreprises collectives, notamment pour des projets portés par des jeunes et/ou des femmes ;
16. Créer des plateformes de capitalisation, de diffusion et de valorisation des initiatives, des expériences et des connaissances afin de renforcer la capacité de celles et ceux qui agissent et de celles et ceux qui décident ;
17. Tenir de façon régulière un sommet ESS-ONU pour faire le point sur les effets de la résolution ESS adoptée à l'ONU et les actions à conduire.

Déclaration prononcée lors de la clôture du Forum DakarGSEF2023 au Grand Théâtre National de Dakar le 6 mai 2023 par :

M. Mourade DIÈYE GUÈYE, *Secrétaire Général de la Ville de Dakar, Sénégal*
Mme Laurence KWARK, *Ancienne Secrétaire Générale du GSEF, Corée du Sud*

Mme Marguerite MENDELL, *Directrice de l'Institut Karl Polanyi d'économie politique, et Professeure à l'Université Concordia, Canada*

Mme Denise Fatoumata NDOUR, *Présidente d'INAISE - Association Internationale des Investisseurs dans l'Économie Sociale*

M. Stéphane PFEIFFER, *Adjoint au maire de Bordeaux chargé de l'urbanisme résilient, du service public de l'habitat et de l'ESS, France*

M. Fabrice BALOU, *Président de la plateforme ABEWE et de POJeT - Plateforme des Organisations de Jeunesse de Toulepleu, Côte d'Ivoire*

Mme Aude SALDANA, *Secrétaire Générale du GSEF*

Mme Berenice ALCALDE, *Coordinatrice de programme, INAES - Instituto Nacional de la Economía Social, Mexique*

Les recommandations du Comité Scientifique

Le Comité Scientifique du Forum DakarGSEF2023, composé d'experts locaux et internationaux de l'Économie Sociale et Solidaire, a émis les recommandations suivantes lors de la clôture de l'événement.

Recommandations générales

- Renforcer l'écosystème de l'ESS en créant un dispositif fédérateur des différentes composantes de l'ESS ;
- Renforcer la structuration des acteurs de l'ESS en réseaux territoriaux, nationaux, continentaux et internationaux afin de mutualiser leurs ressources et renforcer leur pouvoir de dialogue, de négociation et de plaidoyer ;
- Favoriser aux échelles territoriales, nationales et continentales des rencontres d'échange et de partage d'expériences ESS et développer une plate-forme communicationnelle de promotion de l'ESS ;
- Mettre en place des politiques publiques transversales misant sur des modalités de gestion publique qui accordent une pleine reconnaissance à la valeur publique de l'État, où les différentes composantes des écosystèmes de l'économie sociale et solidaire pourront pleinement s'exprimer et être soutenues adéquatement par les pouvoirs publics nationaux et locaux ;
- Instaurer une académie procurant une formation en ESS reconnue par les systèmes nationaux d'éducation ;
- Soutenir les modalités de recherche-action, de liaison, de transfert et de veille à différentes échelles ;
- Mettre en place un dispositif de finance sociale pour appuyer les projets d'ESS en prenant en compte les différentes échelles requises, du nano crédit au crédit substantiel en misant sur le capital patient.

Recommandations spécifiques en termes de leviers d'action

1. Reconnaître et renforcer les économies dite « informelles » avec leurs normes, leurs principes, leurs modalités de fonctionnement en révisant le narratif les concernant et en les reliant aux politiques publiques nationales et territoriales.
2. Reconnaître et renforcer les différentes dynamiques de l'ESS, tant au niveau intercontinental, continental, national que territorial, dans le respect des trajectoires historiques et de la diversité culturelle et territoriale.
3. Reconnaître l'ESS comme levier de redynamisation des économies territoriales viables, socle au renforcement des économies nationales, et mettre en œuvre une réelle promotion de l'ESS auprès des citoyen.ne.s et des institutions.
4. Valoriser les alliances entre acteurs de l'ESS, collectivités territoriales et secteur public pour favoriser des projets à fortes retombées pour des territoires durables.
5. Inciter les collectivités territoriales à favoriser un écosystème territorial favorable à l'ESS et à impliquer davantage les acteurs de l'ESS dans les dynamiques territoriales de gouvernance et de développement.
6. Forger des alliances entre gouvernements nationaux et locaux, secteur privé et acteurs de l'ESS pour favoriser le développement des actions d'ESS.
7. Valoriser les pratiques « informelles » sur le territoire, non plus comme économie de survie mais comme vectrices d'un développement économique local à terme et source d'enrichissement collectif et territorial.
8. Créer une plateforme adaptée de financement et d'encadrement pour l'économie sociale et solidaire et digitaliser le marché d'ESS pour faciliter l'écoulement des produits locaux.
9. Inviter les institutions financières à mettre en place des fonds d'appui adaptés à l'amorçage et à la consolidation des entreprises ESS.
10. Renforcer les politiques publiques nationales de régulation et de protection des biens communs et des ressources naturelles.

11. Promouvoir la gestion durable des eaux, des sols, de la biodiversité et des déchets à travers la mise en place de systèmes localisés de production agro-écologique.
12. Capitaliser et renforcer les expériences de transition écologique et énergétique qui se déroulent au niveau des territoires.
13. Soustraire des composantes aussi vitales que le secteur agro-alimentaire de la logique marchande de l'Organisation Mondiale du Commerce, et constituer des coalitions nationales et supranationales visant l'obtention d'une Convention internationale sur l'alimentation durable et la souveraineté alimentaire.
14. Promouvoir et renforcer les systèmes de protection sociale extensive au profit des acteurs de l'ESS.
15. Réduire la fracture numérique à travers la mise en place de plateformes digitales territoriales de l'ESS, et faire du numérique le pivot l'ESS par la formation et l'adoption de logiciels libres.
16. Travailler à la systématisation d'indicateurs ESS et à leur intégration dans les systèmes nationaux de statistiques et de comptabilité.
17. Renforcer et soutenir des espaces d'échange, de mutualisation et d'incubation des jeunes et des femmes.
18. Promouvoir l'entrepreneuriat socio-écologique auprès des jeunes et des femmes.
19. Renforcer la collaboration entre le milieu de la recherche-action et les dynamiques d'ESS et reconnaître davantage la recherche partenariale dans les universités.

Points d'attention à respecter

- Adopter un paradigme décolonial pour une transition sociale et écologique, fondé sur une éthique et une esthétique respectueuse des différentes formes de justice et promoteur de la valeur écologique.
- Éviter de reproduire les injustices épistémiques et les inégalités Nord-Sud en valorisant davantage les pratiques des économies informelles ou populaires expérimentées dans des contrées non occidentales, et les considérer comme une source d'enrichissement collectif.
- Attention à la collusion, aux entreprises déguisées, à la mal gouvernance et aux conflits d'intérêts.



Pr. Sambou NDIAYE, Président du Comité Scientifique du Forum DakarGSEF2023

Les évènements spéciaux



Pré-Forum Jeun'ESS p. 22

Les Caravan'ESS p. 30

Pré-Forum Femm'ESS p. 32



Pré-Forum jeun'ESS

Entrepreneuriat collectif et durable pour les territoires :
les réponses d'inclusion des jeunes d'ici et d'ailleurs

Place du Souvenir Africain

1er & 2 Mai 2023



L'édito des co-organiseurs	p. 23
Les chiffres	p. 24
Le village des ODD	p. 25
Le programme	p. 26
L'appel de la Jeun'ESS	p. 28

Les deux journées du Pré-Forum Jeun'ESS ont été orchestrées par le Consortium Jeunesse Sénégal et ses partenaires, identifiés pour l'occasion. Retrouvez le site dédié ci-dessous :



**SITE WEB DU
PRÉ-FORUM JEUN'ESS**



De gauche à droite : Garam LEE, Aboubakrine Ag AKLINI, Fabrice BALOU

L'édito des co-organisateur

Le monde d'aujourd'hui, en constante évolution, se tourne de plus en plus vers une Économie Sociale et Solidaire (ESS). Au cœur de cette transition, la jeunesse émerge non seulement comme l'avenir mais aussi comme l'acteur principal de l'innovation dans ce secteur. Le Pré-Forum Jeun'ESS s'est précisément inscrit dans cette dynamique. Trois objectifs majeurs ont guidé cette initiative.

Premièrement, le Pré-Forum visait à mettre en lumière et à faire rayonner les initiatives portées par la jeunesse dans le secteur de l'ESS. Comment ? À travers l'installation éphémère du village des ODD (Objectifs de Développement Durable), un havre consacré aux solutions et projets novateurs des jeunes. Ce village fut bien plus qu'un espace de partage, c'est le reflet des ambitions, des rêves et de la détermination de notre jeunesse.

Ensuite, cette rencontre se voulait avant tout inclusive. Les jeunes ne sont pas simplement invités à la table, ils en sont les hôtes privilégiés. Nous nous sommes engagés à accorder une attention toute particulière à leur voix, à leurs idées, et à leurs solutions. Ils sont les leaders d'aujourd'hui, les acteurs du changement que le monde attend.



M. Mamba SOUARÉ

Enfin, cette assemblée était résolument tournée vers l'action. Elle aspirait à co-construire, avec l'ensemble des participants, des actions concrètes et des recommandations pertinentes. L'objectif ultime ? Influencer et faire évoluer nos législations nationales pour que l'ESS, pilier d'un futur plus juste et durable, se développe pleinement et efficacement.

En somme, le Pré-Forum Jeun'ESS n'est pas qu'un simple événement : c'est une célébration de l'innovation, une reconnaissance du potentiel de notre jeunesse et une marche résolue vers un avenir plus inclusif et solidaire.

Cet événement a permis de dégager des perspectives d'avenir pour continuer ce travail de reconnaissance de la place de la jeunesse dans l'Économie Sociale et Solidaire que ce soit au niveau de son plaidoyer, de la création d'entreprises ou de la structuration de réseaux. Le Pré-Forum fut un tournant dans la manière dont nous devons aborder ces questions à l'avenir.

En conclusion, le Pré-Forum Jeun'ESS a réussi à atteindre ses trois objectifs. Il a valorisé les initiatives de l'ESS portées par les jeunes, il a inclus et donné la parole aux jeunes et il a co-construit un plaidoyer pour l'évolution des politiques publiques en faveur de l'ESS. Cela démontre le potentiel des jeunes en tant que moteurs du changement social et économique, et souligne l'importance d'inclure leur voix dans les débats et les décisions concernant l'avenir de l'ESS.

Le défi maintenant est de faire en sorte que les discussions et les idées échangées pendant le forum soient traduites en actions concrètes, en suivant le plaidoyer élaboré, pour favoriser le développement continu de l'ESS.

M. Sobel Aziz NGOM, Directeur exécutif du Consortium Jeunesse Sénégal
M. Mamba SOUARÉ, Co-fondateur de Makesense Africa, Secrétaire général du Consortium Jeunesse Sénégal

les chiffres

les volontaires



100

volontaires formés par **Change Factory** pendant 2 jours, répartis en 4 équipes : communication, logistique, accueil et compte-rendu

le village des ODD

56 exposants issus de 12 pays

venus présenter les 17 Objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030 de l'ONU, au sein du Village des ODD, piloté par **Jeunesse Engagée pour le Développement**

sessions & intervenants

35 intervenants sur scène issus de 9 pays

venus participer à 4 tables rondes sous 3 formats différents en partenariat avec **Ashoka**

5 sessions autogérées proposées par autant d'animateurs

capitalisation & plaidoyer

1 étude sur l'Économie Sociale et Solidaire, réalisée par le cabinet **IP3 Conseil**, sous la coordination de **Makesense Africa**

1 appel de la Jeun'ESS, comptant 11 recommandations co-écrites par les membres et le réseau de partenaires du **Consortium Jeunesse Sénégal** et lues devant les autorités

Le village des ODD

Le Village des ODD, piloté par *Jeunesse Engagée pour le Développement (JED)*, s'est présenté non seulement comme un espace de sensibilisation aux Objectifs de Développement Durable (ODD), mais aussi et avant tout comme une plateforme dédiée à la mise en avant des initiatives jeunesse dans le domaine de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Le Village est composé de 17 stands, représentant les 17 objectifs ODD.

Dans chaque stand, 4 porteurs de solution ont promu leurs initiatives : deux porteurs de solution sénégalais, un porteur de solution africain (hors Sénégal) et un porteur de solution international (hors Afrique). Dans les faits, le Village des ODD a regroupé 56 porteurs de solutions, qui ont expliqué aux participants comment celles-ci répondent à l'ODD en question. Cet aspect est au cœur de la vision de l'ONG JED pour le village.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Le Village des ODD, Place du Souvenir Africain à Dakar

le programme

Les sessions sur scène

La programmation sur scène a été coordonnée par **Ashoka**. Elle met en avant des jeunes venant de différents pays du monde, prouvant que la jeunesse mène des projets inspirants dans l'économie sociale et solidaire. Pendant le Pré-Forum Jeun'ESS, quatre thématiques ont été mises en exergue :



Session 1

Économie Numérique : un vecteur d'émancipation pour la jeunesse



Session 2

Financement : Comment soutenir et favoriser les initiatives de la jeunesse ?



Session 3

Quelle place pour les réseaux et plateformes de jeunesse dans les territoires ?



Session 4

Économie Verte & Bleue : une opportunité territoriale et durable pour la jeunesse

Chacune des sessions a été partagée en trois temps :



Denise Fatoumata NDOUR, Valérie AUBIER

Keynote speaker

Un discours dynamique, seul sur scène pendant 10 minutes, pour introduire la thématique.

Interview d'expert

L'expert de la thématique a plus de 35 et propose sa vision aux jeunes pendant 30 minutes.

Table ronde

Ce format d'une heure regroupe un journaliste et 3 à 5 intervenants.

la jeun'ess sur les ondes

Les tables rondes des sessions 2 et 3 ont été enregistrées sous le format d'émissions radio et diffusées sur **RFI** :

« 8 milliards de voisins » d'Emmanuelle BASTIDE [↗](#)

Intervenants :

- Mihoub MEZOUAGHI, *Directeur de l'AFD pour le Sénégal, la Gambie, le Cap-Vert et la Guinée-Bissau*
- Mame ABY SEYE, *Déléguée Générale à l'entreprenariat DER/JF Sénégal*
- Pape SAMB, *Directeur exécutif d'Ashoka Afrique*
- Emily MIKI, *Présidente de la fondation Denis Miki et Efeti Ventures, Cameroun*
- Laurent LEVESQUE, *Directeur général de l'UTILE - Unité de travail pour l'implantation de logement étudiants, Canada*

« Alors on dit quoi ? » de Diara NDIAYE [↗](#)

Intervenants :

- Yacine DIA NDIAYE, *Fondatrice de la plateforme Maféminité*
- Moussa CAMARA, *Fondateur de Les Déterminés*
- Fabrice BALOU, *Président de la plateforme ABEWE, Côte d'Ivoire*
- Abdou Khadre SANOKO, *Sociologue*
- Salif KANOUTE, *Président de Declic Sud*

Les sessions autogérées

Le Pré-Forum Jeun'ESS a accueilli cinq sessions autogérées. Ces sessions, planifiées et organisées entièrement par leurs animateurs, ont offert une plateforme précieuse pour le partage des connaissances et l'échange d'idées. Elles ont mis en lumière l'importance de la collaboration internationale pour relever les défis auxquels est confrontée l'Économie Sociale et Solidaire dans le monde.

- **Approches innovantes pour renforcer les filets de sécurité**

proposée par le Seoul Youth Hub (Corée du Sud)

- **Emploi des Jeunes à Fatick et Diourbel**

proposée par les Offices départementaux pour l'Emploi des jeunes de Diourbel et Fatick (Sénégal)

- **Autonomisation des jeunes et résilience des territoires**

proposée par le réseau YELO - Réseau des Jeunes Élus Locaux d'Afrique - CGLU Afrique

- **« Les crayons même cassés peuvent toujours colorier »**

proposée par M. Svens TELEMAQUE (Canada)

- **Les jeunes pour une transition économique juste**

proposée par le RIPESS - Réseau International pour la Promotion de l'ESS

Retrouvez plus d'information sur les sessions sur le site web du Pré-Forum Jeun'ESS.



**SITE WEB DU
PRÉ-FORUM JEUN'ESS**



Andrea RODRÍGUEZ VALDÉS, Ismail KELLY ISKO

Les activités de plaidoyer

Lors du Pré-Forum Jeun'ESS, **Makesense Africa** a joué un rôle pivot en orchestrant un plaidoyer crucial autour de l'évolution des législations nationales pour l'ESS. Un plaidoyer qui a contribué à la production d'un vibrant « Appel de la Jeun'ESS » et d'une étude détaillée sur l'ESS réalisée par le cabinet IP3 en collaboration avec le ministère de la Microfinance et de l'ESS du Sénégal.

Le cabinet IP3, reconnu pour son expertise dans les analyses économiques et sociales, a produit une étude exhaustive sur l'ESS, ses enjeux, ses défis et ses perspectives. Cette étude comporte :

- Un état des lieux : une cartographie de l'ESS à l'échelle nationale (Sénégal), mettant en lumière les principales structures, initiatives et tendances actuelles.
- Des analyses approfondies : des évaluations détaillées sur les obstacles et les leviers de l'ESS, basées sur des données quantitatives et qualitatives.
- Des recommandations stratégiques : Sur la base de leurs analyses, le cabinet IP3 a proposé une série de recommandations visant à renforcer l'écosystème de l'ESS et à faciliter son expansion.

Grâce à l'impulsion de **Makesense Africa**, ces deux productions ont été élaborées avec rigueur et passion. « L'Appel à la Jeun'ESS » a servi de catalyseur pour stimuler l'engagement de la jeune génération, tandis que l'étude du cabinet IP3 a offert un cadre solide et éclairé pour la prise de décision et l'action dans le domaine de l'ESS.

l'appel de la jeun'ess

L'appel de la Jeun'ESS - DakarGSEF2023

TÉLÉCHARGER

Le 1er et le 2 mai 2023, à la Place du Souvenir Africain de Dakar, nous avons été près de 3000 personnes à participer au Pré-Forum Jeun'ESS.

Nous sommes venus de toutes les régions du Sénégal et de plus de 30 pays pour échanger et partager autour des solutions, enjeux et défis de développement efficace des économies sociales et solidaires.

Les jeunes jouent un rôle important dans le développement des économies sociales et solidaires. Et cet événement qui a été organisé par une équipe composée de jeunes championnes et champions a permis de :

1. Valoriser des initiatives portées par les jeunes dans l'ESS ;
2. Inclure et donner la parole aux jeunes à travers les sessions autogérées et ateliers de rencontre de partage et d'échange ;
3. Co-construire un plaidoyer pour faire évoluer la politique publique pour le développement de l'ESS.

Nous allons essayer de vous résumer nos conclusions en commençant par le consensus qui a guidé toutes nos réflexions.

Comme l'ont dit Éric Dacheux et Daniel Goujon : « En Économie Sociale et Solidaire, entreprendre est une forme d'action politique. Il s'agit de transformer le monde. »

En effet, lorsque l'on parle d'Économie Sociale et Solidaire on ne peut pas se permettre de faire l'impasse sur l'empathie et la solidarité. Si nous voulons accélérer son développement en Afrique, il va nous falloir démocratiser ses valeurs pour susciter des vocations et transformer l'éthique de nos économies en créant des millions d'entrepreneurs sociaux. Nous promovons en effet le développement d'une Économie Sociale et Solidaire qui développe un modèle économique alternatif dans lequel le soin et la durabilité de la vie sont placés au centre, au lieu de l'augmentation du profit économique.

Si nous voulons avoir de l'impact il va falloir accompagner ces entrepreneurs novices pour qu'ils grandissent et apportent les solutions dont le monde a besoin pour vivre mieux.

Ainsi aux gouvernements locaux du monde et en particulier au gouvernement sénégalais :

1. Nous revendiquons une économie sociale et solidaire où les jeunes ont leur place, où la voix de toutes les jeunes femmes est entendue et prise en compte sur un pied d'égalité.
2. Nous proposons la création d'un fonds de soutien aux projets de jeunes piloté en continu par une commission jeun'ESS du GSEF assurant notamment le suivi de toutes les propositions issues de ce Forum.
3. Nous jeunes, demandons aux membres et dirigeants du GSEF, la création d'un pôle Jeun'ESS pour la mise en oeuvre du plan d'action Post DakarGSEF2023.
4. Nous demandons aux États, institutions et partenaires du développement, d'instaurer et de financer les initiatives visant à accroître la mobilité des jeunes sur l'ensemble du continent Africain et de contribuer à dynamiser la zone de libre-échange (ZLECAf) en cours de développement, telle que les Caravan'ESS.
5. Nous demandons aux gouvernements nationaux et locaux de promouvoir des politiques publiques incluant des jeunes en prenant en compte leurs besoins en termes d'opportunités économiques.

...

Au niveau du Sénégal :

1. Nous demandons d'accélérer l'opérationnalisation de la loi d'orientation, en particulier à travers la reconnaissance des acteurs de l'ESS afin de leur permettre de bénéficier de tous les avantages prévus comprenant notamment exonérations et allègements fiscaux.
2. Nous proposons l'attribution de plusieurs sièges pour la représentativité de la jeunesse au sein du Conseil National de l'ESS énoncé par l'article 13 de la loi d'orientation de l'ESS. Nous demandons d'accorder au Ministère de l'ESS des moyens nécessaires afin de le doter des instruments et mécanismes de développement, de promotion et de valorisation des jeunes acteurs de l'ESS à la hauteur des enjeux et potentiels du secteur.
3. Nous suggérons la création d'assises nationales, de consultations régionales pour inscrire l'ESS dans le calendrier de l'actualité du Sénégal (politique, économique, sociale, culturelle, etc)
4. Nous jugeons également important de créer et de promouvoir des filières d'enseignement et de formation professionnelles pour sensibiliser et éduquer à l'ESS et faire des ponts avec les structures employeurs dans l'ESS.
5. Nous demandons l'intégration des jeunes femmes et hommes dans la planification territoriale pour favoriser le développement des solutions d'ESS localisées.
6. Nous demandons aux institutions financières de développer de nouveaux produits financiers adaptés aux besoins des acteurs de l'ESS. Nous recommandons notamment la mise en place de fonds de garantie pour encourager et promouvoir l'investissement à impact.

Conclusion

Le nouveau modèle économique que nous voulons soutenir doit être construit à l'échelle mondiale, en incluant tous les peuples et leurs diversités et dans le respect de notre planète.

Nous demandons ainsi avec force que dans les prochains forums, ces deux thèmes, l'intergénérationnalité et le genre, soient pris en compte comme des espaces centraux, prioritaires et transversaux pour chacun des thèmes et non comme un espace «pré-forum».

Mettre la vie au centre, c'est revendiquer chacune des questions qui nous concernent toutes et tous.

Appel prononcé lors de la clôture du Forum DakarGSEF2023 au Grand Théâtre National de Dakar par :

M. René Edouard MENDIS, Social Change Factory, Sénégal
Mme Jane MEDOR NANGA, ONG Jeunesse et Développement, Sénégal
Mme Louise PICARD, Makesense Africa, Sénégal



De gauche à droite à la tribune : Louise PICARD, René Edouard MENDIS, Jane MEDOR NANGA



Les Caravan'ESS

Les Caravan'ESS au Forum DakarGSEF2023

Dans le cadre de cette première édition du Forum du GSEF en Afrique, nombreux sont les jeunes venus de tout le continent qui ont rejoint cette année la capitale sénégalaise. Sur un continent où 62% de la population a moins de 25 ans, la mobilisation des jeunes acteurs économiques fut érigée comme priorité. C'est ainsi qu'ont été pensées les Caravan'ESS. Quelques 200 jeunes acteurs, entrepreneurs, militants associatifs ou encore chercheurs, organisés par des points focaux ont rallié Dakar, mettant en valeur les enjeux et principes de l'Économie Sociale et Solidaire avec et pour les jeunes. Onze pays d'Afrique de l'ouest et d'Afrique centrale se sont prêtés à l'exercice dans l'espoir de répondre à différentes questions :

Comment faire rayonner les initiatives de jeunes qui construisent l'avenir de l'ESS afin d'inspirer et partager le savoir-faire entrepreneurial des jeunes dans l'ESS ? Comment accorder une place privilégiée aux jeunes dans la conception, l'implémentation et la décision au sein du processus des agences de développement ? Comment produire à l'issue du GSEF2023 un cadre de concertation et de mise en valeur des travaux des jeunes acteurs de l'ESS ? Comment faire de ce Forum le tournant décisif d'une économie mondiale plus juste et durable portée avec et pour la jeune génération ?



Les caravaniers du Forum DakarGSEF2023 à Dakar

Comment est née l'idée des Caravan'ESS ?

Les Caravan'ESS s'inscrivent dans les événements spéciaux organisés en prélude au Forum proprement dit. Elles constituent un prétexte pour montrer l'importance de l'hybridation et de la diversité des acteurs en matière d'Économie Sociale et Solidaire. En cela, de nombreux jeunes caravaniers ouest-africains, à travers les activités du Pré-Forum Jeun'ESS ont pu promouvoir une intégration des peuples solidaires. Elle se sont avérées être une opportunité d'intégration des réponses d'inclusion des jeunes d'ici et d'ailleurs sous un format de Marketplace (découverte, affaires, emploi et entrepreneuriat social et solidaire...).

Les Caravan'ESS ont été un voyage à travers les frontières. Dans l'esprit, elle ont aussi été un moment de retrouvailles, d'expression des solidarités entre citoyens africains géographiquement différents, mais humainement proches.

La mobilisation des caravaniers

Afin de mobiliser ces jeunes caravaniers, des points focaux, représentants des organisations inscrites dans l'Économie Sociale et Solidaire, ont été identifiés pour chacun des pays participant à ces Caravan'ESS. Ces points focaux ont été chargés de :

- Représenter le pays dans le comité d'organisation de la Caravan'ESS ;
- Sélectionner les jeunes entrepreneurs et talents de l'ESS qui participeront à l'événement ;
- Coordonner le processus de participation du pays à la Caravan'ESS ;
- Mettre en œuvre une stratégie pays de financement de la participation des caravaniers ;
- Participer à l'animation scientifique de la Caravan'ESS ;
- Assurer la restitution et le suivi Post-Forum au retour au pays ;
- Devenir des acteurs de premier plan dans la mise en place du plan d'action du GSEF en Afrique.

Les points focaux des caravan'ESS

COORDINATION GÉNÉRALE



Beuchir FALL
Auditeur comptable-financier et gérant du cabinet BF Consulting Suarl

Coordinateur des Caravan'ESS

MAURITANIE



Amadou GACKO
Membre de la Jeune chambre internationale Mauritanie

25 jeunes mobilisés

TOGO



Fadel TCHAGOUNI
Membre de l'association Handicap Solidarité

5 jeunes mobilisés

CÔTE D'IVOIRE



Fabrice Adelphé BALOU
Président-directeur général de la plateforme ABEWE

13 jeunes mobilisés

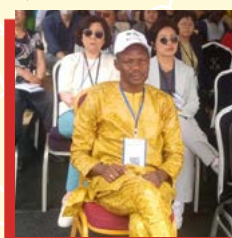
GABON



Antoinette de London ATAYI MEPAS
Deuxième Maire adjointe de la ville de Owendo

15 jeunes mobilisés

MALI



Baba Sarmoye CISSE
Membre du Réseau National d'appui à la promotion de l'économie Sociale et Solidaire (RENAPESS)

25 jeunes mobilisés

GUINÉE-BISSAU



Junior Abdoulaye TOURE
Membre du Mouvement Panafricain des Leaders (MPL)

24 jeunes mobilisés

BURKINA FASO



Wendpagnangdé SIMPORE
Membre du Réseau Zoodo Action & Solidarité, une organisation de solidarité internationale

5 jeunes mobilisés

BÉNIN



Mahuto Léonce MEHOUEDINDE
Membre de l'Espace Wakanda et Agroboot

5 jeunes mobilisés

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE



Mamadi Aminata TOURE
Membre de la CIPAD international

23 jeunes mobilisés

SÉNÉGAL



Jean-Noël WALY SARR
Membre du KiTech (Kaolack innové tech), organisation de promotion du digital dans la zone centre du Sénégal

20 jeunes mobilisés

NIGER



Ali MAMAN
Membre du Mouvement des Jeunes pour le Développement et l'Education Citoyenne (MOJEDEC)

5 jeunes mobilisés



Pré-Forum femm'ESS

L'autonomisation des femmes et la territorialisation
de politiques publiques durables

Grand Théâtre National de Dakar
Musée des Civilisations Noires

Le 3 Mai 2023



Championnes et Jeunes Femmes Leaders	p. 35
Les Plénières Thématiques	p. 42
Le Segment Politique	p. 48
Les Sessions et Ateliers	p. 50

Les femmes et l'Économie Sociale et Solidaire : un engagement fort de DakarGSEF2023

Chères participantes du Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire de Dakar 2023,
Chères lectrices,

Le Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire, DakarGSEF2023, a pris fin, laissant derrière lui un héritage d'inspiration et de détermination. Ces jours passés ensemble ont été une célébration de la diversité des voix et des idées qui contribuent à l'édification d'un monde plus juste et plus équitable. Au cœur de ce mouvement, le rôle, l'autonomisation et la participation des femmes ont occupé une place centrale.

Nous venons de vivre un moment charnière dans l'histoire de notre mouvement mondial pour l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Le GSEF2023 de Dakar s'est concrétisé, et nous étions tous plus enthousiastes à l'idée de participer à cet événement d'une importance capitale.

Cette année, notre Forum a revêtu une signification particulière. En effet, le Pré-Forum Femm'ESS, placé sous le thème de « l'autonomisation sociale et économique des femmes et la territorialisation de politiques publiques durables », inscrit au cœur de notre agenda, est plus qu'une simple question de parité : c'est une nécessité impérieuse pour bâtir un monde plus juste, plus équilibré et plus résilient.

Les femmes, qu'elles soient entrepreneures, dirigeantes d'organisations à but non lucratif, militantes ou tout simplement citoyennes engagées, jouent un rôle essentiel dans la promotion de l'ESS. Leur participation active contribue à façonner des communautés inclusives, des entreprises durables et des sociétés plus équitables.

C'est pourquoi le Forum DakarGSEF2023 a mis en lumière les histoires de réussite, les idées innovantes et les projets extraordinaires menés par des femmes.

Ainsi, plusieurs moments forts ont marqué cette journée spéciale de Pré-Forum. Six championnes de l'ESS et dix-huit jeunes femmes leaders d'actions innovantes d'ESS ont été identifiées en vue d'un dialogue intergénérationnel lors de deux panels. Chacune a pu présenter ses activités et questionner sa championne sur son propre domaine d'expertise. Un système de mentorat s'est construit entre toutes ces femmes depuis lors afin de renforcer ces espaces d'échange.

femm'ESS

Par la suite s'est tenu un segment politique sur l'ESS et l'intégration du genre dans les stratégies et agendas de développement nationaux et internationaux. Enfin, la journée s'est achevée par la tenue de treize ateliers et sessions autogérées par des acteurs et actrices de l'ESS venus présenter des initiatives pour l'autonomisation des femmes et leur rôle dans la transformation de notre modèle économique.

Nous avons compris comment l'autonomisation des femmes favorise la croissance économique, la résolution de problèmes sociaux et la construction de sociétés plus résilientes.

Mais ce Forum ne se limite pas à l'inspiration et à la célébration. Nous avons réussi à créer des passerelles concrètes pour que les femmes puissent jouer un rôle majeur dans la prise de décisions et la mise en œuvre de politiques dans le domaine de l'ESS. Nous croyons en la nécessité d'une approche inclusive où chaque voix compte.



Mme Aminata DIOP SAMB



Mme Rokhaya SY GAYE

Durant ces jours de partage, d'apprentissage et de dialogue, nous avons mis en exergue les défis auxquels sont confrontées les femmes dans le secteur de l'ESS et avons identifié des solutions novatrices, des partenariats stratégiques et des engagements concrets pour lever les obstacles et favoriser l'accès équitable aux opportunités.

Ensemble, nous pouvons concevoir un avenir où l'autonomisation des femmes est non seulement une réalité, mais aussi un moteur puissant pour l'ESS.

Les recommandations issues de ce Forum témoignent du pouvoir de la collaboration et de la détermination à mettre en avant le leadership des femmes dans l'ESS. Nous nous engageons à transformer les recommandations ci-dessous en actions concrètes.

- **L'éducation comme clef de l'autonomisation** : les femmes ont affirmé que l'accès à l'éducation est fondamental pour leur autonomisation. Nous soutenons leur appel à l'éducation et à la formation qui renforcent les compétences entrepreneuriales, le leadership et la confiance en soi. Investir dans l'éducation des femmes, c'est investir dans un avenir équitable.
- **L'accès à la finance** : les femmes entrepreneures ont souligné le besoin crucial d'accéder à des financements abordables. Nous nous engageons à travailler avec des institutions financières et des partenaires pour créer des mécanismes de financement qui soutiennent les initiatives féminines.
- **La promotion de la visibilité** : nous sommes déterminés à donner une voix aux réalisations des femmes dans l'ESS. Des plateformes de promotion seront créées pour mettre en avant leurs réussites, leurs idées et leurs initiatives.
- **La participation à la prise de décision** : l'autonomisation des femmes passe également par leur participation à la prise de décision. Nous nous engageons à mettre en œuvre des mesures concrètes pour accroître leur représentation dans les instances décisionnelles et favoriser leur influence.

Le Forum DakarGSEF2023 n'a pas été qu'un simple événement, il a été le point de départ d'un engagement à long terme pour l'égalité des sexes dans l'ESS. Les recommandations formulées ici ne resteront pas lettre morte : elles guideront nos actions futures.

Nous invitons chacun(e) d'entre vous à s'engager également. Les femmes sont des actrices clés du changement, mais elles ont besoin du soutien de tous pour atteindre leur plein potentiel.

Partagez ces idéaux au sein de vos communautés, de vos organisations et de vos réseaux.

Ensemble, nous pouvons faire de l'Économie Sociale et Solidaire un vecteur de justice sociale et d'équité.

Mme Rokhaya SY GAYE, co-organisatrice du Pré-Forum Femm'ESS, Sénégal
Mme Aminata DIOP SAMB, Directrice Générale du Fonds de Développement et de solidarité Municipal de Dakar,
Co-organisatrice du Pré-Forum Femm'ESS, Sénégal



Cérémonie d'ouverture du Pré-Forum Femm'ESS
le mercredi 3 mai 2023 au Grand Théâtre National de Dakar
Mme Khady Samba, Directrice de la promotion de l'ESS au Ministère de la Microfinance et de l'ESS du Sénégal
Mme Soham EL WARDINI, Ancienne Maire de la Ville Dakar (2018-2022)

En 2021, Mme Soham EL WARDINI a porté la candidature de la Ville de Dakar auprès de l'Assemblée Générale du GSEF afin qu'elle soit désignée Ville Hôte du Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire GSEF2023.

championnes et jeunes femmes leaders

L'Économie Sociale et Solidaire réinvente un modèle dans lequel les exclus du système formel peuvent trouver leur place. Parmi ces exclus du système, les femmes occupent une place prépondérante, notamment dans les pays en voie de développement où l'économie repose en grande partie sur le secteur informel. Confrontées dans une plus grande proportion à la précarité et à la pauvreté, elles subissent souvent une double domination empêchant leur émancipation pleine et entière. Souvent présentées comme victimes, elles sont aussi des actrices du changement de premier plan et s'investissent aux quatre coins du monde dans la transformation de notre système économique.



Dounya Bouyenna Taleb ELY, Hawa DRAMÉ, Nancy NEAMTAN

Pour cette journée dédiée aux femmes, cette sixième édition du Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire a tenu à mettre en avant les capacités des femmes, quel que soit leur niveau d'éducation ou de revenu, à travers leurs activités et initiatives, afin d'en faire des modèles de réussite et de susciter des vocations pour les plus jeunes.



Simone DIOUF, Maissata NIASSE NDIAYE, Fatna EL KHIEL, Nathalie PESIN

Ainsi, six femmes championnes de l'ESS, pour leurs activités politiques, scientifiques et économiques, sont venues sur scène pour présenter leurs vécus et expériences dans leur domaine d'expertise. Elles ont été désignées comme mentors pour dix-huit jeunes femmes entrepreneures sociales, militantes, fondatrices d'ONG ou chercheuses, sélectionnées dans le monde entier pour leurs actions transformatrices et leur engagement. Ces dernières ont pu s'entretenir avec leur mentors lors de dialogues thématiques intergénérationnels, mettant en lumière les perspectives qu'offre ce modèle économique pour les femmes.

Une plateforme d'actrices de l'Économie Sociale et Solidaire s'est créée pour poursuivre les échanges. Ce système de mentorat doit aujourd'hui permettre aux Jeunes Femmes Leaders d'ancrer leurs activités dans une perspective globale et une stratégie mondiale pour l'émancipation des femmes, l'éducation aux valeurs de l'ESS et l'accès de toutes les femmes à un travail décent. Ce système de mentorat doit mener à la création d'espaces d'apprentissage, de capitalisation des connaissances et de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre d'innovations transformatrices dans le secteur de l'ESS.



Imen OUARDANI, Aminata SIDIBE

championnes et jeunes femmes leaders



thème 2

Économie bleue durable, préservation de la pêche artisanale, création de nouveaux emplois durables et protection sociale et environnementale

championne



TUNISIE



Imen OUARDANI occupe actuellement le poste de conseillère technique en sensibilisation et dialogue inter-sociétal et est coordinatrice de l'institutionnalisation de la stratégie nationale « eau 2050 » au sein du projet ARESET de la GIZ, Tunisie. Ancienne maire adjointe et présidente de la commission de l'égalité des genres de la ville de Sousse, elle a mené des projets sur la migration, les politiques jeunesse et l'ESS et a participé à la conception d'un projet sur l'inclusion et l'autonomisation des femmes à Sousse. En 2020, elle a incorporé iesMed, une coopérative européenne pour la promotion de l'ESS en méditerranée, en tant que directrice du développement et des partenariats en Tunisie et vice-présidente exécutive du forum MedEBS Sousse 2021. À part ses activités professionnelles, elle est membre fondateur du Rotary Club Sousse Esplanade Boujaafar, en charge de l'axe « eau ».

jeunes femmes Leaders

Aminata SIDIBE est cheffe d'entreprises et chercheuse indépendante. Elle a voyagé pendant 8 ans à travers l'Afrique pour former des hommes et des femmes entrepreneurs à la création d'entreprises rurales responsables. Elle est aussi consultante pour des organisations internationales.

FRANCE



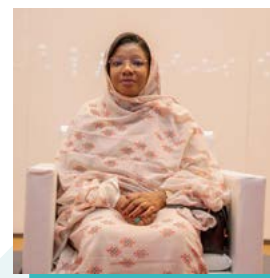
Emna SOHLOBI est juriste en Droit de la mer, et fondatrice de *Tellus Advisory*, une entreprise à mission, de conseil et de développement dans le domaine marin. Elle promeut une vision féministe-écologique du droit de la mer qui rompt avec les stéréotypes de genre.

TUNISIE



Aminetou BILAL est présidente de l'ONG Selfie Mbalite, qui promeut la protection de l'environnement et le développement écologique. Membre de plusieurs réseaux et groupes de travail, elle est la référente régionale de l'Objectif de Développement Durable n°14 sur les océans au sein du United Nations Major Group for Youth and Children.

MAURITANIE





thème 3

Économie verte territoriale, collective et durable,
autosuffisance alimentaire et sa gouvernance

championne



📍 SÉNÉGAL



Khady FALL TALL a été diplômée de l'École Nationale d'Administration du Sénégal avant de poursuivre ses études au Centre d'Études Diplomatiques et Stratégiques de Paris. Elle est aujourd'hui présidente régionale de l'Association des Femmes d'Afrique de l'Ouest (AFAO) au Sénégal. Créée en 2005 et intervenant dans quinze pays de la région, l'AFAO axe ses actions essentiellement sur l'agriculture et le renforcement des capacités des femmes en techniques de transformation des produits agricoles. L'association valorise ainsi la production locale et la place des femmes dans les pratiques agricoles. Mme Fall Tall est membre de plusieurs institutions, réseaux et initiatives au niveau ouest-africain, et notamment le Réseau de Prévention de Crises Alimentaires (RPCA) et de la Plateforme AGIR agriculture sous l'égide de l'UEMOA.

jeunes femmes Leaders

Melvina COVO est directrice générale et co-fondatrice de EMBALLE BÉNIN SERVICES, une entreprise spécialisée dans la production d'emballages biodégradables en papier. Elle milite également dans le Réseau des Femmes Dirigeantes Africaines (AWLN – BENIN) dans le Caucus Jeune pour l'inclusion financière.

📍 BÉNIN



Geneviève RAJOTTE SAURIOL est co-fondatrice de Bleu forêt, une coopérative de travailleuses qui met la communication au service du bien commun. Cette entreprise d'économie sociale travaille exclusivement avec des organismes à but non lucratif ou des collectivités qui souhaitent promouvoir un projet de transition socio-écologique.

📍 CANADA



Ndeye Khadiome NDONG est gérante de Dakane Agro-Cosmo. Elle milite pour la réduction du gaspillage dans la culture de la mangue. L'association transforme les invendus en produits agroalimentaires (chips, poudre déshydratée, etc.), en cosmétique (beurre de Mangue) ou en compost. La structure met également en avant l'insertion professionnelle des personnes handicapées.

📍 SÉNÉGAL



championnes & jeunes femmes leaders



thème 4

Économie numérique et territoires intelligents

championne



FRANCE

Collectivité Territoriale
de Guyane

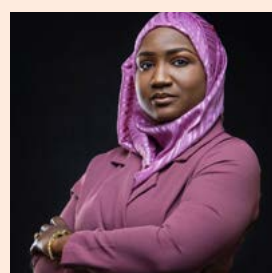
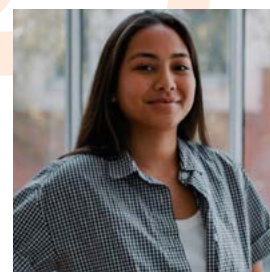


Marie Lucienne RATTIER a obtenu un Master en gestion et management à l'ISFPS LEADER (Institut Supérieurs de Formation Paramédicale et Sciences-Sociales) et a suivi la formation de management des dirigeants d'Entreprises Publiques Locales au sein de HEC Executive Education. Elle est aujourd'hui Conseillère Déléguée en charge du développement numérique, transformation Digitale, Innovation au sein de la Collectivité Territoriale de Guyane (France). Elle est également Présidente de GDI (Guyane Development Innovation), une agence qui accompagne le développement économique par l'innovation, et Présidente Directrice Générale de la SPLANG (Société Publique Locale pour l'Aménagement Numérique de la Guyane). En parallèle de ses fonctions, Marie Lucienne RATTIER est Directrice des ventes BtoB et BtoC à SFR Caraïbe dans le département de la Guyane depuis 2013.

jeunes femmes Leaders

Matina RAZAFIMAHEFA a créé l'entreprise Sayna dans le but d'aider les jeunes malgaches défavorisés à bénéficier d'une formation numérique leur permettant de s'insérer dans le monde du travail en tant que développeur ou autres métiers du digital.

MADAGASCAR



Yacine SARR, jeune informaticienne et entrepreneure dans la tech, a développé une solution de Santé Digitale sous la forme d'une application web-mobile qui rend accessible et automatique l'accès aux soins. L'application est accompagnée d'une carte santé digitale rechargeable par le patient.

SÉNÉGAL



Sarah Myriam TIDOU est la fondatrice de Oasis Corporate, une entreprise qui agit dans la transformation digitale des Petites et Moyennes Entreprises. Plusieurs fois récompensée, elle crée le programme @Kissi, un ensemble de solutions digitales adaptées aux activités, notamment féminines, génératrices de revenus dans le secteur informel.

MAURITANIE





thème 5

Financement des économies collectives et durables pour les territoires

championne



 CORÉE DU SUD 

Bongran YOON a commencé sa carrière dans le domaine des ONG. Elle travaille depuis vingt-cinq ans à l'évolution de la politique, de l'économie et de la société coréennes. Début 2010, la montée en puissance des concepts tels que « entreprise sociale », « entreprise communautaire » et la promulgation de la loi-cadre sur les coopératives en Corée, l'ont incitée à réorienter sa carrière vers le domaine de l'économie sociale. Elle a fondé la coopérative SALLIM, une organisation de soutien ayant pour mission de promouvoir l'économie du partage et la vie en société sur la base de l'*ubuntu*, référence à un terme africain signifiant « humanité ». SALLIM a introduit des politiques d'économie sociale dans la ville de Gwangju, au sud de la Corée. Elle incube et encourage des entrepreneurs sociaux et des activistes, et facilite les projets de collaboration visant à résoudre les problèmes sociaux de la ville. SALLIM soutient les organisations et entreprises de l'économie sociale, les coopératives, les entreprises communautaires et le Campus social ON.

jeunes femmes Leaders

Nana Baraka ABDOU IDI est très investie dans le milieu associatif et engagée auprès de plusieurs ONG. Elle participe aux activités de plaidoyer, de sensibilisation et de formation en faveur des couches les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les jeunes.

 NIGER 

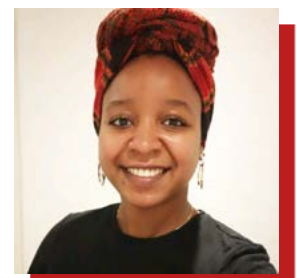


Rokhaya BA, après des études avortées et munie seulement du baccalauréat, a créé et préside aujourd'hui le Club de Réflexion d'Actions et de Développement (CRAD). Ce club dispense des formations gratuites vers les femmes sur la transformation de produits agricoles mais aussi sur le leadership ou le E-marketing.

 SÉNÉGAL 

Isabelle SAIDOU a travaillé au développement d'un réseau d'anciens élèves africains de son école d'ingénieur pour promouvoir les échanges techniques entre l'Afrique et l'INSA Lyon. Elle devient ensuite présidente de l'association Act'ICI : Inspirer, Connecter, Impacter qu'elle a co-fondée, dédiée à l'innovation sociale par et pour les jeunes.

 FRANCE 



championnes & jeunes femmes leaders

thème 6



Dialogue politique : gouvernements nationaux/ locaux et acteurs porteurs d'enjeux des économies collectives et durables pour les territoires

championne



MAROC



Fatna EL KHIEL est médecin de formation, spécialiste en santé publique. Elle est nommée au Maroc, en 2017, secrétaire d'État auprès du ministre de l'aménagement du territoire national, de l'urbanisme, chargée de l'habitat et de la politique de la ville. Elle développe alors l'approche marocaine en matière de développement durable. Membre du bureau politique du Parti du Mouvement Populaire, Mme Khiyel a été conseillère au Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), entre 2000 et 2002. Ancienne députée parlementaire et vice-présidente de la Chambre des représentants, elle est aujourd'hui à la tête du Conseil communal d'Arbaoua et assure la vice-présidence du Réseau des Femmes Élues Locales d'Afrique (REFELA).

jeunes femmes Leaders

Simone DIOUF est chargée de Programmes pour l'Afrique au sein du Réseau Mondial des femmes bâtisseuses de Paix (GNWP). Passionnée par les questions de paix, de sécurité, de genre et de développement économique, elle a travaillé pour les Nations Unies sur ces thématiques par la réalisation de projets dans des zones en conflit.

ÉTATS-UNIS



Nathalie PESIN est la fondatrice du Village des bébés. Elle s'est donné pour mission d'assurer l'impact socio-économique des femmes africaines dans la société québécoise en les soutenant lors de la période de périnatalité et petite enfance en créant un maillage entre des centres de formation spécialisés (petite enfance, sage femme, pédiatres, etc.).

CANADA



Tchailga SILUE est assistante de projet pour l'association Banlieues Du Monde et s'intéresse aux questions de genre et de développement. Ancienne membre du Conseil régional des jeunes de la région Centre Val de Loire (France), elle porte aujourd'hui le projet de création d'une caravane d'information et de sensibilisation à l'engagement citoyen dans les lycées et collèges en Côte d'Ivoire.

MAURITANIE





thème 7

Économie sociale et solidaire et développement durable, articulations entre les pratiques et la recherche

championne



CANADA

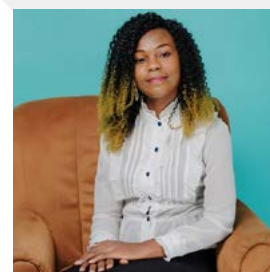


Nancy NEAMTAN détient une expertise reconnue internationalement dans le domaine de l'Économie Sociale et Solidaire, la finance sociale et le développement local. Elle a été fondatrice et PDG du Chantier de l'Économie Sociale, une organisation vouée à la promotion et au développement de l'économie sociale au Québec de 1996 à 2015, après avoir dirigé le Regroupement pour la relance économique et sociale du Sud-Ouest de Montréal de 1989 à 1996. Co-fondatrice et ancienne présidente du Réseau d'investissement sociale du Québec, de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale et du TIESS, un centre de liaison et de transfert en innovation sociale, elle continue son implication à travers des collaborations étroites avec un ensemble d'organisations du mouvement de l'économie sociale.

jeunes femmes Leaders

Ghislaine MBOE ONDOA est fondatrice et présidente de l'association Actions Solidaires pour un Développement Durable, qui œuvre pour l'autonomisation des femmes, la protection de l'environnement et l'accompagnement des personnes vulnérables. Elle est actuellement jeune députée au Parlement Jeunesse Camerounais.

CAMEROUN



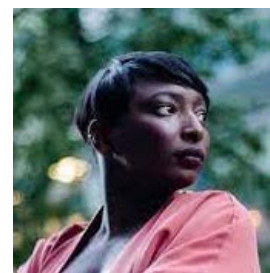
Stephanie GUARACHI, après des études en écologie humaine, études sociales et esprit d'entreprise, a fondé le camp Ampuy afin d'améliorer l'accès à une éducation de qualité pour les jeunes Boliviens et envisage aujourd'hui de développer l'industrie du plein air en Bolivie en créant un club de femmes qui promeut la randonnée et le trekking.

BOLIVIE



Hawa DRAMÉ, spécialisée sur des enjeux liés à l'entrepreneuriat dans les quartiers populaires, consultante et formatrice, développe l'incubateur Time2start en France afin d'accompagner, par des programmes de formation complets, les porteurs de projets issus de la diversité et accélérer l'entrepreneuriat.

FRANCE





plénière des championnes n°1

ÉCONOMIES BLEUE, VERTE ET NUMÉRIQUE : QUELS ACQUIS EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ?



De gauche à droite : Imen OUARDANI, Khady FALL TALL, Marie-Lucienne RATTIER

Modératrice : Mme Dior BIRIMA, *Consultante en marketing, communication et événementiel, Sénégal*

Intervenantes :

Économie Bleue

CHAMPIONNE

Mme Imen OUARDANI, *Docteur en sciences biologiques, Activiste et experte dans le domaine de l'ESS, Tunisie*

JEUNES FEMMES LEADERS

- Mme Emna SOHLOBI, *Fondatrice de Tellus Advisory, Tunisie*
- Mme Aminata SIDIBE, *Cheffe d'Entreprises et Chercheuse Indépendante, France*

Économie Verte

CHAMPIONNE

Mme Khady FALL TALL, *Présidente de l'AFAO - Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest*

JEUNES FEMMES LEADERS

- Mme Melvina COVO, *Directrice Générale et Co-fondatrice de EMBALLE BÉNIN*
- Mme Geneviève RAJOTTE SAURIOL, *Membre la coopérative de communication responsable Bleu Forêt, Canada*
- Mme Ndeye Khadiome NDONG, *Gérante de Dakane Agro-Cosmo, Sénégal*

Économie Numérique

CHAMPIONNE

Mme Marie-Lucienne RATTIER, *Conseillère Déléguée au développement numérique, Collectivité Territoriale de Guyane*

JEUNES FEMMES LEADERS

- Mme Sarah Myriam TIDOU, *Fondatrice de @KISSI, Directrice Générale de Oasis Corporate, Côte d'Ivoire*
- Mme Matina RAZAFIMAHEFA, *Fondatrice de Sayna, France & Madagascar*
- Mme Yacine SARR, *Informaticienne, Entrepreneure dans la tech, Sénégal*



Principales recommandations

- Développement d'outils d'implication des communes et associations dans le développement d'une dynamique de l'ESS ;
- Développement d'outils d'appui à l'ensemble des acteurs de la chaîne de valeur en lien avec ce secteur ;
- Mise en œuvre de différents moyens pour conserver la biodiversité ;
- Éviter les énergies fossiles, les engrais et tout ce qui agresse la nature ;
- Avoir de bonnes pratiques, un mode de vie respectueux de l'environnement ;
- Faire que le GSEF mette en place une plateforme mondiale de l'économie verte solidaire et sociale ;
- Mise en lien et outils de renforcement de la coopération entre les universités et les autres institutions/acteurs pour pouvoir dépasser le stade de recherche et mettre en application les différents projets ;
- Prioriser et soutenir des projets qui prônent des solutions communes les plus urgentes en Méditerranée.

Résumé récapitulatif des rapporteurs

- Instauration d'un dialogue intergénérationnel en vue de trouver des solutions pour l'autonomisation des femmes grâce à l'économie verte, bleue et le numérique ;
- Echanges de bonnes pratiques sur l'économie verte, bleue et le numérique ;
- L'importance de l'économie sociale et solidaire dans le développement économique durable, en particulier dans les zones côtières pour l'économie bleue et dans l'agriculture pour l'économie verte ;
- La nécessité de sensibiliser les populations aux enjeux environnementaux et de mettre en place des pratiques durables ;
- Appel à l'implication de la société civile, des communes et des associations dans la mise en place d'une dynamique autour de l'ESS et de l'économie verte ;
- Proposition de mise en place d'une plateforme mondiale de l'économie verte solidaire et sociale pour favoriser la coopération entre les universités et les autres institutions et pour soutenir les projets qui prônent des solutions communes les plus urgentes en Méditerranée ;
- Place des femmes dans l'ESS et réflexion autour de solutions pour sortir les femmes de la pauvreté ;
- Partage d'expérience sur la vision du combat des femmes pour déconstruire les stéréotypes de genre ;
- Combat pour un leadership fort des femmes et leur autonomisation à travers l'ESS.

Principaux points soulevés par les intervenantes

Économie Bleue

- Économie bleue solidaire : concept parapluie qui associe l'ESS et l'économie bleue autour du tourisme ;
- Expérience en économie bleue solidaire en méditerranée qui inclut le triptyque inclusion, justice et égalité ;
- Pression économique et menaces du changement climatique sur les villes et territoires côtiers ;
- Mobilisation des acteurs pour des solutions durables et une égalité des territoires ;
- Protection des ressources du littoral ;
- Recherche de solutions innovantes à travers des actions efficaces par territoire et une implication de la population ;
- La nécessité d'impulser une coopération efficace pour plus d'impacts ;
- Importance de conserver la biodiversité et d'impliquer la communauté ;
- Renforcement de la coopération entre les centres de recherche ;
- Soutien des projets pour des solutions communes en méditerranée ;
- Partage des recommandations tirées lors du forum méditerranéen de l'économie bleue ;
- La nécessité de développer des stratégies d'intervention participatives et efficaces permettant de renforcer l'intégration socio-économique des populations ;
- La participation récente des femmes dans l'économie bleue et le manque d'initiative féminine en Tunisie ;
- L'implication de la société civile dans l'économie sociale et solidaire ;
- L'économie bleue et verte comme générateur d'activités et d'emploi principalement en zones côtières ;
- La nécessaire déconstruction des stéréotypes de genre. Le monde marin n'est pas forcément un monde masculin ;
- Mener le combat pour des structures qui n'ont pas de voix comme les mers et les océans.

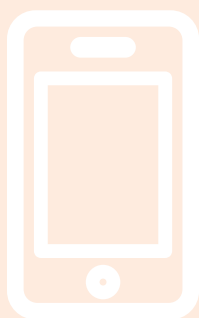
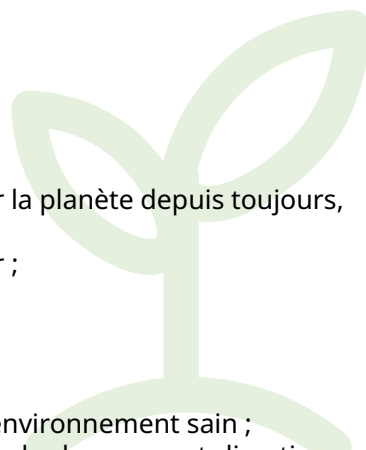
plénière des championnes n°1

Économie Verte

- Économie verte : ensemble des types d'activités que nous avons trouvés sur la planète depuis toujours, dont l'agriculture et l'économie bleue ;
- Économie verte comme 1er poumon de l'agriculture et sa chaîne de valeur ;
- Promotion de l'économie verte à travers les exploitations familiales ;
- Production de biens et services de façon durable ;
- Croissance d'une économie inclusive ;
- Réduction de la pauvreté et des disparités sociales ;
- Économie verte permettant l'amélioration de la sécurité humaine et d'un environnement sain ;
- Économie verte et Agriculture ne reposent pas sur des sources inépuisables, le changement climatique est là pour nous le rappeler ;
- Il faut gagner la guerre de la communication ;
- Aujourd'hui : un mode de vie insoutenable qui perpétue des stéréotypes de genre ;
- Nécessité de mener des campagnes de sensibilisation pour des changements de comportement et de voir rayonner des projets qui sont au service de la transition socio-écologique.

Économie Numérique

- Impulsion du numérique qui a permis de rester en contact avec le monde sous l'ère Covid 19 ;
- Importance de favoriser l'accès au numérique ;
- Propulsion du télétravail, de la visioconférence, de l'e-information, de l'e-éducation ;
- Défis du numérique dans les zones littorales ;
- Mise en place du dispositif de la fibre optique via satellite en Guyane française où le taux de connectivité est de 20% ;
- Solutions adaptées au secteur informel pour les femmes ;
- L'ESS en Guyane : une majeure partie de la population dans l'Économie Sociale et de plus en plus de personnes engagées dans l'ESS ;
- L'utilisation essentielle des technologies de l'information et de communication pour résoudre les problèmes sociaux et environnementaux.



Aminata SIDIBE
Geneviève RAJOTTE SAURIOL
Sarah Myriam TIDOU
Emna SOHLOBI



plénière des championnes n°2

MÉCANISMES DE SOUTIEN ET MODES DE FINANCEMENT



De gauche à droite : Bongran YOON, Fatna EL KHIEL, Nancy NEAMTAN

Modératrice : Mme Maissata NIASSE NDIAYE, *Experte dans les domaines du développement des ONG africaines, la microfinance internationale, l'analyse et l'action liées aux sujets de genre, Sénégal*

Intervenantes :

Financement

CHAMPIONNE

Mme Bongran YOON, *Présidente de la coopérative sociale Sallim, Corée du Sud*

JEUNES FEMMES LEADERS

- Mme Isabelle SAIDOU, *Présidente de l'association Act'ICI, France*
- Mme Nana Baraka ABDOU IDI, *Coordinatrice de l'ONG APDS - Action et Paix Durable au Sahel, Niger*
- Mme Rokhaya BA, *Présidente du CRAD - Club de Réflexion d'Actions et de Développement, Sénégal*



Dialogue politique

CHAMPIONNE

Mme Fatna EL KHIEL, *Vice-présidente pour la région Afrique du Nord du REFEA - Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique, Présidente de la Commune de Arbaoua, Maroc*

JEUNES FEMMES LEADERS

- Mme Simone DIOUF, *Chargée de Programmes Afrique, GNWP - Réseau Mondial des femmes bâtisseuses de Paix, USA*
- Mme Tchailga SILUE, *Assistante de projet pour l'association Banlieues Du Monde, Mauritanie*
- Mme Nathalie PESIN, *Spécialiste en entrepreneuriat vert et développement durable, Canada*



Recherche

CHAMPIONNE

Mme Nancy NEAMTAN, *Experte dans le domaine de l'ESS, Fondatrice du Chantier de l'Économie Sociale, Canada*

JEUNES FEMMES LEADERS

- Mme Hawa DRAME, *Présidente de l'organisation Time2start, France*
- Mme Ghislaine MBOE ONDOA, *Présidente et fondatrice de l'association Actions Solidaires pour un Développement Durable, Cameroun*
- Mme Dounya Bouyenna Taleb ELY, *Fondatrice de l'Organisation LVPSCV - Lutte Contre La Pauvreté et Soutien aux Classes Vulnérables, Mauritanie*



plénière des championnes n°2

Principales recommandations

- Organiser des caravanes dans les milieux ruraux pour sensibiliser les travailleuses du secteur informel sur la nécessité de s'inscrire au registre d'État civil ;
 - Education et formation des jeunes et des femmes sur l'accès au financement ;
 - Multiplier les études et données scientifiques sur l'entrepreneuriat féminin.
-

Résumé récapitulatif des rapporteurs

- Présentation d'initiatives et séance de questions/réponses entre deux générations ;
 - Panel de partage d'expériences ;
 - Le problème de financement des femmes en Afrique a été au coeur des discussions.
-

Principaux points soulevés par les intervenantes

Financement des économies collectives et durables

- Le financement des économies sociales politiques et durables en Corée, l'exemple de la coopérative sociale SALLIM ;
 - L'ESS, modèle très développé en Afrique, permet aux femmes de participer au développement territorial ;
 - La banque de solidarité des jeunes résout le problème des dettes des jeunes en Corée du Sud ;
 - L'économie sociale comme un filet de sécurité pour l'éducation sociale en Corée ;
 - Aide à la création d'emploi pour les femmes et projets d'appui au gouvernement central ;
 - Renforcement des microfinances ou microcrédits solidaires et question de l'allègement ;
 - Nécessité d'amener les institutions de microfinance à alléger les conditions d'octroi de crédit aux économies collectives qui désirent avoir un capital (prêt) pour mener une activité productive ;
 - Ingérence des hommes dans la gestion des économies collectives des femmes (s'accaparent les crédits, détournement) ;
 - Stratégie pour organiser les PDI (personnes déplacées internes) et les réfugiées en structures productives rentables dans des terroirs d'accueil (pas d'accès au foncier, pas de ressources, ...) ;
 - Les formations gratuites pour mettre en place un suivi et la création d'une chaîne de valeur dans ses zones de couverture ;
 - Question soulevée de l'aide financière à apporter aux femmes non inscrites à l'état civil surtout en milieu rural. Idée de faire sillonner des caravanes dans les zones reculées pour sensibiliser et inscrire les concernés sur le registre d'État Civil ;
 - Éducation des jeunes/des femmes pour l'insertion socio-économique, l'engagement citoyen ;
 - La nécessité de soutenir par des financements l'engagement des femmes (bénévolat...) ;
 - La reconnaissance des capacités des femmes par leurs engagements ;
 - Etat de la mobilisation des sociétés civiles et d'autres structures qui ont permis l'accès des femmes à leurs droits.
-

ESS et dialogue politique

- Développer des politiques publiques, c'est écouter la population, connaître les besoins et problèmes ;
 - Autonomisation économique permet aux femmes en zones de conflits d'améliorer la sécurité et la paix ;
 - Dialogue avec les acteurs publics et politiques pour garantir l'autonomisation des femmes vulnérables les plus affectées par l'insécurité ;
 - La nécessité de s'organiser en coopérative pour bénéficier d'une subvention des pouvoirs publics afin de poursuivre une autonomisation efficiente des femmes.
-

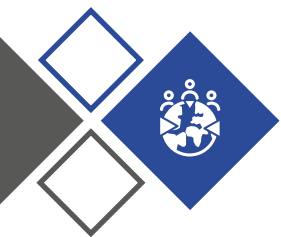


Articulations entre pratiques et recherche dans l'ESS

- Un des grands défis de l'ESS est l'accès au capital : l'argent, c'est le nerf de la guerre ;
- Une des réalisations du Chantier de l'Économie Sociale en 1997 a été de convaincre le gouvernement québécois et des acteurs privés de capitaliser un nouveau fond, le RISQ, qui offre des prêts sans garantie exclusivement aux entreprises collectives avec des pertes largement en dessous des fonds traditionnels ;
- Développement de produits financiers pour répondre aux besoins des collectivités ;
- Développement du concept « capital patient » avec la création de la Fiducie du Chantier de l'économie sociale en 2007, offrant du capital à être remboursé au bout de 15 ans ;
- Des innovations pour lesquelles des études scientifiques ont démontré la justesse des hypothèses et les résultats probants des investissements ;
- Appui des acteurs de la recherche pour connaître des expériences en finance solidaire ailleurs ;
- Intégration dans des cursus universitaires ;
- L'Alliance entre ESS et recherche dans l'enseignement supérieur fait en sorte que le mouvement d'ESS bénéficie d'une nouvelle génération de militants et militantes qui continue à construire et renforcer un écosystème de finance solidaire au Québec (120 québécois au Forum de Dakar dont majoritairement des jeunes) ;
- Rôle des femmes dans le renversement de la logique actuelle selon laquelle ceux qui contrôlent le capital décident comment le développement va se faire dans nos pays et nos communautés ;
- Mécanismes mis en place pour accompagner les femmes dans la recherche sur des domaines liés à l'économie sociale et solidaire ;
- Question de l'exploitation des résultats de la recherche pour rendre les actions des femmes plus productives dans l'économie sociale et solidaire ;
- Sensibiliser les femmes sur l'ESS comme outil pour atteindre l'autonomisation ;
- La relation entre recherches et pratiques sur la formation, l'accompagnement et l'entrepreneuriat féminin.



Nathalie PESIN
Tchailga SILUE
Hawa DRAMÉ
Dounya Bouyenna Taleb ELY



segment politique

ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET INTÉGRATION
DU GENRE DANS LES STRATÉGIES, PROGRAMMES
ET AGENDAS DE DÉVELOPPEMENT NATIONAUX,
RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX



De gauche à droite : Lissa Baba NIANG, Béatrice ALAIN, Jean-Marc PISANI, Dieynaba WANE NDIAYE, Aïssa KABO, Khady SAMBA, Bo Ra KIM

Modératrices :

- Mme Béatrice ALAIN, *Directrice du Chantier de l'Économie Sociale, Québec, Canada*
- Mme Lissa Baba NIANG, *Spécialiste en Évaluation des politiques publiques, Ville de Dakar, Sénégal*

Intervenants :

- Mme Khady SAMBA, *Directrice de la Promotion de l'ESS, Ministère de la Microfinance et de l'ESS du Sénégal*
- M. Jean-Marc PISANI, *Ambassadeur de l'Union Européenne au Sénégal*
- Mme Bo Ra KIM, *Secrétaire Générale de SSEGOV et Maire de Anseong-si, Gyeonggi, Corée du Sud*
- Mme Dieynaba WANE NDIAYE, *Directrice pays de ONU Femmes, Sénégal*
- Mme Aïssa KABO, *Représentante pour l'UEMOA - Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine*

Principales recommandations

- Mieux soutenir les activités génératrices de revenus des femmes ;
- Appuyer l'intégration africaine ;
- Mettre en synergie les initiatives venant des femmes et des jeunes ;
- Contribuer au développement de la chaîne de valeur ;
- Appuyer la capacitation des entrepreneurs sociaux ;
- Miser sur la communication pour accompagner les femmes et les jeunes ;
- Impulser les changements à la base ;
- Harmoniser le cadre juridique en accompagnant les femmes et les jeunes au niveau communautaire ;
- Mettre en place un cadre de concertation et une plateforme d'échanges.

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Identifier et lever les obstacles ;
- Mise en place de plateformes d'échanges ;
- Continuer les efforts et domestiquer les conclusions du Forum dans chaque pays ;
- Besoin d'assurer la pérennité de toutes les actions ;
- Informer et mettre en réseau toutes les initiatives.

Principaux points soulevés par les intervenants

- Prise en compte des recommandations issues du Forum par l'Etat du Sénégal ;
- Opérationnalisation des orientations prises par le Sénégal ;
- Soutien aux femmes entrepreneures, cheffes d'entreprise et actrices de l'ESS ;
- Pré-Forum Femm'ESS comme plateforme pour partager les meilleures pratiques et les succès de l'ESS ;
- Discussion sur les défis et opportunités à venir ;
- Rôle crucial des femmes dans l'ESS ;
- Valorisation du rôle des femmes dans l'ESS ;
- Renforcement de capacités et accompagnement des femmes dans l'entrepreneuriat ;
- Investissement dans l'autonomisation des femmes ;
- Importance du rôle des femmes en matière de santé, de développement et d'éducation ;
- Les obstacles socio-culturels à l'autonomisation des femmes ;
- Difficultés dans l'accès aux financements et au foncier pour les femmes ;
- Promotion de l'accès des femmes aux instances de prise de décision ;
- Lutter contre les inégalités de pouvoir ;
- Construction d'infrastructures au niveau de la zone UEMOA ;
- Mise en place de dispositifs d'accompagnement et d'encadrement des femmes ;
- Contraintes pour la paix et la sécurité au niveau de la zone UEMOA qui freinent la mise en place d'infrastructures ;
- Mise en œuvre d'un cadre de concertation qui soit un espace d'ouverture et d'échanges au niveau de l'Union Européenne ;
- Impacts du dérèglement climatique.



Dieynaba WANE NDIAYE
Aïssa KABO
Jean-Marc PISANI
Bo Ra KIM





les ateliers et sessions autogérées

ATELIER PFF3AT1

RAPPORT

Politique alimentaire et travail décent

Modération : Ndeye Ndack POUYE MBODJ, *Directrice de la Planification et du Développement Durable, Ville de Dakar (Sénégal)*

Intervenants :

- Appoline COMPAORE, *Chargée de communication, ASMADE - Association Songui Manégré / Aide au Développement Endogène (Burkina Faso)*
- Amadou DIONE, *Intervenant pour la coopération décentralisée avec la Région Nouvelle-Aquitaine (Sénégal)*
- Mor DIAKHATE, *Directeur exécutif, ALPHADEV - Alphabétiser pour un Développement Durable (Sénégal)*

SESSION PFF3SA1

RAPPORT

L'économie sociale et solidaire pour l'autonomisation des femmes: enjeux, défis et opportunités pour les femmes rurales

Session proposée par l'AFAO - Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest

Modération : Marième TOURÉ-THIAM, *Sociologue, Consultante auprès du Cnosp - Centre national de l'orientation scolaire et professionnelle (Sénégal)*

Intervenantes :

- Khady FALL TALL, *Présidente de l'AFAO (Sénégal)*
- Khady SAMBA, *Directrice de la Promotion de l'économie sociale et solidaire, Ministère de la Microfinance et de l'ESS (Sénégal)*
- Pauline EYEBE EFFA, *PFAC - Partenariat France et Afrique pour le Co-développement (Cameroun)*
- Mamounata OUEDRAOGO, *Fondatrice et coordinatrice nationale REPAFER BURKINA - Réseau pour la Promotion et l'Autonomisation de la Femme Rurale (Burkina Faso)*

SESSION PFF3SA2

RAPPORT

Contribution de l'Autonomisation des Femmes à la Sécurité Alimentaire : l'exemple du modèle de développement communautaire du GIE Sokhna Diarra Bousso de Sibassor.

Intervenants :

- Fatoumata Bineta MBENGUE, *Présidente du Groupement d'intérêt économique Sokhna Diarra (Sénégal)*
- Mamadou SOW, *Chef de projet, spécialiste en finance inclusive et en entrepreneuriat (Sénégal)*
- Fatou SARR, *Coordonnatrice, ENDA Energie (Sénégal)*

SESSION PFF4SA1

RAPPORT

Autonomisation des femmes et numérique

Intervenante :

- Sarah TIDOU, *Fondatrice du projet @KISSI (Côte d'Ivoire)*

SESSION PFF5SA1

RAPPORT

Une réforme de l'environnement des microcrédits pour une nouvelle inclusion financière au bénéfice des femmes de l'économie informelle et du milieu rural du Sénégal

Session proposée par RECAFSEN - Réseau des communautés Autofinancées du Sénégal de l'association VISCA17

Intervenant :

Cherif Samsedine SARR, *Président de l'association Visca17 (Sénégal)*

SESSION PFF5SA2

RAPPORT

Atelier de formation : d'entrepreneure à Cheffe d'entreprise

Session proposée par Sen'Finances/ Filaction

Modération : Lucie DEMERS, *Directrice stratégie et développement, FILACTION (Canada)*

SESSION PFF5SA3

RAPPORT

Comment organiser un parcours d'accompagnement pour les coopératives et associations féminines? Présentation de la démarche territoriale appliquée au renforcement de compétence des organisations de la société civile.

Modération :

- Fatima DANI, *Cheffe de service de la coopération, Conseil Régional de l'Oriental (Maroc)*
- Gilles CRESSAN, *Représentant pays, ONG Echos Communication (France)*

Intervenants :

- Baba NDIAYE, *Ancien président du Conseil Départemental de Kaolack et ambassadeur du coaching territorial pour l'Afrique (Sénégal)*
- Ndeye Maty Cisse, *Vice-présidente du Conseil Départemental De Kaolack (Sénégal)*
- Khadija DOUAYRI, *Présidente de la commission développement économique, social, culturel et environnemental, Conseil Régional de l'Oriental (Maroc)*
- Hamida El KOUICHE, *CECT/Oujda - Centre d'Excellence Coaching Territorial (Maroc)*
- Brahim BENDOUA, *CECT/Oujda - Centre d'Excellence Coaching Territorial (Maroc)*

SESSION PFF6SA1

RAPPORT

Financement et accompagnement des femmes africaines pour leur autonomisation économique dans les territoires

Sessions proposée par CGLUA - Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique

Modération : Bachir KANOUTE, *Enda ECOPOP - Espaces de Co production des offres populaires pour l'environnement et le développement en Afrique (Sénégal)*

Intervenantes :

- Marie Angèle MEYANGA, *Maire de Afamloum, Vice Présidente de REFELA - Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique - pour l'Afrique Centrale (Cameroun)*
- Ndeye Maty CISSE, *Vice-présidente du Conseil Départemental de Kaolack (Sénégal)*
- Thérèse Faye DIOUF, *Directrice du FONGIP - Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (Sénégal)*
- Khadija DOUAYRI, *Présidente de la commission développement économique, social, culturel et environnemental, Conseil Régional de l'Oriental (Maroc)*

SESSION PFF6SA2

RAPPORT

La citoyenneté bâtitrice au service des communes. L'articulation du leadership femme et jeune pour une ESS d'envergure : le cas de la commune de Cambérène

Session proposée par la Commune de Cambérène, Sénégal

Modération : Aly Ane DIOP, *Maire de la commune de Cambérène et Professeur à l'université (Sénégal)*

Intervenants :

- Nafy SAMBA, *Première adjointe au Maire de Cambérène*
- Cristian PREIRA, *Adjoint à la mairie des HLM (Sénégal)*
- Harouna CAMARA, *Maire de Dinguiraye (Sénégal)*
- Clément DELCOURT, *Yunus Sports Hub (France)*

ATELIER PFF6AT3

RAPPORT

Les ressources naturelles et l'environnement comme levier d'inclusion et d'autonomisation

Modération : Madina Hady TALL, *Présidente de la Commission Aménagement, Développement durable et Gestion du littoral de la Ville de Dakar (Sénégal)*

Intervenants :

- Aida DIONGUE-NIANG, *Auditrice du GIEC - Groupe Intergouvernemental d'Expert sur l'Évolution du Climat (Sénégal)*
- Sokhna DÉ KA DIA, *Directrice du Hub de Dakar, Natural Justice (Sénégal)*
- Honoré Gabriel DJIVO, *Professeur Associé en Science de Gestion à l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest*

SESSION PFF7SA2

RAPPORT

La réalité économique des femmes africaines face aux impacts des changements climatiques et des flux migratoires

Session proposée par la Fondation MUNTU

Modération : Cathia CARIOTTE, *Consultante en stratégie de développement et d'innovation, Fondation MUNTU (Canada)*

ATELIER PFF7AT2

RAPPORT

La prise en compte du genre dans l'ESS

Modération : Awa NGUER FALL, *Coordinatrice au sein du PASNEEG - Projet d'Appui à la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (Sénégal)*

Intervenants :

- Joëlle TETART, *Conseillère en innovation sociale sur le Genre pour la coopérative de finance éthique CREDAL (Belgique)*
- Andrea RODRIGUEZ, *Chargée de projet, RIPESS Europe (Espagne)*
- Sandra SALSÓN MARTÍN, *Coordinatrice de projet, Grupo Cooperativo Tangente (Espagne)*
- Oumar BA, *Économiste et Directeur de publication de #WeerBi (Sénégal)*

ATELIER PFF7AT4

RAPPORT

ESS et genre, quels enjeux et opportunités ?

Modération : Marième DIOP DIEYE, *Juriste internationale experte en Décentralisation et Développement des territoires, Genre, Droits des femmes et des enfants (Sénégal)*

Intervenantes :

- Amina ZAIR, *Présidente de AFAQ - Actions Femmes des Associations de Quartier du Grand Casablanca (Maroc)*
- Maria Ernestina OCHOA LUJÁN, *I PROFOTH - Institut pour la promotion et la formation des travailleurs domestiques - INSPIR continental (Pérou)*
- Nafissatou DIAW, *Sage-femme, responsable du Poste de santé CAPEC à Zac M'Bao (Sénégal)*

Le forum principal



Introduction	p. 54
Le Forum en chiffres	p. 56
Sommaire détaillé	p. 57
Répertoire des intervenants	p. 214



Le forum principal

La transition des économies « informelles » vers des économies collectives et durables pour nos territoires

Grand Théâtre National de Dakar
Musée des Civilisations Noires

du 4 au 6 Mai 2023

Introduction

La dynamique de l'Économie Sociale et Solidaire, ainsi que sa reconnaissance internationale, sont portées par une montée à l'échelle des bonnes pratiques de l'ESS, d'un renouveau des modèles coopératifs, le regroupement des initiatives et leur structuration en réseaux dynamiques articulant les échelles territoriale, nationale, continentale et internationale.

Se pose toutefois la question de savoir si l'ESS assume sa position de levier de transformation sociale et architecte d'un autre monde, ou si elle se résigne à une économie de survie devant un capitalisme résistant. En tout état de cause, l'ESS, à l'image d'autres dynamiques, devrait-elle continuer à se contenter d'un système économique qui généralise l'exclusion sociale et les inégalités, détruit l'environnement, expulse les autres dimensions de la vie humaine et sociale et ne reconnaît ni les valeurs sociales les plus fondamentales, ni le droit des générations futures à jouir des biens communs... Et tout ceci au profit exclusif des capitalistes de ce monde ? C'est tout le sens du questionnement sous-tendant les réflexions développées dans le cadre de ce Forum : comment positionner les économies dites « informelles » en levier permettant de ré-inventer des économies territoriales viables, socle au renforcement des économies nationales en vue de co-construire un système économique plus humain, plus inclusif, plus équitable et plus durable ?



Pr. Sambou NDIAYE

C'est pourquoi, s'inspirant du contexte africain, le 6ème Forum se demande si dans un pays comme le Sénégal où 90% de l'emploi, 97% des entreprises et 40% du PIB sont assurés par le secteur dit informel, on peut légitimement se demander si ce qui est présenté comme tel ne serait pas l'économie réelle, une économie dont nous n'avons pas encore saisi l'intelligibilité et la cohérence systémique. En fin de compte, le Forum pose l'enjeu du paradigme de la transition : une transition alimentaire, sociale, écologique, énergétique, épistémique de l'économie informelle et de l'économie sociale et solidaire autour d'une nouvelle territorialité misant sur le bien-être, le respect de la diversité humaine, le ré-encastrement du politique, de l'économique et du socio-culturel articulant État- Marché- Société civile- Territoires.

C'est autour de telles réflexions que les premiers contacts en vue de mettre en place un Comité Scientifique dans le cadre du 6ème Forum mondial de l'ESS furent tenus, en début février 2022. Les missions attendues du Comité se déclinaient autour de plusieurs composantes. Il s'agissait, entre autres, d'élaborer les documents de référence scientifique du Forum, de mettre en place des groupes de travail en mesure d'évaluer les propositions dans les trois langues de travail (français, anglais et espagnol), de coordonner la programmation et la rédaction des actes du Forum, d'impliquer la participation d'experts, d'organisations et d'acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Après l'élaboration de propositions sur la thématique générale, les parcours thématiques ainsi que la note conceptuelle en début mars, un arrêté du Maire de Dakar, le 17 avril 2022, viendra fixer la composition ainsi que le fonctionnement du comité d'organisation et de coordination générale du Forum. Depuis lors, des réunions hebdomadaires ont été tenues avec les membres du CS élargi à divers profils et contrées géographiques. De manière soutenue, les membres du Comité Scientifique ont travaillé pendant plus de 15 mois à la structuration des commissions thématiques, à l'évaluation des propositions de plénière, de session et d'atelier, à l'élaboration de fiches techniques par session, à la communication en direction des intervenants potentiels, à la structuration des panels et sessions... En vue de garantir les exigences de transparence, d'objectivité et de redevabilité, des fiches d'évaluation personnalisées puis croisées ont permis de sélectionner les intervenants des sessions.

Le Forum GSEF2023, c'est également 10 plénières et 80 ateliers et l'utilisation de plusieurs langues : français, anglais, espagnol, wolof, japonais, arabe... Un grand hommage à toutes les personnes impliquées dans le Comité Scientifique qui ont largement contribué à la réussite de ce grand événement.

Pr. Sambou NDIAYE, Président du Comité Scientifique du Forum DakarGSEF2023

Le Forum s'est articulé autour de sept thèmes, autant de fils rouges qui ont permis aux participants de constituer leurs propres parcours et d'assister aux plénières, ateliers et sessions autogérées les plus proches de leurs centres d'intérêt.

Les thèmes sont les suivants :



Thème 1

Co-construire des politiques publiques des économies collectives et durables créatrices d'emplois décents pour les jeunes et les femmes



Thème 2

Économie bleue durable, préservation de la pêche artisanale, création de nouveaux emplois durables et protection sociale et environnementale



Thème 3

Économie verte territoriale, collective et durable, autosuffisance alimentaire et sa gouvernance



Thème 4

Économie numérique solidaire et durable et territoires intelligents



Thème 5

Financement des économies collectives et durables pour les territoires



Thème 6

Dialogue politique : gouvernements nationaux/locaux et acteurs porteurs d'enjeux des économies collectives et durables pour les territoires



Thème 7

Économie Sociale et Solidaire et développement durable, articulations entre les pratiques et la recherche

le forum en chiffres

les sessions



14

sessions plénières
dont 4 lors du Pré-Forum Femm'ESS

3 cérémonies
4 plénières politiques
7 plénières thématiques



90

ateliers
et sessions autogérées
dont 10 lors du Pré-Forum Femm'ESS

38 ateliers
52 sessions autogérées

les intervenants



402

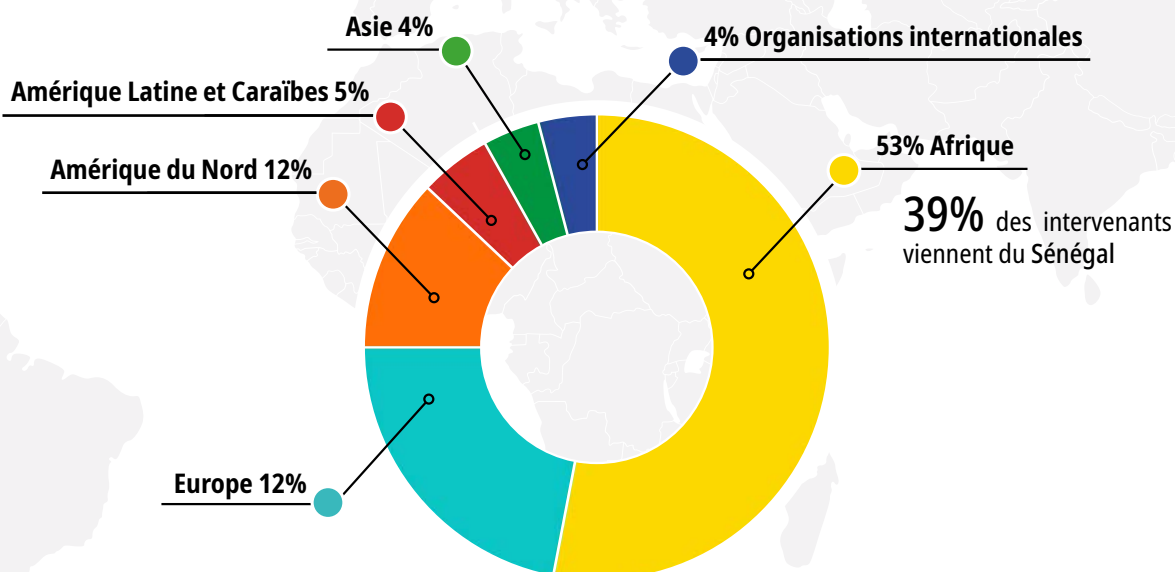
intervenants

Répertoire des intervenants



issus de 37 pays répartis sur 5 continents

Afrique du Sud, Argentine, Belgique, Bénin, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Colombie, Corée du Sud, Côte d'Ivoire, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Guatemala, Inde, Italie, Japon, Kenya, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Niger, Palestine, Pérou, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Suisse, Togo, Tunisie



forum principal

sommaire

58 Plénière politique - Les stratégies des organisations internationales et experts en matière d'ESS

60 Co-construire des politiques publiques des économies collectives et durables créatrices d'emplois décents pour les jeunes et les femmes

60 Introduction & Recommandations thématiques

63 Plénière des Ministres

66 Ateliers et Sessions Autogérées

71 Rapports détaillés des sessions

98 Économie bleue durable, préservation de la pêche artisanale, création de nouveaux emplois durables et protection sociale et environnementale

98 Introduction & Recommandations thématiques

100 Plénière Thématique

102 Ateliers et Sessions Autogérées

103 Rapports détaillés des sessions

106 Économie verte territoriale, collective et durable, autosuffisance alimentaire et sa gouvernance

106 Introduction & Recommandations thématiques

108 Plénière Thématique

110 Ateliers et Sessions Autogérées

112 Rapports détaillés des sessions

126 Économie numérique solidaire et durable et territoires intelligents

126 Introduction & Recommandations thématiques

129 Plénière Thématique

134 Ateliers et Sessions Autogérées

135 Rapports détaillés des sessions

140 Financement des économies collectives et durables pour les territoires

140 Introduction & Recommandations thématiques

142 Plénière Thématique

143 Ateliers et Sessions Autogérées

146 Rapports détaillés des sessions

166 Dialogue politique : gouvernements nationaux/locaux et acteurs porteurs d'enjeux des économies collectives et durables pour les territoires

166 Introduction & Recommandations thématiques

169 Plénières des Maires et Gouvernements locaux

171 Ateliers et Sessions Autogérées

174 Rapports détaillés des sessions

192 Économie Sociale et Solidaire et développement durable, articulations entre les pratiques et la recherche

192 Introduction & Recommandations thématiques

194 Plénière Thématique

196 Ateliers et Sessions Autogérées

199 Rapports détaillés des sessions

214 Répertoire des intervenants

230 Remerciements





plénière politique



LES STRATÉGIES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET EXPERTS EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



REPLAY



De gauche à droite : Guy TCHAMI, Chantal Line CARPENTIER, Sifa CHIYOGÉ

Modérateurs :

- M. Denis Stokkink, Président du Think Tank Pour La Solidarité
- M. Thierry Jeantet, Président d'Honneur de ESS Forum International

Intervenants :

- Mme Antonella NOYA, Directrice de l'Unité sur l'Économie Sociale et l'Innovation au Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes, OCDE - Organisation de Coopération et de Développement Économiques
- M. Sabelo MBOKAZI, Directeur de la Division, Travail, Emploi et Migration, Union Africaine
- Mme Sifa CHIYOGÉ, Directrice Générale Afrique de l'Association Internationale des Coopératives
- Mme Chantal Line CARPENTIER, Présidente de l'UNTFSSÉ - Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur l'Économie Sociale et Solidaire
- M. Guy TCHAMI, Spécialiste des politiques et de la recherche sur les coopératives, OIT - Organisation Internationale du Travail
- M. Alain COHEUR, Membre du CESE - Comité Économique et Social Européen

Résumé récapitulatif du rapporteur

Le rôle de l'ESS a été reconnu par les organisations internationales présentes sur ce panel, grâce auxquelles nous pouvons parler de momentum de l'ESS.

L'ESS est très variée, et les efforts sont actuellement concentrés sur la réflexion et la construction collective des outils de son opérationnalisation. Il faut changer le paradigme actuel, interpeller les institutions internationales et les experts de ce milieu. L'ESS est vertueuse, forte de ses trois dimensions: l'économie, l'humain et l'environnement.

Principales recommandations

- Nos organisations internationales doivent encourager les décideurs politiques à favoriser une meilleure inclusion de l'ESS ;
- Mettre en avant les stratégies de création d'emplois décents ;
- Construire des dispositifs de suivi ;
- Créer une plateforme d'échanges et de monitorings de l'ESS ;
- Rendre les financements plus accessibles : les visibiliser et améliorer la capacité des acteurs à les solliciter ;
- Travailler à la recomposition des rapports de force ;
- Faire des coopératives et autres organisations de l'ESS les dépositaires des valeurs de la coopération ;
- Prendre en compte les différentes perceptions et spécificités des pays.

Principaux points soulevés par les intervenants

Mme Antonella NOYA

- L'OCDE doit faire un rapport dans 4 ans à présenter au conseil d'administration afin d'évaluer la mise en oeuvre de cette recommandation de juin 2022 ;
- Élaborer une consultation continue avec les gouvernements et les acteurs de l'ESS ;
- Création d'un cadre de dialogue dédié à l'ESS ;
- L'accès aux financements et l'innovation sociale.

M. Sabelo MBOKAZI

- Promouvoir la justice sociale au niveau du Bureau International du Travail ;
- Encourager les travaux de recherche à partir du plan d'action stratégique ;
- Les décideurs politiques doivent favoriser une meilleure inclusion de l'ESS ;
- Œuvrer pour une meilleure cohérence et convergence des recommandations internationales.

Mme Sifa CHIYOGÉ

- Création d'un cadre unitaire pour les coopératives ;
- Promotion d'un business model des coopératives ;
- Offrir de l'assistance aux acteurs ;
- Promouvoir un commerce international équitable ;
- Travailler directement avec les acteurs.

Mme Chantal Line CARPENTIER

- Tout un travail a été abattu pour arriver à la résolution des Nations Unies sur l'ESS ;
- Prise en compte des différences de perception des politiques de chaque pays (création de groupes informels d'experts avec une vingtaine de pays) ;
- La résolution demande aux États des stratégies et cadres pour l'ESS ;
- La Task Force de l'ONU sur l'ESS (UNTFSSSE) travaille pour la mise en place des fonds spécifiquement dédiés à l'ESS ;
- La Task Force travaille à construire des outils pour promouvoir l'ESS ;
- Développer des statistiques pour mesurer l'ampleur de l'impact de l'ESS en termes d'emploi, de PIB mais aussi social et environnemental.

M. Guy TCHAMI

- Insister sur l'importance des travaux de recherche ;
- L'OIT est très attentive à la justice sociale ;
- L'OIT a adopté un plan d'action et une stratégie pour mettre en oeuvre cette résolution sur l'ESS ;
- Notre travail est de :
 - Mieux faire comprendre les besoins et les réalités pour le travail décent ;
 - Encourager les travaux de recherche sur l'ESS et la justice sociale mais également en matière de statistiques ;
 - Encourager une meilleure gestion des connaissances dans le domaine de l'ESS ; ainsi qu'une meilleure inclusion de l'ESS dans l'enseignement public.

M. Alain COHEUR

- Nous devons nous inscrire dans les ODD de l'Agenda 2030 des Nations Unies ;
- Nous pensons que les jeunes et les femmes sont des éléments importants de l'ESS ;
- Considérer l'ESS comme la meilleure voie de développement ;
- Un foisonnement et une diversité d'initiatives, dans leurs formes et dans les secteurs d'interventions ;
- Établir des modes de financement innovants ;
- Construire une unité des forces à l'international.



1

Co-construire des politiques publiques des économies collectives et durables créatrices d'emplois décents pour les jeunes et les femmes

85% des emplois en Afrique relèvent d'une économie informelle et concernent particulièrement les jeunes, majoritaires dans la population africaine, et les femmes, dont les aspirations à la reconnaissance de leur rôle économique et social sont de plus en plus fortes. Offrant un continuum entre l'économie informelle et l'économie formelle, l'ESS apparaît dans ce contexte comme un cadre d'action favorable à la construction d'économies collectives et durables, ainsi qu'à la création d'emplois décents pour renforcer le pouvoir d'agir des groupes sociaux les plus précaires.

 1 plénière thématique

 27 ateliers et sessions autogérées

 108 intervenants

Résumé des échanges

Les nombreuses contributions qui ont été mobilisées par le thème 1 ont confirmé l'importance de la reconnaissance et du soutien de l'État, à toutes ses échelles – du local au national – afin d'appuyer tant l'émergence de l'ESS, dans certains pays, que son plein développement dans d'autres. Les contributions ont mis en lumière la nécessité de générer des « diagnostics territoriaux partagés » qui soient le fruit d'actions citoyennes bénéficiant de l'appui de réflexivités critiques issues d'acteurs de la société civile. Lesdites contributions exigent une mise à l'échelle du local vers l'international.

La transition des économies « informelles » vers des économies collectives et durables, pour l'ensemble des territoires, nécessite une prise de conscience des pouvoirs publics relative aux enjeux de l'ESS. De plus, la co-construction des politiques publiques exige une pleine et entière participation d'acteurs souvent moins bien considérés dans les sociétés, à savoir, les jeunes et les femmes. Tant les actions de transition que la co-construction passent par trois piliers :

L'accompagnement, au sens large du terme, des autorités publiques

La reconnaissance des enjeux de l'économie sociale et solidaire dans le processus du développement de l'économie, par les autorités publiques, aussi bien à l'échelle locale que nationale, est nécessaire pour le déploiement de politiques publiques sur l'ESS via des programmes/projets par et pour les territoires afin d'accompagner le changement vers une économie inclusive et durable. Cet accompagnement des pouvoirs publics, pour quitter le secteur informel vers le secteur formel, intervient également par des stratégies de financement des entrepreneurs sociaux et leur professionnalisation.

La formation des jeunes et des femmes

La généralisation des bonnes pratiques sociales et environnementales et les retours d'expérience aussi bien locaux, nationaux qu'internationaux encouragent les jeunes et les femmes à prendre des initiatives d'ESS et à se questionner sur ce qu'est un travail décent.

La formation sur les différentes structures de l'ESS (coopérative, association, fondation, banque coopérative, etc.) et plus globalement à l'entrepreneuriat social est indispensable. De même, il importe de développer des formations de base sur une grande variété de thèmes, comme, par exemple, la gestion d'un budget. Ces formations soulèvent les enjeux, d'une part, du soutien et de l'implication des gouvernements locaux, et, d'autre part, de l'adaptation des contenus aux besoins, aux caractéristiques et aux compétences de chaque collectivité.

Cela passe également par des opérations de sensibilisation à l'ESS ou encore à l'économie circulaire via notamment des structures ouvertes aux citoyens et citoyennes comme les incubateurs ou encore les tiers-lieux.

La prise en compte du rôle des acteurs de l'ESS pour le développement du territoire

Au sein des territoires, les secteurs d'activités où l'ESS est présente doivent être structurés et formalisés (culture, tourisme, éducation etc.). Une articulation entre l'État, les collectivités, les acteurs de l'enseignement, les acteurs de l'ESS et les citoyens est primordiale pour structurer des réseaux de l'ESS. Une synergie des acteurs du territoire permet de promouvoir et d'être porteur de mesures communes et concrètes pour une transition de l'économie informelle vers une économie formelle, collective et durable. Sans omettre que cela passe également par la promotion de la consommation des produits artisanaux pour encourager cette nouvelle dynamique résiliente.

M. Jean-Marc FONTAN, Professeur de sociologie à l'UQAM - Université du Québec à Montréal (Canada)
Mme Myriam MATRAY, Docteur en Sciences Économiques, Université Jean Monnet, Saint-Etienne (France)



Recommandations du Comité Scientifique

- 01 Renforcer l'écosystème panafricain de l'ESS en créant un dispositif fédérateur des différentes composantes nationales de l'ESS.
- 02 Mettre en place des politiques publiques transversales où les différentes composantes des écosystèmes de l'économie sociale et solidaire pourront pleinement s'exprimer et être soutenues adéquatement par les institutions.
- 03 Intégrer les différentes structures juridiques de l'ESS dans les législations nationales pour légitimer, encadrer et crédibiliser les porteurs de projets en ESS.
- 04 Renforcer et élargir les cadres légaux existants pour favoriser une diversité de modèles organisationnels et institutionnels d'ESS, en s'appuyant par exemple sur la Loi OHADA existante en Afrique pour le secteur coopératif.
- 05 Instaurer une politique publique de reconnaissance des communs reposant sur des communautés d'appartenance, respectant les droits humains et la prise en compte des générations futures, ouverte à des formes organisationnelles et institutionnelles qui soient garantes de modalités de gouvernance démocratiques, inclusives et participatives.
- 06 Mettre en œuvre une réelle promotion de l'ESS auprès des citoyens et des institutions.
- 07 Sensibiliser les élus sur le rôle à jouer dans l'accompagnement des dynamiques ESS.
- 08 Développer une plateforme communicationnelle de promotion de l'ESS ayant des antennes locales, régionales et nationales.
- 09 Créer des espaces d'échange et de mutualisation (incubation, innovation sociale, leadership, etc.) pour former les jeunes et les acteurs de l'ESS.
- 10 Reconnaître l'ESS comme levier de redynamisation des économies territoriales viables, socle au renforcement des économies nationales.
- 11 Développer des politiques urbaines en faveur du transport actif, collectif et durable.
- 12 Soutenir les démarches participatives de financement et de création de richesses locales.
- 13 Donner les moyens techniques aux jeunes, aux femmes et à toutes initiatives citoyennes pour accompagner l'émergence de l'ESS.

- 14 Soutenir l'émergence de l'ESS via des appels à projets afin de créer un écosystème d'accompagnement et non seulement de financement.
- 15 Soutenir les collectivités territoriales décentralisées (réseaux existants, ou création de nouveaux réseaux de maires) pour assurer la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.
- 16 Recenser les pratiques informelles sur le territoire pouvant être vectrices d'un développement économique local à terme et générer une nouvelle dynamique dans le champ de l'ESS.
- 17 Apporter une aide institutionnelle à la structuration de l'économie informelle via la reconnaissance des acteurs et porteurs de projets ESS.
- 18 Accompagner pédagogiquement et matériellement, sur le temps long, les acteurs des économies informelles en vue de leur formalisation.
- 19 Mettre en œuvre une réelle promotion de l'ESS auprès des citoyens afin de convaincre les acteurs de l'économie informelle et les mettre en confiance pour les inciter à valoriser leurs activités.
- 20 Éviter de reproduire les injustices épistémiques et les inégalités Nord-Sud en valorisant davantage les pratiques des économies informelles ou populaires expérimentées dans des contrées non occidentales, et les considérer comme une source d'enrichissement collectif.
- 21 Adopter un paradigme décolonial pour une transition sociale et écologique, fondé sur une éthique et une esthétique respectueuse des différentes formes de justice et promoteur de la valeur écologique.



Victorine Anquediche NDEYE
 Yolanda DÍAZ
 Chantal Line CARPENTIER
 Mamoudou NIANG





plénière des ministres • thème 1



QUELS ENGAGEMENTS POLITIQUES DES ÉTATS APRÈS L'ADOPTION DE LA RÉOLUTION DES NATIONS UNIES SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ?



Logboh Myss Belmonde DOGO

Présidée par : Mme Victorine A. NDEYE, Ministre de la Microfinance et l'Économie Sociale et Solidaire, Sénégal

Modération : Mme Chantal Line CARPENTIER, Présidente de l'UNTFSS - Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur l'Économie Sociale et Solidaire

Intervenants :

- Mme Yolanda DÍAZ, Vice-présidente et Ministre du Travail et de l'Économie Sociale, Espagne (vidéo)
- M. Mamoudou NIAN, Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, Mauritanie (vidéo)
- Mme Logboh Myss Belmonde DOGO, Ministre de la Solidarité et de la lutte contre la Pauvreté, Côte d'Ivoire
- M. Victor MESEGUER SÁNCHEZ, Haut-commissaire à l'Économie Sociale, Espagne
- Mme Fatim-Zahra AMMOR, Ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire, Maroc

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'ESS est un modèle alternatif à prendre en considération pour repenser l'économie mondiale ;
- La territorialisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) est un enjeu majeur pour l'ESS et pour le développement économique durable en général ;
- Les politiques doivent s'engager davantage en faveur de l'ESS et mettre en place des cadres institutionnels solides pour soutenir son développement ;
- La recherche partenariale doit être encouragée pour mieux comprendre et mesurer l'impact de l'ESS sur l'économie ;
- La pandémie de Covid-19 a révélé le rôle crucial de l'ESS dans la riposte face à cette crise sans précédent ;
- Il est important de créer des fonds pour le financement de l'ESS et des agences en charge de son développement ;
- La nécessité de poser le débat sur les économies informelles (appelées en Afrique économie populaire) par rapport au risque de reproduire les injustices épistémiques envers les communautés, les acteurs et les territoires non occidentaux ;
- La nécessité de développer un dialogue politique autour de l'ESS et de prendre des mesures concrètes pour la faire progresser.

Principales recommandations

- Positionner les entreprises informelles comme levier pour renforcer les économies territoriales et éviter la reproduction des injustices épistémiques envers les communautés, les acteurs et les territoires non occidentaux ;
- Territorialisier les Objectifs de Développement Durable (ODD) et la nécessité de penser local pour agir global ;
- Donner la parole aux acteurs de terrain pour qu'ils puissent faire valoir leurs expériences et développer un dialogue politique autour de l'ESS pour la faire progresser ;
- Rôle essentiel de la recherche partenariale au service de l'ESS pour la construction de savoirs, avec un repositionnement épistémologique où le chercheur est acteur dans la construction de savoirs et non le détenteur exclusif de la connaissance ;
- Prendre un engagement politique fort en faveur de la mise en place d'un cadre institutionnel solide pour l'ESS dans chaque État.

Principaux points soulevés par les intervenants

Introduction réalisée par Pr. Sambou NDIAYE, Président du Comité Scientifique du Forum DakarGSEF2023

- Rappel du contexte mondial de crises, où l'urgence de repenser le modèle capitaliste post-libéral est devenue une nécessité absolue.
- L'opportunité que représente la globalisation des défis et enjeux des modèles alternatifs tels que l'Économie Sociale et Solidaire (ESS), en référence à la résolution de l'ONU.
- Comment positionner les entreprises informelles en tant que levier permettant de réinventer des économies territoriales viables, socle au renforcement des économies territoriales ?
- La nécessité de poser le débat sur l'économie informelle (appelée en Afrique économie populaire) par rapport au risque de reproduire les injustices épistémiques envers les communautés, les acteurs et les territoires non occidentaux. « L'économie informelle, en Afrique, c'est l'économie réelle. »
- Au-delà de la trilogie du paradigme de transition de l'ESS (État-marché-société civile), il est souhaitable à tous d'interroger une relation de quatre pieds (État - marché - société civile - territoires).
- La territorialisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) comme enjeu majeur de ce forum. Il est temps de penser local pour agir global.
- Le problème de la présence timide des initiatives politiques locales de l'ESS. Il est grand temps de donner la parole aux acteurs de terrain pour qu'ils puissent faire valoir leur expérience.
- La nécessité de développer un dialogue politique autour de l'ESS. Pour faire avancer l'ESS, il est essentiel que les politiques s'emparent du sujet et prennent des mesures concrètes pour la faire progresser.
- Le rôle essentiel de la recherche partenariale au service de l'ESS pour la construction de savoirs, avec un repositionnement épistémologique où le chercheur est acteur dans la construction de savoirs et non le détenteur exclusif de la connaissance.
- Le manque d'indicateurs pertinents pour identifier les acteurs et mesurer la part et la percée de l'ESS dans l'économie.
- Il est essentiel de créer des outils de mesure adaptés à l'ESS pour pouvoir en mesurer l'impact.

Mme Yolanda DÍAZ

- La résolution de l'ONU est une grande avancée qui invite les États membres et organisations internationales à inclure l'ESS dans leurs plans nationaux et documents cadres.
- Le Secrétaire Général des Nations Unies est tenu d'établir un rapport sur la question d'ici 2 ans.
- Les deux défis majeurs du monde contemporain sont de mettre fin à l'urgence écologique et de réduire les inégalités dans le monde. Et la solution est donnée par l'ESS sur laquelle le gouvernement espagnol a travaillé en profondeur.
- En Espagne, l'économie sociale est composée d'un tissu d'entreprises solides, préparées aux changements managériaux plus inclusifs.

Mme Logboh Myss Belmonde DOGO

- La pandémie de Covid-19 a mis en lumière le rôle crucial joué par l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) dans la riposte face à cette crise sanitaire sans précédent.
- Il est impératif de prendre un engagement politique fort en faveur de la mise en place d'un cadre institutionnel solide pour l'ESS dans chacun de nos États.
- En Côte d'Ivoire, les travaux de mise en place du cadre institutionnel de l'ESS sont en cours. Il ne reste plus qu'à obtenir l'adoption par le gouvernement et l'assemblée nationale.
- À l'heure actuelle, la Côte d'Ivoire compte déjà 300 associations qui militent en faveur de l'ESS, témoignant de la dynamique et du potentiel de ce secteur dans le pays.
- Des expériences locales encourageantes sont observées en Côte d'Ivoire, notamment avec les caisses de solidarité, qui ont permis de faire face aux dépenses sociales exceptionnelles et d'éviter que certains ménages ne soient contraints de vendre leurs moyens de production ou leurs sources de subsistance.

M. Mamoudou NIANG

- En Mauritanie, l'ESS est en phase embryonnaire et manque de cadre structuré et de stratégies de promotion pour son développement.
- Dans ce contexte le gouvernement s'engage à créer un fond pour le financement de l'ESS et une agence en charge de ladite économie.
- Il est impératif de voir, au terme de ce forum, se concrétiser des engagements internationaux en faveur d'une intensification des actions de promotion et de financement stratégiques afin que l'ESS ne reste pas un amortisseur de crises, mais participe à la définition d'un nouveau régime socioéconomique.

M. Victor Meseguer Sánchez

- Le contexte politique actuel est exceptionnel, en raison des avancées récentes dans le domaine de l'économie sociale et solidaire (ESS).
- Les défis climatiques et la raréfaction des ressources en Espagne soulignent le rôle crucial que peut jouer l'ESS pour y faire face.
- Le développement de réseaux d'ESS et la coopération entre ces réseaux sont nécessaires pour renforcer l'impact de l'ESS dans la société espagnole.
- Les particularités de l'Espagne en termes d'avancée en ESS nécessitent une adaptation des modèles de développement de l'ESS dans le pays.
- L'importance des communautés énergétiques et des coopératives d'énergie renouvelable est mise en avant pour favoriser une transition énergétique durable en Espagne.
- L'ESS est considérée comme un nouvel écosystème industriel capable de favoriser la résilience et la relance de l'Europe face aux défis actuels.

Mme Victorine A. NDEYE

- Le défi est d'encourager les initiatives d'ESS en mettant en capacité les jeunes et les femmes pour atteindre les ODD.
- Les coopératives d'Habitat aux moyens limités sont aujourd'hui remplacées par des sociétés de coopératives qui elles ont plus d'accès aux moyens de leurs ambitions au Sénégal.
- Un compte satellite sera ouvert à l'ANSD pour identifier les acteurs de l'ESS, les suivre et voir leur réelle contribution à l'économie.
- La mise en place des dispositifs financiers pour les acteurs de l'ESS au Sénégal doit être envisagée.
- « L'ESS n'est pas l'économie des pauvres encore moins celle de la main tendue, elle est l'économie de la poignée de mains. »

Mme Fatim-Zahra AMMOR

- Coopération des réseaux de l'économie mondiale.
- Mettre en place un conseil pour la transformation de l'Économie Sociale et Solidaire.
- Une société agraire de transformation.
- Modernisation et croissance de l'Économie Sociale et Solidaire.



les ateliers



ATELIER 1AT1 RAPPORT

Engager la transition des économies informelles vers une économie formelle : obstacles, vertus de l'économie sociale et solidaire

Modération : Rémy POIGNANT, *Co-directeur de la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire de Nouvelle-Aquitaine (France)*

Intervenants :

- Francis CAME, *Professeur d'Économie, Enseignant-chercheur, Université de Strasbourg (France)*
- Jean Paul BETCHEM A MEYNICK, *REMCESS - Réseau des Maires du Cameroun pour l'ESS (Cameroun)*
- Bénédicté SOHET, *ConcertES - Concertation des Organisations de l'Économie Sociale (Belgique)*
- Badara NDIAYE, *DIADEM - Diaspora Développement Éducation Migration (Sénégal)*

ATELIER 1AT2 RAPPORT

L'ESS : un modèle qui structure et légitime les expériences de l'économie informelle pour construire des économies collectives et durables

Modération : Myriam MATRAY, *Docteur en Sciences Économiques, Université Jean Monnet (France)*

Intervenants :

- Charly Camilien VICTOR, *Doctorant en Sociologie, Chaire ESS de l'Université de Haute-Alsace (France)*
- Boubacar Sidy DIALLO, *ENDA ECOPOP (Sénégal)*
- Chloé SÉCHER, *Déléguée générale du RTES - Réseau des Collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire (France)*
- Pauline EYEBE EFFA, *PFAC - Partenariat France et Afrique pour le Co-développement (Cameroun)*

ATELIER 1AT3 RAPPORT

Économie Sociale et Solidaire et promotion des emplois décents au cœur des territoires

Modération : Roberta TROVARELLI, *Responsable de projets et des relations internationales, Legacoop Emilia-Romagna (Italie)*

Intervenants :

- Elise Pierrette MEMONG MENO Epse MPOUNG, *RESSCAM - Réseau National de l'Économie Sociale et Solidaire du Cameroun*
- Timothée DUVERGER, *Responsable de la Chaire Territoires et ESS de Sciences Po Bordeaux (France)*
- Annica PERINI, *Centro Studi Cooperazione Internazionale e Migrazione società Cooperativa sociale (Italie)*
- El Hadji Maguette DIOP, *Coordinateur, Projet WIEGO (Sénégal)*

ATELIER 1AT4 RAPPORT

Partenariats, alliances, et réseaux institutionnels qui accompagnent la gouvernance des organisations et des entreprises de l'ESS afin de contribuer à leur résilience

Modération : Myriam MATRAY, *Docteur en Sciences Économiques, Université Jean Monnet (France)*

Intervenants :

- Rokhaya Suzanne DIOUF, *Coordonnatrice de l'UNCAAPSS - Union Nationale des Coopératives Artisanales d'Art, de Production et de Service (Sénégal)*
- Magatte NDOYE, *Expert Commercial, Consultant au PACAO, Programme d'Appui à la Compétitivité en Afrique de l'Ouest (Sénégal)*
- Alexandra NAUD, *Cheffe de service Coopération Internationale, Région Nouvelle-Aquitaine (France)*
- Olivier DOYLE, *Directeur Général du Pôle d'économie sociale Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (Canada)*
- Álvaro PORRO, *Chargé de la promotion de l'ESS, Mairie de Barcelone (Espagne)*
- Arielle DRISSSEN, *Entreprendre Sherbrooke (Canada)*

ATELIER 1AT5 RAPPORT

Réseaux nationaux de l'ESS et coopération avec les collectivités locales

Modération : Aurélie Carimentrand, *Maître de conférences, IUT Bordeaux Montaigne / UMR CNRS (France)*

Intervenants :

- Blanca BOIX SAEZ de OCARIZ, *Reas Euskadi Red de entidades de Economía Alternativa y Solidaria (Espagne)*
- Malang DIANE, *Conseiller Technique en Entrepreneuriat, Entrepreneurs du Monde (Sénégal)*
- Ali AKEBLI, *Conseiller Provincial ESS, Targa-Aide (Maroc)*
- Mawuko Anani Afangnibo EKHUHOHO, *ONG Anavie (Togo)*

ATELIER 1AT6 RAPPORT

L'importance des réseaux dans le renforcement des capacités et la visibilité de leurs membres

Modération : Marguerite MENDELL, *Directrice du Karl Polanyi Institute of Political Economy et Professeure à la Concordia University (Canada)*

Intervenants :

- Djémilah HASSANI, *ESS France Outre-mer (France)*
- Omar FREILLA, *Collective Diaspora (États-Unis)*
- Maroita HADJI, *Vice-Présidente de KomLink (France)*
- Djibril THIAM, *RENCAS - Réseau National des Calebasses de Solidarité du Sénégal*

thème 1

ATELIER 1AT7 RAPPORT

L'engagement des institutions vers la promotion d'une économie formelle

Modération : Pauline Eyebe EFFA, *PFAC - Partenariat France et Afrique pour le Co-développement (Cameroun)*

Intervenants :

- Susana RAMOS CENTELLA, *Facto Cooperativa SCCL Barcelona (Espagne)*
- María Jennifer NOVOA-ALVAREZ, *Économiste, Anthropologue, ATI - Association du Travail Interdisciplinaire (Colombie)*
- Khar DIOP, *Directrice de l'encadrement et de la transformation des entreprises informelles, Ministère de l'Artisanat et de la transformation de l'Économie Informelle (Sénégal)*
- Willy CORI, *Coordinateur de projets, Association Civile AYNI (Bolivie)*

ATELIER 1AT8 RAPPORT

Les enjeux de la démocratie économique pour une économie territoriale résiliente

Modération : Youssef ELLOUXE, *REIESSM - Réseau Esprit d'initiative de l'ESS (Maroc)*

Intervenante :

- Cécile VERGIER, *Commissaire au développement économique - Innovation Sociale, Ville de Montréal (Canada)*

ATELIER 1AT9 RAPPORT

Jeunes, emploi et logements étudiants

Modération : Jean-Marc FONTAN, *Professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) (Canada)*

Intervenants :

- Djibril MANGANE, *Enda ECOPOP (Sénégal)*
- Anderson PINHO, *ACLEF - Association de Coopération pour le Logement des Etudiant.e.s (France)*
- Arouna BA, *Représentant de la Mairie de Niaguis (Sénégal)*

ATELIER 1AT11 RAPPORT

Canada, Japon, Mexique - Regards croisés sur la coproduction de politiques publiques en lien avec des initiatives développementales d'organisation de l'ESS

Modération : Jean-Marc FONTAN, *Professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal (Canada)*

Intervenants :

- Béatrice ALAIN, *Directrice Générale, Chantier de l'Économie Sociale (Canada)*
- Souleymane GUISSSE, *CSMO-ESAC - Comité Sectoriel de Main-d'oeuvre en Économie Sociale et Action Communautaire (Canada)*
- Yuko UEDA, *Responsable de l'APSSEJ - Association de Promotion de l'ESS au Japon*

ATELIER 1AT12 RAPPORT

Initiatives écoresponsables créatrices d'emploi, principalement dans le domaine de la production agricole et de la transformation agroalimentaire

Modération : Aurélie Carimentrand, *Maître de conférences, IUT Bordeaux Montaigne / UMR CNRS (France)*

Intervenants :

- Alain YVERGNIAUX, *Président Directeur Général du Conseil d'administration de ETHICAJOU (Sénégal)*
- Kekeli Kofi AGOH, *ANGE - Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (Togo)*





les sessions autogérées



SESSION 1SA1 RAPPORT

Comment pérenniser et favoriser l'inclusion économique des entreprises sociales et solidaires issues d'un projet de développement ?

Acteurs, financements et intégration

Session proposée par le Gret - Groupe de Recherches et d'Échanges Technologiques

Modération : Marie Christine GOUDIABY, *Chargée de mission, Gret (Sénégal)*

Intervenants :

- Aïssatou SY, *Projet Dignité et Santé, Gret (Sénégal)*
- Massamba GAYE, *Projet Typha, Gret (Sénégal)*
- Mandresy RANDRIAMIHARISOA, *Directeur Général de Nutri'zaza (Madagascar)*

SESSION 1SA5 RAPPORT

La transition de l'économie conventionnelle vers l'Économie Sociale et Solidaire

Session proposée par ESS Forum International

Modération : Garry LAVOIE, *Président de la Caisse d'Économie Solidaire Desjardins (Canada)*

Intervenants :

- Claude DORION, *Directeur Général de MCE conseil, C2NI - Coopérative nationale de l'information indépendante, Trésorier chez ESS Forum International (Canada)*
- Sylvain ROBERT, *Directeur général de la Coopérative Funéraire de Témiscamingue (Canada)*
- Sébastien GERARD, *Société d'acquisition pour l'ESS (Canada)*

SESSION 1SA6 RAPPORT

BLOC IV BCN : le principal pôle de promotion des coopératives d'Europe du Sud

Session proposée par la Ville de Barcelone et le Gouvernement de Catalogne

Modération : Andrea BALLETBÒ, *Coopérative Tandem Social (Espagne)*

Intervenants :

- Ester VIDAL, *Directrice des services de l'économie coopérative, sociale et solidaire et de l'alimentation durable, Mairie de Barcelone (Espagne)*
- Josep VIDAL FÀBREGA, *Directeur général de l'économie sociale, du tiers secteur et des coopératives, Gouvernement de Catalogne (Espagne)*
- Guillem LLORENS, *Président de l'Association catalane de l'économie sociale et de la Confédération catalane des coopératives (Espagne)*

SESSION 1SA7 RAPPORT

Co-créer les politiques publiques pour promouvoir l'ESS en Catalogne

Session proposée par le Gouvernement de Catalogne

Intervenants :

- Josep VIDAL FÀBREGA, *Directeur pour l'Économie Sociale et Solidaire, le Tiers-secteur et les coopératives, Gouvernement de Catalogne (Espagne)*
- Roser HERNÁNDEZ GURRERA, *Vice-directrice pour l'Économie Sociale et Solidaire, Gouvernement de Catalogne (Espagne)*
- Isabel GARCÍA HERNÁNDEZ, *Vice-directrice Diversité au Travail et Tiers-Secteur, Gouvernement de Catalogne (Espagne)*
- Guillem LLORENS, *Président de l'Association catalane de l'économie sociale et de la Confédération catalane des coopératives (Espagne)*
- Jaume OLLER, *Coopérative Tandem Social (Espagne)*

SESSION 1SA8 RAPPORT

La présence et l'expérience des Afro-descendants dans l'économie et l'innovation sociale au Québec

Session proposée par la Fondation MUNTU

Modération : Mariana DJELO BALDE, *Spécialiste en Communication et Marketing Social (Canada)*

Intervenants :

- Cathia CARIOTTE, *Fondation MUNTU (Canada)*
- Lazard VERTUS, *Bureau de Consultation Jeunesse (Canada)*
- Svens TELEMAQUE, *DESTA Black Community Network (Canada)*
- Burt PIERRE, *Intervenant de proximité, Équipe RDP (Canada)*
- Roen HIGGINS, *The Elevated Creative (Canada)*
- Michael OBAS ROMAIN, *Consultante en Communautés et Innovation Sociale, Psychologue clinicienne (Canada)*



thème 1

SESSION 1SA9 RAPPORT

MOOC et outils de formation et de sensibilisation à l'ESS

Session proposée par l'OIT - Organisation Internationale du Travail

Modération : Guy TCHAMI, *Spécialiste des politiques et de la recherche sur les coopératives, OIT*

Intervenants :

- Linda DEELEN, *Responsable du Programme Entreprise, Microfinance et Développement Local du Centre International de Formation de l'OIT*
- Abdul Aziz DIENG, *Coordinateur de projet à l'OIT, Entrepreneurat formel et innovant (Sénégal)*
- Youssef BELHASSEN FENNIRA, *Conseiller Technique en chef à l'OIT, Projet Jeun'ESS (Tunisie)*

SESSION 1SA10 RAPPORT

Le mouvement coopératif comme modèle durable et transformateur pour les droits des femmes et la réduction de la pauvreté

Session proposée par SOCODEVI - Société de Coopération pour le Développement International

Modération : Frédérique THOMAS, *Directrice Sénégal de SOCODEVI (Canada)*

Intervenante :

- Bineta FALL, *Conseillère Égalité des genres, SOCODEVI (Sénégal)*

SESSION 1SA11 RAPPORT

Les stratégies locales d'encadrement des jeunes créateurs d'entreprise : l'exemple de la CEPEM à Dakar

Session proposée par la CEPEM Dakar - Couveuse d'Entreprise pour la Promotion de l'Emploi par la Micro Entreprise

Modération : Mohamed DIOP, *Directeur du Centre de formation de la Ville de Dakar et du CIFAL - Centre International des Autorités et des Leaders (Sénégal)*

Intervenants :

- Daouda GUEYE, *Conseiller Municipal en Charge des TIC, Ville de Dakar (Sénégal)*
- Mourade DIEYE, *Secrétaire Général de la CEPEM (Sénégal)*
- Fatoumata NIANI NIOKS, *Directrice de Jokkolabs (Sénégal)*
- Alassane LO, *Consultant, Expert en création d'entreprise et stratégies développement (Sénégal)*
- Marianne FERRON, *Chargée de projet, LOJIK - Offices Jeunesse Internationaux du Québec (Canada)*
- Babacar DIAGNE, *Président du Conseil des Entreprises, Sénégal*
- Aminata LY, *USAID Entrepreneurat & Investissement (Sénégal)*
- Marc-André LEDOUX, *Directeur de Finsocial (Sénégal)*

SESSION 1SA122 RAPPORT

Quels apports des produits culturels pour une valorisation et une consolidation de l'ESS en Afrique ?

Session proposée par la Direction de la Culture et du Tourisme de la Ville de Dakar

Modération : Hortense ASSAGA, *Journaliste, auteure (Sénégal)*

Intervenants :

- Khalifa DRAME, *Président de l'association Gorgorlou (Sénégal)*
- Titiyuo BA, *Coordonnateur général des acteurs culturels de Dakar (Sénégal)*
- Abdou FALL, *Artiste-peintre (Sénégal)*

SESSION 1SA12 RAPPORT

Problématiques et enjeux des écosystèmes et industries culturelles et créatives : quelles solutions pour un impact positif de l'ESS en Afrique ?

Session proposée par la Direction de la Culture et du Tourisme de la Ville de Dakar

Modération : Makhtar DIAO, *Directeur de la Direction de la Culture et du Tourisme, Ville de Dakar (Sénégal)*

Intervenants :

- Ngoné NDOUR, *Entrepreneure culturelle (Sénégal)*
- Moustapha NDIAYE, *Président du REMAAP - Réseau des Managers d'artistes africains professionnels (Sénégal)*
- Alimatou FAYE, *Entrepreneure culturelle et représentante du Mouvement hip-hop du Sénégal*
- Ibrahima CISSE, *Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique (Sénégal)*

SESSION 1SA13 RAPPORT

Mise en Place d'un fonds d'Économie Sociale et Solidaire par une collectivité territoriale du Sénégal

Session proposée par le Conseil Départemental de Tivaouane

Intervenant :

- Seynabou Gaye TOURÉ, *Responsable de l'Alliance pour la République de la ville religieuse de Tivaouane (Sénégal)*



les sessions autogérées



SESSION 1SA14 RAPPORT

Le panafricanisme et l'économie solidaire : partenariat Nord /Sud Africains et Afro descendants, une nouvelle relation s'engage vers l'économie sociale, solidaire et l'économie circulaire pour la création de valeurs économiques et humaines

Session proposée par la Fondation MUNTU

Modération : Cathia CARIOTTE, *Consultante en stratégie de développement et d'innovation (Canada)*

Intervenants :

- Yassir NGAR, *Consultant dans la transformation numérique (Canada)*
- Lazard VERTUS, *Bureau de Consultation Jeunesse, Laval (Canada)*
- Michael OBAS ROMAIN, *Consultante en Communautés et Innovation Sociale, Psychologue clinicienne (Canada)*

SESSION 1SA17 RAPPORT

Échanges entre jeunes entrepreneurs, porteurs de projets, acteurs économiques et politiques

Session proposée par la FEDES - Fédération des Jeunes Entrepreneurs du Sénégal

Intervenant :

- Cheikh Ndigueul BEYE, *FEDES (Sénégal)*

SESSION 1SA18 RAPPORT

Pouvoir du peuple et processus : réimaginer les processus gouvernementaux

Session proposée par Axle Impact Studio

Intervenants :

- Dela WILSON, *Stratège en politiques d'innovation, auteure et conceptrice d'expériences, Axle Impact Studio (États-Unis)*
- Moyo OYELOLA, *Artiste multimédia (États-Unis)*

SESSION 1SA19 RAPPORT

Comment développer les réseaux nationaux de collectivités engagées pour le développement de l'ESS ?

Session proposée par le RTES - Réseau des Collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire

Modération : Chloé SECHER, *Députée générale du RTES - Réseau des Collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire (France)*

Intervenantes :

- Me-Kyung KIM, *Présidente de SSEGOV - Association des Gouvernements Locaux Coréens pour l'Économie Sociale et la Solidarité, Maire de Eunpyeong-gu, Séoul (Corée)*
- Monique AYI, *Maire de Dzenge, Présidente du REMCESS - Réseau des Maires du Cameroun pour l'ESS (Cameroun)*
- Patricia ANDRIOT, *Vice-présidente du RTES (France)*



Claude DORION
Bénédicte SOHET
Elise Pierrette MEMONG MENO Epse MPOUNG
Jean-Paul BETCHEM



les rapports détaillés

ATELIER 1AT1

RETOUR AU SOMMAIRE

Engager la transition des économies informelles vers une économie formelle: obstacles et vertus de l'Économie Sociale et Solidaire

Modérateur : Rémy POIGNANT, *Co-directeur de la Chambre Régionale de l'ESS de Nouvelle-Aquitaine (France)*

Intervenants :

- Francis CAME, *Professeur d'Économie, Enseignant-chercheur, Université de Strasbourg (France)*
- Jean Paul BETCHEM A MEYNICK, *REMCESS - Réseau des Maires du Cameroun pour l'ESS (Cameroun)*
- Bénédicte SOHET, *ConcertES - Concertation des Organisations de l'Économie Sociale (Belgique)*
- Badara NDIAYE, *DIADÉM - Diaspora Développement Éducation Migration (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

L'économie sociale et solidaire est un enjeu très important au niveau des territoires et sa structuration contribuerait au développement local, durable et à la valorisation des potentiels endogènes.

Principales recommandations

- La création d'emplois et le renforcement des capacités
- L'encadrement des acteurs de l'ESS

Principaux points soulevés par les intervenants

Francis CAME

- Quatre formes d'économie informelle :
 - L'économie illégale (entreprise criminelle)
 - L'économie non comptabilisée avec l'évasion de fiscalité et la création de comptes offshore
 - L'économie non déclarée avec les activités à finalité personnelle (entreprise fiscale)
 - Et enfin l'économie informelle qui est une unité de production individuelle
- L'économie informelle comme une économie de survie devenue attrayante, une économie hétérogène qui repose sur une division du travail (producteurs, vendeurs, distributeurs)
- Une forme d'économie offensive de par ses valeurs : habitude, adaptabilité et flexibilité
- Le basculement vers la formalité de l'économie informelle via les mouvements associatifs

Jean Paul BETCHEM A MEYNICK

- Le rôle des collectivités territoriales sur le basculement de l'économie informelle vers une ESS
- Propositions à partir du cas camerounais
- La mise en place d'activités visant à transformer l'économie informelle
- La promotion des politiques d'autonomisation et l'inclusion pour le développement local
- La lutte contre le changement climatique, pour la protection environnementale et la biodiversité
- La structuration des coopératives au niveau des communes, la mise en place de points d'informations et la création d'événements ESS dans les communes

Benedict SOHET

- La transition d'une économie informelle vers une économie formelle
- Analyse du cas belge avec la création du dispositif du titre de service et celui des IDESS (Initiatives de Développement de l'Emploi dans le Secteur Solidaire) dont la finalité est le passage des métiers vers une économie formelle par un dispositif soutenu par les pouvoirs publics
- L'ESS conjuguée à des politiques sociales peut permettre la transformation de certains secteurs informels vers une économie formelle

Badara NDIAYE

- Quel serait le devenir des jeunes s'il n'y avait pas l'économie informelle ?
- La professionnalisation au lieu de la formalisation des procédures car le besoin est d'être performant pour répondre aux exigences du marché
- Le secteur informel n'est pas un secteur de survie mais de croissance, de création, d'innovation, d'emploi, structuré et professionnalisé
- Une contradiction existe entre les acteurs de l'ESS et les politiques publiques
- L'ESS comme une mission de service public : son processus de professionnalisation doit se faire en collaboration entre l'État, les collectivités territoriales, les coopératives, les mutuelles et entreprises familiales



les rapports détaillés



ATELIER 1AT4

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Partenariats, alliances, et réseaux institutionnels qui accompagnent la gouvernance des organisations et des entreprises de l'ESS afin de contribuer à leur résilience

Modératrice : Myriam MATRAY, *Docteur en Sciences Économiques, Université Jean Monnet (France)*

Intervenants :

- Rokhaya Suzanne DIOUF, *Coordonnatrice de l'UNCAAPSS - Union Nationale des Coopératives Artisanales d'Art, de Production et de Service (Sénégal)*
- Magatte NDOYE, *Expert Commercial, Consultant au PACAO, Programme d'Appui à la Compétitivité en Afrique de l'Ouest (Sénégal)*
- Olivier DOYLE, *Directeur Général du Pôle d'économie sociale Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (Canada)*
- Alexandra Naud, *Cheffe de service Coopération Internationale, Région Nouvelle-Aquitaine (France)*
- Álvaro PORRO, *Chargé de la promotion de l'ESS, Mairie de Barcelone (Espagne)*
- Arielle DRISSEN, *Entreprendre Sherbrooke (Canada)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

La gouvernance des organisations et des entreprises de l'ESS, par les institutionnels via des alliances / réseaux entre l'ESS et les gouvernements, permet de structurer ces dernières mais aussi de les accompagner dans leurs projets locaux, de leur donner accès à des financements ou encore et surtout de leur donner les outils de leur résilience. Ainsi les partenariats internes et externes sont un moyen de financement des entreprises d'ESS nécessaires au développement des territoires. La formation des acteurs est également l'une des interventions phares des coopératives ou réseaux.

Principales recommandations

- Faire des propositions pour harmoniser les dispositifs entre l'ESS et les gouvernements.
- Faire des propositions pour développer des politiques et outils pour accompagner le passage de l'économie informelle par et vers l'ESS.
- Mener un plaidoyer pour l'adoption de formes juridiques de l'ESS selon les pays.

Principaux points soulevés par les intervenants

Rokhaya Suzanne DIOUF

- La gouvernance des entreprises d'économie sociale et solidaire comme les coopératives, les réseaux et unions
- Les interventions diverses
- Les contraintes et les recommandations

Magatte NDOYE

- Le financement des coopératives horticoles
- L'historique de l'existence des coopératives au Sénégal
- La survie des coopératives à un certain moment

Olivier DOYLE

- La formalisation juridique des entreprises d'ESS par la création d'un réseau
- L'harmonisation de ce régime juridique avec les valeurs collectives de la société québécoise
- La mise en œuvre de projets collectifs par les entreprises d'ESS

Álvaro PORRO

- La promotion des entreprises d'ESS
- La pérennisation de la politique dans le secteur de l'ESS
- L'implication des tous les acteurs dans la prise de décisions
- Un diagnostic de la situation
- La digitalisation du secteur du textile à Barcelone

Arielle DRISSEN

- L'entreprenariat et les entreprises d'ESS

thème 1

ATELIER 1AT5

RETOUR AU SOMMAIRE

Réseaux nationaux de l'ESS et coopération avec les collectivités locales

Modératrice : Aurélie Carimentrand, *Maître de conférences, IUT Bordeaux Montaigne / UMR CNRS (France)*

Intervenants :

- Blanca BOIX SAEZ de OCARIZ, *Reas Euskadi Red de entidades de Economía Alternativa y Solidaria (Espagne)*
- Malang DIANE, *Conseiller Technique en Entrepreneuriat, Entrepreneurs du Monde (Sénégal)*
- Ali AKEBLI, *Conseiller Provincial ESS, Targa-Aide (Maroc)*
- Mawuko Anani Afangnibo EKHUHOHO, *ONG Anavie (Togo)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'importance de la création de cadres de rencontres nationaux et régionaux des acteurs de l'ESS (Togo, Maroc, Sénégal, Pays basque espagnol) ainsi que les enjeux de partenariat avec les collectivités locales (mairie de Bilbao, mairie de Ziguinchor en Casamance) pour promouvoir l'entrepreneuriat collectif et durable (à travers l'ESS / à travers la formalisation de l'économie informelle en TPE...)
- Il y a des initiatives de l'ESS mais pas forcément de cadre légal dans tous les pays (exemple du Togo)
- Précision sur le processus d'accompagnement des migrants de retour au pays.
- Le choix des cibles dans les territoires.

Principales recommandations

- Mise en place de cadres nationaux pour pouvoir encadrer et promouvoir l'ESS en respectant ses principes.
- Faire rentrer dans les cursus de gestion d'entreprises des modules spécifiques dédiés à l'ESS.
- Encourager les entrepreneurs sociaux qui innovent dans le secteur de l'ESS.
- Les partenaires financiers doivent soutenir et accompagner les initiatives des organisations locales.
- Mutualiser nos efforts pour que les autorités respectent et exécutent les engagements pris.

Principaux points soulevés par les intervenants

Blanca BOIX SAEZ de OCARIZ

- Présentation du réseau des entités de l'économie alternative et solidaire implanté dans le Pays Basque en Espagne qui s'active dans les services sociaux
- Le réseau génère plus de 160 millions d'euros par an
- Promotion d'initiatives sociales
- Programme d'entrepreneuriat féminin
- Alliance avec les pouvoirs publics pour que les gens puissent profiter de l'économie alternative solidaire

Malang DIANE

- L'ONG Entrepreneur du Monde adopte la vraie essence de l'ESS en accompagnant uniquement les personnes en situation de précarité
- Consolidation des entreprises sur le long terme
- Identification des besoins en formation et en accompagnement financier
- 90% des bénéficiaires de l'appui de l'ONG Entrepreneur du Monde sont des femmes parce qu'elles sont les plus vulnérables

Ali AKEBLI

- Targa-Aide est une organisation en partenariat avec le Ministère de l'Intérieur intervenant dans cinq provinces au Maroc dont la mission est de sensibiliser et d'accompagner les initiatives ESS
- Mise en place d'un programme de développement économique local
- Accompagnement des initiatives locales comme les coopératives par l'appel à projet
- Mobilisation des acteurs privés dans le programme de l'ESS
- Il n'y a pas de loi précise sur l'ESS au Maroc

Mawuko Anani Afangnibo EKHUHOHO

- Nombre d'acteurs travaillent sur la question de l'ESS au Togo sans savoir réellement ce que signifie l'ESS
- Lancement du 1er Forum de l'ESS en 2022 dénommé FECOSOL au Togo.
- L'ESS est une économie qui permet à nos états africains de s'autonomiser



les rapports détaillés



SESSION 1SA9

RETOUR AU SOMMAIRE

MOOC et outils de formation et de sensibilisation à l'ESS

Session proposée par l'OIT - Organisation International du Travail

Modérateur : Guy TCHAMI, *Spécialiste des politiques et de la recherche sur les coopératives, OIT*

Intervenants :

- Linda DEELEN, *Responsable du Programme Entreprise, Microfinance et Développement Local du Centre International de Formation de l'OIT*
- Abdul Aziz DIENG, *Coordinateur de projet à l'OIT, Entrepreneuriat formel et innovant (Sénégal)*
- Youssef BELHASSEN FENNIRA, *Conseiller Technique en chef à l'OIT, Projet Jeun'ESS (Tunisie)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Atelier de partage des outils de formation et de sensibilisation à l'Économie Sociale et Solidaire et présentation de l'applicabilité pratique de ces outils dans différents contextes.
- L'Économie Sociale et Solidaire comme outil de promotion de la protection sociale et du travail décent et outil de développement et de lutte contre le chômage.
- Lien entre la promotion du travail décent et la protection sociale (notamment celle des artisans).
- Échange autour des mécanismes mis en place pour limiter le travail des enfants : sensibilisation des producteurs.
- L'existence de législations sur l'ESS et la législation nouvelle au Sénégal.
- L'orientation des financements du projet Jeun'ESS sur les jeunes en situation de vulnérabilité.
- L'applicabilité la charte africaine sur l'ESS.
- Présentation du travail du BIT et de l'OIT.

Principales recommandations

- Utiliser les outils de formation et sensibilisation de l'OIT et du BIT au profit des coopératives, d'autres entités de l'ESS et les membres de leurs communautés pour remédier aux déficits en travail décent.
- Appliquer la charte africaine sur l'ESS dans les États africains.
- Impliquer les acteurs sénégalais de l'ESS dans la planification et orientation des politiques sur l'ESS.
- Encourager les jeunes à prendre des initiatives ESS.

Principaux points soulevés par les intervenants

Guy TCHAMI

- Utilisation des Unités de l'ESS comme moyen d'atteindre l'objectif du BIT et de l'OIT
- Définition et rôle de la coopérative selon l'OIT

Linda DEELEN

- Présentation et cibles de la plateforme MOOC

Abdul Aziz DIENG

- L'appui à la création d'emplois décents à travers la structuration des économies informelles
- Au Sénégal 97% de l'économie est informelle
- Expérience du projet sur la promotion de l'entrepreneuriat formel & innovant, Sénégal et Gambie
- Contraintes liées à la formalisation pour une pérennisation technique
- Appui du BIT par le financement de projets permettant d'offrir un travail décent
- Collaboration avec les structures faitières certifiées BIT en utilisant les outils tels que le THINK COOP et le STAR COOP

Youssef BELHASSEN FENNIRA

- La reconnaissance politique du rôle de l'ESS comme levier incontournable du développement et modèle économique à part entière en Tunisie
- La disponibilité de mécanismes formels de financement de l'ESS
- Expérience du projet Jeun'ESS
- Accompagner financièrement les initiatives de jeunes
- Promouvoir la formalisation des acteurs du secteur informel
- L'accompagnement et le renforcement des groupements et coopératives de l'ESS existants
- La mise en place de groupements et coopératives de l'ESS
- La mise en place de club Limit'ESS pour véhiculer les valeurs de l'ESS
- Inciter les collectivités locales à mettre en place des projets de l'ESS impactants

thème 1

SESSION 1SA19

RETOUR AU SOMMAIRE

Comment développer les réseaux nationaux de collectivités engagées pour le développement de l'ESS ?

Session proposée par le RTES - Réseau des Collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire

Modératrice : Chloé SECHER, *Déléguée générale du RTES (France)*

Intervenants :

- Me-Kyung KIM, *Présidente de SSEGOV - Association des Gouvernements Locaux Coréens pour l'Économie Sociale et la Solidarité, Maire de Eunpyeong-gu, Séoul (Corée)*
- Monique AYI, *Maire de Dzeng, Présidente du REMCESS - Réseau des Maires du Cameroun pour l'ESS (Cameroun)*
- Patricia ANDRIOT, *Vice-présidente du RTES (France)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Missions des réseaux de collectivités locales pour l'ESS dans cette session : favoriser le partage d'expériences entre collectivités locales, renforcer le plaidoyer en faveur de l'ESS et la reconnaissance du rôle des collectivités locales dans son développement, favoriser la montée en puissance des politiques locales de soutien à l'ESS en co-construction avec les réseaux d'acteurs.
- L'enjeu est de structurer des communes à travers des illustrations de réseaux territoriaux dans l'ESS déjà existants.
- Relever le défi de mieux vivre ensemble en créant de la solidarité nationale avec les acteurs de réseaux.
- Retour sur les outils d'établissement de la co-construction.

Principales recommandations

- Synergie des actions des acteurs pour des mesures communes et concrètes pour l'ESS.
- Structuration des coopératives en filières pour qu'elles soient compétitives.
- Formation sur la création de réseaux territoriaux dans l'ESS.
- Créer des alternatives telles que le club des réseaux nationaux.

Principaux points soulevés par les intervenants

Me-Kyung KIM

- Priorités de l'ESS : l'humain, le bien être (emploi, habitat, éducation)
- Mise en place de réseaux dans les secteurs publics pour régler les problèmes quotidiens à travers plusieurs activités
- Partage des informations et coopération entre les acteurs, les territoires et l'État
- Établir des mesures pour l'ESS

Monique AYI

- Genèse du REMCESS
- Principales activités et quelques indicateurs
- Axes de plaidoyer
- Réseau de collectivités

Patricia ANDRIOT

- Axes de plaidoyer du RTES
- Réseau de collectivités pour renforcer la place de l'ESS dans les politiques publiques
- Optimiser le rôle des acteurs publics locaux
- Importance de développer les réseaux nationaux
- Apporter des réponses nouvelles à des problèmes territoriaux communs, s'inspirant des expériences communes
- Apporter une réponse commune à un besoin identifié collectivement à un territoire
- Apporter une amélioration du bien-être et un développement local durable





les rapports détaillés



ATELIER 1AT2

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

L'ESS: un modèle qui structure et légitimise les expériences de l'économie informelle pour construire des économies collectives et durables

Modératrice : Myriam MATRAY, *Docteur en Sciences Économiques, Université Jean Monnet (France)*

Intervenants :

- Charly Camilien VICTOR, *Doctorant en Sociologie, Chaire ESS de l'Université de Haute-Alsace (France)*
- Boubacar Sidy DIALLO, *ENDA ECOPOP (Sénégal)*
- Chloé SÉCHER, *Déleguée générale du RTES - Réseau des Collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire (France)*
- Pauline EYEBE EFFA, *PFAC - Partenariat France et Afrique pour le Co-développement (Cameroun)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'économie sociale et solidaire doit être structurée en sa qualité d'alternative de modèle économique plus adapté au contexte local
- Débats et divergences sur la transition vers la formalisation ou la professionnalisation qui revient souvent
- La nécessité d'une structuration

Principales recommandations

- Création d'un cadre de réseau local de l'ESS pour faciliter la dynamique d'activité des coopératives
- S'appuyer sur les coopératives comme alternatives de formalisation du secteur informel vers l'ESS

Principaux points soulevés par les intervenants

Charly Camilien VICTOR

- Analyse de l'Économie Sociale et Solidaire à partir des éléments d'histoire
- Analyse de l'Économie Sociale et Solidaire du cas Haïtien à partir des accords de Breton Woods et du capitalisme
- L'économie informelle, une économie de la débrouillardise

Bocar DIALLO

- Économie Sociale et Solidaire, un projet citoyen pour l'intérêt commun
- La création et mise en place d'un dispositif technologique de collecte des taxes YTAKE
- Les origines de YTAKE
- Le manque de ressources des collectivités territoriales
- La faiblesse de la transparence sur la chaîne de mobilisation des ressources
- L'amélioration du taux de recouvrements
- La réduction des fraudes fiscales
- La modernisation des opérations de collecte des taxes
- Pertinence de la solution numérique dans la gouvernance financière locale avec un système intégré permettant de dématérialiser les opérations de recouvrement des valeurs inactives

Chloé SECHER

- Activités d'échanges et de valorisation de l'ESS à travers le réseau RTESS
- L'économie informelle, créatrice de valeurs et de liens de solidarité
- Les pratiques informelles et leurs enseignements sur les dynamiques sociales et locales
- L'appui sur l'écosystème de l'ESS pour accompagner la formalisation des pratiques par et vers l'ESS
- Accompagner la formalisation des pratiques et inscrire le sujet dans les feuilles de route et conventions du territoire

Pauline EYEBE EFFA

- Structuration de l'ESS qui dynamise et favorise la cohésion sociale
- Création d'un cadre de réseau local de l'ESS pour faciliter la dynamique d'activité des coopératives
- Les coopératives comme une alternative de formalisation du secteur informel vers l'ESS

thème 1

ATELIER 1AT6

RETOUR AU SOMMAIRE

L'importance des réseaux dans le renforcement des capacités et la visibilité de leurs membres

Modératrice :

Marguerite MENDELL, *Directrice du Karl Polanyi Institute of Political Economy et Professeure à la Concordia University (Canada)*

Intervenants :

- Djémilah HASSANI, *ESS France Outre-mer (France)*
- Omar FREILLA, *Collective Diaspora (États-Unis)*
- Maroita HADJI, *Vice-Présidente de KomLink (France)*
- Djibril THIAM, *RENCAS - Réseau National des Calebasses de Solidarité du Sénégal*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Cet atelier a soulevé l'importance de la construction des réseaux dans l'ESS, la nécessité de développer des coopérations pour trouver des stratégies de développement socio-économique beaucoup plus fortes et renforcer le dialogue avec les institutions publiques
- Réflexion menée sur la manière dont l'entreprise économique sociale et solidaire aide les communautés minoritaires

Principales recommandations

- Structurer un écosystème favorable à l'économie sociale et solidaire
- Permettre à l'ESS de s'émanciper à travers les différents réseaux et insuffler une ère nouvelle dans la transformation mondiale
- Favoriser un cadre de confiance dans les réseaux ESS
- Faire le partage des expériences
- Encourager le développement des réseaux au niveau local, régional et national
- Créer des chambres régionales de l'Économie Sociale et Solidaire au Sénégal

Principaux points soulevés par les intervenants

Djémilah HASSANI

- Renforcement de la coopération de manière collective pour créer un monde meilleur
- Favoriser le développement des écosystèmes de l'ESS
- Rôle des politiques publiques dans l'ESS
- Faire un maillage des territoires et stimuler des pôles de l'ESS
- L'importance des réseaux
- Renforcer la solidarité, l'entraide, construire et semer ensemble : l'union fait la force

Omar FREILLA

- Le besoin d'encourager la coopération des personnes noires dans le monde pour lutter contre la discrimination raciale et permettre d'atténuer les difficultés des communautés noires comme le libre accès aux ressources et aux financements
- La création des fédérations et trouver des alternatives
- Encourager le plaidoyer et le dialogue politique et solidaire

Maroita HADJI

- Structurer, organiser et accompagner le développement des membres de KomLink
- La responsabilité de porter l'entreprise, de transmettre les valeurs sociales et d'accompagner des jeunes générations dans la bienveillance
- Une communauté, c'est construire une vision commune
- Travailler sur la pérennité économique
- L'importance de travailler en réseau

Djibril THIAM

- Les difficultés portées par l'endettement ou la période de soudure (en agriculture, période ou laps de temps juste avant la récolte, lorsque les réserves des dernières récoltes sont épuisées) dans un pays où le travail agricole occupe 70% de la population
- La Calebasse comme outil de développement avec le tissu en blanc qui symbolise la paix
- L'importance des réseaux
- La coopération des réseaux pour agir dans le domaine de la sécurité alimentaire



les rapports détaillés



ATELIER 1AT3

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

ESS et promotion des emplois décents au cœur des territoires

Modératrice : Roberta TROVARELLI, *Responsable de projets et des relations internationales, Legacoop Emilia-Romagna (Italie)*

Intervenants :

- Elise Pierrette MEMONG MENO Epse MPOUNG, *RESSCAM - Réseau National de l'Économie Sociale et Solidaire du Cameroun*
- Timothée DUVERGER, *Responsable de la Chaire Territoires et ESS de Sciences Po Bordeaux (France)*
- Annica PERINI, *Centro Studi Cooperazione Internazionale e Migrazione società Cooperativa sociale (Italie)*
- El Hadji Maguette DIOP, *Coordinateur, Projet WIEGO (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Besoins du secteur informel
- Rôle de l'ESS dans la transition de l'économie informelle vers une économie formelle

Principales recommandations

- Protection sociale et droit du travail au sein de l'ESS
- Reconnaissance de l'ESS comme sphère socio-économique de transformation des économies, d'accès à un travail décent et de sécurisation des moyens de subsistance

Principaux points soulevés par les intervenants

Elise Pierrette MEMONG MENO Epse MPOUNG

- Promotion de l'ESS par la RESSCAM au Cameroun en collaboration avec l'État via son ministère : Promotion d'une activité économique durable dans le domaine Agro-pastorale (Aquaculture)
- L'adoption d'une démarche partenariale pour accompagner les coopératives à la création de réseau et mise sur pied d'un cadre local d'échange au sein des communes
- L'impératif de mettre sur pied un système de protection sociale pour les acteurs de l'ESS mais aussi de maîtriser la chaîne production-transformation-vente et enfin le renforcement des mécanismes de financement

Roberta TROVARELLI

- Association Legacoop, exemple d'un engagement qui vise à développer l'ESS, association de tradition italienne conforme aux réalités endogènes en zone romagne
- Place importante de la promotion dans l'inclusion des territoires, politique de sensibilisation auprès des jeunes, innovation par la transition digitale, renforcement des capacités et tout ça par le canal des coopératives
- Programme Bélacopia en partenariat avec des étudiants (programme de développement durable)

thème 1

Annica PERINI

- Coopération CEM (Centre d'Étude sur les Migrations)
- Création d'un système de financement de projet grâce aux redevances payées pour partir (visas, cartes séjours)
- Renforcement des capacités par la délivrance de qualifications professionnelles adaptées aux besoins locaux en travaillant avec la chambre de commerce

El Hadji Maguette DIOP

- Une déconstruction sociale du concept de récupérateurs de déchets « boudjioumanes » dans les décharges

- L'activité de récupération et de transformation des déchets comme une entreprise de responsabilisation, créatrice de revenu et d'autonomisation des récupérateurs
- Le développement de stratégies de résilience a permis à continuer de travailler durant le Covid
- La mise sur pied de coopératives très participatives comme BOOK DIOM et l'extension de leur milieu de travail en dehors de Mbeubeuss dans le littoral pour générer plus de revenus
- L'organisation de campagnes thématiques pour l'inclusion de tous les récupérateurs et récupératrices de déchets dans les coopératives
- La transition des travailleurs de la décharge de Mbeubeuss vers une économie formelle
- Le PROMOGED, un projet de l'Etat visant à moderniser la gestion des déchets : une menace pour les récupérateurs de déchets de Mbeubeuss

ATELIER 1AT8

RETOUR AU SOMMAIRE

Les enjeux de la démocratie économique pour une économie territoriale résiliente

Modérateur : Youssef ELLOUXE, REIESSM - Réseau Esprit d'initiative de l'ESS (Maroc)

Intervenante : Cécile VERGIER, Commissaire au développement économique - Innovation Sociale, Ville de Montréal (Canada)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Entrepreneuriat et innovation sociale vers l'Économie Sociale et Solidaire
- La formalisation avant la professionnalisation
- ESS, programmes et politiques publiques

Principale recommandation

L'insertion de l'ESS dans les projets et programmes des politiques publiques.

Principaux points soulevés par les intervenants

Cécile VERGIER

- Une forte empreinte ESS au Québec avec des entreprises, des projets, des organisations, des services d'accompagnements, les acteurs et le gouvernement
- Accompagnement et dialogue entre ces différentes parties prenantes autour de l'ESS
- Un fort engagement de l'ESS à Montréal pour répondre aux besoins de sa population, améliorer les conditions de vie
- Une approche holistique avec un écosystème complet et collaboratif
- L'ESS comme un levier qui permet de résoudre les défis de Montréal
- Des compétences partagées en développement économique local

Youssef ELLOUXE

- Le REIESSM, une volonté politique de faire face aux questions fondamentales pour le développement et la cohésion sociale
- La promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes avec la mise sur pied d'activités de renforcement de capacités, le développement de l'approche genre, la création d'emploi féminin et le renforcement de la représentation des femmes
- La recherche de nouvelles perspectives et solutions pour résoudre les problèmes sociaux
- Une approche territoriale qui prône la valorisation des ressources des terroirs
- Le coaching des acteurs territoriaux et le montage de projet sociaux
- Un choix partenarial qui dépend des domaines d'intervention



L'engagement des institutions vers la promotion d'une économie formelle

Modératrice : Pauline Eyebe EFFA, PFAC - Partenariat France et Afrique pour le Co-développement (Cameroun)

Intervenants :

- Susana RAMOS CENTELLA, *Facto Cooperativa SCCL Barcelona (Espagne)*
- María Jennifer NOVOA-ÁLVAREZ, *Économiste, Anthropologue, ATI - Association du Travail Interdisciplinaire (Colombie)*
- Khar DIOP, *Directrice de l'encadrement et de la transformation des entreprises informelles, Ministère de l'Artisanat et de la transformation de l'Économie Informelle (Sénégal)*
- Willy CORI, *Coordinateur de projets, Association Civile AYNI (Bolivie)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Présentation d'initiatives partant d'une société civile engagée
- Réflexion sur le rôle des institutions pour permettre le voyage de ces acteurs qui sont dans l'informel vers la formalisation
- En Espagne il n'existe pas d'économie informelle dans la recherche d'emploi mais une informalité de la recherche d'emploi
- Non-implication des acteurs de l'informel dans l'élaboration des politiques

Principale recommandation

Accompagner les petits producteurs à travers l'élaboration d'un document de politique publique.

Principaux points soulevés par les intervenants

Susane RAMOS CENTELLA

- Création d'une multiplateforme pour accompagner les entreprises vers les initiatives de l'ESS
- En Espagne, l'ESS participe à 10% du PIB et représente 5% de l'emploi
- Promotion de l'égalité des genres à travers l'ESS
- Fracture numérique présente dans toutes les entreprises
- Le défi de l'inter-coopération qui est l'une des valeurs de l'ESS
- Nécessité de permettre aux employeurs d'utiliser le numérique
- Le défi de la résilience des coopératives
- Promouvoir la présence des femmes dans les activités de l'ESS
- Le manque de reconnaissance des valeurs de l'ESS au sein des universités

María Jennifer NOVOA-ÁLVAREZ

- Présentation de l'ATI
- Organisme travaillant avec des paysannes
- Mise en place d'un réseau agricole familial comptant 150 organisations
- Les objectifs d'ATI :
 - Permettre une visibilité des marchés
 - Reconnaissance du travail des producteurs agricoles
 - Créer une alternative productive et dynamique de distribution

Khar DIOP

- Présentation des politiques publiques sur l'ESS au Sénégal
- Processus de formalisation des acteurs du secteur informel
- Présentation des 8 axes stratégiques de la politique de l'ESS au Sénégal

Willy CORI

- Présentation de l'organisation AYNI
- Présentation de la politique publique de l'ESS en Bolivie
- Expérience de AYNI dans la mise en place de l'ESS

thème 1

ATELIER 1AT9

RETOUR AU SOMMAIRE

Jeunes, emploi et logements étudiants

Modérateur : Jean-Marc FONTAN, *Professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal (Canada)*

Intervenants :

- Djibril MANGANE, *Enda ECOPOP (Sénégal)*
- Anderson PINHO, *ACLEF - Association de Coopération pour le Logement des Etudiant.e.s (France)*
- Arouna BA, *Représentant de la Mairie de Niaguis (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- La difficulté des jeunes à accéder aux logements sociaux et à un emploi
- Problématique de la vision capitaliste des dirigeants
- Un partage d'expériences (cas du Sénégal avec Daliford, cas de la France et du Québec)
- Plan de protection de l'environnement et de sécurité avec la mairie de Daliford
- Les critères d'éligibilité aux logements sociaux
- La question du logement comme obstacle à l'accès à l'éducation supérieure et, de manière cumulative, à l'emploi
- Discussion sur le modèle de financement des logements sociaux et l'autofinancement comme solution palliative
- Le caractère disparate des territoires

Principales recommandations

- Promotion des logements
- Création de maisons de jeunes
- Promotion de la colocation mais aussi de l'autofinancement
- Meilleure prise en compte et meilleure application des logements temporaires

Principaux points soulevés par les intervenants

Djibril MANGANE

- L'accès au logement des jeunes en France
- Le modèle de financement des logements sociaux (collectivités locales ou territoriales, fondations, etc.)
- L'employabilité jeune avec les questions de l'insécurité et de la délinquance

Anderson PINHO

- La fragilité du socle institutionnel régissant les logements sociaux ou étudiants (déficit d'application)
- Le caractère cher des meubles
- La diversité des enjeux par rapport aux zones géographiques et aux contextes sociaux, économiques et politiques
- Dissemblance sur les mécanismes de fonctionnement des associations en France, au Québec et au Sénégal

Arouna BA

- Le déficit d'implication des jeunes
- La persistance de la logique capitaliste dans l'environnement des logements sociaux
- L'émiettement dans la gestion des logements sociaux
- Les difficultés d'accès aux logements sociaux
- L'absence de politiques cohérentes pour la gouvernance des logements





les rapports détaillés



ATELIER 1AT11

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Canada, Japon, Mexique - Regards croisés sur la coproduction de politiques publiques en lien avec des initiatives développementales d'organisation de l'ESS

Modérateur : Jean-Marc FONTAN, *Professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal (Canada)*

Intervenants :

- Béatrice ALAIN, *Directrice Générale du Chantier de l'économie sociale (Canada)*
- Souleymane Guissé, *CSMO-ESAC - Comité Sectoriel de Main-d'oeuvre en Économie Sociale et Action Communautaire (Canada)*
- Yuko UEDA, *Responsable de l'APSSEJ - Association de Promotion de l'ESS au Japon*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- La visibilité des initiatives d'ESS
- La nature pluriforme des initiatives d'ESS selon les réalités socioculturelles des pays
- La non reconnaissance formelle de l'ESS par les États du Nord comme le Japon
- La reconnaissance des initiatives de l'ESS par les collectivités territoriales selon les pays

Principale recommandation

L'institutionnalisation positive des apprentissages, acquis et succès générés par des organisations d'économie sociale et solidaire transite par la capacité du secteur à traduire les avancées réalisées en divers types de politiques publiques.

Principaux points soulevés par les intervenants

Béatrice ALAIN

- Création d'un réseau des entreprises d'économie sociale en aide à domicile au Québec facilitant la participation d'un nombre important de femmes au marché du travail
- Parcours de formation assurant la reconnaissance et la valorisation des compétences liées à ces emplois, et l'amélioration significative des conditions d'emplois des femmes qui les occupent en passant à une économie formelle
- Programme de formation des CPE (Centres Petite Enfance)
- Formation technique en petite enfance
- Formation en éducation spécialisée
- Apprentissage en milieu rural
- Évolution du fonctionnement des programmes
- Services de proximité aux personnes vulnérables, gérés dans une optique de qualité et d'abordabilité, pour mutualiser et faire soutenir la charge de ces soins

Souleymane GUISSÉ

- Création de deux réseaux clés :
 - les CPE (Centre Petite Enfance)
 - les EESAD (Entreprises d'Économie Sociale en Aide Domestique)
- Présentation des résultats

Yuko UEDA

- Présentation des caractéristiques de la population du JAPON
- Présentation des activités principales de la coopérative SEIKATSU CLUB
- Présentation des résultats du programme de la coopérative SEIKATSU CLUB

thème 1

ATELIER 1AT12

RETOUR AU SOMMAIRE

Initiatives écoresponsables créatrices d'emploi, principalement dans le domaine de la production agricole et de la transformation agroalimentaire

Modératrice : Aurélie CARIMENTRAND, *Maître de conférences, IUT Bordeaux Montaigne / UMR CNRS (France)*

Intervenants :

- Alain YVERGNIAUX, *Président Directeur Général du Conseil d'administration de ETHICAJOU (Sénégal)*
- Kekeli Kofi AGOH, *ANGE - Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (Togo)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Pas de politique de RSE mais prise en compte des bonnes pratiques
- Certification des produits
- Fidélisation des salariés
- Problèmes du coût élevé de la certification pour les entreprises locales

Principale recommandation

Besoins de soutien de la part des politiques publiques pour le développement d'entreprises de taille intermédiaire (« l'ESS doit voir grand ») qui sont les plus créatrices d'emploi, et pour la généralisation des bonnes pratiques sociales et environnementales. La qualité sociale et environnementale des produits permet de se différencier sur les marchés.

Principaux points soulevés par les intervenants

Alain YVERGNIAUX

- Présentation de l'entreprise ETHICAJOU : une initiative paysanne à Kolda au Sénégal
- Chaîne de valeur : production, transformation et commercialisation
- Différence considérable entre l'achat de la matière première (50 centimes le kilo d'acajou) et la vente du produit fini (23 euros le kilo)
- Rassemblement de deux organisations de producteurs qui regroupent 500 producteurs
- Production de 200 tonnes en 2022
- Création de 100 emplois décents pour les femmes dans l'entreprise
- Labellisation de 1000 producteurs bio
- Enjeux de l'entreprise : solidifier et rentabiliser l'entreprise qui est gérée par des sénégalais
- Difficultés d'avoir des financements des structures bancaires

Kekeli Kofi AGOH

- Présentation du management de l'environnement et de la norme ISO 14001, 2015
- Présentation des pratiques d'affaires écoresponsables
- Besoins d'implémentation d'une SME : facteurs déclencheurs
- ISO 14001, outil de référence adapté pour les entreprises





les rapports détaillés



SESSION 1SA1

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Comment pérenniser et favoriser l'inclusion économique des entreprises sociales et solidaires issues d'un projet de développement ? Acteurs, financements et intégration.

Session proposée par le Gret - Groupe de Recherches et d'Échanges Technologiques

Modératrice : Marie Christine GOUDIABY, *Chargée de mission, Gret (Sénégal)*

Intervenants :

- Aïssatou SY, *Projet Dignité et Santé, Gret (Sénégal)*
- Massamba GAYE, *Projet Typha, Gret (Sénégal)*
- Mandresy RANDRIAMIHARISOA, *Directeur Général de Nutri'zaza (Madagascar)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Retours d'expériences à travers le prisme de différents projets menés par le Gret sur la gestion de l'hygiène menstruelle, de la nutrition et de l'assainissement au Sénégal et à Madagascar
- Quitter le secteur informel vers le secteur formel par le biais de la professionnalisation
- L'entrée en termes de territoire et non de projet ou programme pour assurer la temporalité et la durabilité des activités
- Échanges aussi sur les difficultés de pérennisation
- Discussion sur les acteurs à mobiliser et les liens entre fonds publics et privés

Principales recommandations

- Accompagner les expériences et initiatives présentées
- Définir des outils d'appropriation des programmes/projets par les acteurs pour l'atteinte des objectifs fixés et assurer la durabilité

Principaux points soulevés par les intervenants

Aïssatou SY

- Lutte contre les mauvaises pratiques à travers le programme Dignité et Santé du GRET
- Promotion du développement durable avec la création de serviettes hygiéniques réutilisables
- Autonomisation socio-économique des femmes en milieu rural à travers la vente de ces serviettes hygiéniques
- Promotion de l'entrepreneuriat féminin et dotation d'équipements
- Promotion du développement durable et de l'ESS avec des serviettes de qualité, réutilisables et à moindre coût

Massamba GAYE

- Processus pour la mise en place d'une filière en prenant l'exemple du projet Typha, contrainte pour les acteurs mais valorisé et contrôlé par la création bio-artisanale d'un combustible
- Mise en place du projet typha comme une stratégie d'économie sociale et solidaire qui répond aux préoccupations sociales et environnementales des acteurs avec la création d'énergies renouvelables
- Régler le problème d'équité territoriale

- L'identification des besoins réels des acteurs afin de déterminer la priorité du besoin mais aussi du territoire
- Le processus de mobilisation des acteurs autour de la création de filière
- Les enjeux de financement de la filière, sa pérennisation mais aussi son maintien

Mandresy RANDRIAMIHARISOA

- Présentation du projet Nutrizaza qui lutte contre la malnutrition
- Valorisation des potentialités locales à travers l'utilisation des produits locaux
- Pratique de l'entrepreneuriat sociale et solidaire à travers la distribution de kits aux couches vulnérables
- Mise sur pied d'un espace d'échanges, de discussions et de partage d'expériences pour les mères
- Maîtrise de la chaîne de valeur production/vente avec trois formes de réseaux de distribution
- Valorisation des mères à faible revenu en tant qu'animatrices locales avec un travail décent et bien rémunéré

thème 1

SESSION 1SA5

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Transition de l'économie conventionnelle vers l'Économie Sociale et Solidaire

Session proposée par ESS Forum International

Modérateur : Garry LAVOIE, *Président de la Caisse d'Économie Solidaire Desjardins (Canada)*

Intervenants :

- Claude DORION, *Directeur Général de MCE conseil, Coopérative nationale de l'information indépendante, Trésorier chez ESS Forum International (Canada)*
- Sylvain ROBERT, *Directeur général de la Coopérative Funéraire de Témiscamingue (Canada)*
- Sébastien GERARD, *OBNL Société d'acquisition pour l'ESS (Canada)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'ESS un modèle innovant et spécifique qui met l'humain au centre de tout
- Mise en avant de l'avantage du système coopératif
- Mise en avant de l'avantage fiscal des coopératives
- L'écosystème économique favorable à l'ESS
- La perception positive des coopératives au Québec
- Débat sur le modèle coopératif québécois à appliquer en Afrique
- L'environnement favorable aux coopératives, facteur de réussite
- La coopérative, une entité collective et un modèle meilleur que tout autre

Principales recommandations

- Promotion de l'ESS comme solution à la création d'emploi
- Création de l'écosystème innovant et des coopératives d'épargne facilitant les activités de l'ESS
- Faire des formations pour booster les jeunes entrepreneurs

Principaux points soulevés par les intervenants

Claude DORION

- CS journaux, journal privé au Québec
- La démarche de conversion de CS journaux en coopérative
- Les stratégies mises en œuvre pour collecter les fonds de relance
- Les résultats obtenus après 3 ans :
 - Réussir à dégager des revenus autogérés
 - Cadres et syndicats dans le conseil d'administration
 - Numérisation des journaux pour faire face aux défis de la COVID

Sylvain ROBERT

- Présentation de son entreprise funéraire qui existe depuis 1920
- Présentation du contexte du marché funéraire québécois dans les années 90 : 40% détenu par les sociétés étrangères
- La faillite durant 2 ans de la fédération des coopératives funéraires
- La stratégie de relance de la fédération
- La bataille gagnée par la fédération et faillite des sociétés étrangères
- La vente de son entreprise funéraire à la coopérative

Sébastien GERARD

- Présentation de la société d'acquisition
- Processus d'acquisition des sociétés privés
- La transformation de l'entreprise privée en coopérative
- Intérêt de se constituer en groupes





BLOC IV BCN, principal pôle de promotion des coopératives d'Europe du Sud

Session proposée par la Ville de Barcelone et le Gouvernement de Catalogne

Modératrice : Andrea BALLETBÒ, *Coopérative Tandem Social (Espagne)*

Intervenants :

- Ester VIDAL, *Directrice des services de l'économie coopérative, sociale et solidaire et de l'alimentation durable, Mairie de Barcelone*
- Josep VIDAL FÀBREGA, *Directeur général de l'économie sociale, du tiers secteur et des coopératives, Gouvernement de Catalogne*
- Guillem LLORENS, *Président de l'Association catalane de l'économie sociale et de la Confédération catalane des coopératives (Espagne)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Le Gouvernement de Catalogne, la Mairie de Barcelone et la sphère de l'ESS et des coopératives développent la co-construction de politiques publiques et de projets structurants. Ils le font depuis 2016, et le Bloc4BCN en est l'exemple le plus évident
- Le Bloc4BCN est l'un des principaux projets de la stratégie ESS Barcelone 2030

Principale recommandation

Encourager et accompagner le développement de projets pour la transition vers des économies collectives et durables à travers le Bloc4BCN pour atteindre les objectifs de la stratégie ESS Barcelone 2030.

Principaux points soulevés par les intervenants

- Présentation du Bloc4BCN comme un exemple de co-construction de politiques publiques
- La construction de la relation dans la définition des politiques structurelles (cadres législatifs, programmes économiques)
- L'adoption de cadres stratégiques tel que la stratégie ESS Barcelone 2030
- La concrétisation de projets moteurs et emblématiques comme Bloc4BCN

thème 1

SESSION 1SA7

RETOUR AU SOMMAIRE

Co-créer les politiques publiques pour promouvoir l'ESS en Catalogne

Session proposée par le Gouvernement de Catalogne

Intervenants :

- Josep VIDAL FÀBREGA, *Directeur pour l' conomie Sociale et Solidaire, le Tiers-secteur et les coopératives, Gouvernement de Catalogne (Espagne)*
- Roser HERNÁNDEZ GURRERA, *Vice-directrice pour l' conomie Sociale et Solidaire, Gouvernement de Catalogne (Espagne)*
- Isabel GARCÍA HERNÁNDEZ, *Vice-directrice pour la Diversité au Travail et le Tiers-Secteur, Gouvernement de Catalogne (Espagne)*
- Guillem LLORENS, *Président de l'Association catalane de l'économie sociale et de la Confédération catalane des coopératives (Espagne)*
- Jaume OLLER, *Membre de la Coopérative Tandem Social (Espagne)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'ESS est une économie de valeurs dont la priorité est de répondre aux besoins des personnes.
- L'ESS est porteuse de valeurs telles que la coopération, la gouvernance démocratique et la transparence
- Explication détaillée des politiques publiques du Gouvernement de la Catalogne orientées vers l'ESS

Principales recommandations

- Encourager ces rencontres internationales et s'en servir de plaque tournante pour partager des visions et des expériences à travers la collaboration et la coopération multilatérale (public-privé-communauté)
- Encourager la création de partenariats pour une société inclusive, équitable et centrée sur l'humain

Principaux points soulevés par les intervenants

- Présentation de trois programmes du Gouvernement de la Catalogne : « Programme d'accompagnement des jeunes dotés de problèmes de santé mentale à reprendre le travail ou la formation » ; « Ate-neus Cooperatius » et « Comunalitats Urbanes »
- Programmes construits autour d'axes tels que la territorialisation, l'innovation, la création d'écosystèmes favorables et l'auto-organisation
- L'attachement de ces programmes à la place centrale de l'humain dans les politiques publiques
- Les recherches sur le lien entre  conomie Sociale et Solidaire et bien-être mondial
- Critique de la place centrale des bénéfices économiques dans notre  conomie
- La participation active des municipalités dans ces programmes





les rapports détaillés



SESSION 1SA8

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

La présence et l'expérience des Afro-descendants dans l'économie et l'innovation sociale au Québec

Session proposée par la Fondation MUNTU

Modératrice : Mariana DJELO BALDE, *Spécialiste Communication et Marketing Social (Canada)*

Intervenants :

- Cathia CARIOTTE, *Fondation MUNTU (Canada)*
- Lazard VERTUS, *Bureau de Consultation Jeunesse, Laval (Canada)*
- Svens TELEMAQUE, *DESTA Black Community Network (Canada)*
- Burt PIERRE, *Intervenant de proximité, Équipe RDP (Canada)*
- Roen HIGGINS, *The Elevated Creative (Canada)*
- Michael OBAS ROMAIN, *Consultante en Communautés et Innovation Sociale, Psychologue clinicienne (Canada)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Les Afro-descendants continuent de faire face à des défis importants en matière d'accès aux opportunités économiques et innovation sociale au Québec. Des initiatives sont en cours pour promouvoir l'inclusion et l'équité dans ces domaines, notamment par la création de réseaux et d'organisations afro-descendantes, mais il reste encore beaucoup à faire pour assurer une représentation équitable et une participation significative des Afro-descendants dans l'économie et l'innovation sociale au Québec.
- Une séance pour discuter sur le sujet de la présence et de l'expérience des Afro-descendants dans l'économie et l'innovation sociale au Québec dans le cadre du Forum sur l'économie sociale en Afrique peut permettre de renforcer la compréhension des enjeux d'inclusion économique et de diversité à travers les frontières géographiques, ainsi que de partager les bonnes pratiques et les solutions applicables à d'autres contextes.

Principales recommandations

- Sensibiliser le public aux enjeux liés à la présence et l'expérience des Afro-descendants dans l'économie et l'innovation sociale au Québec
- Mettre en avant des initiatives et des réussites
- Explorer les défis et des solutions
- Favoriser les échanges et la mise en réseau

Principaux points soulevés par les intervenants

- Les défis des Afro-descendants en matière d'inclusion économique, l'accès aux opportunités d'emploi et d'entrepreneuriat
- La représentation et l'inclusion
- La collaboration et la solidarité : comment pouvons-nous encourager la collaboration et la solidarité entre les Afro-descendants et d'autres communautés marginalisées dans les secteurs économiques et d'innovation sociale ? Comment pouvons-nous favoriser l'émergence d'écosystèmes économiques inclusifs et collaboratifs ?
- La valorisation de la diversité : la diversité est un atout pour l'économie et l'innovation sociale. Il est donc important de discuter de la façon dont les Afro-descendants peuvent être valorisés pour leurs expériences, leurs perspectives et leurs connaissances uniques.

thème 1

SESSION 1SA10

RETOUR AU SOMMAIRE

Le mouvement coopératif comme modèle durable et transformateur pour les droits des femmes et la réduction de la pauvreté

Session proposée par **SOCODEVI - Société de Coopération pour le Développement International**

Modératrice : Frédérique THOMAS, *Directrice Sénégal de SOCODEVI (Sénégal)*

Intervenante : Bineta FALL, *Conseillère en Égalité des genres, SOCODEVI (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Implication des femmes dans la transformation des produits locaux
- Partage d'expériences : SOCODEVI a aidé une coopérative en Casamance à accroître ses membres jusqu'à environ 500 membres avec 24 GIE dont plus de 60 % des membres sont des femmes
- Développement du leadership et de la confiance des femmes afin de lever les barrières socioculturelles
- Rôle de facilitation des coopératives : formalise des entreprises et associations et favorise un meilleur impact, facilite également la commercialisation des produits locaux
- Les coopératives comme dispositifs de renforcement du pouvoir économique des femmes
- L'approche coopérative comme levier pour le développement de la résilience des femmes à travers le renforcement de la capacité des femmes
- La répartition des femmes dans les instances décisionnelles (plus ou moins 58% pour l'Union des coopératives d'habitat de Thiès)
- Les défis de la fracture numérique mais aussi culturelle
- Les modèles locatifs multi-logements dans le cadre des coopératives d'habitat afin de réduire les potentielles spéculations
- Débat sur l'accès des femmes à la terre

Principales recommandations

- Programme inter-coopératif pour capitaliser et consolider les différentes initiatives
- La mise à l'échelle d'un programme de fond de développement, de sécurité et d'avancement
- Mise en place d'une commission d'égalité de genre pour toutes les coopératives
- Développement d'une plateforme en ligne dans le cadre de l'éducation financière
- Mise en place de sites de vulgarisation

Principaux points soulevés par les intervenantes

- Un bref rappel des éléments historiques relatifs à la création de SOCODEVI et de ses axes stratégiques d'intervention (renforcement de compétence, etc.)
- Insertion des femmes dans le marché de l'emploi
- L'apport des femmes dans le développement économique
- La promotion de l'entrepreneuriat des femmes
- Les mécanismes d'adhésion aux structures coopératives : souscription volontaire
- Promotion de l'égalité des genres par SOCODEVI
- La mise en œuvre du projet Résilience femme de la SOCODEVI surtout en rapport avec les défis du changement climatique
- Des réflexions sur les volets économiques mais aussi associatifs des coopératives
- Les champs d'expertise de la SOCODEVI : produits d'assurance agricole, capacitation
- La prise en compte des dimensions écologiques et de gouvernance dans le marché des coopératives
- L'intégration de projets et ou de plans d'égalité de genre avec un programme de gouvernance inclusive
- La conception et la réalisation des approches qui répondent aux besoins des femmes. Exemple des femmes de la Casamance avec des fonds investis pour l'accès aux équipements adaptés
- L'intégration dans les coopératives d'habitat de programmes de soutien à l'habitation pour les femmes
- La facilitation de l'accès au crédit
- La formation en leadership féminin
- La consolidation des acquis comme : la confiance en soi, le renforcement de capacité
- SOCODEVI a encadré et permis à des femmes de se confirmer et devenir maire



les rapports détaillés



SESSION 1SA11

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Les stratégies locales d'encadrement des jeunes créateurs d'entreprise l'exemple de la CEPEM à Dakar

Session proposée par la CEPEM Dakar - Couveuse d'Entreprise pour la Promotion de l'Emploi par la Micro-Entreprise

Modérateur : Mohamed DIOP, Directeur du Centre de formation de la Ville de Dakar et du CIFAL - Centre International des Autorités et des Leaders (Sénégal)

Intervenants :

- Daouda GUEYE, Conseiller Municipal en Charge des TIC, Ville de Dakar (Sénégal)
- Mourade DIEYE, Secrétaire Général de la CEPEM Dakar (Sénégal)
- Fatoumata NIANG NIOKS, Directrice de Jokkolabs (Sénégal)
- Alassane LO, Consultant, Expert en création d'entreprise et stratégies développement (Sénégal)
- Marianne FERRON, Chargée de projet, LOJIK - Offices Jeunesse Internationaux du Québec (Canada)
- Babacar DIAGNE, Président du Conseil des Entreprises du Sénégal
- Aminata LY, USAID Entrepreneuriat & Investissement (Sénégal)
- Marc-André LEDOUX, Directeur de Finsocial (Sénégal)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Présentation de la CEPEM comme modèle d'incubateur local
- Partage d'expérience dans le cadre du programme de mobilité internationale entre les Offices jeunesse internationale du Québec, la CEPEM et le regroupement des sénégalais du Québec
- La formalisation et la gestion financière : outils de pérennisation des entreprises sociales
- Discussion sur les contraintes liées à l'accès au financement pour les jeunes et les femmes entrepreneurs

Principales recommandations

- Étendre et expérimenter le modèle de la CEPEM, dispositif pour l'économie sociale et solidaire, dans d'autres territoires
- Opérer un partenariat avec le réseau général des sénégalais de l'extérieur
- Réfléchir à une synergie des politiques publiques (étatiques, locales, continentales ou internationales) pour une prise en charge efficiente de la problématique de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes et de leur financement.
- Favoriser la création d'incubateurs au niveau des différentes collectivités
- Parvenir à mieux sensibiliser les décideurs et autorités publiques à mettre en place des stratégies de financement et d'accompagnement des entrepreneurs sociaux au niveau des collectivités territoriales

Principaux points soulevés par les intervenants

Daouda GUEYE

- La CEPEM, un programme d'Économie Sociale et Solidaire qui forme de jeunes entrepreneurs pour leur permettre de s'autonomiser
- La promotion de l'intelligence collective par la mise en place de cadres de débat afin d'aider la ville de Dakar à résoudre certains problèmes sociaux
- La promotion de l'entraide et de la solidarité par le biais d'une plateforme qui aide les nécessiteux à se soigner
- La formation et le suivi des jeunes dans leurs projets

Mourade DIEYE

- Mettre les jeunes en situation d'entreprendre
- Renforcement des capacités à partir des idées de projets des jeunes afin de les accompagner dans leur réalisation
- La valorisation de la formation et le financement (avant, pendant et après)
- Un espace Co-working pour permettre à l'entrepreneur d'avoir un repère, un environnement de travail
- CEPEM : initiative de l'ESS dans la mesure où il permet l'autonomisation socio-économique des jeunes et des femmes

thème 1

Fatoumata NIANG NIOKS

- La pratique de l'économie sociale et solidaire par l'accompagnement des coopératives
- Programmes et mécanismes de financements innovants pour accompagner les coopératives
- Un encadrement en fonction des gaps des coopératives
- La promotion de l'intelligence collective
- Participation citoyenne, insertion professionnelle et financement
- Corrélation entre le secteur privé et public

Alassane LO

- L'importance de l'accompagnement des entrepreneurs et la formalisation des entreprises
- La méthode de l'entrepreneur à l'essai
- L'enregistrement est une étape de la formalisation, il faut tenir aussi une comptabilité normale qui permet d'être formalisé
- La formalisation permet l'élargissement des opportunités de marchés

Marianne FERRON

- La signature de plusieurs partenariats et accords en Afrique pour accompagner financièrement
- Dispenser des formations développées par les entrepreneurs québécois aux jeunes entrepreneurs
- La réciprocité entre les jeunes sénégalais et les jeunes québécois

Babacar DIAGNE

- Le Centre Digital de Gestion Agréé CGA qui s'inscrit dans le continuum de la CEPÉM
- Accompagnement post-formation et création d'entreprise

Aminata LY

- Une composante inspiration, pour comprendre l'entrepreneuriat, la résilience
- Des activités d'innovation et un accompagnement non financier
- Accès aux financements après formation et mise en place d'un dispositif de suivi
- Plusieurs modes d'investissement, la préparation à l'investissement
- Des partenariats qui financent leurs activités dédiés aux jeunes et aux femmes
- L'intégration par des réseaux

Marc-André LEDOUX

- Entreprendre socialement : composante lucrative de l'ESS
- Association démocratique, antipode et alter-capitaliste
- Finsocial, un projet de société qui permet de remplacer le salarial par le social
- École populaire d'Économie Sociale et Solidaire formation approfondie sur différents modules
- La finance sociale, la finance participative : on ne finance pas une entreprise sociale par un financement capitaliste





les rapports détaillés



SESSION 1SA122

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Quels apports des produits culturels pour une valorisation et une consolidation de l'ESS en Afrique ?

Session proposée par la Direction de la Culture et du Tourisme de la Ville de Dakar

Modératrice : Hortense ASSAGA, *Journaliste, auteure (Sénégal)*

Intervenants :

- Khalifa DRAME, *Président de l'association Gorgorlou (Sénégal)*
- Titiyuo BA, *Coordonnateur général des acteurs culturels de Dakar (Sénégal)*
- Abdou FALL, *Artiste/peintre (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- La plénitude de la culture dans le développement de l'économie sociale et solidaire
- Affirmation de la portée économique du secteur si l'on différencie la culture et l'art : la culture n'est pas marchande, par contre les produits de l'art sont marchands
- L'impact des produits culturels et leur consommation vis à vis des générations
- La question de la compréhension de l'art
- Avoir une meilleure lecture d'une œuvre artistique et la différencier du folklore
- Réunir les forces pour une seule culture africaine, modèle de référence de la culture africaine
- Le souhait d'une formation culturelle dans les écoles
- L'inaccessibilité des matières premières pour la production des œuvres d'art
- La non prise en compte des métiers culturels au Sénégal et l'ignorance de son importance / Manque de reconnaissance
- Le tourisme comme secteur à fort potentiel économique
- Les dommages culturels que subissent les touristes (l'arnaque, la pollution, l'indiscipline...)

Principales recommandations

- Encourager et promouvoir la consommation des produits artisanaux pour encourager l'expertise locale
- Multiplier les centres de formation pour mieux outiller les jeunes artistes sur des métiers de l'art
- Allouer d'importantes ressources financières au secteur de la culture
- Synergie des forces des acteurs de la culture pour une culture africaine forte et résiliente

Principaux points soulevés par les intervenants

Khalifa DRAME

- Rappel de la charte fondamentale de la culture énumérée dans le préambule de la constitution sénégalaise du 22 janvier 2001
- L'importance que Léopold Sédar Senghor donnait à la culture
- La culture comme moteur de croissance durable et porteur de développement
- L'existence d'une économie réelle dans la culture
- Diversité culturelle
- Préserver et développer les patrimoines culturels et historiques riches et variés pour attirer plus de visiteurs

Titiyuo BA

- Relancer les associations socio-culturelles pour participer à l'ESS
- Promotion et visibilité de la production artistique et artisanale
- Création d'un réseau africain pour mieux faire valoir les produits artisanaux à des expositions internationales
- Le secteur culturel, un secteur capable de générer plus d'emplois et de richesses

Abdou FALL

- Ralentissement de l'économie de la culture pendant la période de la COVID-19
- L'importance du forum comme moyen de visibilité
- Le souhait d'une formation culturelle
- Non assistance de l'État vis à vis des artistes
- Faire accroître les ressources du secteur de la culture

thème 1

SESSION 1SA13

RETOUR AU SOMMAIRE

Mise en Place d'un fonds ESS par une collectivité territoriale du Sénégal

Session proposée par le Conseil Départemental de Tivaouane

Intervenant : Seynabou Gaye TOURÉ, Responsable de l'Alliance pour la République de la ville religieuse de Tivaouane (Sénégal)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'ACTE III de la décentralisation a installé de façon systématique un écosystème grâce auquel les organisations communautaires (GIE, GPF, DAHIRAS, etc.), les coopératives, les micro-opérateurs économiques qui existent et exercent sur les territoires, donc dans les collectivités territoriales, sont davantage associés au processus de développement local, parce qu'ils constituent une véritable force intégrée dans les communautés et de puissants leviers de ce développement épousant les valeurs de solidarité et de partage.
- Dans ce cadre, cette session a présenté le projet de Tivaouane à travers sa mise en place et son développement autour de différents aspects pour garantir une place de choix aux organisations communautaire et territoriales.

Principales recommandations

- Mener des actions de plaidoyer en faveur du bien fondé de l'entreprise sociale
- Dégager des recommandations selon les types d'acteurs de l'ESS

Principaux points soulevés par les intervenants

- L'ACTE III de la décentralisation comme levier pour la montée en puissance des organisations communautaires dans le processus de développement du pays
- Le concept d'Économie Sociale et Solidaire (ESS) comme un ensemble d'entités organisées sous forme de coopératives, mutuelles, associations, ou fondations, dahira, groupements de femmes, micro-entreprises qui encadrent strictement l'utilisation des bénéfiques qu'elles réalisent et les résultats sont réinvestis
- Les modes de gestion démocratiques et participatifs de ces entités
- La dynamique de promotion de la microfinance de l'Économie Sociale et Solidaire amorcée par le Conseil Départemental de Tivaouane afin de s'auto-impulser une réelle capacité à créer et à garantir l'attractivité nécessaire au sein de son territoire
- En 2017, le Conseil Départemental de Tivaouane adopte à l'unanimité et après un processus de validation technique et social le Plan de Développement du Département sur lequel est adossé un plan d'actions prioritaires
- En 2020, le Conseil Départemental de Tivaouane inscrit une ligne budgétaire relative à l'Économie Sociale Solidaire dans son budget qui abonde le Fonds d'Appui à la promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (FESS) dont les modalités de son élaboration, de sa mise en œuvre, de son suivi évaluation et de sa gouvernance ont déterminé son cahier des charges
- Les axes privilégiés par le FESS pour répondre aux besoins des populations tout en respectant les piliers du développement durable :
 - La transformation de produits agro-alimentaires issus de l'élevage ou du maraîchage
 - L'artisanat
 - Le commerce
 - La restauration et les produits de consommation





Problématiques et enjeux des écosystèmes et industries culturelles et créatives : quelles solutions pour un impact positif de l'ESS en Afrique ?

Session proposée par la Direction de la Culture et du Tourisme de la Ville de Dakar

Modérateur : Makhtar DIAO, *Directeur de la Direction de la Culture et du Tourisme, Ville de Dakar (Sénégal)*

Intervenants :

- Ngoné NDOUR, *Entrepreneure culturelle (Sénégal)*
- Moustapha NDIAYE, *Président du REMAAP - Réseau des Managers d'artistes africains professionnels (Sénégal)*
- Alimatou FAYE, *Entrepreneure culturelle et représentante du Mouvement hip-hop du Sénégal*
- Ibrahima CISSE, *Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'engagement des acteurs culturels (hip hop...) dans la vie sociale nécessitant une amélioration de leur cadre de vie / L'identité culturelle d'une communauté
- Discussion sur les rouages et mécanismes de financement des industries culturelles et créatives et conditions de garanti par rapport aux fonds d'appui
- La nécessité de mettre en place des formations pour les acteurs culturels et de partager des modèles d'activité et/ou d'expérience
- Le défaut d'accès au financement et à la protection des acteurs culturels, et besoin d'un dépassement du bénévolat pour verser dans le volontariat
- Solidarité dans l'industrie culturelle ou dispersion des acteurs culturels ?
- L'appropriation de la Maison de culture urbaine par les acteurs du secteur, notamment les jeunes
- Débat sur la nécessaire rentabilité du secteur de la culture. Dépassement de la logique capitaliste dans le secteur

Principales recommandations

- Mettre en place une plateforme culturelle pour une synergie d'action entre acteurs
- Mettre en place des industries de fabrication des outils des acteurs culturels
- Créer un festival de l'environnement par les décideurs et les acteurs culturels
- Mettre en place des infrastructures uniquement dédiées à la culture
- Mutualiser les différentes ressources du secteur
- Mettre en place des espaces de réflexion et de concertation entre les acteurs

Principaux points soulevés par les intervenants

Ngoné NDOUR

- Le caractère implicitement informel des métiers de la culture au Sénégal
- La nécessité de restructurer le secteur de l'industrie culturelle et créative
- Difficultés de financement des acteurs culturels
- Le déficit de formation des acteurs culturels
- La fragilité du secteur des industries culturelles et créatives

Moustapha NDIAYE

- Les problèmes liés à l'appropriation et à l'accès des outils de vulgarisation (Spotify, YouTube, etc.)
- Le déficit accru lié à l'appropriation des rouages du financement du secteur culturel
- L'absence d'une chaîne de coordination et de solidarité entre les différents acteurs du secteur
- Le déficit de cohésion entre les différents acteurs

thème 1

Alimatou FAYE

- Déficit accru d'initiatives créatives
- Le caractère inapproprié du modèle de financement essentiellement basé sur les responsabilités sociétales des entreprises (RSE)
- Le caractère insuffisant des fonds d'appui pour les initiatives culturelles
- La nécessité d'institutionnaliser un dispositif de financement des acteurs culturels
- Créer des plateformes pour vendre notre culture à travers le monde
- Développer les associations au niveau national

Ibrahima Cisse

- La nécessité de fédérer les acteurs du secteur pour porter le plaidoyer du secteur
- La précarité de la situation des acteurs culturels et artistiques favorisant ainsi un manque de motivation de la part des acteurs
- Le déficit de mécanismes de regroupement des acteurs du secteur pour des échanges d'expériences
- Les difficultés liées à la valorisation de la dimension immatérielle de la culture causant ainsi des problèmes de rentabilité
- Perspectives d'emplois durables pour les acteurs

SESSION 1SA18

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Pouvoir du peuple et processus : réimaginer les processus gouvernementaux

Session proposée par Axle Impact Studio

Intervenants :

- Dela WILSON, *Stratège en politiques d'innovation, auteure et conceptrice d'expériences, Axle Impact Studio (États-Unis)*
- Moyo OYELOLA, *Artiste multimédia (États-Unis)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Les bureaucraties sont construites autour de processus d'efficacité alors que la transition sociale en vue d'une pleine inclusion nécessite du temps, de l'attention et des adaptations pour l'individu
- Atelier atypique construit autour d'un dialogue participatif et d'une performance artistique, où les participants interagissent avec un processus gouvernemental fictif et réfléchissent à la manière dont nous pouvons améliorer ces relations à l'avenir
- Inviter les organisateur du Forum GSEF2023 à échanger dans le cadre d'un dialogue politique sur le rôle de l'économie sociale et solidaire tel qu'il est vécu par l'administration gouvernementale

Principales recommandations

- Développer la culture entrepreneuriale et faciliter l'accès aux mécanismes de finance de l'ESS
- Mettre en place un cadre légal pour la promotion des organisations et ONG à vocation populaire
- Vulgariser le concept d'économie circulaire

Principaux points soulevés par les intervenants

Moyo OYELOLA

- Propose une expérience artistique interactive avec un espace recréé pour repenser l'autorité, les règles, la liberté
- Analyse des comportement, des interactions (inattendues) et des questions des participants
- Activation du potentiel créatif

Moyo OYELOLA et Dela WILSON

- Atelier de réflexion
- Discussion autour des outils pour observer, repenser et redéfinir les processus bureaucratiques afin qu'ils soient plus humains et répondent aux besoins individuels

- Les dysfonctionnements bureaucratiques
- Les méthodes de transformation culturelle au sein des institutions et la conception de stratégies centrées sur l'homme
- L'entrepreneuriat
- La déconstruction du paradigme actuel du top-down
- La confiance en soi
- L'urgence climatique
- L'action sociale et solidaire
- La reconsidération des frontières



les rapports détaillés



SESSION 1SA14

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Le panafricanisme et l'économie solidaire : partenariats Nord/Sud, Africains et Afro-descendants, une nouvelle relation s'engage vers l'économie sociale, solidaire et circulaire pour la création de valeurs économiques et humaines

Session proposée par la Fondation MUNTU

Modératrice : Cathia CARIOTTE, *Consultante en stratégie de développement et d'innovation (Canada)*

Intervenants :

- Yassir NGAR, *Consultant dans la transformation numérique (Canada)*
- Lazard VERTUS, *Bureau de Consultation Jeunesse, Laval (Canada)*
- Michael OBAS ROMAIN, *Consultante en Communautés et Innovation Sociale, Psychologue clinicienne (Canada)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Le panafricanisme et l'économie sociale solidaire favorisent une nouvelle relation capable de créer une économie circulaire en même temps que des valeurs économiques et humaines
- Atelier montrant la place capitale qu'occupe l'économie sociale et solidaire dans une société en termes de modèle social : celle-ci peut favoriser une transition des économies informelles vers des économies territoriales, collectives et durables
- ESS comme solution viable pour corriger les inégalités sociales, territoriales et permettant d'atteindre les objectifs économiques, sociaux et environnementaux
- Lors de cette session, certaines interventions ont été beaucoup plus axées sur le développement des entreprises de l'économie sociale et solidaires, qui peuvent être synonymes de développement durable
- Des enjeux politiques et financiers ont été discutés comme la discrimination, les difficultés qu'entretiennent des femmes pour obtenir des financements, le manque d'organisation et de structuration, les problèmes d'accès des migrants aux crédits bancaires, aux soins de santé, à l'éducation
- Les intervenants ont discuté du modèle social que propose l'Économie Sociale et Solidaire en matière de développement durable surtout dans le cadre de la lutte contre des inégalités sociétales et en termes de transition économique beaucoup plus moderne
- Le développement économique est devenu un outil stratégique qui garantit la protection sociale, outil de résilience économique et de développement des territoires. Peut-on actuellement parler de développement inclusif sans l'intégration de l'Économie Sociale et Solidaire ?

Principales recommandations

- Accroître le nombre d'entreprises économiques sociales et solidaires pour une protection de la couche vulnérable
- Utiliser des outils technologiques pour assurer le lien et la connectivité entre Afro-descendants et Africains
- Multiplier les forums pour sensibiliser sur les enjeux de l'ESS
- Organiser annuellement le Forum GSEF pour permettre aux autorités politiques de tenir compte de l'importance des enjeux de l'Économie Sociale et Solidaire dans le processus du développement d'un pays
- Faciliter l'accès aux finances des jeunes afro-descendants porteurs de projets
- Mettre en place des organismes en charge des nouveaux migrants africains pour faciliter leur accès aux financements

thème 1

Principaux points soulevés par les intervenants

Yassir NGAR

- L'impact du numérique dans le monde actuel
- Digitalisation du secteur agricole pour un meilleur rendement
- L'utilisation des réseaux sociaux
- La progression de la technologie en Afrique
- Nécessité d'identifier des problèmes socio-économiques pour prendre des mesures appropriées
- Intégration du numérique dans l'approche de l'ESS

Lazard VERTUS

- La participation des Afro-descendants dans la production artistique
- La levée de l'idéologie du panafricanisme dans le monde et son intégration dans l'approche économique sociale et solidaire
- Nécessité de mettre en place des idées concrètes
- Coopération entre nord et sud pour une économie sociale et solidaire durable

Michael OBAS ROMAIN

- L'autonomisation des femmes africaines
- La revendication des droits par les femmes afro-descendantes
- La participation des femmes dans l'économie sociale et solidaire
- Revendication de plus de respect et de considération par les féministes panafricaines
- Rendre plus visible les produits africains
- Synergies des femmes afro-descendantes pour le développement des activités économiques et solidaires

SESSION 1SA17

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Échanges entre jeunes entrepreneurs, porteurs de projets, acteurs économiques et politiques

Session proposée par la FEDES - Fédération des Jeunes Entrepreneurs du Sénégal

Intervenant : Cheikh Ndigueul BEYE, FEDES (Sénégal)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- La session est une séance de partage d'idées, d'expériences sur l'environnement économique sénégalais et l'écosystème entrepreneurial de la jeunesse
- Une session visant à engager une communication constructive entre les acteurs

Principale recommandation

Promouvoir l'ESS pour favoriser la création de nouveaux emplois durables pour les jeunes et les femmes, faciliter l'accès aux financements et réduire le chômage

Principaux points soulevés par les intervenants

- Les problématiques de l'entrepreneuriat des jeunes au Sénégal
- Les difficultés liées à l'accès aux financements et aux terres
- Les politiques publiques et économiques du Sénégal, notamment en termes de politique de jeunesse, d'entrepreneuriat, de chômage, d'emploi, de formation professionnelle et universitaire



2



Économie bleue durable, préservation de la pêche artisanale, création de nouveaux emplois durables et protection sociale et environnementale

L'actualité de l'économie bleue est indissociable de la promotion du développement durable comme nouvel agenda de la communauté internationale. Comment exploiter les ressources pour se développer sans abîmer les environnements ? Elle concerne tous les milieux aquatiques (océans, mers, fleuves, lacs, rivières, etc.) et leurs rivages. Elle s'intéresse donc à la durabilité des différentes activités d'exploitation qui sont menées dans et sur ces milieux aquatiques : activités allant de la pêche à l'exploitation des hydrocarbures en passant par l'agriculture, les transports, les ports et le tourisme, entre autres.



1 plénière thématique



3 ateliers et sessions autogérées



15 intervenants



Résumé des échanges

Les Petits États Insulaires en Développement (PEID) et les pays côtiers ont voulu amener la communauté internationale à poser les questions de la survie des écosystèmes dans une perspective plus globale, plus holistique et plus durable (Sommet de Rio +20, du 20 au 22 juin 2012). De ce point de vue, c'est bien la Conférence de Nairobi en 2018 (26-28 novembre) qui fixe les contours de ladite économie bleue durable en l'arrimant définitivement sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030 (6 et 14, surtout) et sur l'Agenda africain à l'horizon 2063.

Cependant il faut articuler la problématique de l'économie bleue durable aux urgences des changements climatiques et des Gaz à Effets de Serre (GES) sur la planète d'une part et d'autre part aux logiques économiques dominantes pour bien en saisir les impératifs et les enjeux, surtout pour les PEID et les pays côtiers en général. Du Nord au Sud mais plus au Sud qu'au Nord, les effets pervers du changement climatique entraînent des bouleversements en chaîne dans les trois dimensions du développement durable : sociale, économique et écologique. Par exemple, la montée des océans, les ouragans, les inondations, les érosions, en somme, les catastrophes naturelles ont pour corrélats la destruction des habitats et des terres, les déplacements de populations, les famines, les épidémies, les catastrophes humanitaires. Dans le même temps, les logiques économiques dominantes imposent une surexploitation des ressources halieutiques par des multinationales au détriment de la pêche artisanale, une mise en valeur des ressources minières offshore (pétrole et gaz) au détriment des équilibres écologiques (faune et flore), etc.

Une telle situation amène la communauté internationale, à partir de l'agenda des Nations Unies à l'horizon 2030, à prendre des initiatives qui sont des modalités d'opérationnalisation des 17 Objectifs pour le Développement Durable. Dans la suite de l'économie verte, l'économie bleue durable nécessite un changement d'échelle et de paradigme : en remettant le social au cœur de l'économie et le tout au cœur de l'écologique, les parties prenantes font émerger des espaces de concertation, de dialogue et d'élaboration de dynamiques économiques circulaires. Comment construire des dynamiques qui prennent en compte les intérêts des plus fragiles, de ceux qui vivent dans les marges, les vulnérabilités en général sans compromettre les droits élémentaires de ceux qui viendront après ?

Les différentes interventions (plénière, ateliers, sessions autogérées) de cette thématique 2 intitulée Économie Bleue, dans le cadre du Forum Mondial de l'Économie Sociale et Solidaire tenu à Dakar en mai 2023, ont tenté d'investir diversement ces enjeux depuis les points de vue des acteurs et des parties prenantes.

M. Kalidou SY, Enseignant-chercheur, Université Gaston-Berger, Saint-Louis (Sénégal)



Recommandations du Comité Scientifique

- 01 Mener des actions urgentes et inclusives pour interroger sur la gestion des eaux et des ressources.
- 02 Revoir les politiques publiques en matière de réglementation et d'autorisation pour la pêche industrielle.
- 03 Promouvoir la recherche, l'innovation et la formation pour accompagner l'industrie de la pêche et la préservation des écosystèmes marins.
- 04 Renforcer l'encadrement, l'appui et le suivi des résolutions et des engagements dans le secteur de la pêche.
- 05 Prendre en compte les conséquences de l'exploitation des réserves de pétrole et de gaz sur les zones de pêche, surtout pour la pêche artisanale, qui est vulnérable à ces changements.
- 06 Développer l'aquaculture pour créer des produits alternatifs et diminuer la pression sur les ressources halieutiques.
- 07 Moderniser les techniques de transformation et de valorisation des produits de la pêche artisanale pour améliorer la productivité et l'attractivité du secteur.
- 08 Favoriser une plus grande territorialisation du secteur de la pêche en capacitant les collectivités locales.
- 09 Créer une Union des associations et des GIE pour mieux aider les acteurs de la pêche.
- 10 Préserver la biodiversité et la disponibilité des ressources par la surveillance des côtes.
- 11 Renforcer la réglementation et la mise en place de périodes de repos biologique pour permettre à la ressource de se régénérer.
- 12 Valoriser des projets d'éco-traitement des eaux usées.
- 13 Réhabiliter/restaurer l'écosystème marin.
- 14 Mettre en place des politiques de sensibilisation par rapport au tri et au recyclage des déchets.
- 15 Assurer le respect de la réglementation et repenser la volonté politique et communautaire.
- 16 Renforcer les mécanismes de financement endogène et de microfinancement.
- 17 Favoriser l'équité socio-territoriale dans les politiques publiques.
- 18 Promouvoir l'entrepreneuriat écologique auprès des jeunes et des femmes.
- 19 Accompagner des acteurs en formation.
- 20 Mettre en place des mécanismes de production de données probantes sur les différentes organisations/associations travaillant dans le domaine des économies bleue et verte.



plénière thématique • thème 2



ÉCONOMIE BLEUE DURABLE, PRÉSERVATION DE LA PÊCHE ARTISANALE, CRÉATION DE NOUVEAUX EMPLOIS DURABLES ET PROTECTION SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE



REPLAY



M. Papa Sagna MBAYE

Présidée par : M. Papa Sagna MBAYE, Ministre des Pêches et de l'Économie Maritime, Sénégal

Modération :

- Mme Imen OUARDANI, Docteur en Sciences Biologiques, Tunisie
- M. Ndiamé NDIAYE, Fonds d'Impulsion à la Micro-finance, Ministère de la Microfinance et de l'ESS, Sénégal

Intervenants :

- M. Moussa MBENGUE, Secrétaire exécutif, Association pour le Développement de la pêche en Afrique de l'Ouest
- M. Mamadou DIOP THIOUNE, Coordinateur national, Dialogue social Pêche, Aquaculture et Ressources off-shore
- M. Abdoulaye SAMBA, Coordinateur technique, Fenagie Pêche - Fédération Nationale des Groupements d'Intérêts Économiques de Pêche, CNCR

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Ouverture à une relecture du secteur de la pêche et de l'économie bleue ;
- Importance de l'intégration du secteur et de sa valorisation ;
- Echanges et discussions autour de la préservation de l'environnement et de la biodiversité contre les effets du changement climatique ;
- Préservation des emplois existants de l'Économie Sociale et Solidaire et question de la prise en charge sociale des pêcheurs et des anciens pêcheurs ;
- Politiques d'ESS et nécessité d'un plaidoyer (commission tripartite).

Principales recommandations

- Mettre en place des dispositifs de suivis, notamment pour l'État ;
- Renforcer l'encadrement, l'appui et le suivi des résolutions et des engagements dans la pêche ;
- Préserver la biodiversité et la disponibilité des ressources par la surveillance des côtes ;
- Renforcer la réglementation et la mise en place de périodes de repos biologique pour permettre à la ressource de se régénérer ;
- Prendre en compte les conséquences probables de l'exploitation des réserves de pétrole et de gaz sur les zones de pêche, surtout pour la pêche artisanale, vulnérable à ces changements ;

- Développer l'aquaculture pour créer des produits alternatifs et diminuer la pression sur les ressources halieutiques ;
- Moderniser les techniques de transformation et de valorisation des produits de la pêche artisanale pour améliorer la productivité et l'attractivité du secteur ;
- Favoriser une territorialisation du secteur de la pêche en capacitant les collectivités locales.

Principaux points soulevés par les intervenants

M. Papa Sagna MBAYE

- L'Économie bleue signifiait seulement il y a quelques années pour le Sénégal les ressources halieutiques
- L'Économie bleue génère de très forts revenus (300 milliards Francs CFA au Sénégal par an)
- Enjeu de préservation et de renforcement la pêche artisanale (55% des activités de pêche contre 15% pour la pêche industrielle)
- Production de 400 à 550 tonnes au Sénégal et couvrant 70% des apports en protéines de la population
- 500 à 800 personnes touchées directement ou indirectement par ce secteur
- Plus de 25 000 pirogues immatriculées au Sénégal
- Subvention des moteurs des pirogues à hauteur de 2 millions Francs CFA par moteur acheté
- Nous mangeons en moyenne, par an et par personne, 29kg de poissons
- L'occupation d'une place de choix de l'aquaculture dans les 5 prochaines années
- Pression de plus en plus forte sur ces ressources constituant un désagrément
- Création d'emplois durables, sociaux et environnementaux
- Émergence de l'aquaculture et pisciculture comme activités de choix au Sénégal

M. Mamadou DIOP THIOUNE

- Lecture et valorisation du secteur de l'Économie bleue et de sa production
- Cadres juridiques et lois qui régissent la mer
- Installation d'un comité de dialogue et présentation du « Dialogue social pêche, Aquaculture et Ressources off-shore »
- Identification des acteurs de la pêche
- Nécessité de mise en valeur du processus marin et maritime
- L'économie bleue et la protection environnementale comme priorités de l'État du Sénégal
- Affirmation de l'engagement de l'État du Sénégal
- Relecture du code de la pêche
- Les conventions (zone exclusive)
- Plaidoyer pour le respect des lois
- Renforcer le Comité National de Pêche
- La formalisation
- Délivrance des cartes de membres/OIT

M. Moussa MBENGUE

- Corrélation entre l'ESS et l'économie bleue
- Économie bleue comme nouvelle approche de valorisation des produits maritimes
- Le Plan Sénégal Émergent, référentiel de l'ESS
- L'ESS comme force pour mettre en place d'autres formes clés pour un développement durable
- L'ESS se voit comme une transformation sociale
- Comment aller vers une économie bleue durable ?
- Utilisation efficiente et durable des ressources
- Diminution de la balance des paiements pour résoudre les problèmes de la pêche
- La pêche artisanale génère 500 000 emplois, soit 15% des emplois sur une côte de 700 Km au Sénégal
- Sécurité alimentaire et création d'emplois (50% des emplois sont dans le secteur primaire au Sénégal)
- 96% des unités économiques sont dans le secteur informel (ambulants, artisans, acteurs de la pêche)
- Satisfaction des besoins de base
- Accompagner la structuration des acteurs
- L'ESS joue plusieurs rôles :
 - Développer l'économie locale et durable
 - Apporter des solutions aux problèmes
 - Garantir la transformation des acteurs
- Besoin d'un cadre institutionnel et juridique, loi d'orientation innovante et inclusive qui encadre :
 - Financement adapté
 - Régime fiscal
 - Code des marchés publics

M. Abdoulaye SAMBA

- Forte menace des acteurs de pêche avec l'exploitation du gaz (cas de Saint-Louis, Sénégal)
- La pêche artisanale traverse une forte crise :
 - Les entrants sont de plus en plus chers
 - Baisse des débarquements
 - Les femmes transformatrices peinent à trouver les produits
- Mesures de résolution :
 - Instaurer des périodes de repos biologiques
 - Interdire la pêche de nuit
 - Moderniser les techniques de transformation et de valorisation de la pêche artisanale
- La loi pastorale
- Reconnaissance des métiers de pêche
- Cotisations de retraite pour leur prise en charge
- Séquestration du carbone par les palétuviers
- Disparition de certaines îles
- Création d'une union pour préserver les emplois



les ateliers et sessions autogérées



ATELIER 2AT1 RAPPORT

Préservation de la pêche artisanale, création de nouveaux emplois bleus durables et protection environnementale

Modération : Abdoulaye SAMBA, *Coordinateur technique, Fenagie Pêche - Fédération Nationale de Groupement d'Intérêts Économiques de Pêche, CNCR - Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (Sénégal)*

Intervenants :

- Fatou Kiné GUEYE, *Responsable de projet, ENDA ECOPOP (Sénégal)*
- Julie BLANQUET, *Chargée de mission Résilience et Innovation territoriale, Département de la Gironde (France)*

SESSION 2SA1 RAPPORT

Comment les petites et moyennes entreprises peuvent contribuer au développement de l'économie bleue et verte en Afrique

Modération : Caroline EKOULE, *Responsable communication, E4 Impact (Italie)*

Intervenants :

- Roberto CAPONE, *CIHEAM - Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (Italie)*
- Flavien TCHAMDJEU, *Responsable Afrique Francophone E4 Impact (Italie)*
- Babacar MBENGUE, *Député-maire de la commune de Hann/Bel-Air (Sénégal)*

ATELIER 2AT2 RAPPORT

Industrie de la pêche et préservation des écosystèmes

Modération : Abdoulaye CISSÉ, *Responsable Développement des Capacités, ENDA ECOPOP - Espaces de Co-production et d'Offres Populaires pour l'Environnement et le Développement en Afrique (Sénégal)*

Intervenants :

- Berthe LOHORE, *Directrice du Développement Humain, Région des Grands Ponts (Côte d'Ivoire)*
- Shiro WAKAMORI, *APSSJ - Association pour l'ESS au Japon*
- Sokhna A. Rosalie NDIAYE, *Responsable de la recherche, Campus Franco-Sénégalais (Sénégal)*



Shiro WAKAMORI
Sokhna A. Rosalie NDIAYE
Berthe LOHORE
Mamadou DIOP THIOUNE



les rapports détaillés

ATELIER 2AT1

RETOUR AU SOMMAIRE

Préservation de la pêche artisanale, création de nouveaux emplois bleus durables et protection environnementale

Modérateur : Abdoulaye SAMBA, *Coordinateur technique, Fenagie Pêche - Fédération Nationale de Groupement d'Intérêts Économiques de Pêche, CNCR - Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (Sénégal)*

Intervenants :

- Fatou Kiné GUEYE, *Responsable de projet, ENDA ECOPOP - Espaces de Co-production et d'Offres Populaires pour l'Environnement et le Développement en Afrique (Sénégal)*
- Julie BLANQUET, *Chargée de mission Résilience et Innovation territoriale, Département de la Gironde (France)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- La pêche artisanale est aujourd'hui un secteur très menacé avec beaucoup de problèmes qui nécessitent le développement de stratégies innovantes tout en préservant l'environnement. Le projet d'implantation de récifs artificiels se développe afin de favoriser la restauration des écosystèmes aquatiques et le renouvellement de la ressource halieutique dans les Aires Marines Protégées (AMP).
- Une bonne préservation de la pêche artisanale et la création d'emplois durables sans la destruction de l'environnement nécessite un renforcement des capacités à travers des formations et technologies innovantes.

Principales recommandations

- Appuyer le développement des Aires Marines Protégées dans la planification et l'immersion des récifs artificiels
- Accompagner la valorisation des produits halieutiques pour accroître le revenu des femmes
- Réserver exclusivement l'exploitation des ressources pélagiques aux producteurs nationaux
- Renforcer la coopération Nord-Sud pour réussir le transfert de technologies adaptées et faciliter leurs financements
- Impliquer les acteurs à la base dans la mise en œuvre des projets

Principaux points soulevés par les intervenants

Fatou Kiné GUEYE

- Problématique de la dégradation des mangroves sous l'effet du changement climatique
- Activités économiques menacées et manque de formation des femmes
- Renforcement des capacités des femmes transformatrices avec les techniques d'aménagement des guirlandes et la formation des cascades
- Appui à la valorisation des huîtres, des arches du Murex et des cymbium
- Intégration dans les plateformes e-commerce et la nécessité de travailler en réseaux

Julie BERNIER

- Présentation d'un projet d'immersion des récifs en adéquation avec la préservation de l'environnement et leur mise en œuvre
- La formation, la surveillance et la sensibilisation sur les récifs artificiels
- Impacts écologiques positifs de ces récifs comme l'abondance des poissons, la diversité et l'augmentation de la taille des poissons
- Impacts sociaux positifs comme l'amélioration de la pêche, la conservation de la ressource, la réussite de coopérations décentralisées (renforcement des capacités, levier de nouveaux projets) et l'autonomisation de points d'informations et la création d'événements ESS dans les communes



Industrie de la pêche et préservation des écosystèmes

Modérateur : Abdoulaye CISSÉ, *Responsable Développement des Capacités, ENDA ECOPOP - Espaces de Co-production et d'Offres Populaires pour l'Environnement et le Développement en Afrique (Sénégal)*

Intervenants :

- Berthe LOHORE, *Directrice du Développement Humain, Région des Grands Ponts (Côte d'Ivoire)*
- Shiro WAKAMORI, *APSSEJ - Association pour l'ESS au Japon*
- Sokhna A. Rosalie NDIAYE, *Responsable de la recherche, Campus Franco-Sénégalais (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

La session a souligné les problèmes liés à la pêche industrielle, notamment sur le cas sénégalais, et la réponse des gouvernements sur ces enjeux. Une réflexion a été menée sur la manière de générer des emplois directs et sur les initiatives pour l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Il existe des initiatives de renforcement des capacités et des formations innovantes. Les lois doivent être respectées par tout le monde pour éviter des problèmes de surexploitation qui entraînent des conséquences néfastes sur les ressources.

Principales recommandations

- Revoir les politiques publiques en matière de réglementation de la pêche industrielle
- Mener des actions urgentes et inclusives pour questionner l'utilisation de nos eaux et nos ressources
- Impliquer toutes les parties prenantes pour de meilleures décisions et la protection du secteur
- Assurer le respect de la réglementation et repenser la volonté politique et communautaire
- Développer les coopératives pour mieux favoriser la participation des acteurs dans la valorisation et protection des ressources

Principaux points soulevés par les intervenants

Berthe LOHORE

- Présence des chaînes de valeurs existantes
- Présentation d'initiatives pour l'ESS
- Contraintes énormes des effets du changement climatique, des produits toxiques, de la surpêche et de l'utilisation des filets non conventionnels sur la pêche
- Conséquences sur la population, les écosystèmes et sur le plan économique
- Valorisation de l'économie bleue à l'échelle locale

Shiro WAKAMORI

- Processus de reconstruction après les catastrophes naturelles comme les tsunamis
- Solidarité et coopération familiale
- Politiques environnementales et développement des coopératives familiales

Sokhna A. Rosalie NDIAYE

- Les accords de partenariat franco-sénégalais
- Les objectifs du Campus Franco-Sénégalais dans la préparation des générations futures, l'inclusion sociale et l'octroi de formations innovantes
- Sécurité des pêcheurs avec des technologies innovantes
- L'élaboration de politiques publiques



thème 2

SESSION 2SA1

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Comment les petites et moyennes entreprises peuvent contribuer au développement de l'économie bleue et verte en Afrique

Modérateur : Caroline EKOULE, *Responsable communication, E4 Impact (Italie)*

Intervenants :

- Roberto CAPONE, *CIHEAM - Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (Italie)*
- Flavien TCHAMDJEU, *Responsable Afrique Francophone E4 Impact (Italie)*
- Babacar MBENGUE, *Député-maire de la commune de Hann/Bel-Air (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Les concessions publiques
- Les accointances politiques/partisanes
- Les spéculations foncières des bords de mer
- Surexploitation des produits de la mer, surpêche
- Défaut d'application du code de la pêche au Sénégal
- Pollution des bateaux, des industriels et des familles
- Le paradoxe des politiques de réhabilitation de la Baie de Hann
- La gestion des côtes
- Les prérogatives des mairies
- La volonté réelle des décideurs
- Une réelle prise en compte de la condition humaine
- La mise en place d'indicateurs adaptés pour la mesure de la dégradation du cadre de vie

Principales recommandations

- Accompagner des acteurs en formation
- Valoriser des projets d'éco-traitement des eaux usées
- Créer une Union des associations et des GIE pour mieux aider les acteurs de la pêche
- Réhabiliter/restaurer l'écosystème marin
- Mettre en place des dispositifs de microfinancement
- Mettre en place des politiques de sensibilisation par rapport au tri et au recyclage des déchets
- Mettre en place des mécanismes de production de données probantes sur les différentes organisations/associations travaillant dans le domaine des économies bleue et verte

Principaux points soulevés par les intervenants

Roberto CAPONE

- Rappel des aspects de marché liés au secteur de l'économie bleue et verte
- Rapports entre la qualité de la production et les standards internationaux
- Consolidation de la filière pêche artisanale
- Gestion concertée des acteurs

Flavien TCHAMDJEU

- Le changement climatique
- L'érosion côtière et les facteurs d'amplification
- L'identification des acteurs de la chaîne de valeur
- L'intégration du volet formation
- La sensibilisation des acteurs
- La gestion du littoral
- La mobilisation des acteurs et leur coopération
- Le caractère épars des acteurs du secteur engendre des difficultés de compréhension

Babacar MBENGUE

- L'état des lieux de la pêche à Hann/Bel Air
- La géomorphologie de la baie de Hann
- Le Code de l'environnement
- Le caractère circulaire des ressources issues du secteur (logique familiale dans les activités)
- La dégradation de l'écosystème marin
- L'engagement communautaire/citoyen
- Les tendances d'émigration
- Le phénomène de littoralisation (attractivité du littoral, privatisation, etc.)
- La dégradation du cadre de vie

3



Économie verte territoriale, collective et durable, autosuffisance alimentaire et sa gouvernance

Face à l'enjeu de nourrir l'humanité durablement, les acteurs de l'ESS s'engagent à travers le soutien aux pratiques agroécologiques et à l'économie circulaire dans le domaine agricole. Les organisations de producteurs (associations, coopératives) et les réseaux solidaires et ONG ont un rôle-clef dans la transition agroécologique et la lutte contre la désertification, notamment pour intégrer les connaissances paysannes dans la construction de savoirs pour une refonte systémique réussie (co-conception avec les acteurs de la recherche agronomique), et pour territorialiser cette transition. Dans ce contexte, il est urgent d'aller vers une économie symbiotique pour tisser une relation socio-économique entre les ressources naturelles et l'humain.



1 plénière thématique



12 ateliers et sessions autogérées



50 intervenants



Résumé des échanges



Les diverses sessions sur l'économie verte ont porté sur :

- La valorisation des déchets et écosystèmes ruraux ;
- L'autosuffisance et la gouvernance alimentaire ;
- Les systèmes alimentaires durables, résilients et inclusifs : un défi global à l'échelle locale ;
- L'expérience de la Coalition Nourrir l'Humanité Durablement (CNHD) ;
- Les apports de l'ESS à la souveraineté alimentaire ;
- Les politiques alimentaires et le travail décent ;
- L'Économie Sociale et Solidaire pour l'autonomisation des femmes : enjeux, défis et opportunités pour les femmes rurales.

Ces sessions ont permis de présenter empiriquement des expériences pratiques d'entrepreneuriat social et solidaire et des approches techniques de développement de l'économie sociale et solidaire. Ces expériences montrent une diversité des domaines de l'économie verte allant de la production agricole à la consommation, en passant par la transformation des produits agricoles et la gestion des déchets. Dans ces domaines, le champ d'action de l'économie sociale et solidaire prend en compte l'intensification durable, l'équité territoriale urbaine et rurale, la gestion collective et l'entrepreneuriat social familial ou communautaire.

Ces champs d'action sont identifiés aussi bien dans les expériences endogènes que dans les expériences induites par l'intervention des acteurs exogènes. Ces derniers ont mis en place des approches de diffusion axées sur des sessions de formation et d'échanges de bonne pratiques fondées sur des tentatives de capitalisation et modélisation de leurs interventions qui prennent en compte la transformation sociale, la lutte contre la pauvreté, la résilience nutritionnelle, le travail décent, le genre, l'autonomisation et l'inclusion financière des femmes ainsi que la digitalisation.

Ainsi le champ d'action de l'économie sociale est caractérisé par une diversité d'acteurs endogènes et exogène qui nécessite la mise en place de synergies pour une meilleure structuration du secteur de l'ESS et de l'entrepreneuriat social. Pour ce faire, il a été proposé de :

- Mettre en place un système de saisine et de capitalisation des pratiques d'entrepreneuriat social ;
- Valider et diffuser ces pratiques à travers l'élaboration de politiques et d'approches pertinentes ;
- Élaborer de manière inclusive des politiques publiques pour faciliter l'accès à l'Économie Sociale et Solidaire.

L'atteinte de ces objectifs nécessite de saisir scientifiquement et de capitaliser ces pratiques endogènes et expériences pour les valoriser à travers des politiques cohérentes et des approches de diffusion adaptées, prenant en compte l'intégration des secteurs primaire, secondaire et tertiaire et la durabilité des systèmes.

M. Amadou NDIAYE, Enseignant-chercheur, Université Amadou Mahtar Mbow de Dakar (Sénégal)
Mme Aurélie CARIMENTRAND, Maître de conférences, IUT Bordeaux Montaigne / UMR CNRS (France)



Recommandations du Comité Scientifique

- 01** Renforcer la gouvernance locale pour plus d'inclusivité dans les processus décisionnels des acteurs de la chaîne alimentaire.
- 02** Élaborer des politiques publiques prenant en compte la question de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
- 03** Renforcer les mécanismes de gouvernance participative des systèmes alimentaires au niveau des collectivités territoriales.
- 04** Promouvoir l'implication citoyenne dans la gestion durable des eaux, des sols, de la biodiversité et des déchets, pour l'émergence de systèmes de production agro-écologique et de systèmes alimentaires territorialisés et résilients.
- 05** Accompagner les collectivités territoriales pour une durabilité des initiatives d'amélioration de l'accès à une alimentation saine et nutritive.
- 06** Développer les coopératives pour mieux valoriser la participation des acteurs.
- 07** Faciliter l'accès aux facteurs de production, notamment le foncier, l'eau d'irrigation, les équipements et matériels agricoles.
- 08** Organiser les producteurs en coopératives au niveau des terroirs pour faciliter l'achat des intrants et la commercialisation des produits agricoles.
- 09** Capitaliser et diffuser les dynamiques territoriales de l'Entrepreneuriat Social Paysan pour l'innovation, la croissance et l'emploi.
- 10** Développer la culture fourragère pour réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs et en même temps assurer l'autosuffisance en ovins, caprins et produits laitiers.
- 11** Articuler la production animale et végétale dans les politiques locales de développement pour réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs.
- 12** Mieux optimiser la production agro-sylvo-pastorale.



plénière thématique • thème 3



*ÉCONOMIE VERTE TERRITORIALE, COLLECTIVE ET DURABLE,
AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE ET SA GOUVERNANCE*



REPLAY



Sophie PIQUEMAL, Roberto RIDOLFI

Présidée par : M. Ali Ngouille NDIAYE, Ministre de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté alimentaire du Sénégal

Modération :

- Mme Maud CARUHEL, Vice-Présidente de la Région Nouvelle-Aquitaine, France
- M. Cheikh Oumar BA, Directeur exécutif, IPAR - Initiative Prospective Agricole, Sénégal

Intervenants :

- Mme Mariam SOW, Secrétaire exécutive, Enda Pronat - Environnement Développement Action pour la Protection Naturelle des Territoires, Sénégal
- M. Roberto RIDOLFI, Président de LINK2007, Italie
- M. Raphael BELMIN, Chercheur au CIRAD - Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, Représentant de la DyTAES - Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal
- Mme Astou DIAO CAMARA, Directrice de Recherche, ISRA BAME - Institut Sénégalais de Recherches Agricoles Bureau d'Analyses Macro-Économiques, Sénégal
- M. Oumar Abdoulaye BA, Directeur général, Agence Sénégalaise de la reforestation et de la Grande Muraille Verte
- M. Boubacar DRAME, Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté alimentaire, Sénégal
- Mme Sophie Piquemal, Vice-Présidente en charge de l'Urgence Sociale, l'Habitat, l'Insertion et l'ESS, Conseil Départemental de la Gironde, France

Principales recommandations

- Mettre en place des politiques agricoles cohérentes qui prennent en compte les dimensions sociales, culturelles, éthiques et environnementales de l'agriculture ;
- Passer d'une optique de sensibilisation à celle de l'expérimentation en transformant les techniques de productions locales ;
- Concevoir avec les communautés des solutions à leur portée et répondre à la question de l'accompagnement des processus d'innovation ;
- Structurer des chaînes de valeurs vertes pour mieux produire et plus à l'échelle des territoires.

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Il est nécessaire de refonder le système d'exploitation pour plus de durabilité.
- La reconnaissance des savoirs paysans est fondamentale pour la réussite d'une refonte systémique
- La recherche agricole doit concevoir avec les communautés des solutions à leur portée et accompagner les processus d'innovation pour des modèles de production agricole plus durables.
- Il est important de développer une économie symbiotique pour tisser une relation socio-économique entre les ressources forestières et l'humain.
- La gouvernance des communautés est prioritaire pour mettre en pratique les valeurs de la gouvernance et de la biodiversité.
- La démocratie participative dans les projets agricoles est un enjeu majeur afin de favoriser l'équité sociale et territoriale, impliquer les gouvernements locaux et ainsi accélérer les transformations agricoles.

Principaux points soulevés par les intervenants

Mme Mariam SOW

- Nécessité d'une refonte de notre système d'exploitation pour plus de durabilité
- Passer d'une optique de sensibilisation à celle de l'expérimentation en transformant les techniques de productions locales
- Intégrer les connaissances paysannes dans la construction de savoirs pour la refonte systémique réussie. « La reconnaissance mutuelle des savoirs est fondamentale »

M. Raphael BELMIN

- Il est reconnu de tous d'acter un changement de système de production en privilégiant l'agroécologie, mais comment opérer ce processus de changement ?
- L'expérience de la DyTAES (Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal) est une réponse à cette question
- La DyTAES a permis de mettre l'agroécologie au cœur des politiques agricoles au Sénégal
- Elle a pu fédérer divers projets dispersés portant, entre autres, sur la protection des ressources naturelles, la mise en place des filières de valorisation des produits agroécologiques, un dialogue national, etc.
- La DyTAES a permis la territorialisation de l'agroécologie, ce qui la singularise de ses semblables.
- Un plaidoyer a été écrit et une caravane organisée pour aller à la rencontre des différents acteurs de l'agroécologie du Sénégal

Mme Astou DIAO CAMARA

- Aujourd'hui, il faut reconnaître que même s'ils restent à améliorer, les paradigmes de la recherche ont évolué pour prendre en compte les connaissances locales comme input dans le processus de construction de connaissance
- Il est impératif que la recherche agricole conçoive avec les communautés des solutions à leur portée et réponde à la question de l'accompagnement des processus d'innovation
- Les modèles de production agricole africains doivent rompre avec l'agriculture conventionnelle inspirée d'ailleurs, pour réfléchir à de meilleures façons de produire à l'échelle des territoires tout en structurant des chaînes de valeurs vertes
- Le rôle actuel de la recherche agricole doit consister à réfléchir à la construction des « Business-plan verts » et à s'inscrire dans une logique d'accompagnement des producteurs locaux

M. Oumar Abdoulaye BA

- Les défis actuels de l'agriculture comme levier de développement sont la technologie et l'intelligence collective par la copropriété et la cogestion des ressources
- Notre agence est allée à la rencontre de 138 communes au Sénégal pour asseoir « la coalition nationale » en vue d'agir en synergie et d'optimiser nos ressources
- En juillet prochain des groupements de femmes de la Grande Muraille Verte vont commencer l'exploitation du « Balanites » pour produire de l'huile et du lait corporel. Ces femmes participent à la production et la protection de cette espèce et sont copropriétaires des usines de transformation
- Aujourd'hui, il est urgent de développer l'économie symbiotique pour tisser une relation socio-économique entre les ressources (forestières) et l'humain

M. Roberto RIDOLFI

- Pourquoi n'arrive-t-on pas à sortir de l'économie capitaliste malgré les discours, les initiatives innovantes et les nouveaux paradigmes ?
- Il est temps de passer à l'action et de mettre en pratique les valeurs de la gouvernance et de la biodiversité, la gouvernance des communautés étant prioritaire



les ateliers et sessions autogérées



ATELIER 3AT1 RAPPORT

Entrepreneuriat et agroalimentaire

Modération : Mamounata OUEDRAOGO, *Fondatrice et coordinatrice nationale REPAPER BURKINA - Réseau pour la Promotion et l'Autonomisation de la Femme Rurale (Burkina Faso)*

Intervenants :

- Khady Thiané NDOYE, *Coordonnatrice, CICODEV/AFRIQUE - Institut Panafricain pour la Citoyenneté, les Consommateurs et le Développement (Sénégal)*
- Etienne TSHISHIMBI, *Dirigeant, TKEB Groupe (Sénégal)*

ATELIER 3AT2 RAPPORT

Résilience alimentaire territoriale

Modération : Ibrahima FALL, *Responsable des programmes, Green Sénégal*

Intervenants :

- Abdoulaye CISSÉ, *Responsable Développement des Capacités, ENDA ECOPOP - Espaces de Co-production et d'Offres Populaires pour l'Environnement et le Développement en Afrique (Sénégal)*
- Mathieu CONSTANT, *Coordinateur, Pôle ESS du pays de Fougères, ÉcoSolidaires (France)*
- Helene KUHN, *Chargée de programme dans la coopération décentralisée entre la région Nouvelle Aquitaine (France) et la région de Fatick et de Diourbel (Sénégal)*

ATELIER 3AT3 RAPPORT

Gouvernance des systèmes alimentaires locaux

Modération : Ndeye Ndack POUYE MBODJ, *Directrice de la Planification et du Développement Durables, Ville de Dakar (Sénégal)*

Intervenants :

- Fafa SENE, *Université des Études Étrangères de Tokyo (Japon)*
- Mohamed NDOYE, *Ville de Dakar (Sénégal)*
- Abdoulaye CISSÉ, *Responsable Développement des Capacités, ENDA ECOPOP - Espaces de Co-production et d'Offres Populaires pour l'Environnement et le Développement en Afrique (Sénégal)*

ATELIER 3AT4 RAPPORT

Valorisation des déchets et écosystèmes ruraux

Modération : Ousseynou KA, *CNCR - Conseil National de Concertation et de Coopération des ruraux (Sénégal)*

Intervenants :

- Pape Alassane NDAO, *Directeur Général, Methanizer Afrique (Sénégal)*
- El Hadji Moussa DIAL, *PDG, Recikit (Sénégal)*

ATELIER 3AT5 RAPPORT

Autosuffisance et gouvernance alimentaire

Modération : Sarah BOISSY, *Fondatrice et Directrice Générale de KijaniLand (Sénégal)*

Intervenants :

- Patrice LOVESSE, *Sociologue du Développement, Président du GBESS - Groupe Béninois d'ESS (Bénin)*
- Shiro WAKAMORI, *APSSEJ - Association pour l'ESS au Japon*
- Louis Etienne DIOUF, *Chargé de mission, Représentant pays Sénégal AGRISUD (Sénégal)*

SESSION 3SA1 RAPPORT

Systèmes alimentaires durables, résilients et inclusifs : un défi global à l'échelle locale

Modération : Daouda SANON, *ONG ACRA - Association de Coopération Rurale en Afrique (Sénégal)*

Intervenants :

- Patrizia DODARO, *IPSIA - Institut ACLI pour la paix, le développement et l'innovation (Italie)*
- Cécile MICHEL, *Représentante MUFPP - Milan Urban Food Policy Pact (Italie)*
- Silvia FREGOSO, *Chargée Développement Programme Sahel, ONG ACRA (Italie)*
- Seyni KEBE, *Chargé de mission, Grdr Migration Citoyenneté Développement (Sénégal)*
- Fatou SARR, *Coordonnatrice, ENDA Energie (Sénégal)*

SESSION 3SA2 RAPPORT

Equateur : l'agroécologie dans le cadre de l'Économie Solidaire

Modération : Patricio BRAVO VERA, *RAEPS - Réseau Austral d'Économie Populaire et Solidaire (Équateur)*



Louis Etienne DIOUF

thème 3

SESSION 3SA3 RAPPORT

Coalition nourrir l'humanité durablement (CNHD)

Modération : Magali DELOMIER, *Directrice-générale adjointe, UPA - Union des Producteurs Agricoles; Collaboratrice, Coalition Nourrir l'Humanité Durablement (Canada)*

Intervenants :

- Gérald LAROSE, *Vice-président, CNHD; Deuxième vice-président du conseil d'administration de la Caisse d'économie solidaire Desjardins (Canada)*
- Ibrahima COULIBALY, *Président, ROPPA - Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso)*
- Hugo BEAUREGARD-LANGELIER, *Secrétaire général, UPA Développement international; Conseil d'administration de la CNHD (Canada)*
- Sidi BA, *Représentant, CNCR - Conseil National de Concertation et de Coopération des ruraux (Sénégal)*

SESSION 3SA5 RAPPORT

Les apports de l'ESS à la souveraineté alimentaire

Session proposée par le Ministère de la Microfinance et de l'Économie Sociale et Solidaire du Sénégal

Modération : Rokhaya CISSE, *Agropédologue, LARTES - Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales (Sénégal)*

Intervenants :

- Yatma SYLLA, *Inspecteur de la coopérative, Incitateur de l'Acte uniforme OHADA (Sénégal)*
- Marième WADE, *Femme maraîchère et formatrice, coordonnatrice d'une agropole alimentaire à Bambylor (Sénégal)*
- Ibrahima NDOUR, *Enseignant, Secrétaire exécutif CPC - Conférence Panafricaine Coopérative (Cameroun)*
- Sokhna Astou SY, *Présidente de la commission entrepreneuriat de la CEZAT - Cellule Zawiya Tidiane (Sénégal)*

Sessions du Pré-Forum Femm'ESS

ATELIER PFF3AT1 RAPPORT

Politique alimentaire et travail décent

Modération : Ndeye Ndack POUYE MBODJ, *Directrice de la Planification et du Développement Durable, Ville de Dakar (Sénégal)*

Intervenants :

- Appoline COMPAORE, *Chargée de communication, ASMADE - Association Songui Manégré / Aide au Développement Endogène (Burkina Faso)*
- Amadou DIONE, *Intervenant pour la coopération décentralisée avec la Région Nouvelle-Aquitaine (Sénégal)*
- Mor DIAKHATE, *Directeur exécutif, ALPHADEV - Alphabétiser pour un Développement Durable (Sénégal)*

SESSION PFF3SA1 RAPPORT

L'ESS pour l'autonomisation des femmes: enjeux, défis et opportunités pour les femmes rurales

Session proposée par l'AFAO - Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest

Modération : Marième TOURÉ-THIAM, *Sociologue, Consultante Cnosp - Centre national de l'orientation scolaire et professionnelle (Sénégal)*

Intervenantes :

- Khady FALL TALL, *Présidente de l'AFAO (Sénégal)*
- Khady SAMBA, *Directrice de la Promotion de l'économie sociale et solidaire, Ministère de la Microfinance et de l'ESS (Sénégal)*
- Pauline EYEBE EFFA, *PFAC - Partenariat France et Afrique pour le Co-développement (Cameroun)*
- Mamounata OUEDRAOGO, *Fondatrice et coordinatrice nationale REPAFER BURKINA - Réseau pour la Promotion et l'Autonomisation de la Femme Rurale (Burkina Faso)*

SESSION PFF3SA2 RAPPORT

Contribution de l'autonomisation des femmes à la sécurité alimentaire : l'exemple du modèle de développement communautaire du GIE Sokhna Diarra Bousso de Sibassor

Intervenants :

- Fatoumata Bineta MBENGUE, *Présidente du Groupement d'intérêt économique Sokhna Diarra (Sénégal)*
- Mamadou SOW, *Chef de projet, spécialiste en finance inclusive et en entrepreneuriat (Sénégal)*
- Fatou SARR, *Coordonnatrice, ENDA Énergie (Sénégal)*



les rapports détaillés



ATELIER 3AT2

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Résilience alimentaire territoriale

Modérateur : Ibrahima FALL, *Responsable des programmes, Green Sénégal*

Intervenants :

- Abdoulaye CISSE, *Responsable Développement des Capacités, ENDA ECOPOP - Espaces de Co-production et d'Offres Populaires pour l'Environnement et le Développement en Afrique (Sénégal)*
- Mathieu CONSTANT, *Coordinateur, Pôle ESS du pays de Fougères, ÉcoSolidaireS (France)*
- Helene KUHN, *Chargée de programme dans la coopération décentralisée entre la région Nouvelle Aquitaine (France) et la région de Fatick et de Diourbel (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Transformer les environnements alimentaires urbains en renforçant les liens entre les parties prenantes des systèmes alimentaires
- Amélioration de l'alimentation et sécurité nutritionnelle, tout en produisant des résultats positifs pour le climat et l'environnement
- L'émergence d'entrepreneurs sociaux qui pensent plus vert peut être un facteur de changement pour les communautés et créer de nouvelles opportunités d'emploi, en particulier pour les jeunes
- Manque d'implication des collectivités territoriales

Principales recommandations

- Transformer et valoriser les produits locaux en nouveaux produits à haute valeur ajoutée
- Réaliser des activités touristiques basées sur le système durable
- Autonomiser les communautés rurales grâce à de jeunes entrepreneurs sociaux verts
- Organisation des producteurs pour optimiser leur production
- Organiser des ateliers communautaires, des visites guidées pour les écoles et les groupes et la promotion des produits

Principaux points soulevés par les intervenants

Abdoulaye CISSE

- Mise en place d'un mécanisme participatif.
- Nécessité d'avoir un système alimentaire résilient
- Contribuer au renforcement des systèmes alimentaires des petites villes
- Tenir des réunions d'information
- Formation de mécanismes de gouvernance multi-acteurs
- Mettre en place un plan d'action stratégique
- Organisation de la stratégie alimentaire du territoire
- L'ESS, une approche qui contribue aux objectifs des ODD et à la résolution du problème de l'employabilité des jeunes

Mathieu CONSTANT

- Développement économique de l'ESS
- Enjeux de promotion de l'ESS
- Approvisionnement local des consommateurs
- Approche territoriale transversale

Helene KUHN

- Le rôle social et nutritionnel de la viande de chèvre, un programme qui lutte contre l'insécurité alimentaire, la structuration des éleveurs dont 90% sont des femmes
- Appui à la formation
- Développement de l'autoconsommation
- Mutualisation du commerce, promouvoir le consommateur local
- Appui de l'État nécessaire pour la mise en fonction des centres mis en place



Autosuffisance et gouvernance alimentaire

Modératrice : Sarah BOISSY, *Fondatrice et Directrice Générale de KijaniLand (Sénégal)*

Intervenants :

- Patrice LOVESSE, *Sociologue du Développement, Président du GBESS -Groupe Béninois d'Économie Sociale et Solidaire (Bénin)*
- Shiro WAKAMORI, *APSEJ - Association pour l'ESS au Japon*
- Louis Etienne DIOUF, *Chargé de mission, Représentant pays Sénégal AGRISUD (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Capitalisation des expériences pour trouver des solutions
- Changements dans les manières de vivre et de faire avec la promotion du développement durable
- Avoir la culture de l'alternative et des recommandations sur la nécessité d'adopter et de penser l'agro écologie
- L'environnement comme levier économique à travers l'accès à l'eau et aux terres face aux changements climatiques dans l'optique de l'autosuffisance alimentaire

Principale recommandation

Évaluer et identifier les besoins réels dans le secteur agricole et en milieu rural.

Principaux points soulevés par les intervenants

Patrice LOVESSE

- Comparaison entre l'économie traditionnelle béninoise qui protège l'environnement et les écosystèmes et la tendance actuelle caractérisée par le prisme de l'économie de marché capitaliste, où l'individualisme est de vigueur et le développement n'est plus durable mais économique
- Une forme d'ESS parfaitement structurée reposant sur des liens de solidarité au sein d'un écosystème vert disparu au profit du capitalisme
- Disparition des liens de solidarité avec la montée de l'individualisme
- Le développement d'une agriculture familiale au profit de celle extensive en raison de la réduction des espaces cultivables

Shiro WAKAMORI

- Modèle ESS Seikatsu club au Japon dans la lutte pour l'autosuffisance alimentaire à travers le management de cultures variées et la promotion de l'élevage
- Création d'un système local de production par des initiatives pour pourvoir les zones urbaines en produits locaux dans le but de revitaliser les communes
- Mécanisme pour faire participer tous les ressortissants de la localité de façon à mettre en place un mouvement coopératif de consommateurs
- Idée de travailler écologiquement plus juste et socialement plus équitable

Louis Etienne DIOUF

- Promotion du développement durable dans le domaine agricole
- Présentation du projet PRPA (Projet de Redynamisation de la Production Agricole) d'Agrisud international par une coopération entre la région Aquitaine et les régions de Diourbel, Fatick, Diembering avec pour mission de promouvoir le développement de l'économie durable à travers les petites entreprises agricoles dans une approche agro-écologique
- Programme AGRITER pour renforcer les dynamiques agro-environnementales par la capitalisation d'un guide endogène conforme avec inclusion de l'ensemble des acteurs du territoire en s'appuyant sur les élus, notamment à l'échelle départementale
- Impact positif du PRPA avec une augmentation des exploitations agricoles, des ateliers de maraîchage et d'arboriculture, dans le but de renforcer les capacités dans la gestion des sols, l'optimisation des ressources en eau, l'innovation culture alternée, le travail sur la sécurisation de l'environnement des exploitations et la valorisation des productions



les rapports détaillés



ATELIER 3SA1

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Systemes alimentaires durables, résilients et inclusifs : un défi local à l'échelle globale

Modérateur : Daouda SANON, ONG ACRA - Association de Coopération Rurale en Afrique (Sénégal)

Intervenants :

- Patrizia DODARO, IPSIA - Institut ACLI pour la paix, le développement et l'innovation (Italie)
- Cécile MICHEL, Représentante MUFPP - Milan Urban Food Policy Pact (Italie)
- Silvia FREGOSO, Chargée Développement Programme Sahel, ONG ACRA - Association de Coopération Rurale en Afrique (Italie)
- Seyni KEBE, Chargé de mission, Grdr Migration Citoyenneté Développement (Sénégal)
- Fatou SARR, Coordinatrice, ENDA Energie (Sénégal)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Axer sur l'organisation des acteurs en coopératives.
- La question du niveau de la territorialisation doit être bien cernée dans ce domaine
- La question de la démographie et l'implication des acteurs pour y répondre
- Sécurisation de la production (laitière par exemple)
- Avoir une implication de tous les acteurs de l'ESS
- Soutien à la chaîne de valeur courte
- Échanges des bonnes pratiques des communautés de l'ESS, par le biais d'un support technique
- Une cartographie participative et un diagnostic
- Modèle de gouvernance inclusive et participative
- L'importance de l'agriculture familiale, de la biodiversité, et des systèmes alimentaires informels

Principales recommandations

- Promouvoir une gouvernance multi-acteurs inclusive pour donner aux fonctionnaires, aux petites entreprises établies et informelles, aux communautés, aux jeunes et aux femmes la propriété et l'agence nécessaire pour façonner leurs systèmes alimentaires
- Accélérer le développement d'entreprises agroalimentaires innovantes dirigées par des femmes et des jeunes pour soutenir la valeur ajoutée locale et la participation économique inclusive

Principaux points soulevés par les intervenants

Patrizia DODARO

- Intervient sur les systèmes alimentaires
- L'ensemble des étapes nécessaires pour nourrir une population, c'est de passer par :
 - Le cycle du système alimentaire à travers la production (cultiver), la récolte, le conditionnement, la transformation, la commercialisation et la consommation
 - La dimension transversale globale et locale avec un impact sur le marché
 - La dimension culturelle, sociale, économique et environnementale
 - L'identification de l'impact positif et négatif du système alimentaire sur l'environnement
 - Un système alimentaire durable : sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous, sans compromettre la base économique, sociale et environnementale nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des générations futures

- Les défis et enjeux des systèmes alimentaires :
 - Recul de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, un défi global
 - Pression démographique en milieu urbain et expansion des villes
 - Empreinte environnementale et climatique considérable, agriculture intensive responsable de la dégradation massive des écosystèmes
 - La dimension territoriale : approvisionner les villes au niveau local (promotion du consommateur local)
 - Besoin d'une alliance multi-acteurs, partage d'expérience et plaidoyer, sensibilisation et communication, évaluations du système alimentaire, consultation entre acteurs et groupe de travail au Sénégal

thème 3

Cécile MICHEL

- Les défis à travers 5 priorités de la politique alimentaire :
- Accès à une alimentation saine pour tous
- Production alimentaire durable
- Education et sensibilisation à l'alimentation
- Pertes alimentaires et gestion des déchets
- Protection de la recherche scientifique
- L'équité sociale et économique : un cadre d'action pour comprendre le niveau d'avancement
- Renforcer un secteur alimentaire plus durable
- L'approvisionnement des cantines scolaires
- Éviter le gaspillage alimentaire : campagne « Stop food waste at school »

Silvia FREGOSO

- Présentation faite du programme à Ouagadougou (Burkina Faso) et à Niamey (Niger)
- Promotion de la production et la transformation alimentaire
- Protocoles de qualité des produits
- Mettre des programmes de cantines scolaires
- Augmentation de la production agro-écologique
- Soutien aux activités de la société civile
- Gestion des déchets/gaspillage alimentaire
- Renforcement de capacité des fonctionnaires
- Concrétiser les priorités alimentaires
- Promotion de la production alimentaire et transformation alimentaire urbaine et périurbaine
- Élaboration et mise en place du projet pilote
- Identification d'un site pour le traitement des déchets organiques et faire face au changement climatique
- Plan de contingence communal en réponse aux crises alimentaires (inondations, incendies,...)
- Avoir une discipline alimentaire, « nous sommes ce que nous mangeons »

Seyni KEBE

- Naissance de l'approche du système alimentaire au sein du Grdr (Association Grdr Migration-Citoyenneté-Développement) avec l'intégration du milieu urbain
- Organiser la concertation des acteurs du système alimentaire, former les équipes et les acteurs du territoire
- Faciliter l'accès à des produits alimentaires de qualité (modèles alimentaires variés)
- Des exploitations agricoles à préserver
- Une distribution majoritairement informelle
- Les cantines scolaires : un levier
- L'objectif du PAT (Plan Alimentaire Territoriale) : institutionnalisation de bonnes pratiques alimentaires en mettant en place des cuisines centrales
- Effets socio-économiques sur l'impact d'un dispositif d'alimentation
- On ne peut pas parler d'alimentation sans les autres secteurs

Fatou SARR

- Une vision pour un système alimentaire durable
- Accroissement de la productivité des femmes productrices (défis : accès à la terre, à l'information climatique, à l'énergie et aux marchés)
- Développement de l'employabilité des jeunes et des femmes (formation, insertion, coaching)
- Développement de la chaîne de valeur lait dans les bassins de production du Sénégal
- Sensibilisation sur le « consommer local »



Mariam SOW





les rapports détaillés



ATELIER 3SA5

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Les apports de l'ESS à la souveraineté alimentaire

Session proposée par le Ministère de la Microfinance et de l'Économie Sociale et Solidaire du Sénégal

Modératrice : Rokhaya CISSE, *Agropédologue, LARTES - Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales*
Intervenants :

- Yatma SYLLA, *Inspecteur de la coopérative, Incitateur de l'Acte uniforme OHADA (Sénégal)*
- Marième WADE, *Femme maraichère et formatrice, coordonnatrice d'une agropole alimentaire à Bambylor (Sénégal)*
- Ibrahima NDOUR, *Enseignant, Secrétaire exécutif CPC - Conférence Panafricaine Coopérative (Cameroun)*
- Sokhna Astou SY, *Présidente de la commission entrepreneuriat de la CEZAT - Cellule Zawiya Tidiane (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Comment faire pour que les coopératives puissent porter le combat de la souveraineté alimentaire ?
- L'économie sociale et solidaire doit être appréciée à sa juste valeur pour servir de trame dans le développement et la revalorisation des communautés
- Essayer de suivre des stratégies pour la souveraineté alimentaire
- L'État doit développer une politique de résilience nutritionnelle
- Le potentiel de production est énorme mais il y a peu de production au Sénégal
- Le développement de l'ESS c'est le développement de l'intérieur de nos pays

Principales recommandations

- Favoriser la création d'unités semi-industrielles pour le réseau des coopératives
- Sensibiliser sur les politiques sociales
- Favoriser la consommation locale pour lutter contre la faim et la malnutrition
- L'État doit proposer un accompagnement pour permettre aux acteurs de faire face à la concurrence
- L'État doit développer une politique de résilience nutritionnelle

Principaux points soulevés par les intervenants

Yatma SYLLA

- Acte uniforme des sociétés coopératives
- Les bras armés de l'ESS sont les fondations, les coopératives, les associations
- Mise en place de onze coopératives de production de semence
- Besoin d'une prise en compte du développement coopératif dans les universités
- Les coopératives emploient plus de travailleurs que l'ensemble des mutuelles dans le monde
- L'État doit reconsidérer les actes uniformes pour une meilleure coopération des acteurs de l'ESS

Marième WADE

- Faciliter les champs collectifs et calebasses d'entraide pour accéder à la souveraineté alimentaire
- Association des femmes coopératives de Niayes
- Faire des formations pour les femmes, évaluer l'existant pour le dynamiser
- L'implication des OP dans la solidarité alimentaire, une grande campagne de sensibilisation
- Mettre en place des fermes de production et des unités de transformation pour éviter le périssement des produits

- Problème foncier pour bien mener les activités
- Problème de matière première pendant la saison des pluies

Ibrahima NDOUR

- Nouer des alliances avec les différentes composantes pour résoudre les problèmes de la souveraineté alimentaire
- Les coopératives sont venues au-devant de la scène sans aucun sponsoring
- Il n'y aura pas de politique coopérative viable sans le regroupement des différents acteurs

Sokhna Astou SY

- Plaidoyer pour atteindre les objectifs en solidarité sociale
- Les foyers religieux peuvent assurer la souveraineté alimentaire du fait de l'importante quantité de production
- Formaliser le statut des Daahiras
- Former les acteurs
- Trouver du financement pour les acteurs et créer des chaînes de valeurs
- Passer outre la frilosité des confréries religieuses
- Les chefs religieux sont les plus grands producteurs alimentaires du Sénégal

thème 3

ATELIER 3AT3

RETOUR AU SOMMAIRE

Gouvernance des systèmes alimentaires locaux

Modératrice : Ndeye Ndack POUYE MBODJ, *Directrice de la Planification et du Développement Durables, Ville de Dakar (Sénégal)*

Intervenants :

- Fafa SENE, *Université des Études Étrangères de Tokyo (Japon)*
- Mohamed NDOYE, *Ville de Dakar (Sénégal)*
- Abdoulaye CISSÉ, *Responsable Développement des Capacités, ENDA ECOPOP - Espaces de Co-production et d'Offres Populaires pour l'Environnement et le Développement en Afrique (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Dans le contexte du changement climatique et de ses effets néfastes sur les populations surtout agricoles, il est plus que nécessaire de développer une agriculture durable, une implication des acteurs et la résilience des populations vulnérables
- Présentation de trois initiatives sur la problématique de l'implication citoyenne dans les systèmes alimentaires locaux
- Développement de systèmes de production différents mais complémentaires : le système de production en milieu rural (dimension socio-anthropologique) et le système de production en milieu urbain (dimension sociologique)

Principales recommandations

- Prendre en compte les acteurs dans l'élaboration des politiques publiques
- Renforcer l'interaction des différents acteurs et l'implication des acteurs locaux à travers la participation citoyenne
- Développer des projets communautaires durables
- Valoriser les travaux de recherche des universitaires

Principaux points soulevés par les intervenants

Fafa SENE

- Présentation du projet d'agriculture urbaine dans la commune de Médina Sabakh axé sur la recherche sur le Développement durable avec une mise en pratique réaliste
- L'agriculture urbaine à Medina Sabbakh comme opportunité de partage d'une approche sociale du développement
- Le problème d'accès à l'eau
- La majorité des populations se concentre sur la culture arachidière que doit être développée la culture céréalière
- La méconnaissance du système à adopter à cause des problèmes de données
- La nécessité de développer une agriculture durable pour la sécurité alimentaire et la préservation de la biodiversité

Mohamed NDOYE

- Projet de micro-jardinage de la ville de Dakar
- Un système alternatif d'alimentation qui s'inscrit dans le cadre du développement durable et permet de faire face aux inégalités sociales, économiques et environnementales

- Les populations dakaroises se sont appropriées le projet grâce à la mise en place d'une gouvernance qui permet l'implication des acteurs locaux
- Le micro-jardinage vise à améliorer la qualité de vie et participe à la réduction des inégalités économiques et sociales

Abdoulaye CISSÉ

- Présentation du projet « YéCité » (Yelen Cités) de ENDA ECOPOP, une plateforme destinée à la gestion des alertes et feedbacks des citoyens et à favoriser l'interaction entre ces derniers et les élus.
- « YéCité » partage les expériences d'utilisation des NTIC (Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication) pour renforcer la participation citoyenne et le contrôle citoyen de l'action publique dans la gestion des affaires locales
- Développement des villes et des territoires prospères
- Menace due à l'avancée de l'urbanisation
- Problème de souveraineté et sécurité alimentaire



les rapports détaillés



ATELIER 3AT1

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Entrepreneuriat et agroalimentaire

Modératrice : Mamounata OUEDRAOGO, *Fondatrice et coordinatrice nationale REPAFER BURKINA - Réseau pour la Promotion et l'Autonomisation de la Femme Rurale (Burkina Faso)*

Intervenants :

- Khady Thiané NDOYE, *Coordonnatrice, CICODEV/AFRIQUE - Institut Panafricain pour la Citoyenneté, les Consommateurs et le Développement (Sénégal)*
- Etienne TSHISHIMBI, *Dirigeant, TKEB Groupe (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Réflexion sur ce que les acteurs de l'ESS peuvent faire pour travailler à la transition agro-écologique
- La stratégie mise en place pour vérifier la qualité sanitaire des produits en travaillant avec des agriculteurs qui adoptent des pratiques durables et certaines structures de recherche
- Les mécanismes mis en place pour financer les activités
- L'intervention du numérique dans la sécurité alimentaire pouvant contribuer à transformer le secteur agricole
- Contribution du numérique au développement de l'entrepreneuriat des jeunes
- La sécurité alimentaire, en travaillant sur les chaînes de valeur pour accompagner l'alimentation des jeunes en milieu scolaire

Principales recommandations

- Institutionnaliser et étudier les mécanismes de financement portés par les communautés pour en voir la viabilité
- Renforcer les questions liées à la gouvernance locale et l'inclusion des acteurs ESS

Principaux points soulevés par les intervenants

Khady Thiané NDOYE

- Présentation de l'organisation CICODEV/AFRIQUE
- Permettre l'accès aux services sociaux de base pour les groupes les plus vulnérables
- Leur but dans ce forum est d'apprendre des autres pays à travers des initiatives d'ESS
- Présentation des expériences mises en œuvre :
 - Alimentation scolaire
 - Travail avec les producteurs dans le but de respecter la santé des consommateurs
 - Travail avec les entreprises commerçantes
 - Travail sur les politiques qui encouragent le respect de l'environnement
 - Accompagnement des groupements de femmes à Tambacounda (région centre du Sénégal)

Etienne TSHISHIMBI

- Réflexion sur le numérique et les activités de l'ESS
- Il convient de réunir les acteurs de la recherche agricole, ceux de la finance agricole, les acteurs numériques ainsi que les acteurs de la société civile afin de collaborer ensemble
- Cette alliance peut arriver à recenser les programmes d'appui à l'ESS
- Utilisation de la transition technologique afin de pouvoir fournir des lignes directrices
- Intégration de l'intelligence artificielle dans les activités de l'ESS

thème 3

ATELIER 3AT4

RETOUR AU SOMMAIRE

Valorisation des déchets et écosystèmes ruraux

Modérateur : Ousseynou KA, CNCR - Conseil National de Concertation et de Coopération des ruraux (Sénégal)

Intervenants :

- Pape Alassane NDAO, Directeur Général, Methanizer Afrique (Sénégal)
- El Hadji Moussa DIAL, Président Directeur Général, Recikit (Sénégal)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Deux présentations complémentaires : au niveau de la méthanisation on note une technique améliorée et l'interaction de l'environnement et pour le recyclage on a l'humain placé au centre
- Dans un contexte de changement climatique, le processus de méthanisation et le recyclage sont essentiels
- La méthanisation joue un rôle important dans la réduction des Gaz à Effet de Serre (GES)
- La préservation de l'environnement passe par une approche inclusive en menant des activités communautaires
- La solution à la surproduction et la gestion des déchets réside aussi dans l'économie circulaire

Principales recommandations

- Prévenir la production de déchets
- Sensibiliser les plus jeunes sur la question des déchets
- Accompagner et encourager la création de Start-ups dans ce domaine pour les jeunes
- Créer des outils pour le suivi de la méthanisation et des différentes solutions

Principaux points soulevés par les intervenants

Pape Alassane NDAO

- Explication du processus de méthanisation et les différents techniques (piston, container, etc.)
- Disponibilité de la matière organique et valorisation du Biogaz qui se fait en 4 étapes (la collecte par le tri de base, la méthanisation, la transformation en énergie et la valorisation)
- Les bénéfices de la bio méthane :
 - La valorisation des déchets
 - La réduction des gaz à effet de serre
 - Un levier de transition énergétique et de transition vers l'agroécologie

Mohamed NDOYE

- Les principaux objectifs de RECIKIT
- Accompagnement des communautés pour mieux connaître leur milieu
- Réutilisation des déchets
- Promotion de l'Économie Solidaire et Sociale, deux concepts qui peuvent aller ensemble



Equateur : l'Agroécologie dans le cadre de l'Économie Solidaire

Modérateur : Patricio BRAVO VERA, *RAEPS – Réseau Austral d'Économie Populaire et Solidaire (Équateur)*

Résumé récapitulatif

- L'agroécologie et l'économie solidaire se sont avérées être des moyens par lesquels les femmes, les jeunes, les familles et les communautés trouvent des possibilités de participation et de développement inclusif. L'agroécologie est lancée comme une référence agricole, qui vise à transformer les systèmes de production de l'agro-industrie basés sur les combustibles fossiles, les biocarburants, les monocultures, les produits agrochimiques, vers un paradigme alternatif et durable, référencé dans les Objectifs de Développement Durable (ODD) et le nouvel Agenda de Développement.
- Nous concluons donc que le système agroécologique dans son ensemble constitue une alternative appropriée pour parvenir à un développement durable et fournit des mécanismes utiles pour satisfaire les demandes des citoyens dans le cadre d'une gouvernance inclusive et d'une promotion locale de l'un des acteurs les plus représentatifs de l'économie sociale et solidaire.
- Les mesures prises en Équateur pour renforcer la production et l'économie, la protection de l'environnement et la consolidation des capacités politiques placent les organisations dans une position de dialogue avec les institutions publiques dans les domaines de l'agriculture, de la protection sociale, des gouvernements autonomes décentralisés et autres, afin d'exprimer leurs demandes.

Principales recommandations

- Forger des alliances et des objectifs communs favorisant l'inclusion des jeunes et des femmes avec des réseaux nationaux et internationaux
- Multiplier les canaux de dialogue et les stratégies communes
- Création de synergies pour contribuer à notre objectif commun
- Approfondir les programmes d'éducation et académiques sur l'ESS afin de valoriser les principes et les opportunités de l'ESS

Principaux points soulevés

- Depuis 2008, la Constitution de la République de l'Équateur prévoit que le système économique est social et solidaire au niveau public et privé (Art.283)
- Implication de la population dans les processus de production basés sur des relations de coopération et de réciprocité dans le pays qui incorpore officiellement l'économie solidaire dans ses dispositions, guidant son développement et sa promotion
- Plan national de développement et le code de développement et d'aménagement du territoire (COTAD)
- Présentation de l'Instituto Superior Tecnológico de Economía Popular Solidaria (ISTEPS)
- Critique de la révolution verte promise par le modèle économique industriel, incompatible avec les pratiques de la paysannerie demandant trop de ressources en terre, en eau ou en technologie
- Crise des formes coopératives, mutualistes, associatives et participatives qui placent les personnes au centre de leur activité, en raison de la tendance à la concentration du capital
- L'utilisation intensive de produits agrochimiques et de semences certifiées a accentué le modèle agro-industriel de dépendance au marché
- On estime que 26 % de la population de l'Équateur meurt de maladies telles que le diabète et l'hypertension en raison de la réduction de la diversité alimentaire et de l'augmentation de la consommation d'aliments transformés et ultra-transformés, riches en sucre, en graisses et en sel

thème 3

- L'absence de politiques valorisant la production agro-écologique, la fluctuation des prix, l'intermédiation déloyale, les variations climatiques, la détérioration de l'environnement et les parasites, l'augmentation du chômage, entre autres, sont des facteurs qui mettent la population rurale en danger
- Les principes de base partagés par l'agroécologie sont les suivants : produire dans le respect des équilibres naturels ; gestion intégrée de l'exploitation dans les domaines de l'agriculture ; de l'élevage, de la sylviculture, de l'eau et du sol ; réduction des intrants externes ; récupération de la biodiversité et des espèces indigènes ; augmentation de la fertilité organique des sols ; validation et récupération des technologies locales ; respect et promotion des valeurs culturelles de la population ; relations personnelles et communautaires solidaires
- Les économies informelles ou populaires peuvent renforcer leur niveau socio-économique et trouver dans l'agroécologie et l'économie solidaire des possibilités pour mieux s'insérer dans les marchés et trouver une alternative capable de se conduire de manière organisée, de faire fonctionner leurs chaînes de production, en récupérant leurs valeurs et leur identité dans les alternatives techniques et sociales consacrées culturellement dans le Sumak Kawsay ancestral, Buen Vivir (Bien Vivre)
- L'exemple de l'agriculture familiale paysanne en Équateur comme dans le reste de l'Amérique Latine clarifie les caractéristiques de l'agroécologie et développe des propositions pour la souveraineté alimentaire et la conservation de l'agro-biodiversité, malgré ses limites en termes de ressources de production
- Le travail des familles paysannes et des associations de producteurs fournit plus de la moitié de la nourriture nécessaire. On estime que les paysans travaillent avec environ 7 000 cultures, alors que l'agro-industrie se concentre sur environ 150
- Présentation de réseaux et d'organisations, d'associations territoriales qui encouragent la souveraineté alimentaire et favorisent les relations pédagogiques d'inter-apprentissage et d'échanges en termes de production, de transformation, de commercialisation et de consommation responsable, en utilisant les ressources disponibles de l'éducation-communication avec notamment des réunions annuelles de coopération technique et de suivi des actions et engagements
- Différentes instances ont contribué au processus historique, telles que : SOCLA, MAELA, CLADES, PRO-BIO, IFOAM, RIPESS, MESSE, CAE, entre autres
- Ordonnances existantes dans plusieurs provinces du pays concernant la promotion de l'agroécologie et la mise en œuvre d'un système participatif de garantie, qui régleme les caractéristiques éthiques de la production et garantit la fiabilité aux consommateurs
- Face aux effets de la mondialisation, les organisations rurales réclament avec insistance l'application de la Loi Organique du Régime de Souveraineté Alimentaire (2009), pour défendre l'agriculture familiale paysanne comme principale source de production agroalimentaire, en soulignant l'intérêt de préserver les ressources productives, les diverses pratiques culturelles et les connaissances autour de la production agroécologique
- Depuis 1990, de nombreuses organisations paysannes se sont efforcées de produire de manière agroécologique et d'établir des relations directes avec les villes par le biais de marchés ou de foires agroécologiques dans le cadre de ce que nous appelons la « rencontre rurale-urbaine »
- L'agroécologie vise à territorialiser la souveraineté alimentaire sans négliger d'autres propositions structurelles pour le développement rural, telles que l'accès à l'éducation, à la santé, au logement, à la connectivité et à d'autres éléments qui améliorent globalement la qualité de vie



les rapports détaillés



SESSION 3SA3

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Coalition nourrir l'humanité durablement (CNHD)

Modératrice : Magali DELOMIER, *Directrice-générale adjointe, UPA - Union des Producteurs Agricoles; Collaboratrice, Coalition Nourrir l'Humanité Durablement (Canada)*

Intervenants :

- Gérald LAROSE, *Vice-président, Coalition Nourrir l'Humanité Durablement; Deuxième vice-président du conseil d'administration de la Caisse d'économie solidaire Desjardins (Canada)*
- Ibrahima COULIBALY, *Président, ROPPA - Réseau des Organisations Paysannes et Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso)*
- Hugo BEAUREGARD-LANGELIER, *Secrétaire général, UPA Développement international; Conseil d'administration CNHD (Canada)*
- Sidi BA, *Représentant, CNCR - Conseil National de Concertation et de Coopération des ruraux (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- La Coalition Nourrir l'Humanité Durablement comprend plus de 60 organisations de la société civile (milieu agricole, transformation et distribution alimentaires, mouvements syndicaux, communautaires, environnementaux, de la consommation et de la solidarité internationale)
- Partage d'expérience de la Coalition pour contribuer au Forum DakarGSEF2023
- Difficulté à utiliser les chiffres pour montrer le niveau de pauvreté
- Mobilisation et formation d'une coalition pour résoudre les barrières existantes pour une meilleure gouvernance
- Une bonne nouvelle : le nouveau partenariat entre Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique (ROPPA) et l'Union des Producteurs Agricoles (UPA)

Principales recommandations

- Miser sur les exploitations familiales pour nourrir l'humanité
- Mettre les moyens dans le contexte du changement climatique
- Laisser plus d'autonomie et de politique de souveraineté alimentaire

thème 3

ATELIER PFF3AT1

RETOUR AU SOMMAIRE

Pré-Forum Femm'ESS

Politique alimentaire et travail décent

Modératrice : Ndeye Ndack POUYE MBODJ, *Directrice de la Planification et du Développement Durables, Ville de Dakar (Sénégal)*

Intervenants :

- Appoline COMPAORE, *Chargée de communication, ASMADE - Association Songui Manégré / Aide au Développement Endogène (Burkina Faso)*
- Amadou DIONE, *Intervenant pour la coopération décentralisée avec la Région Nouvelle-Aquitaine (Sénégal)*
- Mor DIAKHATE, *Directeur exécutif, ALPHADEV - Alphabétiser pour un Développement Durable (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'autonomisation passe par un travail décent, d'où la nécessité d'accompagner les femmes de différentes manières : par la formation, l'accès à la terre, au capital, aux produits de première nécessité
- Présentation d'exemples d'accompagnement à l'autonomisation des femmes grâce au travail décent dans le domaine alimentaire
- L'autonomisation des femmes implique une approche inclusive en investissant dans la formation et le renforcement des capacités dans l'accès aux ressources, à l'information
- L'accès des femmes aux responsabilités, processus de prise de décisions, opportunités et ressources
- La structuration du secteur de l'ESS et l'entrepreneuriat social
- L'inclusion financière des femmes
- L'analphabétisme et le renforcement des capacités des acteurs de l'ESS

Principales recommandations

- Mettre en lumière des orientations stratégiques sur la structuration des entreprises sociales, le marketing social et la production collective qui guideront les différents acteurs dans leur transition économique
- Etablir des modèles de solidarité internationale entre collectivités territoriales, de partenariat entre producteurs, d'organisation des acteurs d'une filière et de développement des capacités des femmes par un accompagnement à l'autonomisation financière économique et sociale
- Créer des réseaux d'acteurs en ESS sur l'autonomisation des femmes et le travail décent

Principaux points soulevés par les intervenants

Appoline COMPAORE

- L'Association Songui Manégré - Aide au Développement Endogène à Ouagadougou a créé le collectif des Associations de Restauratrices transformatrices de produits locaux
- Mesures d'accompagnement telles que la formation, l'accès au financement et au foncier pour contribuer à l'autonomisation des femmes
- Le soutien de l'ASMADE a abouti à la reconnaissance officielle de l'activité « Restauration de rue et de transformation des produits agroalimentaires » comme corps de métier
- L'accompagnement multiforme des femmes restauratrices à Ouagadougou a permis un développement durable et une formalisation des statuts

Amadou DIONE

- Programme d'amélioration de la filière caprine en lien avec le regroupement des éleveurs de Fatick et Diourbel et la région Nouvelle-Aquitaine

- Objectif du programme : structurer et développer la filière caprine dans le but de lutter contre la pauvreté et de renforcer la souveraineté alimentaire
- Projet d'appui à la filière caprine a permis la mise en place d'une organisation des éleveurs de caprins, dynamique au cœur des valeurs de l'ESS

Mor DIAKHATE

- Le magasin d'ESS, une initiative mise en place par ALPHADEV soutenue par ESPOIR
- Accompagnement et soutien à l'autonomisation des femmes de la fédération *jàng ngir suqaliku*
- Programme antérieur d'alphabétisation fonctionnelle pour les femmes de la banlieue de Dakar
- Poursuite par ALPHADEV de l'accompagnement des femmes afin de faire face à la hausse des prix des denrées de première nécessité
- La mise en place d'un magasin d'ESS a permis aux femmes d'accéder à des denrées alimentaires de qualité grâce à un effet de synergie



L'économie sociale et solidaire pour l'autonomisation des femmes: enjeux, défis et opportunités pour les femmes rurales

Session proposée par l'AFAO - Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest

Modératrice : Marième TOURÉ-THIAM, Sociologue, CNOSP - Centre national de l'orientation scolaire et professionnelle (Sénégal)

Intervenantes :

- Khady FALL TALL, Présidente, AFAO - Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal)
- Khady SAMBA, Directrice de la Promotion de l'économie sociale et solidaire, Ministère de la Microfinance et de l'ESS (Sénégal)
- Pauline EYEBE EFFA, PFAC - Partenariat France et Afrique pour le Co-développement (Cameroun)
- Mamounata OUEDRAOGO, Fondatrice et coordinatrice nationale REPAPER BURKINA - Réseau pour la Promotion et l'Autonomisation de la Femme Rurale (Burkina Faso)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'ESS peut aider à surmonter les obstacles en offrant des opportunités de formation, financement participatif, développement des réseaux professionnels
- Échanges sur les outils et les dispositifs d'accompagnement en entrepreneuriat féminin

Principales recommandations

- Transformation structurelle de l'ESS
- Renforcer le capital humain
- Accompagner les femmes de l'ESS
- Mettre en place un modèle de l'ESS typiquement africain
- Faire une articulation entre les différentes organisations africaines de l'ESS

Principaux points soulevés par les intervenantes

- Les contraintes et opportunités des femmes dans le milieu rural
- Comment les femmes peuvent créer des coopératives pour vendre leurs produits et accéder à des marchés plus vastes
- La valorisation de l'entrepreneuriat dans le processus de l'ESS
- Les problèmes auxquels sont confrontées les femmes en milieu rural

thème 3

SESSION PFF3SA2

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Pré-Forum Femm'ESS

Contribution de l'autonomisation des femmes à la sécurité alimentaire : l'exemple du modèle de développement communautaire du GIE Sokhna Diarra Bousso de Sibassor

Intervenants :

- Fatoumata Bineta MBENGUE, *Présidente du Groupement d'intérêt économique Sokhna Diarra (Sénégal)*
- Mamadou SOW, *Chef de projet, spécialiste en finance inclusive et en entrepreneuriat (Sénégal)*
- Fatou SARR, *Coordinatrice, Enda Energie (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- La session vise à partager la trajectoire et les pratiques du GIE Sokhna Diarra Bousso dont l'objet est de contribuer, de façon responsable, au développement socio-économique de la localité de Sibassor à travers des initiatives essentiellement mises en œuvre par des femmes
- Il s'agit de montrer comment, d'une vision, des actions ont été conduites pour aboutir à l'émancipation et à l'autonomisation de femmes et à une meilleure sécurité alimentaire
- L'exemple du GIE Sokhna Diarra Bousso s'inscrit parfaitement dans l'ambition du GSEF2023 de mettre en évidence la manière dont les femmes peuvent participer de façon décisive à la production de biens et services au bénéfice de leur communauté et de l'économie

Principales recommandations

- Utiliser des outils pédagogiques adaptés et faciles d'accès au public-cible
- Encourager l'échange d'expériences

Principaux points soulevés par les intervenants

- Présentation de l'exemple du GIE Sokhna Diarra Bousso valorisant des initiatives féminines
- Echange sur la contribution de l'autonomisation des femmes à la sécurité alimentaire autour d'un ensemble de questions cruciales
- La marginalisation de la femme dans certaines sociétés, son accès à la terre, la valorisation des produits agricoles, la mobilisation des ressources, le renforcement des compétences
- Les implications locales, nationales, régionales et internationales de ces questions
- Le besoin de synergies pour apporter des réponses efficaces aux défis que ces questions posent

4



Économie numérique solidaire et durable et territoires intelligents

Les enjeux autour du numérique sont nombreux dans une économie hypercompétitive et monopolistique. L'Économie Sociale et Solidaire peut donc replacer le numérique comme un outil et s'appropriier les usages responsables. Le numérique peut favoriser la délibération démocratique au sein des organisations de l'ESS (réseaux, membres, salariés, bénévoles, bénéficiaires), faciliter la gestion des opérations internes et la collecte de données pour mesurer l'impact social, et encourager le partage de connaissances ainsi que le développement des logiciels libres et de l'open source. Cependant, il est essentiel de penser des usages environnementalement responsables et de garantir un accès inclusif au numérique afin de ne pas exclure les populations défavorisées.



1 plénière thématique



5 ateliers et sessions autogérées



25 intervenants



Résumé des échanges

Louée et mentionnée à profusion, l'économie numérique a désormais conquis une place centrale dans les discours et les modalités d'échange contemporaines. C'est un fait. Par évolutions successives depuis 1970, l'ensemble de l'économie mondiale s'est réorganisée autour du micro-processeur et de l'Internet. Avec environ 5 000 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, les multiples filières qui composent l'informatique sont non seulement devenues la première industrie mondiale (autour de l'année 2010), mais aussi celles dont dépendent toutes les autres, y compris bon nombre d'activités économiques et culturelles.

Nouvelle révolution industrielle s'il en est, celle-ci poursuit son train d'innovation à un rythme aussi soutenu qu'inédit si on la compare aux deux précédentes révolutions industrielles. Elle a dessiné les contours d'une nouvelle matrice économique dans laquelle les principes de conception, de relation, d'intégration produit-service et de concurrence monopolistique constituent de nouveaux pivots organisateurs. Sa poussée entre en collision avec un paysage socioculturel peu préparé pour appréhender un tel phénomène. Les postures apologétiques ou technophiles font miroir au rejet ou au scepticisme, sans compter la composante idéologique qui travaille en permanence autour des nouvelles technologies de l'information et de la communication. D'où la relative difficulté à saisir les tenants et les aboutissants d'un concept aussi diffus que l'économie numérique dont les fondements théoriques et les modèles n'ont pas encore été posés.

À cet égard, un certain réalisme s'impose. L'impact de l'informatisation sur l'économie contemporaine et sur le tissu de l'économie sociale et solidaire est considérable. L'une de ses plus puissantes dynamiques de changement a trait à la désarticulation des territoires et à la compétition. La main d'œuvre productive, de plus en plus assistée et automatisée, déplace son activité vers le domaine de la conception et des tâches réflexives, elles aussi assistées par les ressources informatiques disponibles en réseau (mémorisation, traitement, stockage, commande de machines, communication, etc). L'économie sociale prend part à cette transformation. En parallèle, l'information et le réseau ont allongé les chaînes de production de biens et de services à l'échelle globale. L'activité productive et servicielle devient plus communicante, reliée au monde extérieur avec lequel elle interagit plus fluidement. La grande usine, ancrée dans un territoire, cohabite voire cède le pas à de petites unités décentralisées susceptibles de coordonner une filière entière ou d'intégrer un ensemble interopérable d'acteurs productifs.

Comme l'illustre le niveau de capitalisation boursière des licornes numériques, l'intensité capitaliste s'est concentrée en amont de la phase de production avec des logiques de rendement d'échelle croissants. Ce type de rendements d'échelle renverse l'économie classique fondée sur des rendements d'échelle décroissants. Le régime naturel de l'économie informatisée n'est donc plus celui de la concurrence parfaite, mais davantage celui de la concurrence monopolistique. Les monopoles et la prédation y occupent une place déterminante. La prédation est pratiquée en exploitant l'aspect dual et opaque de l'informatique (capture discrétionnaire des données), mais aussi en poursuivant la conquête d'un monopole ou de sa préservation abusive par des moyens légaux ou illégaux. Cette évolution n'est pas exclusive aux entreprises dites du « numérique ». Elle concerne également toutes les activités productives et servicielles à mesure de leur degré d'informatisation.

En conséquence, l'économie contemporaine tend à devenir à la fois hypercompétitive, monopolistique, prédatrice, mais aussi relationnelle, communicante et propice à la montée des compétences. L'économie sociale et solidaire, dans sa dimension d'économie politique attachée aux besoins humains, se trouve interpellée par cette dynamique. Il lui faut s'adapter et mettre à jour son projet dans la perspective de préserver les cohérences sociales et transversales nécessaires aux équilibres territoriaux.

Pour cela, l'agenda de l'économie sociale et solidaire est susceptible d'agir sur trois leviers.

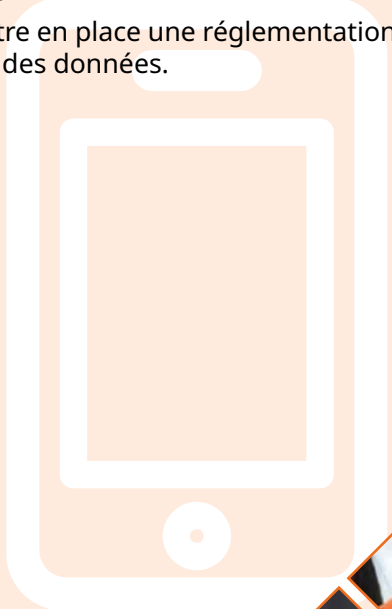
1. Mieux territorialiser les ressources numériques, autrement dit mailler les acteurs numériques locaux d'un territoire avec ceux de l'ESS (logiciels, connectivité, pôles d'échange et d'innovation, valorisation des données, etc.).
2. Développer l'outillage méthodologique, autrement dit l'intelligence collective transférée vers le logiciel qui à son tour assiste et augmente les diverses dimensions de l'organisation en réseau, le logiciel libre se prêtant particulièrement bien à cet enrichissement.
3. Contrer l'agenda de prédation et de dépendance généré par les acteurs monopolistiques du numérique. Devant un agenda conquérant qui s'affiche comme fournisseur de solutions efficaces et durables pour établir des dépendances, l'ESS a intérêt à promouvoir activement des usages favorisant la transparence, l'innovation (éventuellement sous monopole "encadré"), la souveraineté des données, mais aussi l'efficacité.

M. François SOULARD, Plate-forme Dunia, Institut de l'Économie, Argentine



Recommandations du Comité Scientifique

- 01 Réduire la fracture numérique dans l'ESS par l'adoption des logiciels libres.
- 02 Faire du numérique le pivot de l'ESS par la formation et le financement de logiciels libres.
- 03 Convaincre l'ensemble des acteurs de la gratuité d'Internet pour diminuer la fracture numérique.
- 04 Instaurer des liens synergiques entre différents acteurs afin de mettre en place des communs numériques.
- 05 Impliquer les ressortissants de la diaspora dans le financement des projets de l'ESS par la mise en place de plateformes digitales locales.
- 06 Créer des plateformes de financement des projets par la communauté.
- 07 Mettre en place une réglementation de protection des données.
- 08 Mettre en place une politique d'éducation numérique.
- 09 Promouvoir les identités numériques, qui peuvent offrir des avantages importants aux usagers, tels que l'accès aux services financiers et gouvernementaux, la réduction de la corruption et de la fraude, la promotion de l'inclusion financière et de la participation citoyenne.
- 10 Diminuer les coûts d'accès à l'internet et aux technologies de l'information et de la communication (TIC), souvent élevés en Afrique, pour faciliter leur adoption par les populations les plus pauvres.
- 11 Développer les infrastructures de communication, qui sont, dans certaines régions, insuffisantes voire inexistantes.



Marie-Lucienne RATIER
Jean-Michel SAHUT
Cheikh Abdou Lahad THIAW
Bitilokho NDIAYE





plénière thématique • thème 4



ÉCONOMIE NUMÉRIQUE SOLIDAIRE ET DURABLE
ET TERRITOIRES INTELLIGENTS



REPLAY



Carmen KIAVILA, François SOULARD

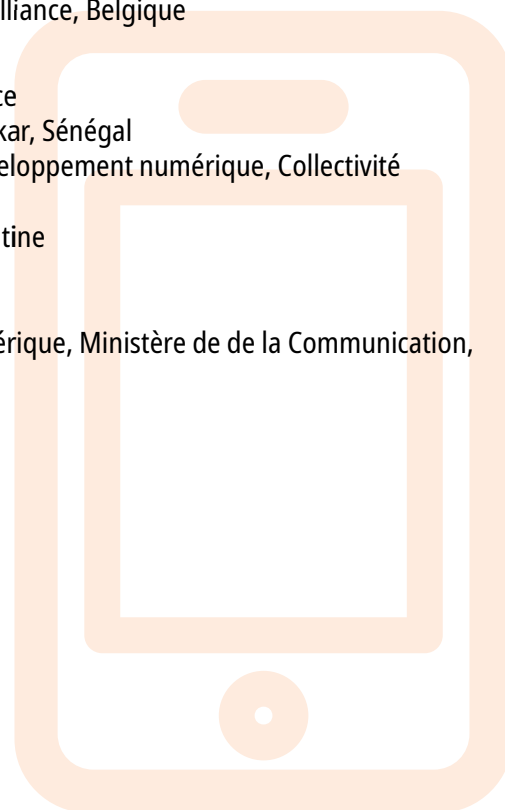
Présidée par : M. Moussa Bocar THIAM, Ministre de la Communication, des Télécommunications et de l'Économie Numérique, Sénégal

Modération :

- M. Cheikh Abdou Lahad THIAW, Consultant, LogikOption; Université Cheikh Anta Diop, Sénégal
- M. Hyungsik EUM, Directeur de recherche, International Cooperative Alliance, Belgique

Intervenants :

- Mme Kolia BÉNIÉ, Membre du Conseil d'administration, Konexio, France
- M. Daouda GUEYE, Conseiller Municipal en Charge des TIC, Ville de Dakar, Sénégal
- Mme Marie-Lucienne RATTIER, Conseillère Déléguée en charge du développement numérique, Collectivité Territoriale de Guyane, France
- M. François SOULARD, Plate-forme Dunia, Institut de l'Économie, Argentine
- M. Karim SY, Fondateur de JokkoLabs, Sénégal
- Mme Carmen KIAVILA, Avocate, Kiavila Avocats, Suisse, France
- Mme Bitilokho NDIAYE, Directrice de la Promotion de l'Économie Numérique, Ministère de de la Communication, des Télécommunications et de l'Économie Numérique, Sénégal
- M. Jean-Michel SAHUT, IDRAC Business School, France
- Mme Nafi GUEYE, Fondatrice de J'Existe, Sénégal





plénière thématique • thème 4



Résumé récapitulatif

- Le numérique est envisagé doublement comme une opportunité et un puissant facteur réorganisateur pour l'ESS et plus largement pour l'économie. En conséquence, le terrain de l'ESS s'élargit, elle doit s'y adapter.
- L'idée de saisir l'opportunité offerte par le numérique est liée à la croissance des activités (emploi, émergence de nouveaux besoins (client-entreprise), extensions du champ serviciel et relationnel, participation citoyenne et intelligence collective dans les politiques publiques, etc) ainsi qu'aux nouveaux modes d'organisation (crowdfunding, nouvelle distribution de la valeur, plate-formes, etc.).
- Le facteur réorganisateur est perçu de façon plus ambiguë et relève tant de la montée de la prédation, de la conflictualité, de la désarticulation des territoires que des défis culturels posés par l'entrée du numérique dans les processus productifs.
- Dans ce cadre, parler de territoires intelligents, c'est moins évoquer des technologies informatiques « plaquées » sur des territoires que de d'abord mettre en avant des cohérences horizontales rétablies au sein de ce territoire moyennant des politiques et des technologies mises au service de ces cohérences.
- Rechercher des cohérences signifie tour à tour bâtir des solidarités « horizontales », réduire la désarticulation provenant de l'intégration verticale des territoires dans la mondialisation, inclure des acteurs marginalisés, articuler les thématiques entre elles ou rendre compétitif un tissu économique local.
- Cette construction de cohérences s'effectue de préférence par la mise en projet, la mise en relation et la connaissance. Rien n'oblige naturellement les acteurs d'un territoire déterminé à bâtir un agenda d'ESS et a fortiori un agenda plus large de recherche de cohérence territoriale. Pour cela, il faut créer des espaces, donc une légitimité, permettant d'élaborer des projets, de mettre les acteurs en relation et de les doter d'une intelligence susceptible de comprendre les rapports de force et les thématiques en jeu. Cette dynamique s'applique aux acteurs du numérique et concourt à rendre un territoire « intelligent ».
- De nouveaux arrangements institutionnels sont au cœur de cette intelligence des territoires, c'est-à-dire que les modes d'organisation doivent privilégier la gestion des relations, l'articulation des échelles, le lien créatif entre unité et diversité. Les modes de gouvernance habituels dans la sphère publique ou privée favorisent des logiques cloisonnées et verticales. Il s'agit donc de promouvoir une autre approche de la gouvernance, presque synonyme d'un renversement de perspective.
- L'économie numérique présente des caractéristiques pouvant renforcer cette approche territoriale (traçage de la matière/énergie mobilisée, circularité des échanges, recyclage, décarbonation). Mais ces caractéristiques restent à intégrer dans une vision d'ensemble et des modèles théoriques de l'économie qui pour l'instant manquent à l'appel.

Principales recommandations

- Développer un art de la gouvernance des territoires fondé sur la relation, les cohérences horizontales, le rapport créatif entre unité et diversité.
- Valoriser les expériences numériques qui contribuent à cette approche, au-delà du label de smart cities qui peut tendre à uniformiser verticalement les approches territoriales.
- Faire évoluer les conceptions du monde et de l'ESS: l'économie est au centre de la conflictualité et des rapports de force, donc du politique. Elle n'est plus pourvoyeuse de « doux commerce » ou de pacification, même si elle peut y contribuer. Le système onusien et universitaire est silencieux sur ces questions, ce qui suppose de s'écarter d'un certain conformisme.
- Envisager une approche active et combative de l'ESS, c'est-à-dire une approche consciente des ruptures culturelles et organisationnelles qui sont nécessaires pour bâtir une économie équilibrée, capable de se saisir de l'information comme un levier de changement.
- L'ESS peut être porteuse de telles transformations si elle se transforme en acteur collectif organisé (perception des défis économiques, vision et agenda stratégique, articulation de la diversité des initiatives).

Principaux points soulevés par les intervenants

Marie-Lucienne RATTIER

- La Guyane est le plus grand département d'outre-mer (84.000 km²) et aussi le moins peuplé; 50% de sa population a moins de 20 ans, tandis que 30% des ménages vivent sous le seuil de pauvreté.
- Il y a une initiative en cours visant une meilleure maîtrise de l'infrastructure avec: une dorsale de fibre optique établie avec EllaLink (liaison Guyane-Brésil-Portugal), un satellite en orbite basse, la mise en place de cyber-guichets visant à rapprocher les citoyens de l'administration, ainsi qu'un dispositif e-santé qui a émergé avec la COVID-19.
- La feuille de route actuelle de la délégation au numérique pivote autour des points suivants:
 - Axe 1: inclusion, citoyens et territoire;
 - Axe 2: services numériques de demain, accompagner la transformation de la société;
 - Axe 3: développement durable des territoires et leur résilience.
- Un « territoire intelligent » est fondamentalement orienté vers la qualité de la vie des habitants, des services publics et environnementaux.
- Promouvoir un territoire intelligent suppose en amont de le doter d'une stratégie claire, d'avoir une infrastructure fonctionnelle (connectivité), de faire participer la communauté et enfin de développer une dynamique d'innovation.
- Le profil du continent africain est intéressant dans le sens où il se rapproche des défis de la Guyane (fracture numérique, hétérogénéité sociale, prolifération des réseaux mobiles qui portent l'innovation, reconnaissance vocale dans les dialectes locaux).
- Sur la question de la sécurité, la Guyane a créé une association de cybersécurité pour aider les entreprises victimes de cyberattaques en partenariat avec l'ANSSI.

Daouda GUEYE

- Le numérique augmente la portée de l'action publique et des solutions proposées par la ville de Dakar. De plus, l'informatique se transversalise dans les directions et projets.
- En termes de projets, trois principales orientations sont poursuivies :
- Le développement des services aux usagers, par exemple avec la dématérialisation du processus de demande des bourses d'étude ou ce qui a trait à la santé (mandats octroyés suivant les besoins sanitaires)
- L'encouragement à l'employabilité des jeunes à travers la formation (notamment avec une certification professionnelle établie avec Amazon Web Service). Le vivier d'emplois instauré par le secteur numérique tente d'être mis à profit par la ville.
- La réduction de la fracture numérique avec le projet Li-fi (connexion par les signaux lumineux dont l'un des porteurs est Suat Topsis à l'université de Versailles Saint-Quentin en France).
- L'idée est d'insérer Dakar dans le réseau des smart cities, en lien avec la société Atos et l'Urban Data Platform (agrégation ouverte des solutions numériques pour aller vers une interopérabilité).
- Mise en place d'un observatoire citoyen pour enrichir les projets numériques dans le sens de promouvoir l'intelligence collective (hackathon de 400 projets); la ville de Dakar n'est pas focalisée particulièrement sur la gratuité des outils informatiques, mais l'ESS doit considérer ce point important.

Bitilokho NDIAYE

- L'impact du numérique est visible aux niveaux social, politique, économique ou environnemental.
- Le Sénégal a considéré le numérique comme une politique de développement pour « tous » avec l'objectif de créer 35.000 emplois dans le secteur.
- Les axes de travail ont trait à: l'appui aux start-ups (labellisation avec un accès au financement et livings labs entre opérateurs); la mise en place d'une plate-forme informatique pour que le secteur privé développe ses initiatives; renforcement des capacités par la formation; et l'inclusion des personnes en situation d'handicap.

Kolia BENIE

- L'association Konexio est devenue depuis 2016 un centre de formation en compétence numérique et bureautique des populations les plus vulnérables (réfugiés, primo-arrivants, mères de foyer qui reprennent une activité professionnelle, jeunes de quartiers populaires ou population périurbaine). Son action rencontre la préoccupation des politiques d'insertion par les collectivités et décideurs qui font remonter les besoins et cartographient les problématiques.
- La philosophie de l'action se base sur l'idée que si quelqu'un est autonome numériquement, alors il peut être autonome économiquement. Le maillage de l'offre de formation avec les autres services de l'État est une politique développée, ainsi qu'une stratégie de plaidoyer au niveau national dans une optique de recherche de cohérences (liens avec le Ministère de la transformation numérique ou le Ministère de l'économie sociale et solidaire).
- Par ailleurs, différentes coopérations internationales sont en place au Kenya, au Malawi et en Jordanie.



plénière thématique • thème 4



Karim SY

- Expérience au sein du monde privé et créateur d'un des premiers cabinets intégrateur de services au Sénégal pour faire face à un monde traversé par des crises protéiformes.
- L'action dans le monde privé a démontré progressivement des limites, à savoir que celui-ci n'agissait pas dans une logique de lien, mais plutôt dans un esprit cloisonné (des questions, des acteurs, etc.); or, les problèmes contemporains nécessitent de mettre les acteurs autour de la table.
- Jokko Labs s'est construit comme une coopérative qui se prépare au monde « relationnel et intégré » de demain dans lequel la finalité est la qualité de vie des populations.
- Comment développer de la confiance vis-à-vis de la politique et aussi des grandes entreprises de plus en plus questionnées, dans des environnements explosifs et dans lequel il faut développer de l'intelligence dans un contexte de frictions.
- Le numérique peut faciliter les échanges et combiner des solutions; il n'y a pas de Nord et de Sud dans le numérique, mais les clivages entre acteurs, parfois entretenus à escient, sont forts.
- Le numérique va trop vite et ne laisse pas le temps de digérer une innovation, d'où la nécessité d'organiser des espaces de connaissance et d'apprentissage pour structurer des liens.
- Une session a été tenue avec CGLU sur les villes numériques de laquelle est sortie une proto-alliance des villes numériques où l'approche de l'articulation et du lien (living labs) est importante.
- L'Afrique ne court pas après la technologie, mais plutôt vers la technologie au service de l'humain. Dans cette logique, l'open source, autrement dit l'accès aux connaissances permettant leur maîtrise par des acteurs locaux, est une démarche à privilégier.
- La démarche des biens communs (prix Nobel de Elenor Ostrom en 2009) contraste avec une réalité habitée par des stratégies de pillages de connaissance, de marché et de compétences qui s'immiscent dans l'espace ouvert de l'open source pour alimenter des logiques de captation.
- Les communs numériques sont fondés autour d'une communauté de préservation d'un bien ou service avec des démarches commerciales nouvelles et des chaînes de création de valeur émergentes qu'il faut insérer dans les modèles économiques.
- Le fait d'être face au mur dans le cas de la COVID-19 a permis un rassemblement inédit des acteurs autour de la table.
- Il faut continuer à consolider des arrangements institutionnels permettant les liens et l'articulation.

Nafi GUEYE

- Au Sénégal, 4 millions de personnes n'ont pas de documents d'identité bien que Dakar ait été l'une des premières villes africaines à numériser son état civil. La numérisation pose en fait un problème en termes d'intérêts électoraux pour modifier le mode de gestion des données d'identité. Il est très difficile pour l'instant de réunir les acteurs autour de ce sujet.
- Depuis 2019, l'association Jexiste utilise le numérique pour toucher les populations dans des contextes socioculturels qui ne sont pas transposables depuis ou aux pays industriels.
- L'enregistrement des naissances est encore manuscrite au Sénégal, avec des synergies inexistantes entre les innovations liées au numérique et à la culture des acteurs institutionnels.
- Il existe un obstacle juridique pour accéder ou modifier des données démographiques et personnelles. De ce fait, l'association s'est centrée sur un travail de communication vers l'État et les populations.
- En pratique, la plupart des dispositifs favorisent des acteurs consolidés et capitalisés dans une économie classique, sans approche pour l'économie sociale et d'autres réalités.
- L'usage des réseaux de communication (notamment la vidéo) permet de démultiplier et parfois de court-circuiter les mécanismes institutionnels.
- Il faut sensibiliser et accompagner de manière décentralisée les gens à mieux maîtriser le numérique et les outils fondamentaux pour l'environnement professionnel (ofimatique, structure des données, etc.) qui accuse un retard sur ces questions.



Jean-Michel SAHUT

- Analyse par la lecture scientifique au travers de deux expériences: microfinance au Cameroun et crowdfunding dans le Val-de-Loire.
- En terme d'organisation, on constate une dynamique interne avec une recherche de meilleure performance dans les processus des entreprises et de l'ESS. Sans accompagnement du changement et sans formation, cela ne fonctionne pas.
- Dans une dynamique externe, la numérisation a permis de saisir de nouvelles opportunités. En microfinance, cela a permis de collecter l'épargne, de résoudre des questions connexes (numérisation des produits) et de toucher de nouvelles personnes.
- Dans le Val de Loire, il y avait un manque de structuration et de financements. Avec le crowdfunding, l'investissement s'est multiplié par trois grâce à un partenariat avec les citoyens, la région et les banques.
- La diaspora africaine pourrait s'appuyer sur une plate-forme de mobilisation des fonds en vue de projets particuliers, complétés par des partenaires locaux.
- La recherche est une source d'évaluation pour les projets et la valorisation des initiatives.

Carmen KIAVILA

- Le numérique a fait évoluer les chaînes de valeur vers une association entre un produit et un service.
- L'apport informationnel et l'unification dont l'information est porteuse effectue une contribution également en termes de « circularité » et de durabilité des produits.
- D'une manière générale, au Nord comme au Sud, l'innovation numérique permet de renouer avec les objectifs de durabilité et de décarbonation de l'économie (selon les critères affichés par l'ONU).
- Les citoyens et les municipalités peuvent prendre des initiatives pour faire valoir de nouveaux droits climatiques au niveau national et supra-national.

François SOULARD

- La plate-forme créée en 2012 à partir du Sommet de la Terre de Rio+20 dans l'idée de mettre à disposition des outils pour l'action en réseau, en toile de fond d'une croissante bataille de l'information sur la durabilité et surtout la géoéconomie.
- L'atmosphère multilatérale des années 1990, structurée par le triomphalisme états-unien, s'est achevée. Il y a un retour des nationalismes et de la volonté des nations de peser dans le destin régional ou global, avec un certain nombre de pays en décrochage sur fond de système onusien anachronique.
- Dans le domaine de l'économie, le régime de « concurrence parfaite » et le libéralisme a cédé la place à des capitalismes d'État et à des régimes croissants de concurrence monopolistique, permis par l'informatisation. Au-delà des apparences humanistes, la réalité est truffée de rapports de force qui jouent un rôle considérable.
- L'économie informatisée, a fait apparaître de nouveaux régimes économiques. L'économie tend à se réorganiser autour de la conception d'un assemblage de produits et services. Les rendements d'échelle deviennent croissants, tandis que l'intensité capitalistique a monté exponentiellement. L'entreprise qui s'informatise devient communicante, relationnelle, innovante. L'ESS a rebondi en partie sur cette capacité d'innovation.
- La conséquence est de générer une économie plus prédatrice, c'est-à-dire encline à la bataille (légale ou illégale) pour conquérir ou maintenir un monopole, pour l'innovation ou pour la captation de connaissance et de financements. Les territoires ont été désarticulés par la reconfiguration des chaînes de valeur. Cette logique réactive un climat de « guerre économique » et pour ainsi dire un devoir de « combativité » pour l'ESS.
- La bonne nouvelle est que l'information transforme les rapports de force: un acteur faible est capable de bousculer un acteur fort et de disputer un marché par l'innovation ou par la bataille informationnelle, ce qui constitue un levier pour l'ESS.
- Il est important d'approfondir des modèles d'économie informatisée susceptible de projeter de manière intégrée les nouveaux comportements de l'économie qui n'est pas (ou mal) théorisée pour l'instant.
- Il faut défendre des États stratèges bâtisseurs des infrastructures que sont les universités, les pôles de recherche, en passant par les dispositifs de financement ou les structures de connectivité. Cette infrastructure est un pilier du numérique et un allié de l'ESS.



les ateliers et sessions autogérées



ATELIER 4AT1 RAPPORT

Le numérique au service des dynamiques solidaires et économiques du territoire

Modération :

- Amine ZIZI, *Université Paris 8 - IUT de Montreuil (France)*
- Daouda GUEYE, *Conseiller Municipal en Charge des TIC, Ville de Dakar (Sénégal)*

Intervenants :

- Marie-France BELLEMARE, *Directrice, Insertech (Canada)*
- Fabrice Adelphe BALOU, *Président, Plateforme ABEWE (Côte d'Ivoire)*
- Jason NARDI, *RIPESSE Europe (Luxembourg)*

ATELIER 4AT2 RAPPORT

Les initiatives numériques pour des territoires intelligents

Modération : Marielle BABOULALL, *Enseignante en économie, Université Paris 8 - IUT de Montreuil (France)*

Intervenants :

- Assane DIOUCK, *Docteur en géographie, Université Cheikh Anta Diop; Consultant, GERAD (Sénégal)*
- Elisenda VEGUE, *Directrice d'Innovations Socio-économiques, Barcelona Activa (Espagne)*
- Seydou BOCOUM, *Secrétaire Général, REFRESS - Réseau Francophone de l'Économie Sociale et Solidaire (Sénégal)*

ATELIER 4AT3 RAPPORT

Collaboration et instruments pour accompagner la digitalisation de l'Économie Sociale et Solidaire

Modération : Jean Michel SAHUT, *Professeur, IDRAC Business School (Suisse)*

Intervenantes :

- Françoise VAN ZEEBROEK, *Conseillère politique, ConcertES (Belgique)*
- Carolina GARCÍA, *Cheffe d'entreprise, Niit Tekna Logic (Sénégal)*
- Marta BRUSCHI, *Diesis Network (Belgique)*

SESSION 4SA1 RAPPORT

L'atelier Recycl'Ordi

Session proposée par la Collectivité Territoriale de Guyane

Intervenantes :

- Marie-Lucienne RATTIER, *Conseillère Déléguée en charge du développement numérique, Collectivité Territoriale de Guyane*
- Angelina AZANZA, *Directrice, Association Guyaclac' (Guyane)*
- Elodie EUGENIE, *Directrice, CRESS-Guyane*

Session du Pré-Forum Femm'ESS

SESSION PFF4SA1 RAPPORT

Autonomisation des femmes et numérique : le projet @KISSI

Intervenante :

- Sarah TIDOU, *Fondatrice du projet @KISSI (Côte d'Ivoire)*



les rapports détaillés

ATELIER 4AT3

RETOUR AU SOMMAIRE

Collaboration et instruments pour accompagner la digitalisation de l'Économie Sociale et Solidaire

Modérateur : Jean Michel SAHUT, *Professeur, IDRAC Business School (Suisse)*

Intervenantes :

- Françoise VAN ZEEBROEK, *Conseillère politique, ConcertES (Belgique)*
- Carolina GARCÍA, *Cheffe d'entreprise, Niit Tekna Logic (Sénégal)*
- Marta BRUSCHI, *Diesis Network (Belgique)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'Économie Sociale et Solidaire comme complément au service du public
- L'ESS permet au citoyen d'avoir du pouvoir
- L'ESS devrait être un levier pour accéder au développement
- L'ESS doit s'adapter aux TIC (Technologies de l'Information et de la Communication)
- Enjeu de la digitalisation permettant d'alléger le travail
- Débat lors de cet atelier sur « Qui peut financer les projets de l'ESS en Afrique? », les citoyens ou émigrés (étrangers)?
- Défis de la transparence lors de la concrétisation du projet après avoir trouvé des financements

Principales recommandations

- Impliquer les ressortissants étrangers dans le financement des projets de l'ESS par la mise en place de plateformes digitales locales par région ou par ville
- Réduire la fracture numérique dans l'ESS par la formation et l'adoption des logiciels libres
- Rapprocher l'ESS des communautés de logiciels libre pour développer des logiciels spécifiques au domaine

Principaux points soulevés par les intervenantes

Françoise VAN ZEEBROEK

- Technologie libre et Économie Sociale et Solidaire
- Le modèle économique prédominant dans le domaine de la technologie est le Big Tech, aussi utilisé dans l'agroalimentaire et la santé
- L'action de l'ESS mène avant tout à une gestion démocratique et participative des associations entrepreneuriales et des entreprises sociales
- Le développement des logiciels libres implique des processus de développement complexes par des milliers de personnes de manière décentralisée
- La philosophie des technologies libres a aussi des impacts dans le domaine culturel, comme par exemple le cas de « creative Commons »

Carolina GARCÍA

- Expérience de la Belgique avec le projet « Co synthèse » appuyé par l'État
- Création d'une plateforme qui réunit des entreprises d'ESS engagées dans divers domaines tels que les énergies renouvelables

- Le gouvernement travaille pour l'accélération de la digitalisation des entreprises
- La COVID-19 nous a montré les défis de la digitalisation
- Financement via des bourses et accompagnement des entreprises pour accélérer la digitalisation : l'expérience belge
- Accompagnement par le « change management » ou des campagnes de sensibilisation sur le projet

Marta BRUSCHI

- L'expérience de l'Italie : tout faire pour utiliser la technologie à notre avantage
- La guerre en Ukraine et le problème des réfugiés mis en exergue
- La COVID-19 a montré l'importance de la digitalisation
- La transformation digitale est aussi un défi
- La technologie doit aider à garder la connaissance et le réseautage



les rapports détaillés



ATELIER 4AT1

RETOUR AU SOMMAIRE

Le numérique au service des dynamiques solidaires et économiques du territoire

Modérateurs :

- Amine ZIZI, *Université Paris 8 - IUT de Montreuil (France)*
- Daouda GUEYE, *Conseiller Municipal en Charge des TIC, Ville de Dakar (Sénégal)*

Intervenants :

- Marie-France BELLEMARE, *Directrice, Insertech (Canada)*
- Fabrice Adelphe BALOU, *Président, Plateforme ABEWE (Côte d'Ivoire)*
- Jason NARDI, *RIPESSE Europe (Luxembourg)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'économie numérique comme moyen d'employabilité sociale et durable
- Un monde numérique plus responsable devant l'urgence sociale et environnementale
- La promotion et valorisation des ressources locales et de l'entrepreneuriat local
- Enjeux de développement de l'économie circulaire
- Accès aux connaissances (moyen d'apprentissage) et usage réfléchi du numérique
- Finance sociale et solidaire du numérique
- Renforcement de la collaboration entre les structures locales
- Stratégies de réseautage, de ciblage des personnes vulnérables
- Enjeux portés sur la qualité des produits et la labellisation (exemple BIO)

Principales recommandations

- Allonger la durée de vie des matériaux informatiques
- La sobriété comme moyen de réduire la facture énergétique
- Promouvoir les programmes éducatifs et de sensibilisation sur l'usage des technologies
- Encourager la coopération décentralisée pour accroître le savoir-faire des pays du Sud et réduire les inégalités technologiques
- Innover dans les politiques publiques du secteur pour augmenter le nombre d'emplois

Principaux points soulevés par les intervenants

Marie-France BELLEMARE

- Le numérique est vecteur d'impulsion de dynamiques sociales et solidaires
- INSERTECH, entreprise sociale et solidaire intervenant dans le recyclage et la réparation d'anciens appareils numériques récupérables
- Objectif d'INSERTECH : investir dans l'insertion socio-professionnelle en soutenant des personnes dans leur intégration durable sur le marché du travail, par le recyclage et la revente en ligne d'appareils recréés
- Trois concepts développés :
 - Le numérique responsable (usages et outils numériques pensés de façon à limiter les externalités négatives, tant sur le plan environnemental que sur le plan social). Il s'agit concrètement de réfléchir aux priorités des usages numériques autour du social et de l'écologie

- La littératie numérique (capacité à utiliser les outils numériques dans la vie de tous les jours pour trouver des informations utiles)
- L'économie circulaire, qui est régie par deux mécanismes : repenser le système et l'optimiser autour des principes d'acheter moins, entretenir et réparer les appareils. Le numérique doit rester un outil au développement avec l'accès aux équipements, accès aux connaissances et usages réfléchis
 - Repenser la production et la consommation
 - Optimiser l'usage des ressources non renouvelables
 - Réemployer les matériaux pour produire moins, acheter moins
 - Limites : risque de matériel obsolète, difficultés pour le financement

thème 4

Fabrice Adelphe BALOU

- ABEWE, une plateforme de collecte d'information et de commercialisation en ligne pour identifier des produits de qualité, trouver des acheteurs, créer des liens sociaux et de coopération, développer des chaînes de valeurs, favoriser des investissements à impact social, créer des emplois décents et durables
- Plateforme multi-acteurs mettant en lien producteurs (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, coopératives) et acheteurs (commerçants, restaurants, hôtels, Collectivités Territoriales, GIE...)
- Atteinte de l'ODD 17 par le renforcement de la coopération entre secteur public local et producteurs

- Promotion du développement de produits locaux
- Formations, conférences et mise en réseaux
- 50% des bénéfices de la plateforme sont réinvestis sur le territoire

Jason NARDI

- Repenser/déconstruire l'idéologie des pratiques du numérique au sein des communautés
- Co-production des politiques publiques pour la promotion de l'ESS
- Charte de l'ESS technologie libre et ouverte
- Promotion de la justice sociale au niveau international

SESSION 4SA1

RETOUR AU SOMMAIRE

L'atelier Recycl'Ordi

Session proposée par la Collectivité Territoriale de Guyane

Intervenantes :

- Marie-Lucienne RATTIER, *Conseillère Déléguée en charge du développement numérique, Collectivité Territoriale de Guyane*
- Angelina AZANZA, *Directrice, Association Guyaclic' (Guyane)*
- Elodie EUGENIE, *Directrice, CRESS-Guyane*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Économie circulaire autour du développement durable
- Emploi et formation de jeunes en chantier d'insertion
- Facilitation à l'accès aux équipements informatiques
- Structuration et professionnalisation
- Politique publique dédiée au numérique dans l'ESS
- Recyclage de matériaux technologiques pour atténuer l'impact environnemental
- Animation et développement des autres domaines de l'ESS
- Co-construction d'une économie verte et sociale entre la population et l'État
- Activation des leviers de financement participatif
- Inclusion numérique et capacité d'innovation

Principales recommandations

- Encourager la coopération décentralisée pour accroître le savoir-faire des pays du Sud et réduire les inégalités technologiques
- Innover dans les politiques publiques du secteur numérique pour augmenter le nombre d'emplois
- Promouvoir les programmes éducatifs et de sensibilisation sur l'usage des technologies
- Allonger la durée de vie des matériaux informatiques à travers le recyclage

Principaux points soulevés par les intervenantes

- Accès aux outils informatiques et numériques
- Formation et usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication
- Action sociale
- Enseignement
- Services aux entreprises et aux particuliers
- Sports et loisirs
- Le numérique
- L'artisanat et le patrimoine
- L'emploi durable des jeunes
- Place de la femme dans l'ESS



les rapports détaillés



ATELIER 4AT2

RETOUR AU SOMMAIRE

Les initiatives numériques pour des territoires intelligents

Modératrice : Marielle BABOULALL, Enseignante en économie, Université Paris 8 - IUT de Montreuil (France)

Intervenants :

- Assane DIOUCK, Docteur en géographie, Université Cheikh Anta Diop; Consultant, GERAD (Sénégal)
- Elisenda VEGUE, Directrice d'Innovations Socio-économiques, Barcelona Activa (Espagne)
- Seydou BOCOUM, Secrétaire Général, REFRESS - Réseau Francophone de l'Économie Sociale et Solidaire (Sénégal)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Préalable avant de parler de villes intelligentes en Afrique : le continent doit d'abord être connecté
- Besoin d'une identité numérique qui consiste à identifier tout le monde numériquement
- La digitalisation est un processus très complexe
- Dakar peut devenir une ville intelligente en moins d'une année
- Chaque ville a ses propres réalités, donc impossible de dupliquer le modèle barcelonais au Sénégal
- Manque de stratégies digitales au Sénégal

Principales recommandations

- Encourager le développement des « livings lab » ou « Fab lab »
- Favoriser l'implication des collectivités territoriales sur la gestion du TER et du BRT
- Promouvoir les énergies renouvelables, chose importante dans une ville intelligente
- Mettre en place un fond destiné aux financements des projets digitaux
- Pousser les gouvernements à accompagner le processus de digitalisation des entreprises pour pouvoir atteindre les objectifs fixés
- Digitaliser les entreprises pour une économie compétitive

Principaux points soulevés par les intervenants

Assane DIOUCK

- Jeu des acteurs et fabrique d'une ville intelligente dans la métropole de Dakar
- Prise en charge du numérique dans les collectivités territoriales
- Maîtrise de l'espace numérique dans la métropole de Dakar
- Le pôle urbain de Diamniadio, un exemple d'une ville intelligente dans la Région de Dakar

Elisenda VEGUE

- Barcelona activa, un programme lancé en 2021 à Barcelone avec la création des entreprises durables
- Digitaliser et interconnecter toutes les entreprises
- Inégalité de genre dans le domaine de la digitalisation des entreprises
- Formation de 129 personnes et 25 organisations dans la digitalisation
- Un outil appelé DIGITESS a été mis en place pour répondre aux besoins des entreprises dans la digitalisation
- Objectif : digitaliser toutes les entreprises de l'ESS d'ici 2030 à Barcelone

Seydou BOCOUM

- Nos villes doivent maîtriser l'espace numérique avant d'aspirer à la digitalisation
- Possibilité de dupliquer le modèle barcelonais en Afrique
- La digitalisation de nos villes est un processus très complexe
- Comment parler de villes intelligentes en Afrique alors que nous avons la tarification internet la plus chère
- Financement des entreprises d'ESS

thème 4

SESSION PFF4SA1

RETOUR AU SOMMAIRE

Pré-Forum Femm'ESS

Autonomisation des femmes et numérique : le projet @KISSI

Intervenante : Sarah TIDOU, Fondatrice de @KISSI, Directrice Générale de Oasis Corporate (Côte d'Ivoire)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'économie informelle concerne tout particulièrement les jeunes (95,8 % des 15-24 ans) et les femmes (92,1 %), et elle contribue largement à la réduction de la pauvreté
- Présentation de la solution @Kissi dans le cadre du GSEF 2023, lieu pour mettre en évidence que cette solution sociale contribue à faire croître l'Économie Sociale et Solidaire
- La solution @KISSI permet l'autonomisation des femmes grâce aux outils numériques et contribue à faire croître l'ESS

Principale recommandation

Informier et former les personnes qui n'ont pas de smartphones sur cette méthode pour l'étendre à tous.

Principaux points soulevés par l'intervenante

- Plus de 80 % des emplois en milieu urbain sont informels
- Le secteur informel est selon la banque mondiale le principal employeur et la clé de voûte de l'activité économique des villes africaines
- Emplois des jeunes et des femmes dans le secteur informel
- Présentation d'une technologie dénommée @Kissi, une plateforme e-commerce mettant principalement l'accent sur les femmes
- Solutions digitales adaptées aux activités génératrices de revenus, notamment les commerces, plus particulièrement dans le secteur informel (outils de gestion, visibilité, formations)
- La solution est également accessible aux personnes analphabètes et celles parlant des langues locales
- Application disponible sur Play Store, abonnement mensuel en fonction de la taille du commerce. Forfaits compris entre 3 000F et 30 000F par mois
- La solution @KISSI est en partenariat avec le ministère PME de la Côte d'Ivoire et s'est implantée au Sénégal, en Algérie et au Togo

5



Financement des économies collectives et durables pour les territoires

La question du financement de l'ESS s'avère être une préoccupation permanente du secteur et un domaine d'action en tant que tel, notamment par les apports de la finance sociale et solidaire, qui concerne tant les acteurs sociaux que les collectivités territoriales. Des mécanismes de financement pertinents et adaptés sont indispensables pour la réussite et le développement des acteurs de l'ESS, notamment les jeunes et les femmes, leur sortie de l'informalité et leur insertion dans des économies durables. Ceci requiert un cadre approprié, où les rôles et missions des différents acteurs sont bien établis, ainsi qu'une dynamique mondiale de structuration et de consolidation d'un écosystème financier diversifié répondant aux enjeux régionaux d'intégration de l'ESS.



1 plénière thématique



15 ateliers et sessions autogérées



72 intervenants



Résumé des échanges

Le thème 5 du Forum a été traité à travers une séance plénière, six ateliers et huit sessions autogérées. Il faut relever cependant que la thématique du financement de l'ESS est apparue transversale et s'avère être une préoccupation permanente implicite ou explicitée par l'ensemble des champs abordés par le Forum et qui concerne tant les acteurs sociaux que les collectivités territoriales.

Elle est à la fois une préoccupation récurrente de l'ESS et un domaine d'action en tant que tel, notamment par les apports de la finance sociale et solidaire (FSS).

Le Forum DakarGSEF2023, a permis d'aborder la thématique du financement de l'ESS sous divers angles, mais aussi d'en approfondir les contours. Il ressort des différentes sessions et échanges tenus durant le Forum les constats suivants :

- L'ESS représente une véritable option de création et de partage de richesses pour la population, notamment les jeunes et les femmes, et le financement adapté aux besoins et à la demande des entrepreneurs apparaît comme une condition cruciale pour le succès des acteurs de l'ESS, leur sortie de l'informalité et leur insertion dans des économies durables.
- Qu'elle soit publique ou privée, la demande de services financiers à caractère solidaire est massive pour pouvoir répondre aux besoins exprimés par les populations et les collectivités engagées à créer de la valeur économique et sociale.

- Les réponses pertinentes à cette demande sont conditionnées à des modalités qui doivent être adaptées en termes d'accès aux ressources financières, de durée, de coût, de statut de propriété, de protection ou de garanties assurant leur pérennisation. Cependant, les ressources pour financer l'ESS présentant ce profil sont rares, tant sur le marché financier qu'auprès des bailleurs de fonds bi ou multilatéraux.
- Les pouvoirs publics doivent créer l'environnement institutionnel et réglementaire incitatif à l'entrepreneuriat social et solidaire, ainsi qu'un dispositif technique et financier de soutien aux entreprises sociales.
- Les collectivités territoriales sont aussi sollicitées pour faciliter l'émergence d'instruments de financement pour accompagner les initiatives de proximité menées par les acteurs de l'ESS.
- Le financement de l'ESS requiert, en plus d'un cadre approprié, un changement vers un paradigme où la création de valeur financière est comprise sur le moyen et long terme, et où les résultats générés par les institutions financières pourront être prioritairement réinvestis dans l'ESS.

Le GSEF est témoin et participe également par ses membres d'une dynamique mondiale de structuration et consolidation d'un écosystème financier diversifié répondant aux enjeux régionaux d'intégration de l'ESS.

La récente déclaration des Nations Unies portant sur l'ESS rappelle que le renforcement du profil de son financement est une des priorités d'action de l'ensemble du secteur de l'ESS, notamment pour les femmes et les jeunes, comme le GSEF2023 l'a énergiquement exposé.

Mme Denise Fatoumata NDOUR, Présidente d'INAISE - Association Internationale des Investisseurs dans l'Économie Sociale, Fondation Sen'Finances, Sénégal



Recommandations du Comité Scientifique

- 01** Mettre en place un dispositif de finance sociale pour appuyer les projets d'ESS en prenant en compte les différentes échelles requises, du nano crédit au crédit substantiel en misant sur le capital patient.
- 02** Améliorer l'environnement juridico-financier des projets pour atteindre un vrai développement dans nos communes.
- 03** Encourager et encadrer la création d'incubateurs et de fonds de financement au sein des collectivités territoriales.
- 04** Créer une plateforme unique de financement et d'encadrement pour l'Économie Sociale et Solidaire.
- 05** Améliorer et introduire de nouveaux instruments de financement adaptés pour les groupes vulnérables et les jeunes.
- 06** Développer des modes de financements alternatifs adaptés aux besoins des cibles et aux réalités locales, et ajuster les cadres réglementaires pour ces modes de financement innovants.
- 07** Contourner la problématique de la garantie en mettant en place des mécanismes d'économie circulaire s'inspirant du modèle du troc.
- 08** Inviter les institutions financières à mettre en place des fonds d'appui à l'amorçage et à la consolidation des entreprises ESS.
- 09** Mettre en place des politiques d'incitation fiscale pour les investisseurs dans l'ESS.
- 10** Mettre en place les conditions pour la baisse des taux d'intérêt des SFD (Systèmes Financiers Décentralisés), par des subventions, facilitation de l'accès et baisse des coûts des ressources.
- 11** Encadrer la digitalisation des services financiers.
- 12** Financer les infrastructures et les programmes publics, à partir d'un nouveau modèle de taxation, par et pour les différentes échelles institutionnelles afin d'accompagner les jeunes, les femmes et toutes les initiatives citoyennes via des politiques publiques pérennes.
- 12** Financer des espaces afin de former et s'informer, se mettre en réseau, afin de mutualiser les ressources, et renforcer le pouvoir de dialogue, de négociation.



plénière thématique • thème 5



FINANCEMENT DES ÉCONOMIES COLLECTIVES ET DURABLES
POUR LES TERRITOIRES



REPLAY



Denise Fatoumata NDOUR

Présidée par : Mme Victorine A. NDEYE, Ministre de la Microfinance et l'Économie Sociale et Solidaire, Sénégal

Modération :

- Mme Denise Fatoumata NDOUR, Présidente d'INAISE - Association Internationale des Investisseurs dans l'Économie Sociale, Fondation Sen'Finances, Sénégal
- M. Dominique LESAFFRE, GSEF, FEBEA, INAISE, France

Intervenants :

- M. Mohamed ATTANDA, Directeur exécutif du Réseau des Institutions Africaines de Microfinance, Togo
- M. Mathieu SOGLONOU, Directeur exécutif, CIF-AO - Confédération des Institutions Financières d'Afrique de l'Ouest, Burkina Faso
- M. Milder VILLEGAS, Directeur Général, FILACTION; Président, CAP Finance Québec, Canada
- M. Papa Amadou SARR, Directeur exécutif Mobilisation, partenariats et communication, AFD - Agence Française de développement, France
- M. Rachid SAM, Responsable des opérations Mali et Sénégal, Banque Islamique de Développement, Sénégal

Principales recommandations

- Assurer la continuité du service de l'État et favoriser l'entretien et l'extension des infrastructures, mais également, identifier les bons moteurs de développement.
- Renforcer la capacité à mobiliser des financements locaux pour des activités ancrées dans les territoires.



les ateliers et sessions autogérées



ATELIER 5AT1 RAPPORT

Cadre légal et structuration du secteur de la finance sociale et solidaire

Modération : Bernard NDOUR, *Conseiller en finance et administration sénior, MCE Conseils (Canada)*

Intervenants :

- Emmanuelle ROUSSET, *Vice-Présidente, Département d'Île-et-Vilaine (France)*
- Flore LATOURNERIE, *Chargée de projets internationaux FAIR - Financer Accompagner Impacter Rassembler (France)*
- Séraphin GASORE, *INSPIR Zamuka - Réseau international pour les droits à la protection sociale (Rwanda)*
- Khady SAMBA, *Directrice de la Promotion de l'économie sociale et solidaire, Ministère de la Microfinance et de l'ESS (Sénégal)*
- Aminata LO MBACKÉ, *Cheffe du service de la Microfinance et de l'Inclusion Financière/ Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (Sénégal)*

ATELIER 5AT2 RAPPORT

Accompagner le financement des organisations et entreprises de l'ESS

Modération : Ahmed BENBOUZID, *Directeur Général, MicroEntreprendre (Canada)*

Intervenants :

- Martin-Pierre NOMBRÉ, *Caisse d'économie solidaire Desjardins (Canada)*
- Carole COUTURIER, *PMEML - Accompagnement et financement pour les entrepreneurs à Montréal (Canada)*
- Cécile VERGIER, *Commissaire au développement économique - Innovation Sociale, Ville de Montréal (Canada)*
- Heykel BOUAZZA, *Chargé de mission ESS et Innovation Sociale, Conseil régional Nouvelle-Aquitaine (France)*
- Nicole Olga MANSIS, *Directrice générale, Fonds National de Microfinance (Sénégal)*

ATELIER 5AT3 RAPPORT

Finance sociale, banque sociale et investissement social

Modération : Aminata DIOP SAMB, *Directrice Générale FODEM - Fonds de Développement et de solidarité Municipal (Sénégal)*

Intervenants :

- Elías MICHELENA, *Analyste financier, RISQ - Réseau d'Investissement Social du Québec (Canada)*
- Joannie BOURNIVAL, *RISQ (Canada)*
- Marc-André LEDOUX, *Directeur de Finsocial (Sénégal)*
- Mawuko Anani Afangnibo EKUHOGO, *ONG ANAVIE - Association Nos Années de Vie (Togo)*
- Gabriele GUGLIETTI, *Responsable relations institutionnelles et étrangères, BancaEtica (Italie)*

ATELIER 5AT4 RAPPORT

Inclusion financière et sociale dans les territoires

Modération : Marie Seynabou NDIAYE, *Conseillère technique au Ministère des collectivités territoriales (Sénégal)*

Intervenants :

- Amadou SARR, *Directeur de la Microfinance et l'inclusion financière, Ministère de la Microfinance et de l'ESS (Sénégal)*
- Diéry SENE, *Directeur exécutif, FANSOTO - Microfinance sociale (Sénégal)*
- Nathalie VILLEMUR, *Chargée de projet, Chantier de l'économie sociale (Canada)*
- Mireille PELCHAT, *RISQ - Réseau d'Investissement Social du Québec (Canada)*
- Jaël ELYSÉE, *Fonds Afro-entrepreneur (Canada)*
- Lidia Carolina RUÍZ SERRANO, *Directrice générale, Red fasco (Guatemala)*
- Álvaro PORRO GONZÁLEZ, *Commissaire à l'économie sociale, au développement local et à la politique alimentaire, Mairie de Barcelone (Espagne)*

ATELIER 5AT5 RAPPORT

Outils de financements de l'agriculture et de la transition écologique et sociale

Modération : Souleymane SARR, *Directeur Général Adjoint, ACEP - Alliance de Crédit et d'Épargne pour la Production (Sénégal)*

Intervenants :

- André BAUDOUIIN, *FISQ - Fonds d'Investissement Solidaire du Québec (Canada)*
- Joan PENCHE, *SIDI - Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (France)*
- Abdou-Rasmané OUEDRAOGO, *Directeur général, UBTEC/ Naam - Union des Baoré Tradition d'Épargne et de Crédit (Burkina Faso)*
- Dominique OWEKISA, *Directeur de projet, DID - Développement International Desjardins (Sénégal)*

ATELIER 5AT6 RAPPORT

Digitalisation financière et promotion de l'ESS

Modération : Bernard NDOUR, *Conseiller en finance et administration sénior, MCE Conseils (Canada)*

Intervenants :

- Malick SEYE, *Directeur Régional Afrique de l'Ouest pour DID - Développement International Desjardins (Sénégal)*
- Déboye NIANG, *PDG, Cabinet Carrée (Sénégal)*
- Mamadou COULIBALY, *Directeur Général Adjoint, KAFO JIGINEW (Mali)*



les sessions autogérées



SESSION 5SA0 RAPPORT

L'entrepreneuriat inclusif et social au cœur des enjeux territoriaux

Session proposée par Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ), attachée à la Présidence de la République du Sénégal

Modération : Codé LO, *Directeur adjoint des études, de la planification stratégique et du suivi & évaluation, DER/FJ (Sénégal)*

Intervenants :

- Khady SAMBA, *Directrice de la Promotion de l'ESS, Ministère de la Microfinance et de l'ESS (Sénégal)*
- Abdoulaye CISSE, *Responsable Développement des Capacités, ENDA ECOPOP - Espaces de Co production et d'Offres Populaires pour l'Environnement et le Développement en Afrique (Sénégal)*
- Bagoré BATHILY, *Directeur, Laiterie du Berger (Sénégal)*
- Marina GNING, *PDG, API Afrique (Sénégal)*
- Mamba SOUARE, *Co-fondateur de Makesense Africa, Co-organisateur du Pré-Forum Jeun'ESS (Sénégal)*

SESSION 5SA2 RAPPORT

Quels accès aux financements pour les entrepreneurs ESS ? Comment le faciliter ?

Session proposée par People Power Inclusion, Groupe SOS

Modération : Audrey NEGUI, *PPI - People Power Inclusion, Groupe SOS (France)*

Intervenants :

- Fatou DIOP, *Directrice Générale, Calinou'nou (Sénégal)*
- Mamadou Lamine GUEYE, *Directeur, CAURIE-MF - Coopérative Autonome pour le Renforcement des Initiatives Economiques par la MicroFinance (Sénégal)*
- Mihoub MEZOUAGHI, *Directeur exécutif des Études, Recherches et Savoirs, AFD - Agence Française de Développement (Maroc)*
- Bara NDAW, *Directeur des opérations en Afrique de l'Ouest et centrale, PPI - People Power Inclusion, Groupe SOS (Sénégal)*

SESSION 5SA3 RAPPORT

Les stratégies locales de financement et d'encadrement des jeunes et femmes de la Ville de Dakar : l'exemple du FODEM (Fonds du Développement et de la solidarité Municipal)

Session proposée le FODEM - Fonds du Développement et de la solidarité Municipal de Dakar

Modération : Lucie DEMERS, *Directrice stratégie et développement, FILACTION (Canada)*

Intervenants :

- Aminata DIOP SAMB, *Directrice Générale du FODEM - Fonds de Développement et de solidarité Municipal (Sénégal)*
- Mme GUEYE, *Ministère des Finances et du Budget (Sénégal)*
- Adja Hélène AW, *Chargée de programme, CECI - Centre d'Études et de Coopération Internationale (Sénégal)*
- Moulaye SECK, *Directeur, SYMAD - Synergie des marchands ambulants pour le développement (Sénégal)*
- Pape KONARÉ DIAITE, *Directeur de l'Éducation et de l'Insertion à Dakar (Sénégal)*

SESSION 5SA4 RAPPORT

Migration et microfinance : l'épanouissement personnel comme alternative à la migration

Session proposée par l'ONG LVIA - Association Internationale des Volontaires Laïques

Modération : Roberto RIDOLFI, *Président de LINK2007 (Italie)*

Intervenants :

- Italo RIZZI, *LVIA (Italie)*
- Jean CONSTANTINESCO, *Administrateur Directeur des Programme, PNUD (Suisse)*
- Marina SENAMI MONKOUN, *Responsable Technique de Projets pour l'Autonomisation des Jeunes, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (Sénégal)*
- Oumou MODIBO KEITA, *Présidente, JVE - Jeunes Volontaires pour l'environnement (Mali)*
- Djibril NIANG (Sénégal), Olivia TUINA (Burkina Faso), Ayoub Abdou SANI (Niger), JVE
- Alexandro, *LVIA (Italie)*
- Gabriele GUGLIETTI, *Responsable relations institutionnelles et étrangères, BancaEtica (Italie)*

thème 5

SESSION 5SA5 RAPPORT

La finance solidaire au service du développement de l'économie sociale : l'expérience d'INAISE

Modération : Bernard NDOUR, *Conseiller en finance et administration sénior, MCE Conseils (Canada)*

Intervenants :

- Ghislaine MAMPOUYA MACKIZA, *Directrice, CAPPED - Caisse de Participation à la Promotion des Entreprises et à leur Développement (République du Congo)*
- Adnan FARAMAND, *Président, ACAD Finance (Palestine)*
- Milder VILLEGAS, *Directeur Général, FILACTION; Président, CAP Finance Québec (Canada)*
- Denise Fatoumata NDOUR, *Présidente d'INAISE, Sen'Finances (Sénégal)*

SESSION 5SA7 RAPPORT

La philanthropie religieuse et économique

Session proposée par le Ministère de la Microfinance et de l'Économie Sociale et Solidaire du Sénégal

Modération : Cheikh GUEYE, *CUIS - Cadre Unitaire de l'Islam au Sénégal*

Intervenants :

- Serigne Abdoul Hamid SY AL AMIN, *Coordinateur de la CEZAT - Cellule Zawiya Tijaniyya (Sénégal)*
- Seydina Aliou BOLY, *Secrétaire administratif, Fondation Thier-no Ahmadou Barro (Sénégal)*
- M. THIAM, *Secrétaire administratif, Fonds Médina Baye (Sénégal)*
- M. SYLLA, *Secrétaire général, Touba Ca Kanam (Sénégal)*

Sessions du Pré-Forum Femm'ESS

SESSION PFF5SA1 RAPPORT

Une réforme de l'environnement des microcrédits pour une nouvelle inclusion financière au bénéfice des femmes de l'économie informelle et du milieu rural du Sénégal

Session proposée par RECAFSEN - Réseau des communautés Autofinancées du Sénégal de l'association VISCA17

Intervenant : Cherif Samsedine SARR, *Président de l'association Visca17 (Sénégal)*

SESSION PFF5SA2 RAPPORT

Atelier de formation : d'entrepreneure à Cheffe d'entreprise

Session proposée par Sen'Finances/ Filaction

Modération : Lucie DEMERS, *Directrice stratégie et développement, FILACTION (Canada)*

SESSION PFF5SA3 RAPPORT

Comment organiser un parcours d'accompagnement pour les coopératives et associations féminines? Présentation de la démarche territoriale appliquée au renforcement de compétence des organisations de la société civile.

Modération :

- Fatiha DANI, *Cheffe de service de la coopération, Conseil Régional de l'Oriental (Maroc)*
- Gilles CRESSAN, *Représentant pays, ONG Echos Communication (France)*

Intervenants :

- Baba NDIAYE, *Ancien président du Conseil Départemental de Kaolack et ambassadeur du coaching territorial pour l'Afrique (Sénégal)*
- Ndeye Maty CISSE, *Vice-présidente du Conseil Départemental De Kaolack (Sénégal)*
- Khadija DOUAYRI, *Présidente de la commission développement économique, social, culturel et environnemental, Conseil Régional de l'Oriental (Maroc)*
- Hamida El KOUICHE, *CECT/Oujda - Centre d'Excellence Coaching Territorial (Maroc)*
- Brahim BENDOUDA, *CECT/Oujda - Centre d'Excellence Coaching Territorial (Maroc)*





Finance sociale, banque sociale et investissement social

Modératrice : Aminata DIOP SAMB, *Directrice Générale du FODEM - Fonds de Développement et de solidarité Municipal (Sénégal)*

Intervenants :

- Elías MICHELENA, *Analyste financier, RISQ - Réseau d'Investissement Social du Québec (Canada)*
- Joannie BOURNIVAL, *RISQ (Canada)*
- Marc-André LEDOUX, *Directeur de Finsocial (Sénégal)*
- Mawuko Anani Afangnibo EKUHOGO, *ONG ANAVIE - Association Nos Années de Vie (Togo)*
- Gabriele GUGLIETTI, *Responsable relations institutionnelles et étrangères, BancaEtica (Italie)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Renforcement des liens entre les écosystèmes de soutien à l'économie sociale et ceux soutenant l'entrepreneuriat et l'innovation, afin de favoriser le développement et la valorisation des entreprises collectives innovantes dans l'économie générale
- Incompatibilité de la finance capitaliste et de l'ESS
- Réglementation de la finance sociale car les banques ne financent pas les entreprises sociales
- Finance islamique, système de rémunération
- Résultats des différents projets présentés de structures ayant mis en place des outils de financement qui aident à répondre à des besoins émergents de l'écosystème
- Modalités d'accompagnement des banques aux acteurs de l'ESS pour bancariser autrement et valoriser les innovations d'Économie Sociale
- Outils de financement, instruments juridiques et mécanismes bancaires

Principales recommandations

- Montrer le mécanisme concret et opérationnel de la finance sociale et ses interactions avec d'autres sources de financement
- Impulser le développement de politiques nationales et locales structurantes sur les territoires au service de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable
- Plaidoyer pour la mise en place d'un cadre institutionnel : inciter les autorités monétaires à mettre en place un cadre réglementaire et un dispositif technique et financier de soutien aux entreprises sociales
- Intervenir à travers les collectivités territoriales
- Trouver des stratégies de résilience des acteurs
- Diffuser une base de données réelle sur les structures de financement des entreprises sociales vers les populations cibles
- Développer des solutions pour le financement participatif des entreprises sociales

Principaux points soulevés par les intervenants

Elías MICHELENA & Joannie BOURNIVAL

- Financer l'innovation et l'essaimage en ESS au Québec
- Innovation sociale en ESS
- Création du Fonds aide technique, sans remboursement de capital ni intérêt avant la réalisation du projet pour un maximum de 3 ans
- Accompagnement sur le terrain avant de financer les projets
- Incubateur jeunesse appelé SISMIC, dédié à l'ESS
- FICES (Fonds d'Innovation et Croissance en Économie Sociale), prêt remboursable selon une proportion de revenus
- Fonds régionaux pour créer l'effet de levier

Marc-André LEDOUX

- FIN SOCIAL est une solution de financement pour les entreprises sociales qui ne peuvent pas se baser sur la finance capitaliste
- La solution demeure la finance sociale
- Entreprise sociale : primauté de la finalité sociale, démocratie participative, transformation sociale
- La finance islamique (Mousharaka, Salam, Qard) est une finance participative
- Mise en commun de ressources
- Pas de garantie, droit de gérance de l'investisseur jusqu'à remboursement
- Seule la qualité du projet est privilégiée pour le financement

thème 5

- Moudharaba : contrat de fiducie / Wakala : contrat de mandat d'investissement
- Mise en place d'un panier de plans d'affaires de méso-entreprises sociales, prêts pour financements
- Mise en place d'une école populaire de formation en ESS (EPESSA)
- Mise en place d'un guichet participatif pour financement à court terme

Mawuko Anani A. EKHUHOHO

- Mis en place d'un mécanisme, ECOSSOL FOLLOW au Togo, une communauté d'acteurs partageant des valeurs de l'ESS dans une perspective de partenariat
- L'expérience de l'ONG ANAVIE
- ECOSSOL FOLLOW comme solution alternative de financement à travers l'épargne sociale à taux 0, le dépôt à Terme Social à 1%, le Crédit Social (taux préférentiel)

Plusieurs types :

- Follow Angels : Épargnant social ou investisseur providentiel
- Follow Equity : Épargnant solidaire ou investisseur d'impact
- Follow Project : Entrepreneur ou porteur de projet à impact
- Follow Mentor : Personne ressource, mentor
- ECOSSOL FOLLOW : éduquer avant le financement et accompagner après
- Epargne dans les banques

Gabriele GUGLIETTI

- Banca Etica, Banque sociale éthique, Banque de proximité, éducation à l'épargne et à une finance responsable en Italie
- Impact social
- Banca Etica, sponsor de Atletico Diritti, une équipe de prisonniers
- Fonds de garantie pour les entreprises sociales



Dominique LESAFFRE
Mohamed ATTANDA
Milder VILLEGAS
Rachid SAM





Inclusion financière et sociale dans les territoires

Modératrice : Marie Seynabou NDIAYE, *Conseillère technique au Ministère des collectivités territoriales (Sénégal)*

Intervenants :

- Amadou SARR, *Directeur de la Microfinance et l'inclusion financière, Ministère de la Microfinance et de l'ESS (Sénégal)*
- Diéry SENE, *Directeur, FANSOTO - Microfinance sociale (Sénégal)*
- Nathalie VILLEMUR, *Chargée de projet, Chantier de l'économie sociale (Canada)*
- Mireille PELCHAT, *RISQ - Réseau d'Investissement Social du Québec (Canada)*
- Jaël ELYSÉE, *Fonds Afro-entrepreneur (Canada)*
- Lidia Carolina RUÍZ SERRANO, *Directrice générale, Red Fasco (Guatemala)*
- Álvaro PORRO GONZÁLEZ, *Commissaire à l'économie sociale, au développement local et à la politique alimentaire, Mairie de Barcelone (Espagne)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Manque de compréhension de la population locale sur l'intervention des institutions de microfinances / manque de culture de crédits / manque de sensibilisation
- Potentiels clients du FANSOTO existent bien au Sénégal, reconnaissance comme une entreprise d'ESS
- Financement du domaine de la santé par les entreprises d'ESS
- Place centrale de l'éducation financière
- Pérennisation des financements octroyés aux bénéficiaires de l'ESS
- Responsabilité individuelle ou collective des bénéficiaires
- Déficit des moyens pour financer toutes les demandes des entreprises d'ESS
- Problématique du financement de la formation des acteurs

Principales recommandations

- Education financière à diriger vers les individus et les ménages
- Développer des partenariats pour une répliquabilité des expériences au Sénégal
- Chaque pays doit avoir une stratégie d'éducation financière
- Protéger les consommateurs à travers la présence d'un médiateur pour chaque pays

Principaux points soulevés par les intervenants

Amadou SARR

- Définition du terme d'inclusion financière
- Contexte de l'inclusion financière au Sénégal en particulier et dans la zone UEMOA en général
- Mise sur pied des services adaptés et leur utilisation
- Les quatre axes définis au Sénégal par le Ministère de l'ESS
- L'état de la bancarisation au Sénégal
- L'implication des Collectivités territoriales
- L'Etat exige à tous les acteurs publics de se référer à l'élaboration des politiques publiques dans le domaine de l'ESS

Diéry SENE

- Partage de l'expérience de l'institution de microfinance sociale FANSOTO basée en Casamance
- Cibles de FANSOTO : les femmes et les jeunes
- Objectif de FANSOTO : Faciliter l'accès au crédit
- Services financiers et non financiers
- Formation gratuite pour les bénéficiaires
- Gestion de performance sociale

Nathalie VILLEMUR et Mireille PELCHAT

- RISQ est une institution de microfinance qui accompagne les organisations communautaires
- Fondée sur un constat réel (hausse des loyers...)
- Initiative immobilière à Grand Montréal
- Recherche de partenaires nationaux
- Organisation du sommet socio-économique
- Fonds d'investissement social (pas gratuit mais plus accessible)
- Assister les personnes atteintes de maladies mentales pour obtenir un logement

thème 5

Jaël ELYSÉE

- Partage d'une expérience d'entrepreneur social au Canada
- Faible taux des communautés noires dans l'entreprenariat
- Taux de chômage élevé pour les communautés noires
- Exclusion du système bancaire classique
- Création d'un fonds Entrepreneur de démarrage pour les communautés noires
- Financement sous forme de prêt, souple et adapté au bénéficiaire
- Évaluation des remboursements au cas par cas
- Tous les secteurs d'activités peuvent être financés par cette institution
- Accompagnement technique pour les entrepreneurs noirs
- Interventions au Sénégal, Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Canada

Lidia Carolina RUÍZ SERRANO

- Red Fasco, une initiative lancée au Guatemala
- Financement des associations
- Besoins de partenaires étrangers
- Renforcement et développement des compétences techniques et non techniques
- Création d'une banque, pour avoir un portefeuille de crédit
- Collaboration avec les acteurs de l'ESS pour un travail collectif
- Projet d'économie d'échelle
- En quelques chiffres : 72 millions de dollars, 32 000 clients dont 28% de femmes, 82% pour la zone rurale, 486 emplois et 180 emplois indirects

Álvaro PORRO GONZÁLEZ

- Partage d'une expérience d'innovation socio-économique et ESS à Barcelone
- Appui aux entreprises et associations
- Des instruments adaptés comme le Fonds municipal d'accès au financement de l'ESS
- Fonds d'investissement économique et social et solidaire qui sert de garantie aux bénéficiaires
- La coopérative paie à travers ses fonds
- Facilite le crédit aux coopératives





Quels accès aux financements pour les entrepreneurs de l'ESS ? Comment le faciliter ?

Session proposée par PPI - People Power Inclusion, Groupe SOS

Moderatrice : Audrey NEGUI, PPI - People Power Inclusion, Groupe SOS (France)

Intervenants :

- Fatou DIOP, *Directrice Générale, Calinou'nou (Sénégal)*
- Mamadou Lamine GUEYE, *Directeur, CAURIE-MF - Coopérative Autonome pour le Renforcement des Initiatives Economiques par la Microfinance (Sénégal)*
- Mihoub MEZOUAGHI, *Directeur exécutif des Études, Recherches et Savoirs, AFD - Agence Française de Développement (Maroc)*
- Bara NDAW, *Directeur des opérations en Afrique de l'Ouest et centrale, PPI - People Power Inclusion, Groupe SOS (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Les entrepreneurs avec un impact social devraient être privilégiés dans leur accès au financement, que ce soit par le secteur financier privé ou les autres financeurs
- Pour faciliter le développement de l'ESS, il faut améliorer le cadre réglementaire en mettant en place des alternatives de financement et des projets à fort impact économique et social
- L'ESS doit aussi cibler des projets qui auront un impact socio-économique de création d'emplois et de valeur ajoutée pour les groupes vulnérables
- Inégalités hommes/femmes dans l'accès aux financements

Principales recommandations

- Prendre en compte la spécificité du secteur informel pour une plus grande inclusion financière
- Mettre en place un dispositif réglementaire et institutionnel adapté à l'ESS
- Accompagner et former les porteurs de projets sur le plan technique et financier
- Créer une plateforme unique de financement et d'encadrement pour l'ESS
- Améliorer et introduire de nouveaux instruments de financement adaptés pour les groupes vulnérables et les jeunes
- Répertoire des pistes de financements innovants et/ou de pilote pour tester avec des acteurs financiers des outils de scoring financiers adaptés aux acteurs de l'ESS

Principaux points soulevés par les intervenants

Fatou DIOP

- Présentation d'une entreprise d'aide à domicile
- Problème d'accès des femmes aux financements
- Un projet social né dans un contexte où l'aide à domicile était un secteur à moderniser pour prendre en compte les besoins des femmes travailleuses

Mihoub MEZOUAGHI

- Les structures d'encadrement et de financement
- Expériences partagées : le cas de l'agence française de développement (AFD), l'encadrement des petites et moyennes entreprises et l'exemple de la DER
- Différents mécanismes de financement et de formations des petites et moyennes entreprises et des coopératives.
- Promotion de l'élargissement des financements à l'ensemble du tissu économique

Mamadou Lamine GUEYE

- L'exemple de l'institution de microfinance Caurie
- Présentation de la doctrine et la vision de cette institution qui a décidé de travailler au début uniquement avec les groupes vulnérables, notamment les femmes dans le monde rural
- Mise en place par l'institution des bancs villageois de 30 femmes, des structures de 15 femmes pour prendre en compte les petits villages en terme de représentativité

Bara NDAW

- Le respect du bien commun
- Destination universelle des ressources naturelles
- Une solidarité humaine pour préserver le respect du bien commun

thème 5





Migration et microfinance : l'épanouissement personnel comme alternative à la migration

Session proposée par l'ONG LVIA - Association Internationale des Volontaires Laïques (Italie)

Modérateur : Roberto RIDOLFI, *Président de LINK2007 (Italie)*

Intervenants :

- Italo RIZZI, *LVIA (Italie)*
- Jean CONSTANTINESCO, *Administrateur Directeur des Programmes, PNUD (Suisse)*
- Marina SENAMI MONKOUN, *Responsable Technique de Projets pour l'Autonomisation des Jeunes, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (Sénégal)*
- Oumou MODIBO KEITA, *Présidente, JVE - Jeune Volontaire pour l'environnement (Mali)*
- Djibril NIANG (*Sénégal*), Olivia TUINA (*Burkina Faso*), Ayoub Abdou SANI (*Niger*), *JVE- Jeune Volontaire pour l'environnement*
- Alexandro, *LVIA (Italie)*
- Gabriele GUGLIETTI, *Responsable relations institutionnelles et étrangères, BancaEtica (Italie)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Table ronde avec des acteurs internationaux et locaux sur l'accompagnement et l'insertion professionnelle des jeunes
- Focus sur le thème de la migration et de la microfinance, avec des interventions des partenaires du projet « L'Épanouissement personnel comme alternative à la migration » et impliquant également d'autres acteurs stratégiques au niveau de l'Afrique de l'Ouest
- Échange sur les bonnes pratiques et les éléments critiques ou les obstacles rencontrés
- Enjeu de formation et d'outillage des jeunes

Principales recommandations

- Créer des réseaux de jeunes, réseaux de la diaspora, réseaux des agences de microfinance
- Rendre accessible les modalités de financement
- Mettre la jeunesse au cœur des actions
- Utiliser l'agroécologie comme opportunité pour créer des emplois verts décents
- Intégrer la migration des jeunes dans la planification des politiques publiques

Principaux points soulevés par les intervenants

Italo RIZZI

- Mise en place du projet Link 2007 avec l'appui du Ministère des affaires étrangères
- Renforcement des capacités d'emploi, de formation et de création d'activités génératrices de revenus pour l'épanouissement personnel
- Création de meilleures perspectives de vie
- Accord de partenariat avec LVIA
- Décisions en faveur de la jeunesse
- Formation adéquate sur les risques de la migration irrégulière
- Renforcement des capacités pour les jeunes et leurs familles
- Renforcer la capacité à générer un revenu décent
- Renforcer le dialogue et la concertation au niveau régional avec des méthodes de communication innovantes

- Renforcer les opportunités d'intégration et de création d'entreprises, avec l'implication des jeunes et des migrants de retour
- Travailler sur la formation, l'incubation et le développement personnel
- Cartographie de la dynamique des opportunités de formation et d'insertion

Jean CONSTANTINESCO

- Le PNUD appuie la jeunesse
- Migration comme un symptôme
- Migration comme phénomène choisi et non subi
- Une éducation accessible de qualité et des emplois décents comme défis du PNUD
- Revalorisation des métiers traditionnels comme au Bénin
- Soutenir les champions locaux de l'ESS

thème 5

Marina SENAMI MONKOUN

- Le PNUD vise la sécurité climatique
- Autonomisation des jeunes et entrepreneuriat
- Réduire le radicalisme
- Développer un réseau sur le changement climatique
- Changement socioéconomique opérationnel
- Appui aux agriculteurs et éleveurs du Niger, Burkina Faso et Mali
- Prendre en compte les jeunes des milieux ruraux

Oumou MODIBO KEITA

- Réduire les inégalités et injustices
- Développer des compétences solidaires
- Organiser des actions de mobilisation et de sensibilisation
- Solutionner pour sédentariser les jeunes
- Accompagner les jeunes dans l'accès aux emplois verts

Djibril NIANG

- Organiser des mobilisations sociales
- Formation en entrepreneuriat et en gestion de projets
- Mettre en place des sites pour l'agroécologie et permettre ainsi la création de potagers
- Créer des activités génératrices de revenus
- Former 100 jeunes en communication dans les réseaux sociaux

Olivia TUINA

- Mise en place d'un cadre de concertation sur la migration au Ministère de l'Intérieur du Niger
- Migration causée par le climat
- Identifier les besoins pour l'intégration de la migration dans les politiques et dans la planification climatique
- Ethical et Hub pour promouvoir l'entrepreneuriat

Ayouba Abdou SANI

- Promotion de l'éducation environnementale
- Éducation et formation pour lutter contre le changement climatique
- Mise en place au Mali d'initiatives comme le CAP SUR CAP, Tabaski Ecolo 2021
- Valoriser les déchets pour la création d'emplois verts
- Outiller les jeunes sur les questions du changement climatique

Alexandro

- Banque éthique
- Financement pour des personnes exclues du système bancaire
- Prêter de l'argent avec des taux d'intérêts faibles

Gabriele GLUGLIETTI

- L'Italie comme pays de migration
- Intervenir dans plusieurs pays, mobiliser plusieurs acteurs
- Renforcer le travail de communication
- Création de réseaux de jeunes
- Création d'opportunités viables
- Mettre en commun plusieurs acteurs avec les groupes vulnérables, notamment les femmes dans le monde rural





Cadre légal et structuration du secteur de la finance sociale et solidaire

Modérateur : Bernard NDOUR, *Conseiller en finance et administration sénior, MCE Conseils (Canada)*

Intervenants :

- Emmanuelle ROUSSET, *Vice-Présidente, Département d'Ille-et-Vilaine (France)*
- Flore LATOURNERIE, *Chargée de projets internationaux FAIR - Financer Accompagner Impacter Rassembler (France)*
- Séraphin GASORE, *INSP!R Zamuka - Réseau international pour les droits à la protection sociale (Rwanda)*
- Khady SAMBA, *Directrice de la Promotion de l'économie sociale et solidaire, Ministère de la Microfinance et de l'ESS (Sénégal)*
- Aminata LO MBACKÉ, *Cheffe du service de la Microfinance et de l'Inclusion Financière/ Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Les entreprises d'économie sociale ont une contribution claire et diversifiée au développement social et économique des collectivités et des territoires et sont ainsi des partenaires naturels aux autorités municipales pour offrir des produits et services face à leurs prérogatives et créer des emplois durables
- Les entreprises d'économie sociale sont souvent caractérisées par des sources de revenus diversifiées (public, mutualisation, privé) et de faibles niveaux de capitalisation, contraintes pesant sur leur financement
- Discussion sur le rapport entre les acteurs de l'ESS et les banques de développement
- La meilleure stratégie pour les entreprises est de construire un écosystème d'institutions et de produits financiers complémentaires
- Co-construction entre acteurs et ADE
- Nécessité de permettre aux entreprises sociales de gagner des marchés dans la commande publique

Principales recommandations

- Financer des projets de commerce en milieu rural et remettre en place la filière de la terre
- Réajuster les politiques publiques : « tout seul, on va vite, ensemble on va loin »
- Mettre en place des banques sociales et mener le plaidoyer pour réduire la lourdeur administrative
- Mettre en place des stratégies d'accompagnement en faveur des ESS
- Harmoniser les concepts
- Mettre en place des sessions de formation sur l'éducation financière

Principaux points soulevés par les intervenants

Emmanuelle ROUSSET

- L'Ille-et-Vilaine, une collectivité engagée pour l'ESS et un réseau d'acteurs ESS structuré
- Coopération de financement
- Mise en place d'une commission
- Contexte territorial fragile (milieu rural, quartiers, politique de la ville)
- Articulation avec l'Écosystème / Pôle ESS
- Obtention d'une subvention de 15 000 euros pour financer les jeunes et les femmes
- Accompagnement en rapport avec les besoins du territoire
- Accompagnement social des personnes fragiles

Flore LATOURNERIE

- L'offre de capital et la demande de capital, Financer, Accompagner, Impacter, Rassembler (FAIR)
- Mobilisation des banques et des régulateurs des pouvoirs publics pour mettre en place cet écosystème
- Finance solidaire, rassembler l'argent des populations
- Aider les acteurs communautaires à se faire connaître
- Collecter de l'argent sans savoir qui en bénéficiera
- Agrément pour formaliser les investisseurs et les demandeurs de financements
- Fonds innovants pour permettre aux acteurs d'investir

thème 5

Séraphin GASORE

- Mise en place d'un fonds pour un progrès socio-économique et de réconciliation
- Création de la Rwanda Cooperative Agency
- Appui aux initiatives de femmes et de jeunes regroupés en coopératives en milieu rural
- 40000 initiatives de l'ESS appuyées
- Progrès socio-économiques indéniables dans les ménages
- Capacités accrues pour payer l'assurance maladie communautaire (mutuelle de santé)
- Travail décent et protection sociale
- Plaidoyer pour réduire la lourdeur administrative
- Gestion saine des coopératives et associations
- Suivi des fonds investis
- Levier social de développement des ménages

Khady SAMBA

- L'exemple de l'expérience ESS au Sénégal :
- Conditions d'octroi ne répondant pas aux situations des acteurs
- Des acteurs misant sur l'impact social (Impact de leurs activités sur la société)
- Reconnaissance juridique des acteurs de l'ESS
- Mesures incitatives offertes par la loi de l'ESS, Inadéquation entre l'offre et la demande
- Protection sociale pour l'accès à la santé

Aminata LO MBACKÉ

- Stratégie régionale de financement
- Permettre à la population d'accéder aux services financiers traditionnels
- Promotion du cadre légal pour la microfinance,
- Innovations favorables au secteur financier : éducation financière et dispositif PME-PMI

ATELIER 5AT2

RETOUR AU SOMMAIRE

Accompagner le financement des organisations et entreprises de l'ESS

Modérateur : Ahmed BENBOUZID, *Directeur Général, MicroEntreprendre (Canada)*

Intervenants :

- Martin-Pierre NOMBRE, *Caisse d'économie solidaire Desjardins (Canada)*
- Carole COUTURIER, *PMEMTL - Accompagnement et financement pour les entrepreneurs à Montréal (Canada)*
- Cécile VERGIER, *Commissaire au développement économique - Innovation Sociale, Ville de Montréal (Canada)*
- Heykel BOUAZZA, *Chargé de mission ESS et Innovation Social, Conseil régional Nouvelle-Aquitaine (France)*
- Nicole Olga MANSIS, *Directrice générale, Fonds National de Microfinance (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Les acteurs de l'ESS redoublent d'imagination et de créativité pour créer ou bonifier des outils de financement des organisations et entreprises de l'ESS
- L'atelier a présenté des modèles en développement et ayant fait leurs preuves, dans un objectif d'échanger sur les bonnes pratiques en la matière
- Parole donnée à des praticiens de plusieurs continents pour présenter des modèles de pratiques en matière de financement de l'ESS

Principale recommandation

Engager un changement d'échelle pour les meilleures pratiques, pour soutenir la transition vers des économies collectives et durables pour les territoires

Principaux points soulevés par les intervenants

- Les enjeux liés à la mobilisation des communautés et des acteurs pour le développement et la bonification des outils financiers et contribuer à la transition vers des économies collectives et durables pour les territoires
- Les modalités, stratégies et contraintes liées au financement des organisations et entreprises de l'ESS
- La manière de créer des structures de financement délocalisées au sein des collectivités territoriales pour soutenir les acteurs de l'ESS
- Les mécanismes de financements alternatifs et innovants



Outils de financements de l'agriculture et de la transition écologique et sociale

Modérateur : Souleymane SARR, *Directeur Général Adjoint, ACEP - Alliance de Crédit et d'Épargne pour la Production (Sénégal)*

Intervenants :

- André BAUDOUIN, *FISQ - Fonds d'Investissement Solidaire du Québec (Canada)*
- Joan PENCHE, *SIDI - Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (France)*
- Abdou-Rasmané OUEDRAOGO, *Directeur général, UBTEC/Naam - Union des Baoré Tradition d'Épargne et de Crédit (Burkina Faso)*
- Dominique OWEKISA, *Directeur de projet, DID - Développement International Desjardins (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Rentabilité du modèle de commerce équitable
- Articulations entre les projets d'agroécologie et les collectivités territoriales
- Un atelier autour de la question de l'agriculture biologique, le contrôle bio
- Développement social et agroécologique pour servir la transition écologique sociale
- Stratégies d'accompagnement et de financement des acteurs locaux
- Triptyque : commerce équitable, transition écologique, protection de l'environnement
- Présentation et pistes de réflexion sur un modèle de financement
- Difficulté d'accès aux financements
- Les déterminants non médicaux de la santé
- Agroécologie et insécurité territoriale
- Rapport entre financement et agroécologie

Principales recommandations

- Mettre en place des contrats d'achats pluriannuels entre acheteurs et producteurs
- Valoriser de modèles économiques inclusifs
- Financer / Trouver des financements pour des organisations de producteurs certifiées commerce équitable et souvent bio, comme levier d'action pertinent pour appuyer la transition écologique et sociale
- Favoriser le commerce équitable
- Recourir à certaines pratiques ancestrales pour protéger l'environnement
- Harmoniser et consolider les différentes actions

Principaux points soulevés par les intervenants

André BAUDOUIN

- Financement entravé
- Faire du crédit : garantie, rentabilité, confiance
- Aller vers l'énergie verte, l'agroécologie
- Une attraction basée sur la confiance qui se gagne en étant près du milieu
- Programme spécifique énergies renouvelables
- Objectifs : faciliter l'accès aux sources d'énergies vertes renouvelables
- Fonds d'investissement solidaire du Québec, un outil financier socialement responsable, soutenu et financé par 16 OCI du Québec
- Un fonds de 500 000\$, programme de 5 ans
- Appels à projets pour chaque volet

Joan PENCHE

- Le SIDI, un investisseur solidaire pour améliorer les conditions de vie des populations vulnérables
- 54 millions d'euro investis

- Organisations de producteurs, PME Sociales, au Sénégal, en partenariat avec Pamecas
- Commerce équitable : garantir aux consommateurs que les producteurs se regroupent en organisations participatives et sont justement rémunérés
- Label de commerce équitable
- Lien avec les concepts de FAIRTRADE, MAX HAVE-LAAR, FAIR

Abdou-Rasmané OUEDRAOGO

- Financement de la transition écologique
- Solutions au changement climatique
- Recensement de pratiques agricoles et non agricoles impactant l'environnement
- Renforcement des capacités des clients
- Acceptation du profil d'agronome lors des recrutements d'agents de crédits
- Les bénéfices de l'adoption de l'agroécologie (moins de cultures malades)

thème 5

Dominique OWEKISA

- Priorité d'action envers les jeunes et les femmes
- Approche systémique à plusieurs niveaux : entreprises familiales, institutions financières, associations, coopératives et chaîne de valeurs
- Cartographier les innovations en rapport avec les institutions et nos partenaires
- Recourir à l'agroécologie

ATELIER 5AT6

RETOUR AU SOMMAIRE

Digitalisation financière et promotion de l'ESS

Modérateur : Bernard NDOUR, *Conseiller en finance et administration sénior, MCE Conseils (Canada)*

Intervenants :

- Malick SEYE, *Directeur Régional Afrique de l'Ouest pour DID - Développement International Desjardins (Sénégal)*
- Déboye NIANG, *PDG, Cabinet Carrée (Sénégal)*
- Mamadou COULIBALY, *Directeur Général Adjoint, KAFO JIGINEW (Mali)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Besoin d'une adaptation aux contraintes : problème de connexion, difficulté d'accès aux services et à la digitalisation, à l'alphabétisation
- Affirmation de la nécessité de la co-construction avec tous les acteurs du système qu'il faut trouver dans leur contexte, leur environnement
- Question de la sécurité soulevée pour éviter les cas de fraude
- Garantie solidaire
- Relation avec les banques classiques et digitalisation des épargnes

Principales recommandations

- Fournir des outils de sécurité pour gagner la confiance des populations
- Réfléchir sur les enjeux actuels
- Identifier les besoins des acteurs et s'y référer pour l'élaboration de projets
- Former et faire de l'éducation digitale pour favoriser l'utilisation des outils numériques
- Convaincre des partenaires techniques
- Créer des nano-recouvrements
- Permettre aux acteurs de faire des transactions et des retraits bancaires
- Mutualiser les acteurs

Principaux points soulevés par les intervenants

Malick SEYE

- Le Développement International Desjardins
- L'assistance technique, conseil, investissement
- Favoriser l'inclusion financière pour l'autonomie
- Collecter l'argent en trouvant les populations
- Nouveaux types de clients exigeants, mobiles et sensibles aux prix

Déboye NIANG

- Projet micro' trans, étude de marché pour comprendre le travail des taximen
- Assurer les taximen
- Les acteurs, meilleurs experts de nos systèmes
- Dispositif de traçage des revenus des taximen
- Co-construction de solutions avec les taximen
- Mettre en place une mutuelle pour les taximen

Mamadou COULIBALY

- Intervention en milieu rural et services innovants
- Kafo Jiginew : l'union des greniers, 458 000 membres
- Mission : offrir des services financiers de proximité au plus grand nombre de maliens possible
- Plusieurs types de financement proposés aux exploitants agricoles familiaux
- Service innovant proposé : la carte Danaya Cash avec la FINAO
- Construction de partenariats avec Sama money, Wave
- Actions en cours pour l'émission de monnaies électroniques
- Création d'une base de données pour le processus de digitalisation



L'entrepreneuriat inclusif et social au cœur des enjeux territoriaux

Session proposée par la Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (DER/FJ), attachée à la Présidence de la République du Sénégal

Modérateur : Codé LO, *Directeur adjoint des études, de la planification stratégique et du suivi & évaluation, DER/FJ - Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes (Sénégal)*

Intervenants :

- Khady SAMBA, *Directrice de la Promotion de l'ESS, Ministère de la Microfinance et de l'ESS (Sénégal)*
- Abdoulaye CISSE, *Responsable Développement des Capacités, ENDA ECOPOP - Espaces de Co production et d'Offres Populaires pour l'Environnement et le Développement en Afrique (Sénégal)*
- Bagoré BATHILY, *Directeur, Laiterie du Berger (Sénégal)*
- Marina GNING, *PDG, API Afrique (Sénégal)*
- Mamba SQUARE, *Co-fondateur de Makesense Africa, Co-organisateur du Pré-Forum Jeun'ESS (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Les intervenants ont fait part de leurs expériences du point de vue des politiques publiques et de la réglementation, et ont formulé des propositions sur les mesures qu'il conviendrait de prendre aux niveaux régional et international pour des perspectives d'innovation futures
- L'émergence de l'ESS appelle aujourd'hui à un effort soutenu et exceptionnel de la part de toutes les couches, publique comme privée, pour une organisation coopérative des acteurs
- Problème soulevé de l'accès aux financements pour les acteurs de l'ESS et du manque d'implication des jeunes à entreprendre dans l'ESS

Principales recommandations

- Renforcement des synergies entre acteurs
- La structuration de financement et d'accompagnement
- Mettre en place les 3F dans le secteur de l'ESS : formation, formalisation et financement
- Mettre en place une politique d'ESS répondant à des standards internationaux

Principaux points soulevés par les intervenants

Khady SAMBA

- L'importance de l'entrepreneuriat en ESS, favorisant une croissance inclusive durable dans un territoire
- Nécessité de comprendre le secteur
- Nécessité d'aller vers les populations, recueillir leur compréhension de l'économie sociale et solidaire mais aussi leurs attentes par rapport à l'État
- Manque d'interlocuteurs
- Problème du cadre référentiel pour les acteurs de l'ESS
- Problème d'encadrement des capacités pour l'ESS

Abdoulaye CISSE

- Le problème de la réglementation du secteur
- La formalisation (formation, assistance, etc.)
- DER/FJ (Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes) comme acteur de l'ESS
- Les quatre types de produits financiers (nano-crédits, micro-crédits, soutien des OTPME et structuration de la chaîne de valeur) pour l'accompagnement financier et non financier de l'entrepreneuriat inclusif et social

Bagoré BATHILY

- Analyse sur l'insuffisance de laiteries au Sénégal

Marina GNING

- La question de réduction des déchets
- Exemple de produits d'hygiène réutilisables

thème 5

SESSION 5SA3

RETOUR AU SOMMAIRE

Les stratégies locales de financement et d'encadrement des jeunes et femmes de la Ville de Dakar : l'exemple du FODEM (Fonds du Développement et de la solidarité Municipal)

Session proposée par le FODEM - Fonds de Développement et de la solidarité Municipal de Dakar (Sénégal)

Modératrice : Lucie DEMERS, *Directrice stratégie et développement, FILACTION (Canada)*

Intervenants :

- Aminata DIOP SAMB, *Directrice Générale du FODEM - Fonds de Développement et de solidarité Municipal (Sénégal)*
- Mme GUEYE, *Ministère des Finances et du Budget (Sénégal)*
- Adja Hélène AW, *Chargée de programme, CECI - Centre d'Études et de Coopération Internationale (Sénégal)*
- Moulaye SECK, *Directeur, SYMAD - Synergie des marchands ambulants pour le développement (Sénégal)*
- Pape KONARÉ DIAITE, *Directeur de l'Éducation et de l'Insertion à Dakar (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Atelier de discussion sur l'accès au financement pour les acteurs de l'ESS et la formalisation des activités des acteurs de l'informel
- Les obstacles à l'accès au financement ont été soulevés (manque de formation et de professionnalisation des acteurs de l'ESS)
- Les formations sur les techniques commerciales
- Les finances islamiques

Principale recommandation

- Mettre en place un dispositif de financement parallèle à ceux de l'État
- Valorisation et construction de partenariat État - collectivités territoriales - acteurs
- Appuyer les collectivités territoriales par la mise en œuvre d'un fonds par le ministère de l'ESS
- Mettre en place des accompagnements des jeunes et des femmes
- Mettre en place des formations sur le financement et sur le social
- Mettre en place des mécanismes de solidarité
- Impliquer les acteurs du secteur informel dans la mise en place des lois et politiques
- Trouver un modèle de financement intégré
- Limitation des taux d'intérêt

Principaux points soulevés par les intervenants

Aminata DIOP SAMB

- L'ESS, ADN des femmes
- L'Humain au centre des préoccupations
- Financer les acteurs de l'ESS par des mutuelles d'épargne et de crédit
- Formation des acteurs de l'ESS par la Ville de Dakar
- Appui aux collectivités territoriales par la mise en œuvre d'un fonds par le ministère de l'ESS

Mme GUEYE

- Similitudes entre microfinance et Économie Sociale et Solidaire
- Désert bancaire dans certaines zones
- Mettre l'accent sur le financement
- Former les promoteurs

Adja Hélène AW

- Renforcement du pouvoir économique des femmes
- Résilience face aux changements climatiques
- Problème d'accès aux ressources

Moulaye SECK

- Transformation de l'économie informelle en économie formelle
- Formation des ambulants

Pape KONARÉ DIAITE

- 300 anciens détenus organisés en GIE
- Fonds pour le financement de l'éducation
- Financer les études des jeunes et des femmes



La finance solidaire au service du développement de l'économie sociale : l'expérience d'INAISE

Session proposée par l'INAISE - Association Internationale des Investisseurs dans l'Économie Sociale

Modérateur : Bernard NDOUR, *Conseiller en finance et administration sénior, MCE Conseils (Canada)*

Intervenants :

- Ghislaine MAMPOUYA MACKIZA, *Directrice, CAPPED - Caisse de Participation à la Promotion des Entreprises et à leur Développement (République du Congo)*
- Adnan FARAMAND, *Président, ACAD Finance (Palestine)*
- Milder VILLEGAS, *Directeur Général, FILACTION; Président, CAP Finance Québec (Canada)*
- Denise Fatoumata NDOUR, *Présidente d'INAISE, Sen'Finances (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Présentation d'exemples de partenariats entre membres d'INAISE
- Harmonisation des interventions d'INAISE, qui est une alternative pour les acteurs de l'ESS
- Modalités de financement des projets sociaux
- Discussion autour de l'accessibilité des financements
- INAISE pour développer des entreprises sociales

Principales recommandations

- Mettre nos idées en communs
- Échanger sur les expériences
- Formuler l'ESS dans différentes échelles
- Aider les entreprises à beaucoup produire
- Trouver une alternative au financement à court terme

Principaux points soulevés par les intervenants

Ghislaine MAMPOUYA MACKIZASE

- Présentation de la CAPPED (Caisse de participation à la promotion des entreprises et à leur développement)
- Appuyer les jeunes venant du cursus scolaire
- Mettre en place une structure pour aider les jeunes à se prendre en charge
- Approche axée sur la solidarité
- Création de caisses pour les exclus des prêts par faute de garantie
- Fonds de l'UE alloué aux femmes
- Mamans banane : femmes qui s'approvisionnent ensemble et distribuent selon le montant que chacun a apporté
- Mamans chine : femmes qui ont eu des crédits de 50000 et sont devenues aujourd'hui des exportatrices qui embauchent
- Argent mis en commun et financement par micro-crédit
- Plateforme d'échange d'expériences

Adnan FARAMAND

- L'expérience de la Palestine
- Communication avec les communautés internationales
- Impliquer les investisseurs dans le monde
- Microfinance pour aider femmes et jeunes
- Aider les personnes vulnérables dans leurs projets
- Mise en place de systèmes de garantie et augmentation du montant de financement
- La garantie de crédit pour éviter les difficultés
- Miser sur le développement social

Milder VILLEGAS

- L'Économie Sociale et les finances sociales
- L'ES, partie prenante de INAISE
- Appui aux coopératives du Pérou et de la Bolivie pour accroître leur production de café
- Dynamique sociale et charitable
- Injecter un fonds élevé de microcrédit pour les agriculteurs
- Expériences de FILACTION pour appuyer INAISE

thème 5

Denise Fatoumata NDOUR

- Présentation de la Fondation Sen'Finances : structure dédiée au financement et à l'accompagnement des institutions de microfinance et des TPE/PME
- Stratégie basée sur une forte présence sur le terrain, notamment en milieu rural, pour une meilleure analyse des demandes de financements
- Présentation de quelques exemples :
 - Les conditions des orpailleurs ont évolué avec les financements de Sen'Finances
 - Financement pour l'accès à l'énergie pour les femmes

SESSION 5SA7

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

La philanthropie religieuse et économique

Session proposée par le Ministère de la Microfinance et de l'Économie Sociale et Solidaire du Sénégal

Modérateur : Cheikh GUEYE, *CUIS - Cadre Unitaire de l'Islam au Sénégal*

Intervenants :

- Serigne Abdoul Hamid SY, *CEZAT - Cellule Zawiya Tijaniyya (Sénégal)*
- Seydina Aliou BOLY, *Secrétaire administratif, Fondation Thierno Ahmadou Barro (Sénégal)*
- M. THIAM, *Secrétaire administratif, Fonds Médina Baye (Sénégal)*
- M.SYLLA, *Secrétaire général, Touba Ca Kanam (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Présentation d'une corrélation entre philanthropie, Islam et ESS
- Selon les principes religieux de l'islam, la philanthropie est l'amour de l'humanité. Une action philanthropique exprime un système de valeurs intrinsèque caractérisant la bonté humaine envers son prochain. Cela s'exprime au travers des quatre expériences présentées durant cet atelier. Elles font pratiquement les mêmes activités sociales et solidaires à des degrés divers
- La philanthropie religieuse a également une fonction économique qui se traduit par des investissements productifs et des donations dont les revenus sont redistribués à la cause soutenue par le donateur
- Présentation de structures s'appuyant sur ces principes religieux

Principaux points soulevés par les intervenants

- Retour sur les principes de l'Islam et démonstration d'une corrélation entre philanthropie, Islam et ESS
- Dans le monde musulman, la philanthropie trouve sa source dans des pratiques sociales et solidaires comme la « Zakat » (2,5% de l'épargne que les citoyens ont réussi à se constituer au cours de l'année écoulée doit être consacrée à des œuvres caritatives) ou le « waqf » (fondation pieuse) et la « sadaqa » (aumône volontaire)
- Présentation de 5 organisations religieuses avec des pratiques de l'ESS
 - Rendoo Cheikhou Oumar foutiyou Tall ;
 - Touba Ca Kanam ;
 - Fondation Thierno Ahmadou Barro ;
 - Cellule Zawiya Tijaniyya CEZAT ;
 - Fond Médina Baye.
- Retour sur les activités principales de ces organisations
- Entreprenariat communautaire avec champs-daa-ras
- Mise en place de mutuelles de santé
- Incubateurs de jeunes apprenants
- Mise en place d'œuvres caritatives
- Coopération avec les structures étatiques à travers la coopération internationale
- Promotion des activités d'autonomisation des femmes
- Incubation des jeunes talibés
- Réalisation d'œuvres sociales
- Participation dans des programmes de développement local
- Secours aux indigents



Une réforme de l'environnement des microcrédits pour une nouvelle inclusion financière au bénéfice des femmes de l'économie informelle et du milieu rural du Sénégal

Session proposée par RECAFSEN - Réseau des communautés Autofinancées du Sénégal de l'association ViSCA17

Moderateur : Cherif Samsedine SARR, *Président de l'association Visca17 (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Les femmes doivent être formées et accompagnées avant de penser aux financements ou à l'autofinancement
- Besoin d'encourager l'entrepreneuriat féminin dans les secteurs ruraux qui constituent une part importante de l'économie
- Microcrédit controversé ? Réponse à l'exclusion sociale ou micro-endettement

Principales recommandations

- Formation des femmes à l'éducation financière
- Mettre en place un programme sincère pour valoriser l'entrepreneuriat féminin
- Formation devant passer par les jeunes
- Migrer vers les systèmes financiers décentralisés
- Initier les femmes sur les outils digitaux pour faire face à la concurrence
- Prendre le temps nécessaire pour former les femmes en langue locale

Principaux points soulevés par les intervenants

- Présentation du RECAFSEN et partage d'expérience
- Limites d'offre d'inclusion financière des institutions de microfinance
- Renforcement de l'accès aux financements pour les micro-entreprises et les petits projets
- L'entrepreneuriat féminin dans le secteur informels et en milieu rural
- La place de l'éducation financière dans le processus de l'inclusion financière et autonomisation économique des femmes
- Les services de financement adaptés aux besoins spécifiques des femmes.
- Réforme de l'environnement des micro crédits pour contribuer à réduire la pauvreté des femmes
- Mise en place d'une stratégie d'inclusion financière aux bénéfices des femmes dans la ruralité

thème 5

SESSION PFF5SA2

RETOUR AU SOMMAIRE

Pré-Forum Femm'ESS

Atelier de formation : « d'Entrepreneure à Cheffe d'entreprise »

Session proposée par Sen'Finances / Filaction

Modératrice : Lucie DEMERS, *Directrice stratégie et développement, FILACTION (Canada)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Même s'il existe des organisations de soutien à l'entrepreneuriat des femmes en Afrique de l'Ouest, il y a un manque d'outils adaptés à la situation des femmes entrepreneures. Les femmes ont besoin d'outils de gestion afin de procéder au développement et à la croissance de leurs entreprises
- Bien que les capitaux internationaux affluent en Afrique de l'Ouest, ce sont les outils d'apprentissage et de gestion de la croissance des entreprises détenues et gérées par des femmes qui font défaut
- Cette session vise à améliorer les connaissances des femmes entrepreneures afin qu'elles puissent profiter d'un encadrement adéquat avant, pendant et après une demande de financement, lors du démarrage ou de la croissance de leurs entreprises

Principales recommandations

- Sensibiliser à la culture entrepreneuriale féminine
- Identifier ses besoins spécifiques en tant que femmes entrepreneures
- Démystifier la question du financement de croissance pour les femmes entrepreneures
- Faciliter les partenariats entre les entrepreneures et le milieu financier
- Favoriser le réseautage entre les entrepreneures
- Améliorer la reddition des comptes des femmes entrepreneures auprès de leurs partenaires

Principaux points soulevés par les intervenants

- Mise à profit de l'expertise de Filaction en termes de soutien et financement des femmes entrepreneures au Québec en transférant les outils mis en place au cours des 20 dernières années.
- Discussion sur le développement des compétences nécessaires aux femmes entrepreneures, la planification des projets, le financement et la croissance de leurs entreprises
- L'importance des réseaux de soutien et de la reddition des comptes afin de maintenir des relations optimales avec les différents partenaires financiers ou autres
- Présentation d'outils d'élaboration de projets d'entreprises, des outils simples de prévision financière et budgétaire
- La qualité de l'information financière claire et transparente et l'importance de celle-ci afin de garder des relations harmonieuses avec ses partenaires.
- Les outils développés par Filaction, simples d'utilisation et favorisant la prise en charge des femmes entrepreneures en ce qui a trait à la gestion de leur propre entreprise
- Des outils favorisant l'autonomie et la pérennité de leurs entreprises
- La capacité et la confiance des femmes pour faire passer leurs petites entreprises à des entreprises de tailles moyennes : quelles sont les étapes, les exigences à avoir afin de passer d'une situation à une autre?





Comment organiser un parcours d'accompagnement pour les coopératives et associations féminines ?

Présentation de la démarche territoriale appliquée au renforcement des compétences des organisations de la société civile.

Modération :

- Fatiha DANI, *Cheffe de service de la coopération, Conseil Régional de l'Oriental (Maroc)*
- Gilles CRESSAN, *Représentant pays, ONG Echos Communication (France)*

Intervenants :

- Baba NDIAYE, *Ancien président du Conseil Départemental de Kaolack et ambassadeur du coaching territorial pour l'Afrique (Sénégal)*
- Ndeye Maty CISSE, *Vice-présidente du Conseil Départemental De Kaolack (Sénégal)*
- Khadija DOUAYRI, *Présidente de la commission développement économique, social, culturel et environnemental, Conseil Régional de l'Oriental (Maroc)*
- Hamida El KOUICHE, *CECT/Oujda - Centre d'Excellence Coaching Territorial (Maroc)*
- Brahim BENDOUDA, *CECT/Oujda - Centre d'Excellence Coaching Territorial (Maroc)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Le coaching territorial, un dispositif important pour articuler le haut et le bas, et un levier de l'ESS
- Première occasion depuis le lancement du projet PEG (Promotion de l'Égalité de Genre) d'interagir en présentiel avec l'ensemble des partenaires du projet
- Session de questions/réponses : les participants ont posé diverses questions portant sur le coaching territorial, à savoir, sa genèse, qui le porte de manière institutionnelle et si des enjeux politiques y sont inclus
- Atelier présentant une méthodologie d'accompagnements et de formations à destination des coopératives et associations féminines
- Parcours mis en œuvre au Maroc, Sénégal et Burkina Faso dans le cadre du projet Promotion de l'égalité de genre et de l'autonomisation économique des femmes (Projet PEG)

Principale recommandation

Encourager et approfondir les parcours d'accompagnement des OSC (Organisations de la Société Civile) pour renforcer les membres des coopératives et des associations féminines et renforcer leur rôle dans le développement durable de leur territoire

Principaux points soulevés par les intervenants

Ndeye Maty CISSE

- Les innovations et apports du Coaching Territorial (CT) dans la promotion et le développement de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS)
- Le CT dans la filière du sel à Kaolack suite à la signature d'une convention multi-partenariale avec Echos Communication, CGLU Afrique, l'ADO et le CRO
- Réalisation d'un sociogramme et analyse SWOT
- Résultat de cette expérimentation dans la filière de sel : multiplication de sa production et augmentation de son chiffre d'affaires
- Mise en place de conditions de travail saines et réglementaires
- CT comme encouragement au développement territorial et inclusif

thème 5

Khadija DOUAYRI

- L'origine du Coaching Territorial, ses avantages pour les coopératives et associations féminines sur le continent africain
- Le secteur informel est non réglementé, surexploité et peut s'avérer dangereux
- Aide aux femmes de la région de l'Oriental à travers des formations, l'aide au financement, accès aux équipements et accompagnement dans la création d'activités génératrices de revenus, notamment à travers les coopératives

Hamida El KOUCHE et Brahim BENDOUDA

- Présentation de l'expérience pilote de formation et d'accompagnement ainsi que du guide de parcours d'accompagnement au changement et à la formation des organisations de la société civile (OSC) avec la démarche de coaching territorial
- CT comme une approche qui consiste à mettre en synergie les différentes parties prenantes (société civile, élus, entrepreneurs et ministères nationaux) en vue de contribuer au développement territorial
- Guide de parcours pour doter les coachs d'outils et méthodes pour mieux concevoir et mettre en œuvre l'accompagnement des OSC par une série d'ateliers d'accompagnement, de formation et de mise en synergie



6



Dialogue politique : gouvernements nationaux, locaux et acteurs porteurs d'enjeux des économies collectives et durables pour les territoires

L'Économie Sociale et Solidaire se définit d'abord par sa capacité à répondre aux besoins des communautés locales, ce qui l'amène à participer à la recomposition de l'action publique. Alors que les gouvernements locaux et plus encore nationaux sont souvent structurés de façon verticale et sectorielle, ils doivent désormais modifier leurs organisations comme leurs modes de management public pour soutenir les initiatives socio-économiques qui émergent sur les territoires. Cela implique non seulement de concevoir des politiques décentralisées au plus proche des réalités de terrain, mais aussi de renforcer les partenariats public-ESS dans une logique coopérative.

 1 plénière thématique

 16 ateliers et sessions autogérées

 80 intervenants

Résumé des échanges

L'Économie Sociale et Solidaire émerge comme une actrice centrale dans la transformation de l'action publique. Elle se distingue par sa capacité à répondre aux besoins spécifiques des communautés locales, propulsant ainsi la reconfiguration des politiques gouvernementales. Confrontés à des structures souvent hiérarchisées et sectorisées, les gouvernements locaux et nationaux doivent réinventer leurs modes de gestion et de coopération pour accompagner les initiatives socio-économiques locales impulsées par l'ESS.

Cette transformation implique deux axes stratégiques majeurs : la décentralisation des politiques publiques pour les rendre plus adaptées aux réalités locales, et le renforcement des partenariats public-ESS, favorisant une collaboration étroite pour optimiser l'impact des actions gouvernementales.

Au cœur de ces discussions émergent plusieurs thèmes essentiels :

- La transformation de l'action publique se concrétise par des politiques décentralisées et une collaboration accrue entre le secteur public et l'ESS pour créer des sociétés plus justes, durables et centrées sur les besoins locaux.
- La création et la fédération de réseaux nationaux et continentaux constituent une opportunité majeure pour renforcer l'ESS à grande échelle.

- La coopération internationale est essentielle pour partager les bonnes pratiques et relever les défis communs.
- La coopération Sud-Sud est encouragée pour favoriser le développement de l'ESS, avec l'accent mis sur le travail en synergie et la culture de l'évaluation.
- Le renforcement des capacités des acteurs de l'ESS est souligné à plusieurs reprises, avec un accent particulier sur la formation et le développement des compétences.
- La participation citoyenne devient un pilier de la gouvernance, encourageant l'engagement actif des citoyens dans le développement local.
- La protection sociale pour tous est mise en avant, plaçant l'ESS au cœur des solutions, en sensibilisant sur l'adhésion aux mutuelles et en organisant les acteurs du secteur.
- L'adaptation au changement climatique devient une préoccupation majeure : les solutions basées sur les communautés locales et la prise en compte durable des ressources du territoire sont essentielles.
- L'implication des jeunes dans l'ESS est encouragée, avec un appel à créer des coopératives et à constituer des réseaux pour les jeunes. La promotion de l'ESS doit également devenir une volonté politique, et la sensibilisation à l'ESS est considérée comme essentielle.
- L'autonomisation des femmes émerge comme une priorité, avec des mesures telles que la formation, l'accès au financement et la création de réseaux pour promouvoir leur entrepreneuriat.

L'ESS agit ainsi comme un catalyseur du changement, exigeant une réorientation profonde des politiques publiques pour accompagner son développement. Elle appelle à une gouvernance collaborative, où les acteurs publics, les citoyens et les organisations de la société civile travaillent ensemble pour créer des sociétés plus équitables, durables et ancrées dans leurs réalités territoriales.

Martin Georges, Coordinateur de programme, GSEF - Global Forum for Social and Solidarity Economy





Recommandations du Comité Scientifique

- 01 Travailler davantage pour que la porte d'entrée "territoire" soit bien marquée dans le développement de l'ESS.
- 02 Créer dans chaque territoire des cadres de concertation pour faciliter la co-construction.
- 03 Forger des alliances entre gouvernements, secteur privé et acteurs de l'ESS pour favoriser le développement de l'ESS.
- 04 Créer des espaces d'échange et de mutualisation (incubation, innovation sociale, leadership, formation, etc.) pour former les jeunes, mais aussi les actifs, à l'ESS.
- 05 Favoriser des rencontres d'échanges et de partages d'expériences sous-régionales, par la tenue de forums portés par les acteurs de l'ESS et appuyés par les États.
- 06 Sensibiliser et faciliter la création de sociétés coopératives et renforcer leur accompagnement par des politiques territoriales engagées.
- 07 Travailler à la structuration systémique des réseaux territoriaux en ESS qui renforcent et soutiennent la gouvernance des entreprises et des organisations d'ESS au regard des principes et valeurs défendus.
- 08 Recenser les pratiques « informelles sur le territoire pouvant être vectrices d'un développement économique local à terme et générer une nouvelle dynamique dans le champ de l'ESS.
- 09 Renforcer les capacités des acteurs à porter le dialogue et le plaidoyer en faveur de l'ESS.
- 10 Appuyer la création d'unités économiques collectives pour les organisations de femmes.
- 11 Engager les États à travers les collectivités territoriales et entités publiques à promouvoir la mise en place de réseaux multi-acteurs de l'ESS.
- 12 Appuyer les réseaux d'acteurs de l'ESS et favoriser une gouvernance inclusive.
- 13 Valoriser les alliances entre acteurs de l'ESS, de l'économie circulaire et publique en vue de favoriser le développement de projets à forte retombées pour des territoires durables.



Khadija Mayocor DIOUF
Luc RABOUIN
Mamie A. DIENG LO
Roger MBASSA NDINE





plénière des maires et gouvernements locaux • thème 6



QUELLES POLITIQUES PUBLIQUES POUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ?



REPLAY



De gauche à droite : Stéphane PFEIFFER, Me-Kyung KIM, Fatna EL KHIEL, Pierre HURMIC, Thérèse FAYE DIOUF, Oihane Aguirregoitia MARTÍNEZ, Siana BAMBAMBA

Présidée par :

- M. Barthélémy DIAS, Maire de la Ville de Dakar, Sénégal
- Mme Victorine A. NDEYE, Maire de la commune de Niaguis et Ministre de la Microfinance et de l'Économie Sociale et Solidaire, Sénégal

Modération :

- M. Stéphane PFEIFFER, Adjoint au Maire de la Ville de Bordeaux, en charge de l'urbanisme résilient, du service public de l'habitat et de l'Économie Sociale et Solidaire, France
- M. Jean-Pierre ELONG MBASSI, Secrétaire général de CGLUA - Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique

Intervenants :

- Mme Me-Kyung KIM, Présidente de SSEGOV, Maire de Eunpyeong-gu, Séoul, Corée du Sud
- Mme Thérèse FAYE, Maire de Diarrère et Ministre du Développement communautaire, de la Solidarité nationale et de l'Équité Sociale et Territoriale du Sénégal
- M. Pierre HURMIC, Président du GSEF et Maire de Bordeaux, France
- Mme Oihane Aguirregoitia MARTÍNEZ, Directrice de l'ESS, Représentante de la Ville de Bilbao, Espagne
- M. Siana BAMBAMBA, Vice-président de l'ARDCI - Assemblée des Régions et des Districts de Côte d'Ivoire, Président de la région Bagoué, Côte d'Ivoire
- Mme Fatna EL KHIEL, Vice-présidente pour la région Afrique du Nord du REFELA - Réseau des Femmes Elues d'Afrique, Présidente de la Commune de Arbaoua, Maroc
- M. Luc RABOUIN, Maire de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, Adjoint à la Maire de Montréal, Canada
- M. Roger MBASSA NDINE, Maire de Douala, Cameroun
- Mme Khadija Mayocor DIOUF, Maire de la Commune de Golf Sud, Sénégal
- Mme Mamie A. DIENG LO, Adjointe au Maire de Dakar en charge de l'Économie Sociale et Solidaire, Sénégal

Principaux points soulevés par les intervenants

Mme Me-Kyung KIM

- L'histoire du GSEF s'appuie sur la volonté commune de collaboration d'hommes et de femmes engagés de l'ESS
- Exemple concret de politique publique de l'ESS : les soins aux patients
- L'objectif de l'ESS est de réduire les inégalités sociales
- Une activité de l'Économie Sociale et Solidaire qui permet la circulation des ressources, leur gestion et la promotion de l'emploi
- La plupart de nos activités se concentrent sur les petites et moyennes entreprises et GIE (groupements d'intérêt économique)

Mme Thérèse FAYE

- L'article 26 de la loi d'orientation sur les collectivités locales parle de l'accompagnement de l'État pour les collectivités territoriales
- Au Sénégal, 87% de l'économie est portée par le secteur informel
- Le fond FOGAVILLE a été créé pour les villes, à destination des jeunes porteurs de projets et qui ont besoin d'une somme raisonnable pour conduire leurs activités
- Relancer les activités économiques

M. Pierre HURMIC

- Depuis le début du mandat, nous avons travaillé à la structuration et au développement d'une politique publique de l'ESS transversale
- Ambition immédiate de réinventer, réorienter les politiques vers l'Économie Sociale et Solidaire
- Permettre l'accessibilité au foncier est un défi dans nos villes
- La Ville de Bordeaux organise tous les ans un Forum des acteurs de l'ESS

Mme Oihane Aguirregoitia MARTÍNEZ

- Bilbao est aujourd'hui une référence des villes basques en matière de politique ESS
- Une collaboration entre les villes
- Nous avons un cadre d'innovation avec des groupes de réflexion
- La coopération est notre pari

M. Siama BAMBA

- En Côte d'Ivoire, les collectivités territoriales et organisations sont un concentré d'offres pour la transition de l'Économie Sociale et Solidaire
- Les entreprises de l'ESS améliorent l'accès aux produits de base

Mme Fatna EL KHIEL

- Les femmes maires sont sur tous les fronts : mères à la maison et maires à la mairie
- Les femmes représentent la moitié de la population et nous veillons sur l'autre moitié, nous sommes le monde
- L'éguer la société, l'environnement à d'autres générations, d'où le nécessaire soutien à l'ESS

Luc RABOUIN

- Le défi le plus important de notre époque est la transition écologique : l'ESS montre la voie
- La délégation de Montréal et du Québec, ici au GSEF, démontre la vitalité des acteurs publics et de l'ESS, ainsi que le soutien inconditionnel de la Ville de Montréal au développement de l'ESS
- Cela entraîne notre pays dans la recherche de solutions, il faut une approche globale
- L'enjeu crucial est celui de l'accès au financement

M. Roger MBASSA NDINE

- Question de la protection de la forêt de l'Afrique centrale
- Promouvoir les produits du sud
- Comment faire pour mobiliser des financements ?

Mme Khadija Mayocor DIOUF

- Le GSEF parle aux africains
- Espace pour définir notre politique autour de l'Économie Sociale et Solidaire
- Nous croyons à la coalition, au dialogue, parce que chaque territoire a quelque chose à offrir. En tant qu'élu(e), acteur ou actrice nous devons bâtir une économie locale inclusive

Mme Mamie A. DIENG LO

- La solidarité est le nouveau nom de la raison
- L'ESS ne doit pas être un slogan à brandir, nous devons tous en être acteurs
- Définir le territoire que nous avons et le comprendre



les ateliers et sessions autogérées



ATELIER 6AT1 RAPPORT

Alliances et renforcement des coopératives et réseaux comme moyen d'influencer les politiques

Modération : Fatou Bintou CAMARA FALL, *Directrice des collectivités territoriales du Sénégal*

Intervenants :

- Georgia KARAVANGELI, *ACPP - Assemblée de Coopération pour la Paix (Espagne)*
- Gianluca PASTORELLI, *Président Exécutif de Diesis Network (Belgique)*
- Alassane Souleymane FAYE, *GRAINES - Groupe de Recherche Action sur les Initiatives Éducatives et Sociales (Sénégal)*
- Ghislain BRÉGEOT, *IFAID Aquitaine - Institut de Formation et d'Appuis aux Initiatives de Développement (France)*

ATELIER 6AT2 RAPPORT

Rôle des réseaux dans la mobilisation, la concertation et l'appui aux acteurs de l'Économie Sociale

Modération : Abdourahmane GUEYE, *Agence Régionale de Développement (Sénégal)*

Intervenantes :

- Françoise VAN ZEEBROECK, *ConcertES (Belgique)*
- Marie FRANÇOISE, *RAFET-SL - Réseau des Femmes Transformatrices département de Saint-Louis (Sénégal)*

ATELIER 6AT3 RAPPORT

Dialogue politique pour un changement d'échelle de l'Économie Sociale et Solidaire

Intervenants :

- Jean GATEL, *Initiatives Montpellier (France)*
- Béatrice ALAIN, *Directrice générale, Chantier de l'économie sociale (Canada)*
- Cécilia MACEDO, *Ville de Laval (Canada)*

ATELIER 6AT4 RAPPORT

Dialogue autour de l'accompagnement et de la valorisation des acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire

Modération : Bachir KANOUTE, *Enda ECOPOP - Espaces de Co production des offres populaires pour l'environnement et le développement en Afrique (Sénégal)*

Intervenants :

- Nicole MIQUEL-BELAUD, *Conseillère, Toulouse Métropole (France)*
- Bérénice DONDEYNE, *RIPESSE Europe, Présidente du Mouvement pour l'Économie Solidaire (France)*
- Ludovic THOMAS, *Responsable Incubateur TAG35, CRESS Bretagne (France)*
- Daniel GAGNÉ, *Directeur Général de la direction des stratégies économiques régionales, de la compétitivité et de l'entrepreneuriat, Ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec (Canada)*

SESSION 6AP4 RAPPORT

Quels espaces ou outils de coopération entre collectivités territoriales pour accompagner et développer l'Économie Sociale et Solidaire ?

Session proposée par la Région Nouvelle-Aquitaine

Modération : Aurore PRÉVOT, *Chargée de mission au Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine (France)*

Intervenants :

- Charles REVEILLARD, *Bordeaux Métropole, Ville de Bordeaux (France)*
- Clément JEANDET, *Chef de projet ESS, Département de la Gironde (France)*
- Marine GUEROULT, *Directrice ESS et Innovation sociale, Région Nouvelle Aquitaine (France)*
- Mélanie THUILLIER, *Codirectrice CRESS Nouvelle Aquitaine (France)*

SESSION 6SA1 RAPPORT

Mobilisation des acteurs de l'ESS pour des coopérations Nord-Sud, entre territoires, sur des enjeux partagés

Modération : Quentin COQUILLAUD, *Association Xylm (France)*

Intervenantes :

- Marion MICHELIN, *Responsable du Pôle Innovation - Filières, CRESS Bretagne (France)*
- Matthieu CONSTANT, *Coordinateur - Pôle ESS du pays de Fougères, ÉcoSolidaires (France)*
- Evelyne SINGH, *Coopérative de Développement Régional (Canada)*



les sessions autogérées



SESSION 6SA2 RAPPORT

**Quel horizon pour l'ESS à la lumière de ses différentes interprétations, au Nord comme au Sud ?
Retours d'expériences d'initiatives d'ESS**

Modération : Victor Romero AMIGO, *Chargé de mission à l'ONG Le Partenariat (Belgique)*

Intervenants :

- Ibrahima FALL, *Responsable des programmes, Green Sénégal*
- Hacimana APPOLINAIRE, *Responsable de l'Union Haguruka des coopératives multi filières (Burundi)*
- Laura ALAJMA, *Manager de programme MAAN (Palestine)*

SESSION 6SA3 RAPPORT

Comment mettre en place des politiques publiques de l'Économie Sociale et Solidaire

Modération : Jason NARDI, *RIPESSE Europe, Solidarity Economy Europe (Italie)*

Intervenantes :

- Bérénice DONDEYNE, *RIPESSE Europe, Présidente du Mouvement pour l'Économie Solidaire (France)*
- Patricia ANDRIOT, *Vice-présidente du RTES - Réseau des Collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire (France)*

SESSION 6SA4 RAPPORT

La gouvernance locale, l'intercommunalité, la défense des services publics, le développement économique et l'ESS comme outils d'autonomisation des femmes

Session proposée par le FAMSI - Fonds de solidarité internationale des municipalités andalouses (Fondo Andaluz de Municipios para la Solidaridad Internacional)

Intervenants :

- María J. MARTÍN PÉREZ, *Co-ordonnatrice chez FAMSI - Fonds de solidarité internationale des municipalités andalouses (Espagne)*
- Abdourahmane GUEYE, *Chef de la division planification de l'ARD - Agence Régionale de Développement de Saint-Louis (Sénégal)*
- Mamadou HABY LY, *Président commission décentralisée et tourisme (Sénégal)*
- Yacouba DIAGANA, *Coordinateur ONG Action (Mauritanie)*
- Ramatoulaye DIA, *ONG Fabouya (Mauritanie)*

SESSION 6SA5 RAPPORT

Le développement de l'ESS, un outil et une stratégie pour atteindre la protection sociale pour tous

Modération : Santiago FISCHER, *Directeur de WSM - We Social Movements (Belgique)*

Intervenants :

- Dramane BATCHABI, *Représentant de l'OIT - Organisation Internationale du Travail*
- Judith HITCHMAN, *RIPESSE - Réseau Intercontinental de Promotion de l'ESS*
- Angels CARIONE, *INSPIR - Réseau international pour les droits à la protection sociale*

SESSION 6SA7 RAPPORT

Le modèle de l'ESS en Afrique, des recettes inspirantes pour le modèle économique

Modération : Denis STOKKINK, *Président Think Tank Pour La Solidarité (Belgique)*

Intervenants :

- Jean Victor AYITE, *Directeur général, Programme Afrique d'Appui aux Stratégies Sociales (Côte d'Ivoire)*
- Berthe LOHORE, *Directrice du Développement Humain, Région des Grands Ponts (Côte d'Ivoire)*
- Aissatou SOW, *Étudiante en gestion d'entreprise (Mauritanie)*
- Djiby GUEYE, *Juriste-Environnementaliste, Fondateur de la plateforme africaine Concorde (Sénégal)*

SESSION 6SA9 RAPPORT

Alliances intersectionnelles pour impulser le Buen Vivir au Mexique à travers les politiques publiques : le réseau national NODESS

Modération : Berenice ALCALDE, *Directrice Générale CGES - Centre Mondial de Stratégie Sociale; INAES - Institut National d'Économie Sociale (Mexique)*

Intervenants :

- Colombia PÉREZ MUÑOZ, *Directrice de l'INDESCO- Institut Universitaire de l'Économie Sociale et Coopérative, Université Coopérative de Colombie*
- Leandro MORAIS, *Enseignant-chercheur, Université de Sao Paulo (Brésil)*



thème 6

SESSION 6SA11 RAPPORT

Formation sur les stratégies de valorisation des produits du terroir

Modération : Abdelkader BETARI, *Conseiller du Secrétaire Général de CGLU-Afrique (Maroc)*

Intervenants :

- Fatna EL KHIEL, *Vice-présidente pour la région Afrique du Nord du REFELA - Réseau des Femmes Elues d'Afrique, Présidente de la Commune de Arbaoua (Maroc)*
- Cécile MINOUGOU, *Présidente de l'Association AIDS (Burkina Faso)*
- Fatima Ezzahrae LAKRIMI, *Présidente de la Coopérative Jour à Jour (Maroc)*
- Maxima MORENO, *Membre du REFELA - Réseau des Femmes Élues Locales d'Afrique (Cap-Vert)*
- Abdoulaye DIARRA, *Coach Territorial (Sénégal)*



Sessions du Pré-Forum Femm'ESS

SESSION PFF6SA1 RAPPORT

Financement et accompagnement des femmes africaines pour leur autonomisation économique dans les territoires

Sessions proposée par Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLUA)

Modération : Bachir KANOUTE, *Enda ECOPOP - Espaces de Co production des offres populaires pour l'environnement et le développement en Afrique (Sénégal)*

Intervenants :

- Marie Angèle MEYANGA, *Maire de Afanloum, Vice Présidente de REFELA - Réseau des Femmes Élues Locales d'Afrique - pour l'Afrique Centrale (Cameroun)*
- Ndeye Maty CISSE, *Vice-présidente du Conseil Départemental de Kaolack (Sénégal)*
- Thérèse Faye DIOUF, *Directrice du FONGIP - Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (Sénégal)*
- Khadija DOUAYRI, *Présidente de la commission développement économique, social, culturel et environnemental, Conseil Régional de l'Oriental (Maroc)*

SESSION PFF6SA2 RAPPORT

La citoyenneté bâtitrice au service des communes. L'articulation du leadership femme et jeune pour une ESS d'envergure : le cas de la commune de Cambérène

Session proposée par la Commune de Cambérène, Sénégal

Modération : Aly Ane DIOP, *Maire de la commune de Cambérène et Professeur à l'université (Sénégal)*

Intervenants :

- Nafy SAMBA, *Première adjointe au Maire de Cambérène*
- Cristian PREIRA, *Adjoint à la mairie des HLM (Sénégal)*
- Harouna CAMARA, *Maire de Dinguiraye (Sénégal)*
- Clément DELCOURT, *Yunus Sports Hub (France)*

ATELIER PFF6AT3 RAPPORT

Les ressources naturelles et l'environnement comme levier d'inclusion et d'autonomisation

Modération : Madina Hady TALL, *Présidente de la Commission Aménagement, Développement durable et Gestion du littoral de la Ville de Dakar (Sénégal)*

Intervenants :

- Aida DIONGUE-NIANG, *Auditrice du GIEC - Groupe Intergouvernemental d'Expert sur l'Évolution du Climat (Sénégal)*
- Sokhna Dé Ka DIA, *Directrice du Hub de Dakar, Natural Justice (Sénégal)*
- Honoré Gabriel DJIVO, *Professeur Associé en Science de Gestion à l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest*



les rapports détaillés



ATELIER 6AT1

RETOUR AU SOMMAIRE

Alliances et renforcement des coopératives et réseaux comme moyen d'influencer les politiques

Modératrice : Fatou Bintou CAMARA FALL, *Directrice des collectivités territoriales du Sénégal*

Intervenants :

- Georgia KARAVANGELI, *ACPP - Assemblée de Coopération pour la Paix (Espagne)*
- Gianluca PASTORELLI, *Président Exécutif de Diesis Network (Belgique)*
- Alassane Souleymane FAYE, *GRAINES - Groupe de Recherche Action sur les Initiatives Éducatives et Sociales (Sénégal)*
- Ghislain BRÉGEOT, *IFAID Aquitaine - Institut de Formation et d'Appuis aux Initiatives de Développement (France)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Un atelier autour de la création et de la fédération de plusieurs réseaux nationaux et internationaux qui livrent d'énormes opportunités
- Persévérance, volontarisme et patience pour la création des réseaux
- Problèmes liés au financement et à l'autofinancement des réseaux, notamment pour les formations des acteurs, alors qu'il s'agit d'un réel besoin
- Existence de problèmes communs et recherche de solutions communes
- Importance du partenariat
- Influence des politiques publiques

Principales recommandations

- Financer des formations en Technologie de l'Information et de la Communication (TIC) en langues nationales
- Développer des partenariats pour des échanges de connaissances et bons procédés

Principaux points soulevés par les intervenants

Georgia KARAVANGELI

- Domaines d'intervention : droits humains, développement des territoires, amélioration des conditions des femmes, promotion de l'ESS
- Partenariats internes et externes
- Développement d'un modèle d'ESS
- Impact des réseaux sociaux dans l'ESS
- Implication des Collectivités territoriales

Gianluca PASTORELLI

- Diesis Network est un réseau d'acteurs d'ESS
- Les démarches vers le développement sont différentes d'un pays à un autre
- Alliances et partenariats très développés par la création d'un marché régional
- Initiatives de plaidoyer pour un cadre légal
- Retrait d'un projet de loi qui n'était pas en phase avec les entreprises d'ESS

Alassane Souleymane FAYE

- GRAINES : association membre d'un réseau international
- Prise de décision participative et inclusive
- Transformation des activités génératrices de revenus des femmes en entreprise d'ESS

- Renforcement des capacités des femmes à travers l'alphabétisation
- Élaboration de deux guides :
 - Guide d'orientation pédagogique d'alphabétisation avec perspective de genre
 - Guide de l'accompagnement à l'entrepreneuriat social et solidaire avec perspective de genre
- 121 associations de femmes financées (2018-2023)
- Recherche-action sur la masculinité à Pikine
- Formation sur le leadership et le genre en langue pular
- Élaboration d'un guide pour l'animation des causeries de sensibilisations

Ghislain BRÉGEOT

- IFAID : Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement. Il a un caractère associatif dont les membres sont des personnes physiques et morales
- Formation des jeunes en Développement Local
- 150 associations sont accompagnées par an, en gouvernance, en gestion de crises, en formation
- Création d'un réseau multi-acteurs en Région Nouvelle-Aquitaine (France)

thème 6

SESSION 6AP4

RETOUR AU SOMMAIRE

Quels espaces ou outils de coopération entre collectivités territoriales pour accompagner et développer l'ESS

Session proposée par la Région Nouvelle-Aquitaine

Moderatrice : Aurore PRÉVOT, *Chargée de mission au Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine (France)*

Intervenants :

- Charles REVEILLARD, *Bordeaux Métropole, Ville de Bordeaux (France)*
- Clément JEANDET, *Chef de projet ESS, Département de la Gironde (France)*
- Marine GUEROULT, *Directrice ESS et Innovation Sociale, Région Nouvelle-Aquitaine (France)*
- Mélanie THUILLIER, *Codirectrice de la Chambre Régionale de l'ESS de Nouvelle-Aquitaine (France)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Nécessité d'une politique de coopération économique, d'institutionnalisation des unités et mise en place d'un cadre légal permettant d'accompagner et de développer l'ESS
- Favoriser le dialogue entre les différents pays pour être au même niveau de développement dans le cadre de politiques de l'ESS
- S'engager pour l'intégration des acteurs locaux et internationaux de l'ESS
- Dispositifs d'incubation de l'ESS et projets soutenus dans le cadre international
- Importance du collectif et du participatif dans la maturation de l'ESS
- Travail essentiel pour l'émergence et la coopération des services

Principales recommandations

- Harmoniser les systèmes de financement
- Mettre en place des comités de pilotage qui permettent d'échanger dans le cadre de l'ESS
- Avoir un espace de coopération pour les collectivités (institutionnaliser les unités de l'ESS)
- Mettre en place un dialogue entre différents pays pour développer un cadre de politiques ESS

Principaux points soulevés par les intervenants

Charles REVEILLARD

- Existence des services communs sur l'économie
- Accompagner l'atterrissage des projets
- Création de structures participatives
- Faire une économie de proximité
- Développement d'une mallette pédagogique de formation
- Suivi et accompagnement des projets
- Sensibilisation sur l'ESS

Clément JEANDET

- Solidarité humaine et territoriale des départements de France, un point majeur de l'ESS
- Faire une politique publique dédiée à l'ESS
- Question de l'insertion socio-professionnelle
- Des solutions adaptées à chaque territoire
- Renforcer la coopération en acteurs et de lutter pour l'équité territoriale

Marine GUEROULT

- Développement de l'ESS et des politiques ESS dans les différentes régions
- Formation professionnelle pour renforcer les compétences et les partager
- Développer des politiques partagées
- Développer l'innovation sociale
- Organiser la représentation de la société civile
- Fédérer les objectifs de l'ESS
- Structuration autour d'axes rassembleurs

Mélanie THUILLIER

- Accompagnement du plaidoyer au niveau des collectivités
- Promotion et développement des activités de l'ESS sur le territoire
- Équité et cohésion
- Intervenir au niveau des acteurs de l'ESS
- Intégration des acteurs de l'ESS
- Labélisation des politiques de coopération économiques
- Capitalisation des structures coopératives



les rapports détaillés



ATELIER 6AT4

RETOUR AU SOMMAIRE

Dialogue autour de l'accompagnement et de la valorisation des acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire

Modérateur : Bachir KANOUTE, *Enda ECOPOP - Espaces de Co production des offres populaires pour l'environnement et le développement en Afrique (Sénégal)*

Intervenants :

- Nicole MIQUEL-BELAUD, *Conseillère, Toulouse Métropole (France)*
- Bérénice DONDEYNE, *RIPESS Europe, Présidente du Mouvement pour l'Économie Solidaire (France)*
- Ludovic THOMAS, *Responsable Incubateur TAG35, CRESS Bretagne (France)*
- Daniel GAGNÉ, *Directeur Général de la direction des stratégies économiques régionales, de la compétitivité et de l'entrepreneuriat, Ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec (Canada)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Présentation d'un cadre de l'ESS entre les différents continents et discussion sur la place de l'ESS dans un monde individualisé. L'ESS trouvera une porte d'entrée par le territoire et les besoins des acteurs de ce territoire
- Nécessité de l'implication de la société civile dans le dialogue avec les parties prenantes à travers un cadre et des mécanismes de dialogue structurés

Principales recommandations

- Mettre en place une feuille de route partagée afin de prendre en compte tous les besoins des acteurs et construire un écosystème de partenaires
- Créer des partenariats qui reposent sur des valeurs communes
- Amélioration continue des pratiques
- Améliorer continuellement les compétences des accompagnateurs et des formateurs des acteurs de l'ESS
- Aller vers des écosystèmes sociaux sur les territoires par la création d'outils standardisés et institutionnalisés

Principaux points soulevés par les intervenants

Nicole MIQUEL-BELAUD

- La co-construction et le partage de bonnes pratiques : parcours d'entreprise pour aider les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire
- Création d'outils pour aider les acteurs à avancer
- Incubateur d'innovation sociale à Toulouse Métropole créé avec France active
- Création de la Fabrique à initiatives, collaboration avec les associations, mise en place de French Impact, création d'un réseau privé de l'ESS (Toulouse Métropole Impact)
- Visibilité de l'Économie Sociale et Solidaire dans :
 - Le public : connaissance du territoire et volonté politique
 - Le privé : ingénierie et rapidité

Bérénice DONDEYNE

- Mouvement pour l'Économie Solidaire France (MES)/ Réseau transversal
- Démocratie/ Citoyenneté/ Singularité territoriale
- Transformation sociale et sociétale
- Co-construction d'une vision partagée : Devisus
- Dépasser la mesure d'impact social et construire une culture partagée entre partenaires
- Évaluation comme outil de collaboration et non de compétition
- Évaluation avec les personnes fragiles et marginalisées

thème 6

Ludovic THOMAS

- Revalorisation des zones rurales par des dynamiques collectives
- Construction d'un écosystème suffisamment solide pour répondre aux besoins des territoires par l'ESS
- Structure d'accompagnement de l'entrepreneuriat collectif en ESS
- Accompagnement des porteurs de projet
- Coopératives d'activités et d'emploi (CAE) : outils pour faciliter les projets aux acteurs de l'ESS
- Sept Pôles ESS du Pays de Fougères, CAE, Incubateur de projets collectifs en ESS
- La ruralité collective : entreprendre en collectif en milieu rural, ancrage territorial, mutualisation des structures, des moyens, des ressources et des expertises pour renforcer la transversalité de l'ESS comme mode d'entreprendre
- Un écosystème en confiance et agile

Daniel GAGNÉ

- Description de l'écosystème de soutien à l'ESS au Québec et reconnaissance d'un dialogue formel / Tableau des partenaires en Économie Sociale (ES)
- Pôles régionaux d'ES, Chantier de l'ES
- Dialogue fructueux : le plan d'action gouvernemental en ES
- Mise en place de secteurs stratégiques en ES
- Vaste consultation pour la mise en place du plan d'action
- La table et le défi des services aux aînés
- Contribution des entreprises d'ES aux enjeux de société
- Construction du dialogue à travers la table des partenaires
- Implication forte du gouvernement, par la création d'un plan d'action gouvernemental en faveur de l'ES



Colombia PÉREZ MUÑOZ
Clément JEANDET
Charles RÉVEILLARD
Mélanie THUILLIER



les rapports détaillés



SESSION 6SA4

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

La gouvernance locale, l'intercommunalité, la défense des services publics, le développement économique et l'ESS comme outils d'autonomisation des femmes

Session proposée par le FAMSÍ - Fonds de solidarité internationale des municipalités andalouses (Fondo Andaluz de Municipios para la Solidaridad Internacional)

Intervenants :

- María J. MARTÍN PÉREZ, *Co-ordonnatrice chez FAMSÍ - Fonds de solidarité internationale des municipalités andalouses (Espagne)*
- Abdourahmane GUEYE, *Chef de la division planification de l'ARD - Agence Régionale de Développement de Saint-Louis (Sénégal)*
- Mamadou HABY LY, *Président commission décentralisée et tourisme (Sénégal)*
- Yacouba DIAGANA, *Coordinateur ONG Action (Mauritanie)*
- Ramatoulaye DIA, *ONG Fabouya (Mauritanie)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Présentation de quatre expériences pratiques adossées à l'ESS : FAMSÍ, la Collectivité territoriale de Podor, l'ONG Action, l'ONG Fabouya
- Discussion sur la façon dont une approche basée sur le droit favoriserait la pérennité de l'ESS
- Aide aux communautés rurales pour atteindre l'ESS
- Discussion sur les limites : faibles activités des communes, plusieurs tutelles d'accréditation des coopératives, manque d'appui matériel et financier, reconnaissance légale des coopératives
- Formation et renforcement des capacités des femmes
- Goulot d'étranglement de l'ESS en Mauritanie : volonté politique, formalisation
- Mise en place de mécanismes juridiques
- Retour sur les stratégies de financement et le renforcement économique voire juridiques des OCB (organisations communautaires de base)

Principales recommandations

- Créer des processus de montage de projets ESS
- Capitaliser les projets ESS
- Produire des évaluations sérieuses des projets
- Améliorer l'environnement juridico-financier des projets pour atteindre un vrai développement dans nos communes
- Mener une étude de l'impact des femmes dans l'ESS au niveau des communes
- Promouvoir l'approche basée sur le droit contre l'approche basée sur les besoins qui règle des problèmes ponctuels
- Capitaliser l'ESS et s'appropriier les politiques dans le domaine
- Faciliter l'accès aux crédits aux organisations féminines
- Mettre en place un forum régional de l'ESS en Mauritanie d'ici la fin d'année avec sept pays : Sénégal, Mali, Burkina Faso, Algérie, Maroc, Tunisie et Mauritanie



thème 6

Principaux points soulevés par les intervenants

María J. MARTÍN PÉREZ

- Présentation de FAMSI : Coopération internationale de développement intervenant en Amérique latine, Europe et Afrique (Mauritanie et Sénégal)
- Vise à promouvoir un modèle économique social et solidaire et renforcer la gouvernance des territoires

Abdourahmane GUEYE

- Présentation du cas pratique de coopération ARD Saint-Louis et FAMSI basé sur les objectifs spécifiques tels que l'accès à l'eau potable
- Elargissement du partenariat dans le domaine économique et la gouvernance, l'intercommunalité, la gestion intégrée de développement, le maraîchage, l'autonomisation des femmes de la région de Saint-Louis à travers le réseau des femmes des départements de Saint-Louis et de Podor

Mamadou HABY LY

- Accès des femmes aux financements à travers la Collectivité Territoriale de Podor
- Retour sur les contextes nationaux et internationaux de l'autonomisation des femmes
- Initiatives de l'autonomisation des femmes (financements, activités génératrices de revenus, affectation de parcelles, existence de foyers de femmes)
- Limites : faible instruction et alphabétisation des femmes

Yacouba DIAGANA

- Forces de l'ONG Action : coopératives actives sur le terrain économique local, organisation traditionnelle, existence de moyens économiques, reconnaissance légale
- Faiblesses de l'ONG Action : peu d'activités communes, absence de mécanismes de gestion documentés, faible ancrage culturel de l'ESS dans les actions, plusieurs tutelles d'accréditation des coopératives
- Nécessité de promouvoir la culture de l'ESS, la pratique, la création d'une agence nationale de financement de l'ESS, la création d'incubateurs régionaux
- Ces coopératives privilégient la coopération à la compétition, le circuit économique local à la libéralisation à outrance, la démocratie économique à l'oligarchie
- Cas de la Mauritanie : opportunité ESS, prise de conscience, compétences, capacités d'agir de façon autonome, émancipation (autonomisation des femmes)
- Promotion d'une approche basée sur le droit, différente de l'approche basée sur les besoins
- Accompagner les coopératives dans leur diversité pour intégrer le FAMSI

Ramatoulaye DIA

- Présentation de l'ONG Fabouya : association de femmes depuis 2010 à Bogué (Mauritanie). Elle intervient dans l'ESS dans toute la région de Braka, avec des partenaires comme World Vision, Caritas, Amad, Actions, Rosa
- Des caisses d'épargne appelées « saving groups », actives dans la santé, l'agriculture, l'éducation, les droits humains, etc.
- A travers PRODEFI (Programme de Développement des Filières Inclusives), Fabouya agit dans la participation communautaire, la subvention gratuite et la prise en charge totale du financement des projets (agriculture, élevage, aviculture...)
- Installation de mini-laiteries dans 9 localités, ouverture d'une grande laiterie de Barackna, mise en place d'un groupe technique filière (GTF) composé de 5 maillons : producteurs maraîchers, fournisseurs d'intrants, machinistes, transporteurs et vendeuses de légumes
- Mise en place d'une plateforme composée de GIE : producteurs de lait, de viande, vendeurs de pierre à lécher, collège de consommateurs, mini-laiteries, usine de lait et services techniques
- Appui aux jeunes femmes et à leur insertion à travers des structures de formation
- Fabouya travaille au renforcement des capacités des femmes en vue de favoriser leur autonomisation



les rapports détaillés



ATELIER 6AT2

RETOUR AU SOMMAIRE

Rôle des réseaux dans la mobilisation, la concertation et l'appui aux acteurs de l'Économie Sociale

Modérateur : Abdourahmane GUEYE, *Agence Régionale de Développement (Sénégal)*

Intervenantes :

- Françoise VAN ZEEBROECK, *ConcertES (Belgique)*
- Marie FRANÇOISE, *RAFET-SL - Réseau des Femmes Transformatrices département de Saint-Louis (Sénégal)*

Principaux points soulevés par les intervenantes

Françoise VAN ZEEBROECK

- Cadre de l'Économie Sociale (ES) en Belgique : un décret en 2008, une définition de l'ES, une administration dédiée à l'ES, une Ministre de l'ES, des moyens dédiés à l'ES, un Conseil Wallon de l'Économie Sociale (CWES)
- ConcertES, un réseau de l'ES depuis 2008 avec 20 membres : employeurs, salariés, administrations, experts universitaires et actifs ...
- Missions de ConcertES :
 - Porter la voix : concertations, plaidoyer et promotion
 - Fournir des statistiques
 - Remettre, sur demande ou initiative, des avis au Gouvernement wallon sur toute matière relative à l'ES ainsi que sur la mise en œuvre d'actions et de projets spécifiques plus importants en terme de budget ou du nombre d'entreprises concernées
 - Remettre annuellement au Gouvernement un rapport d'évaluation globale sur l'exécution du décret et des dispositifs ou actions et projets spécifiques
 - Assurer la représentation des entreprises d'économie sociale auprès du Gouvernement, du CWES et de toute autre instance de coordination des politiques économiques et sociales
 - Mettre en place des outils de promotion et de valorisation des principes et objectifs de l'économie sociale
 - Permettre au Gouvernement d'assurer un processus de reconnaissance et d'évaluation des entreprises d'économie sociale
- Résultats issus de l'expérience ConcertES :
 - Vision commune de l'économie sociale
 - Mise en réseau de l'écosystème de l'ES : membres de différents secteurs se rencontrent, se parlent, échangent sur des questions transversales
 - Plan de développement concerté de l'ES - 2022
 - Observatoire de l'économie sociale
 - Création de groupes de travail thématiques (Com', TS, Diff Financières, Bxlois)

- Elaboration de mémorandums (renforcement mutuel)
- Réponses collectives aux problématiques (difficultés financières, etc.)
- Concertation des Agences conseils (agences de développement économique spécialisées en ES), avec proposition de nouveaux décrets
- Projets européens tels que VISES
- Question de la répliquabilité et du transfert d'innovations sociales
- Enjeux des politiques internationales de développement

Marie FRANÇOISE

- RAFET-SL, un réseau de femmes dirigeantes des GPF dans le département de Saint-Louis pour la promotion de l'ESS (1500 femmes autofinancées, capital financier de 3 000 000 FCFA pour leur formation)
- Organisation de foires
- Création de boutiques labellisées, d'unités de transformation
- Objectifs du RAFET-SL :
 - Innover et réorienter les activités et logiques au sein des GPF pour améliorer la productivité et les revenus des femmes
 - Augmenter le panier ménager
 - Passer de l'artisanat à la semi-industrie et l'industrie
 - Participer à l'autosuffisance des femmes
- Difficultés rencontrées :
 - Logique politico-politicienne au sein des groupements
 - Rivalité entre femmes leaders au sein des instances dirigeantes (Collectivités territoriales)
 - Difficultés liés à la diversité des profils et donc à la pluralité des logiques et des attentes (réseau qui regroupe des femmes en milieu rural comme urbain)

thème 6

ATELIER 6AT3

RETOUR AU SOMMAIRE

Dialogue politique pour un changement d'échelle de l'ESS

Intervenants :

- Jean GATEL, *Initiatives Montpellier (France)*
- Béatrice ALAIN, *Directrice générale, Chantier de l'économie sociale (Canada)*
- Cécilia MACEDO, *Ville de Laval (Canada)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Ce Forum constitue un moyen de montrer l'importance de l'Économie Sociale et Solidaire à travers la sensibilisation des personnes et la promotion de celle-ci. Les jeunes doivent avoir le courage de s'impliquer dans l'Économie Sociale et Solidaire, la création de coopératives et la constitution de réseaux
- Afin d'assurer le développement de l'Économie Sociale, il est nécessaire de mobiliser toutes les forces vives en faveur de la promotion de l'ES, la concertation des divers acteurs et partenaires et la fédération des réseaux

Principales recommandations

- Constituer des réseaux de l'ESS
- Encourager les coopérations et revendiquer un modèle éducatif et compétitif
- Intégrer des cours d'économie à l'université
- Renforcer les capacités des acteurs

Principaux points soulevés par les intervenants

Jean GATEL

- Renforcer l'accès des femmes aux terres
- Croire en la capacité d'entreprendre autrement que par les entreprises commerciales et classiques
- Investir dans des entreprises répondant à des valeurs opposées à celles de l'entreprise capitaliste, comme celles de démocratie, de solidarité, de gouvernance partagée et des valeurs qui privilégient le bien commun à l'enrichissement personnel
- Capacité et volonté des acteurs de terrain (associations, fondations, coopératives et familles ouvrières dans l'économie traditionnelle) de se doter des outils que l'Économie Sociale et Solidaire met à leur disposition
- Capacité des entreprises de l'ESS à répondre à des demandes non satisfaites

Béatrice ALAIN

- Présentation de l'Économie Sociale au Québec
- Présentation de l'historique de co-construction de politiques publiques
- Coalition d'acteurs et efforts à l'échelle nationale
- Apports de l'ESS et pérennisation des systèmes via un modèle économique

Cécilia MACEDO

- L'Économie Sociale à Laval, avec ses acquis, ses partenaires et ses entreprises phares
- Importance de l'ESS et des rencontres internationales tels que les forums
- Développement des politiques de l'Économie Sociale et Solidaire
- Faire connaître l'ES et améliorer son financement, l'implication sociale et la mobilisation citoyenne



les rapports détaillés



SESSION 6SA1

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Mobilisation des acteurs de l'ESS pour des coopérations Nord-Sud, entre territoires, sur des enjeux partagés

Modérateur : Quentin COQUILLAUD, *Association Xylm (France)*

Intervenantes :

- Marion MICHELIN, *Responsable du Pôle Innovation - Filières, CRESS Bretagne (France)*
- Matthieu CONSTANT, *Coordinateur - Pôle ESS du pays de Fougères, ÉcoSolidaireS (France)*
- Evelyne SINGH, *Coopérative de Développement Régional (Canada)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Réflexion sur les interdépendances mondiales pour une légitimation des institutions locales fortes et sur les enjeux partagés entre les acteurs du Nord-Sud
- Positionnement sur le référentiel des ODD (Objectifs du Développement Durable)
- Identification de la problématique des cultures locales pour une réponse aux problèmes
- Enjeu de la promotion de la solidarité pour préserver la cohésion sociale
- Consensus sur l'utilisation du numérique : un moyen de développement du système capitaliste
- Réflexion sur les enjeux de coopérations renouvelées

Principales recommandations

- Dépasser les coopérations techniques
- Dépasser le pouvoir hiérarchique de l'argent
- Dépasser les postures néoclassiques
- Raffermer les rapports réciproques
- Revoir la méthode de coopération décentralisée

Principaux points soulevés par les intervenants

Marion MICHELIN

- Initier les jeunes dans les projets de l'ESS
- Créer un cadre de concertation plus élargi
- Développer et promouvoir la coopération internationale pour un développement de l'ESS
- Pousser les collectivités territoriales à travailler en synergie pour faciliter les rapports de partenariats

Matthieu CONSTANT

- Adoption de politique de l'ESS dans les villes québécoises
- Les jeunes, premiers acteurs de développement des actions de l'ESS
- Formaliser la coopération décentralisée pour éviter qu'elle soit un instrument de domination
- Trouver un autre moyen pour développer les rapports entre Nord et Sud

Evelyne SINGH

- Organiser des ateliers pour mieux consolider les coopérations internationales
- Tenir compte des enjeux écologiques dans le développement des politiques de l'ESS
- Promouvoir l'ouverture pour développer l'ESS
- Différencier les contextes juridiques dans l'application de certaines lois et de règlements

thème 6

SESSION 6SA2

RETOUR AU SOMMAIRE

Quel horizon pour l'ESS à la lumière de ses différentes interprétations, au nord comme au sud ? Retours d'expériences d'initiatives d'ESS

Modérateur : Victor Romero AMIGO, *Chargé de mission à l'ONG Le Partenariat (Belgique)*

Intervenantes :

- Ibrahima FALL, *Responsable des programmes, Green Sénégal*
- Hacimana APPOLINAIRE, *Responsable de l'Union Haguruka des coopératives multi filières (Burundi)*
- Laura ALAJMA, *Manager de programme MAAN (Palestine)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Présentation d'exemples d'actions menées par les acteurs de l'ESS auprès des autorités
- Les Initiatives d'ESS portées par les organisations de jeunes, de femmes et de d'acteurs mixtes
- Contexte avancé du Sénégal en matière d'ESS
- Débat sur l'ESS comme acteur de stabilité sociale
- Les contraintes sociales et économiques selon les contextes des pays face aux initiatives d'ESS
- Comparaison des initiatives d'ESS en Palestine, au Burundi et au Sénégal

Principaux points soulevés par les intervenants

Victor Romero AMIGO

- Historique de l'ESS dans le monde
- Limites de la résolution de l'ONU sur l'ESS
- Définition et caractéristiques de l'ESS

Ibrahima FALL

- L'ESS dans le contexte du Sénégal
- Notre définition de l'ESS
- Un secteur clé de l'économie
- Les impacts des crises
- L'ESS dans le cadre politique du Sénégal et son cadre légal
- L'ESS dans notre quotidien :
 - Nos principes, nos outils et nos spécificités
 - Les bénéfices tirés de la structuration de l'ESS en réseaux
 - Nos leviers pour le plaidoyer

Laura ALAJMA

- Historique de la réduction de l'espace géographique de la Palestine
- L'ESS dans le contexte de la Palestine face aux contraintes sociales et économiques
- Initiatives palestiniennes de l'ESS

Hacimana APPOLINAIRE

- Historique et localisation géographique du Burundi
- Contexte légal de l'ESS au Burundi
- Initiatives d'ESS en partenariat avec SOLSOC



les rapports détaillés



SESSION 6SA3

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Comment mettre en place des politiques publiques de l'ESS

Modérateur : Jason NARDI, *RIPESSE Europe, Solidarity Economy Europe (Italie)*

Intervenantes :

- Bérénice DONDEYNE, *RIPESSE Europe, Présidente du Mouvement pour l'Économie Solidaire (France)*
- Patricia ANDRIOT, *Vice-présidente du RTES - Réseau des Collectivités Territoriales pour une Économie Solidaire (France)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Nécessité de construire une société post-capitaliste par la promotion d'initiatives économiques et politiques qui changent la société. L'ESS est un vecteur de changement économique et de durabilité
- Question centrale : la formalisation de l'économie informelle ne serait-elle pas un retour vers le système capitaliste ?
- Problème d'applicabilité des lois et règlements qui régissent les entreprises de l'ESS et ralentissent le développement de ce domaine
- Discussion sur le réaménagement des campagnes et des villes (par le biais de biens communs urbains, gestion collective et communautés coopératives)
- Dans certains pays (France, Maroc) la volonté politique de l'État à soutenir les actions de l'Économie Sociale et Solidaire est présente, mais il est nécessaire pour les acteurs de l'ESS de renforcer leur engagement face aux élus

Principales recommandations

- Intégrer et développer l'approche de co-construction dans les politiques publiques locales
- Tendre vers une politisation de l'Économie Sociale et Solidaire pour qu'elle gagne un espace en tant qu'acteur social dans la communauté
- Développer des stratégies de réseaux et de mise en œuvre des politiques publiques
- Accroître notre capacité à défendre les politiques de l'UE en matière d'ESS en travaillant avec d'autres réseaux alliés et mouvement sociaux
- Soutenir les écosystèmes locaux pour promouvoir la justice sociale, les biens communs, la démocratie économique et la conscience environnementale

Principaux points soulevés par les intervenantes

Bérénice DONDEYNE

- Identification des problèmes et des stratégies d'accompagnement pour y répondre
- Avoir des coopératives et élargir les réseaux de coopération
- Encadrement des organisations par une loi cadre / Adoption de lois et règlements pour mieux structurer et encadrer les entreprises de l'ESS
- Mettre en place un réseau parlementaire de l'ESS
- Adoption en 2020 de la loi camerounaise sur la structuration et le fonctionnement des unités de l'ESS
- Revoir les mécanismes de financements des organisations de l'ESS

Patricia ANDRIOT

- Structuration des acteurs
- Gestation de la loi de 2014 en France sur l'ESS
- Déstabilisation des pouvoirs publics et actions publiques
- Problèmes de prise en charge des besoins des populations locales en termes d'infrastructures hospitalières, sanitaires, éducatives...
- Implication de tous les acteurs locaux pour une bonne gestion des affaires territoriales

thème 6

SESSION 6SA5

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Le développement de l'ESS, un outil et une stratégie pour atteindre la protection sociale pour tous

Modérateur : Santiago FISCHER, *Directeur de WSM - We Social Movements (Belgique)*

Intervenants :

- Dramane BATCHABI, *Représentant de l'OIT - Organisation Internationale du Travail*
- Judith HITCHMAN, *RIPESS - Réseau Intercontinental de Promotion de l'ESS*
- Angels CARIONE, *INSPIR - Réseau international pour les droits à la protection sociale*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Réflexion sur l'accompagnement des travailleurs domestiques par la formation et le renforcement de capacités
- Prise en compte des dimensions transformatrice et préventive de la protection sociale
- Mise en avant des coopératives
- L'articulation entre la solidarité et la caisse de sécurité
- Rappel sur la nécessité de promouvoir et vulgariser la protection sociale

Principales recommandations

- Relever les défis de la territorialisation de l'ESS
- Réformer le code de sécurité sociale
- Faire un fort plaidoyer pour le financement

Principaux points soulevés par les intervenantes

Dramane BATCHABI

- Protection sociale, considérée comme une nécessité sociale, humaine et économique qui améliore la productivité des travailleurs
- Situation de la protection sociale dans le monde : selon l'OIT, 46% de la population mondiale a accès à au moins une protection sociale, alors qu'en Afrique ce chiffre tombe à 17% de la population
- 80% des exclus de la protection sociale viennent du monde rural et du secteur informel
- Défis de la protection sociale
- Insuffisance dans la conception de programmes de protection sociale
- Sensibilisation sur le manque d'information sur les mécanismes de financement
- Établissement de partenariats
- Signature d'accords de partenariat avec les coopératives et unités de l'ESS
- Facilitation de la collecte des cotisations des membres des coopératives
- Législation renforcée
- Renforcement des capacités des unités de l'ESS

Judith HITCHMAN

- L'ESS comme phénomène intercontinental basé sur le concept de droits humains au niveau managérial et communautaire
- Existence de disparités dues à la cherté de la vie, aux guerres, au changement climatique...
- Application de l'ESS à tous les secteurs de la vie, une alternative pour l'inclusion et la gestion participative
- Renforcement du système communautaire pour un changement de paradigme
- Appui à l'agriculture bio afin de soutenir les producteurs locaux

Angels CARIONE

- Réflexion sur l'amélioration des conditions de vie en accordant une place centrale à l'humain et à la nature
- Renforcement de capacités et échanges de bonnes pratiques sur la protection sociale
- Reconnaissance des unités de l'ESS comme partenaire de l'extension de la protection sociale
- Éducation aux nouvelles formes d'économie
- Appel au consommé local de façon solidaire et collective
- Échange de bonnes pratiques sur les caisses autogérées au Cameroun, au Rwanda et au Sénégal
- Difficultés d'accès au financement dues aux lourdeurs administratives



les rapports détaillés



SESSION 6SA7

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Le modèle de l'ESS en Afrique, des recettes inspirantes pour le modèle économique

Modérateur : Denis STOKKINK, *Président Think Tank Pour La Solidarité (Belgique)*

Intervenantes :

- Jean Victor AYITE, *Directeur général, Programme Afrique d'Appui aux Stratégies Sociales (Côte d'Ivoire)*
- Berthe LOHORE, *Directrice du Développement Humain, Région des Grands Ponts (Côte d'Ivoire)*
- Aissatou SOW, *Étudiante en gestion d'entreprise (Mauritanie)*
- Djiby GUEYE, *Juriste-Environnementaliste, Fondateur de la plateforme africaine Concorde (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Promouvoir le développement communautaire
- Déploiement de l'économie au service des citoyens
- Former les femmes dans les langues nationales et les accompagner dans l'utilisation des outils technologiques

Principales recommandations

- Promouvoir la solidarité pour préserver la cohésion sociale
- Accompagnement collectif pour une bonne réalisation des projets et programmes initiés
- Favoriser l'utilisation du numérique

Principaux points soulevés par les intervenantes

Jean Victor AYITE

- Impact de la colonisation en Afrique
- Collaboration internationale pour le développement de l'ESS
- Promouvoir l'ESS en Afrique
- Solutions concrètes pour la transformation des produits en place dans les collectivités locales

Berthe LOHORE

- Mettre l'accent sur l'éducation pour un enseignement de qualité
- Lutter contre la pauvreté dans cette localité
- Réinstaurer les valeurs africaines au travers de l'ESS

Aissatou SOW

- Manque d'accès à l'information
- Absence d'implication des femmes et jeunes dans la politique de l'ESS
- Problèmes d'accès réels aux financements pour les femmes et les jeunes

Djibril GUEYE

- Promouvoir la bonne gouvernance, la sécurité et l'implication des femmes dans les secteurs d'activités
- L'ESS, une alternative à la globalisation des marchés, un facteur de paix et d'inclusion socio-économique
- Instaurer un cadre d'environnement politique, institutionnel et juridique propice au développement concerté et participatif de l'ESS en Afrique pour une prise en compte de la justice climatique et de la souveraineté alimentaire

thème 6

SESSION 6SA9

RETOUR AU SOMMAIRE

Alliances intersectionnelles pour impulser le Buen Vivir au Mexique à travers les politiques publiques : le réseau national NODESS

Modératrice : Berenice ALCALDE, *Directrice Générale CGES - Centre Mondial de Stratégie Sociale; INAES - Institut National d'Économie Sociale (Mexique)*

Intervenants :

- Colombia PÉREZ MUÑOZ, *Directrice de l'INDESCO- Institut Universitaire de l'Économie Sociale et Coopérative, Université Coopérative de Colombie*
- Leandro MORAIS, *Enseignant-chercheur, Université de Sao Paulo (Brésil)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

Les membres du réseau national NODESS (Nodos de impulso a la Economía Social y Solidaria), se sont affirmés comme des acteurs stratégiques du développement des territoires, générant une dynamique économique et sociale en phase avec le bien commun. Aujourd'hui, les organisations du secteur social de l'économie, les établissements d'enseignement, les gouvernements locaux, les associations civiles, entre autres, ont trouvé dans le NODESS le mécanisme pour dialoguer, partager et agir à partir de la coopération, en autonomie avec coresponsabilité en faveur de leur environnement. Actuellement, il existe 115 NODESS et 151 Pré-NODESS avec plus de 1000 acteurs inter-coopérant dans les 12 États de la République fédérale du Mexique, générant un écosystème d'ESS avec des solutions territoriales aux besoins collectifs.

Principales recommandations

- Incorporer les municipalités
- Diversifier les compétences pour une économie plus participative
- Promouvoir l'éducation et la formation
- Former des alliances régionales

Principaux points soulevés par les intervenantes

Berenice ALCALDE

- Dans l'Économie Sociale et Solidaire, toutes les échelles et chaînes de valeur comptent
- Coopération et gouvernance démocratique
- La solidarité, une voie puissante vers le développement durable
- Comment aller vers l'économie collective ?
- Loi de 2012 sur l'ESS au Mexique
- La transversalité comme enjeu majeur

Leandro MORAIS

- Participation à la construction de la politique publique du bas vers le haut
- Connexion des politiques nationales avec les politiques régionales et communales
- La résilience des politiques publiques
- Institutionnalisme et sensibilisation
- Avoir une connexion très forte
- Transversalité, pas une économie politique mais publique qui participe au développement
- Formalisation des associations pour en faire mûrir l'organisation
- Promouvoir la justice et la citoyenneté



les rapports détaillés



SESSION 6SA11

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Formation sur les stratégies de valorisation des produits du terroir

Modérateur : Abdelkader BETARI, *Conseiller du Secrétaire Général de CGLU-Afrique (Maroc)*

Intervenants :

- Fatna EL KHIEL, *Vice-présidente pour la région Afrique du Nord du REFELA - Réseau des Femmes Elues d'Afrique, Présidente de la Commune de Arbaoua (Maroc)*
- Cécile MINOUGOU, *Présidente de l'Association AIDS (Burkina Faso)*
- Fatima Ezzahrae LAKRIMI, *Présidente de la Coopérative Jour à Jour (Maroc)*
- Maxima MORENO, *Membre du REFELA - Réseau des Femmes Élues Locales d'Afrique (Cap-Vert)*
- Abdoulaye DIARRA, *Coach Territorial (Sénégal)*

Principales recommandations

- Promouvoir l'égalité de genre sur le continent
- Établir le dialogue entre entrepreneurs et élu locaux
- Les entrepreneures doivent créer un réseau pour répondre à cette problématique de l'Économie Sociale et Solidaire
- Mobilisation de fonds nécessaires pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin

Principaux points soulevés par les intervenants

Fatna EL KHIEL

- 70% de la nourriture en Afrique est produite par les femmes
- Cette production n'est pas reconnue à sa juste valeur

Cécile MINOUGOU

- Partage d'expériences du Burkina Faso sur la valorisation des produits du terroirs
- Cette valorisation se fait à travers l'organisation de grands événements comme les foires pour permettre aux productrices d'exposer et de commercialiser leurs produits
- Le «consommer local» et l'autonomisation des femmes du Burkina Faso sont aussi encouragés par les autorités à travers la labellisation des produits artisanaux et agro-alimentaires

Fatima Ezzahrae LAKRIMI

- Trois axes de valorisation des produits du terroir :
 - Respect des normes d'emballage
 - Traçabilité du produit
 - Formation en marketing et suivi de l'évolution du marché et des besoins

Maxima MORENO

- Pour la valorisation des produits du terroir, les élus locaux doivent accompagner les entrepreneurs en les aidant à formaliser leurs entreprises
- Les gouvernements africains doivent être conscients qu'accompagner les femmes dans leur automatisation est le seul moyen de réduire la pauvreté en Afrique
- Les femmes entrepreneures doivent collaborer avec les élus locaux pour mettre en place des plateformes de mise en valeur de leurs produits comme le e-commerce

Abdoulaye DIARRA

- Principe du coaching territorial
- Comment le coach territorial peut soutenir les élues et les femmes entrepreneures dans le processus de valorisation des produits du terroirs
- Difficultés soulevées :
 - Problème de commercialisation des produits du terroirs
 - Manque de financement
 - Manque de formation

thème 6

SESSION PFF6SA1

RETOUR AU SOMMAIRE

Pré-Forum Femm'ESS

Financement et accompagnement des femmes africaines pour leur autonomisation économique dans les territoires

Sessions proposée par CGLUA - Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique

Modérateur : Bachir KANOUTE, *Enda ECOPOP - Espaces de Co production des offres populaires pour l'environnement et le développement en Afrique (Sénégal)*

Intervenantes :

- Marie Angèle MEYANGA, *Maire de Afanloum, Vice Présidente de REFELA - Réseau des Femmes Élues Locales d'Afrique - pour l'Afrique Centrale (Cameroun)*
- Ndeye Maty CISSE, *Vice-présidente du Conseil Départemental de Kaolack (Sénégal)*
- Thérèse Faye DIOUF, *Directrice du FONGIP - Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires (Sénégal)*
- Khadija DOUAYRI, *Présidente de la commission développement économique, social, culturel et environnemental, Conseil Régional de l'Oriental (Maroc)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'inclusion sociale comme objectif clé du développement durable est un aspect essentiel pour lutter contre la pauvreté, réduire les inégalités et promouvoir l'inclusion des sociétés
- Les défis sociaux et environnementaux sont étroitement liés

Principales recommandations

- Mettre les femmes au cœur des transformations de l'économie
- Construire des marchés à légumes

Principaux points soulevés par les intervenantes

Marie Angèle MEYANGA

- Encadrement, financement et accompagnement des jeunes
- Formation prioritaire dans les filières que sont le sel, la transformation agricole, la couture et l'habillement
- Formation en gestion et en marketing
- Faibles moyens financiers au niveau du département
- Absence de couverture sociale
- Insuffisance de l'équipement moderne
- Problème d'accès au foncier
- Difficultés à avoir des partenaires pour l'exportation de produits
- Plus de 50% des femmes dépendent de leurs maris
- Violences domestiques
- Encouragement et autonomisation durable des femmes

Ndeye Maty CISSE

- Innovations et apports du Coaching Territorial (CT) dans la promotion et le développement de l'Économie Sociale et Solidaire
- Coaching territorial dans la filière du sel à Kaolack

Thérèse Faye DIOUF

- Mise en place d'un fonds de garantie pour les villes
- Un fond qui touche particulièrement les femmes et les jeunes évoluant dans le secteur de la pêche, l'agriculture et l'artisanat
- Mise en place de dispositifs d'accompagnement des femmes
- Le FONGIP est un dispositif important pour articuler le haut et le bas

Khadija DOUAYRI

- Initiation du coaching territorial au Maroc en 2014 comme moyen de renforcement des capacités
- Promotion des produits à travers les salons, les forums, les séminaires
- Convention de partenariat en février 2023
- Engagement du conseil régional aux porteurs de projets
- Appui au financement de projets
- Prix d'excellence organisé chaque année
- Une banque dédiée aux femmes



les rapports détaillés



SESSION PFF6SA2

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Pré-Forum Femm'ESS

La citoyenneté bâtitrice au service des communes Cas concret : L'articulation du leadership femme et jeune pour une économie sociale et solidaire d'envergure à travers le cas de la commune de Cambérène

Session proposée par la Commune de Cambérène, Sénégal

Moderateur : Aly Ane DIOP, Maire de la commune de Cambérène et Professeur à l'université (Sénégal)

Intervenants :

- Nafy SAMBA, Première adjointe à la Mairie de Cambérène (Sénégal)
- Cristian PREIRA, Adjoint à la mairie des HLM (Sénégal)
- Harouna CAMARA, Maire de la commune de Dinguiraye (Sénégal)
- Clément DELCOURT, Yunus Sports Hub (France)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Tout développement a besoin de jeunes et de femmes motivés agissant pour l'intérêt commun
- Le modèle de développement économique des femmes à travers les AVEC et dahiras doivent être formaliser pour aboutir à une économie durable
- Le développement inclusif prenant en compte tous les aspects de l'ESS doit inclure l'intercommunalité
- Les femmes et les jeunes peuvent ainsi accéder à des formations et à des fonds pour mettre en place des activités concrètes

Principales recommandations

- Trouver des outils de mise en commun des forces collectives
- Dispenser des formations pour un renforcement des capacités des jeunes et des femmes

Principaux points soulevés par les intervenants

- La Citoyenneté bâtitrice comme vecteur de développement
- Mise en place d'une centrale d'achat pour valoriser la production
- Liens entre les jeunes et les femmes comme moteur et levier
- Présentation de modèles économiques pour les femmes à travers les tontines, les AVEC, les groupements, les dahiras (institutions culturelles et dispositifs de communication et d'enseignement coranique dans les villes mourides)
- Création de chaînes de valeur par le biais de l'intercommunalité
- Importance de la formation des jeunes et des femmes pour construire l'éducation financière
- Nécessité de faire des liens entre sport et entrepreneuriat social
- Outils et mécanismes de financement des femmes pour mener des activités concrètes

ATELIER PFF6AT3

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Pré-Forum Femm'ESS

Les ressources naturelles et l'environnement comme levier d'inclusion et d'autonomisation

Moderateur : Madina Hady TALL, Présidente de la Commission Aménagement, Développement durable et Gestion du littoral de la Ville de Dakar (Sénégal)

Intervenants :

- Aida DIONGUE-NIANG, Auditrice du GIEC - Groupe Intergouvernemental d'Expert sur l'Évolution du Climat (Sénégal)
- Sokhna DIÉ KA DIA, Directrice du Hub de Dakar, Natural Justice (Sénégal)
- Honoré Gabriel DJIVO, Professeur Associé en Science de Gestion à l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest (Sénégal)

thème 6

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Atelier d'échange sur les possibilités de transformer les effets néfastes du changement climatique en opportunités pour le développement de l'Économie Sociale et Solidaire
- Les aléas climatiques ont des répercussions considérables sur le développement socio-économique
- Le changement climatique constitue une menace déjà bien réelle au Sénégal (pluies intenses et de plus courtes durées, augmentation de la température, avancée de la mer, érosion côtière, etc.)
- La marginalisation de certaines couches sociales, notamment les femmes et les enfants, confrontés à des obstacles formels et informels dans l'accès et le contrôle des ressources, aux services de l'État et aux marchés
- Les solutions basées sur la nature sont des axes de réflexion pour s'adapter au changement climatique

Principales recommandations

- Travailler en synergie
- Développer la culture de l'évaluation
- Mettre en place les chaînes de valeur
- Mettre l'humain au cœur des décisions
- Développer des stratégies d'utilité et non de consommation

Principaux points soulevés par les intervenants

Aida DIONGUE-NIANG

- Impact du changement climatique sur les systèmes humains et naturels et sur les moyens de subsistance des communautés, notamment les personnes vulnérables
- Retour sur le dernier rapport du GIEC : hausse croissante des émissions de gaz à effet de serre et concentrations jamais égalées du gaz carbonique (CO₂), du nitrate d'azote (NO₂) et du méthane (CH₄)
- Les effets négatifs croissants du changement climatique causé par l'homme impacteront la disponibilité en eau et la production alimentaire, les villes, agglomérations et infrastructures, la biodiversité et les écosystèmes
- Impacts climatiques sous l'influence humaine sur les systèmes humains et les écosystèmes
- Les communautés contribuant le moins au changement climatique sont les plus impactées : déficit hydrique, baisse des rendements, augmentation des maladies et des décès liés au climat
- Le changement climatique exacerbe les problèmes qui existaient déjà
- Les femmes qui s'activent dans le secteur informel sont largement touchées ; elles ont moins accès à l'éducation, et sont moins mobiles en cas de catastrophes
- L'augmentation de la température dépend des choix que nous faisons maintenant

Sokhna Dié Ka DIA

- L'autonomisation juridique comme levier important de l'inclusion des femmes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement et d'environnement
- Redevabilité des États et des décideurs

- Nécessité pour les femmes de jouer un rôle dans les négociations pour réclamer la justice climatique
- L'autonomisation juridique peut rendre les politiques accessibles

Honoré Gabriel DJIVO

- Les ressources naturelles et l'environnement comme leviers d'inclusion et d'autonomisation en lien avec l'Économie Sociale et Solidaire
- L'économie verte permet de répondre aux défis de la transition de l'informel au formel et de créer des richesses tout en privilégiant l'utilité sociale à la finalité entrepreneuriale
- Économie verte comme contribution directe à la fiscalité locale et réponse pour combler les écarts
- L'Économie Verte Inclusive (EVI) permet d'assurer la résilience et la durabilité des écosystèmes, de promouvoir le bien être social, la répartition équitable des ressources et des charges, et de garantir une production et une consommation responsable
- Pour la mise en place de l'EVI, trois pistes :
 - Permettre à tout le monde de s'approprier les fondements de l'EVI à partir de la formalisation de l'activité économique des acteurs informels
 - Montrer comment l'EVI permet de transformer le problème de l'informel en une opportunité pour la collectivité
 - Faire un plaidoyer pour un programme de promotion du Partenariat Public-Privé au niveau local pour le développement de l'Économie Verte Inclusive portée par les villes



7

Économie Sociale et Solidaire et développement durable : articulations entre les pratiques et la recherche

L'utilité sociale de la recherche se retrouve tant dans sa capacité à éclairer le débat public que dans la réflexivité qu'elle offre aux acteurs ou dans sa contribution à la construction d'outils. Si le potentiel de l'ESS pour la réalisation des ODD est aujourd'hui reconnu, il reste à mieux en comprendre les processus, les accompagner et les évaluer pour non seulement développer des modalités de recherche participative au service des innovations sociales, mais aussi aider au développement de politiques publiques visant à les diffuser.



1 plénière thématique



13 ateliers et sessions autogérées



55 intervenants



Résumé des échanges

A La recherche en Économie Sociale et Solidaire (ESS) joue un rôle fondamental dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) tels que définis par les Nations Unies. L'utilité sociale de la recherche en ESS se manifeste à travers sa capacité à éclairer le débat public, à encourager la réflexion chez les acteurs et à contribuer à la création d'outils concrets pour le bien commun.

L'ESS est aujourd'hui reconnue comme un moteur de transformation sociale, mais il reste à mieux comprendre ses processus, à les accompagner et à les évaluer pour maximiser son impact positif. Les ODD fixent des objectifs ambitieux en matière de réduction de la pauvreté, d'égalité des sexes, de protection de l'environnement et bien d'autres domaines cruciaux pour l'avenir de notre planète. Dans le cadre de la résolution des Nations Unies sur l'ESS et les ODD, il est souligné que l'ESS peut jouer un rôle clé dans la réalisation de ces objectifs. L'ESS peut favoriser la croissance économique inclusive, la création d'emplois décents, la réduction des inégalités et la promotion du bien-être social. Il y a un vrai potentiel pour l'ESS de renforcer la résilience des communautés locales face aux crises économiques et environnementales.

La coopération entre la recherche, les institutions et les acteurs de l'ESS est considérée comme un élément clé pour favoriser une transition vers des territoires plus justes, solidaires et durables. Il a été souligné l'importance de former à la coopération dès l'école, ouvrir aux savoirs pluriels issus des sciences sociales, et soutenir le travail en réseau à différents niveaux pour renforcer les dynamiques à l'œuvre. Il est ainsi primordial de partager les expériences qui n'ont pas réussi afin de comprendre les blocages et les freins, tout comme les réussites pour inspirer et diffuser de nouvelles approches.

Pour y répondre, il a été préconisé de développer des outils et mécanismes de coopération et d'accompagnement des organisations communautaires et des coopératives pour favoriser le passage des économies informelles à l'ESS. Les innovations sociales sont des réponses concrètes pour favoriser un impact territorial. La recherche-action a été présentée comme un moyen de documenter ces pratiques novatrices et de promouvoir des écosystèmes territoriaux résilients, équitables et durables.

En conclusion, la résolution des Nations Unies sur les Objectifs de Développement Durable marque une avancée significative en reconnaissant l'ESS comme un concept fondamental pour réaliser les ODD. Il faut désormais favoriser la transversalité et le travail entre chercheurs pour promouvoir des modes d'organisations et de coopération comme leviers de transformation systémique. C'est à travers ces collaborations (recherche - société civile - acteurs publics) et une approche interdisciplinaire que l'ESS peut véritablement catalyser la transformation sociale et environnementale.

Martin GEORGES, Coordinateur de programmes, GSEF - Global Forum for Social and Solidarity Economy



Recommandations du Comité Scientifique

- 01 Instaurer une académie procurant une formation reconnue en ESS par les systèmes nationaux d'éducation.
- 02 Mettre en place des mécanismes de formation professionnelle pour les organisations et entreprises de l'ESS.
- 03 Soutenir les modalités de recherche-action, de liaison, de transfert et de veille à différentes échelles.
- 04 Promouvoir la recherche partenariale dans le domaine de l'ESS.
- 05 Former à la coopération, de l'école à l'université.
- 06 S'ouvrir aux savoirs pluriels issus de la coopération et des apprentissages.
- 07 Travailler à la systématisation d'indicateurs ESS et à leur intégration dans le système national de statistiques et de comptabilité.
- 08 Soutenir la coopération en réseau international de chaires ESS pour créer des passerelles entre universités et institutions.
- 09 Engager, aux côtés des élus locaux et des organisations de la société civile, un processus participatif pour l'adoption par l'Union Africaine d'une charte africaine de l'ESS.
- 10 Inviter les collectivités territoriales à mieux s'approprier et se conformer aux lois d'orientation de l'ESS, pour élaborer des plans locaux de développement de l'ESS.



plénière thématique • thème 7



*ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE :
ARTICULATIONS ENTRE LES PRATIQUES ET LA RECHERCHE*



REPLAY



Marguerite MENDELL, Timothée DUVERGER

Présidée par : M. Moussa BALDÉ, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Sénégal

Modération :

- M. Timothée DUVERGER, Responsable de la Chaire Territoires et ESS de Sciences Po Bordeaux, France
- Mme Marguerite MENDELL, Professeure distinguée Émérite à la School of community and public AFFAIRS, Directrice du Karl Polanyi Institute of Political Economy, Concordia University, Canada

Intervenants :

- M. Abdou Salam FALL, Directeur de Recherche titulaire des Universités, Responsable de la Formation Doctorale, Université Cheikh Anta DIOP de Dakar, Sénégal
- M. Leandro MORAIS, Enseignant-Chercheur, Université de Sao Paulo, Brésil
- Mme Colombia PÉREZ MUÑOZ, Directrice de l'INDESCO - Institut Universitaire de l'Économie Sociale et Coopérative, Université Coopérative de Colombie

Principales recommandations

- Connecter l'enseignement, la recherche et la pratique
- Élargissement de la culture scientifique de l'enseignement de l'économie
- Définir l'agenda de la recherche en ESS
- Conception des bilans sociaux pour les impacts et les effets de l'ESS
- Lien entre recherche et couverture sanitaire universelle

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Est-ce qu'il y a une économie formelle d'un côté et une économie informelle de l'autre, ou bien existe-il une troisième économie ?
- Discussion autour des politiques économiques et du rôle de l'ESS dans un changement de paradigme sur la manière de penser l'économie
- Réflexion à mener: de quelle nouvelle richesse avons-nous besoin ?
- Comment contextualiser l'ESS à travers nos recherches ?
- Échanges de pratiques et surtout d'expériences et d'expertises qui n'ont pas marché afin de voir les limites
- Les défis de l'édition scientifique
- Question des inégalités

Principaux points soulevés par les intervenants

M. Abdou Salam FALL

- Fournir des résultats qui sont utiles pour une diffusion et un partage des pratiques
- L'ESS a besoin d'interaction avec le monde scientifique (pratiques et recherche)
- La conception des bilans sociaux pour les impacts et les effets de l'ESS
- Prendre en compte la territorialité de l'ESS
- Etablir un dialogue interdisciplinaire
- Favoriser les politiques transversales : l'ESS doit être intégré dans tous les ministères car elle peut nous conduire à un développement harmonisé

Mme Colombia PÉREZ MUÑOZ

- L'ESS permet un développement endogène, crée et préserve des emplois de qualité
- L'ESS améliore les conditions de vie et fait la promotion de la démocratie
- Il faut une stratégie pour une formalisation plus structurée des acteurs
- Il faut une adaptation des politiques publiques à la diversité de l'ESS et une plus forte promotion de la co-construction
- Il faut conceptualiser et définir l'ESS, et développer des outils et des méthodologies pour en mesurer l'impact réel
- Enseigner la notion de l'ESS aux jeunes car elle offre de nouveaux horizons et crée ainsi une connexion générationnelle

M. Leandro MORAIS

- Développer la recherche interdisciplinaire
- L'ESS est pour l'optimisation, le bien-être et pour la production de biens et services répondant aux besoins fondamentaux des personnes
- Favoriser la participation des citoyens et acteurs pour une économie citoyenne démocratique

Mme Marguerite Mendell

- Interaction de l'ESS avec son monde qu'est l'environnement
- L'indice du bien-être comme boussole
- L'information scientifique, numérique et les enjeux
- Interpellation des institutions sur la gestion de leurs savoirs
- Les ODD doivent se doter des informations accessibles à tous
- Partage de connaissance à l'échelle internationale
- Systèmes de managements des connaissances
- Développer les recherches scientifiques et la recherche partenariale
- Réflexibilité des acteurs de l'ESS





les ateliers et sessions autogérées



ATELIER 7AT1 RAPPORT

Impact social, utilité sociale et responsabilité : enjeux et limites des notions

Modération : Kalidou SY, Enseignant-chercheur à l'Université Gaston-Berger (Sénégal)

Intervenants :

- Françoise VAN ZEEBROECK, ConcertES (Belgique)
- Thomas NOMMER, Impact Tank (Europe)
- Maryline FILIPPI, Chaire Terr'ESS, Université de Bordeaux (France)

ATELIER 7AT2 RAPPORT

La coopération entre la recherche, les institutions et les acteurs pour une transition sur les territoires

Modération : Serigne Momar SARR, Enseignant-chercheur en sociologie à l'UCAD - Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Intervenants :

- Sambou NDIAYE, Enseignant à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal)
- Elodie ROS, Professeur à LUCI - L'Université Coopérative Internationale, Paris 8 (France)
- Josiane STOESSEL-RITZ, Université de Haute-Alsace, Chaire ESS, Laboratoire SAGE (France)

ATELIER 7AT3 RAPPORT

ESS, les innovations sociales : des réponses concrètes pour un impact territorial

Modération : Saliou KAMARA, Agence de Développement Municipal de Dakar (Sénégal)

Intervenantes :

- France ÉMOND, Directrice générale Territoires innovants en Économie Sociale et Solidaire (Canada)
- Elisabeth BEAULNE MORIN, Chargée de projets au CESIM - Conseil d'Économie Sociale de l'Île de Montréal (Canada)
- Cécile VERGIER, Commissaire à l'Économie Sociale de la ville de Montréal (Canada)
- Isabelle HOYAUX, Fondatrice de ScaleChanger (France)
- Ndiello AW BADJI, Fondatrice du Groupe Mamy Kaya et Mamy Kaya world (Canada)

SESSION 7SA2 RAPPORT

Quel modèle sénégalais d'Économie Sociale & Solidaire et Populaire : ressorts, éléments paradigmatiques et défis méthodologiques ?

Modération : Sambou NDIAYE, Enseignant-chercheur, Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal)

Intervenants :

- Mame Saye SECK, Coordinatrice de projets chez UNSAS - Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal
- Khady SAMBA, Directrice de la promotion de l'ESS au Ministère de la Microfinance et de l'ESS du Sénégal
- Abdoul Karim GUEYE, Directeur national HEIFER International (Sénégal)
- Amadou DIONE, Président et Fondateur de l'ONG Concept, Représentant du GIE des coordinatrices des Régions du Secteur informel (Sénégal)
- Mamba SOUARE, Co-fondateur de Makesense Africa, Co-organisateur du Pré-Forum Jeun'ESS (Sénégal)

SESSION 7SA3 RAPPORT

Approche néo-polanyienne pour la recherche et le développement en matière de durabilité : les moyens de subsistances des populations

Session proposée par Tokyo University of Foreign Studies, JDPSR - Joint Doctoral Program for Sustainability Research

Modération : Chikako NAKAYAMA, Département Études internationales, JDPSR - Joint Doctoral Program for Sustainability Research, Université de Tokyo (Japon)

Intervenants :

- Mai KOJIMA, Étudiante à l'Université de Tokyo (Japon)
- Fafa SENE, Doctorant à l'Université de Tokyo (Japon)



thème 7

SESSION 7SA4 RAPPORT

L'ESS au Sénégal, nouveau dialogue entre l'économie solidaire et l'économie populaire ?

Session proposée par l'Université Coopérative Internationale, UMR LADYSS/Paris 8 - Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces

Modération : Jacqueline DESCARPENTRIES, *Chercheure associée, UMR CNRS LADYSS/Paris8 (France)*

Intervenants :

- Elodie ROS, *Professeur à LUCI - L'Université Coopérative Internationale, Paris 8 (France)*
- Nafissatou DIAW KEBE, *Sage-femme, Responsable du poste de santé de Mbao (Sénégal)*
- Diarra Ndao SENGHOR, *Infirmière au poste de santé de Mbao (Sénégal)*
- Babacar DIOUF, *UCAD - Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)*

SESSION 7SA5 RAPPORT

Marché coopératif : espace de distribution des produits des acteurs pour les acteurs

Modération : Katy KOUM, *FORESSCAM - Coopérative des Formateurs en Économie Sociale et Solidaire au Cameroun*

Intervenants :

- Etienne Didier ATANGANA, *Président du conseil d'administration de FORESSCAM - Coopérative des Formateurs en Économie Sociale et Solidaire au Cameroun*
- Basile BOOG KANGA, *Président REDESS - Réseau Départemental de l'Économie Sociale et Solidaire (Cameroun)*
- Joseph ALIN, *Président du réseau FORESSCAM - Coopérative des Formateurs en Économie Sociale et Solidaire au Cameroun*

SESSION 7SA7 RAPPORT

Approche territoriale et développement de l'ESS : élaboration de la vision du développement économique territorial

Session proposée par l'EMESSE - Espace Marocain de l'Économie sociale, solidaire et environnementale

Modération : Abdesselam EL MOUKET, *Vice-président de l'EMESSE (Maroc)*

Intervenants :

- Mohamed JOUMANI, *Expert en développement humain, membre du REIESS - Réseau Esprit initiative de l'ESS (Maroc)*
- Youssef ELLOUXE, *Représentant du REIESS - Réseau Esprit initiative de l'ESS (Maroc)*

SESSION 7SA9 RAPPORT

Libérer le potentiel de l'ESS à travers la régénération des communautés

Modération : Pauline EYEBE EFFA, *Présidente du PFAC - Partenariat France et Afrique pour le Co-développement au Cameroun, Représentante ESS-Forum International (Cameroun)*

Intervenants :

- Alphonse Didier BIKOULA, *Maire de la Commune d'Olanguina (Cameroun)*
- Leontine EVINA, *Coordonnatrice de l'ESS (Cameroun)*
- Marta BRUSCHI, *Diesis Network (Belgique)*

SESSION 7SA10 RAPPORT

Alliances territoriales pour la durabilité et la viabilité de l'ESS : expériences latino-américaines

Modération : Colombia PÉREZ MUÑOZ, *Directrice de l'INDESCO - Institut Universitaire de l'Économie Sociale et Coopérative, Université Coopérative de Colombie (Colombie)*

Intervenants :

- Berenice ALCALDE, *Directrice Générale CGES - Centre Mondial de Stratégie Sociale, INAES - Institut National d'Économie Sociale (Mexique)*
- Leandro MORAIS, *Enseignant-chercheur, Université de São Paulo, (Brésil)*



les ateliers et sessions autogérées



Sessions du Pré-Forum Femm'ESS

SESSION PFF7SA2

RAPPORT

La réalité économique des femmes africaines face aux impacts des changements climatiques et des flux migratoires

Session proposée par la Fondation MUNTU

Modération : Cathia CARIOTTE, *Consultante en stratégie de développement et d'innovation, Fondation MUNTU (Canada)*

ATELIER PFF7AT2

RAPPORT

La prise en compte du genre dans l'ESS

Modération : Awa NGUER FALL, *Coordinatrice au sein du PASNEEG - Projet d'Appui à la Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre (Sénégal)*

Intervenants :

- Joëlle TETART, *Conseillère en innovation sociale sur le Genre pour la coopérative de finance éthique CREDAL (Belgique)*
- Andrea RODRIGUEZ, *Chargée de projet, RPESS Europe (Espagne)*
- Sandra SALSÓN MARTÍN, *Coordinatrice de projet, Grupo Cooperativo Tangente (Espagne)*
- Oumar BA, *Économiste et Directeur de publication de #WeerBi (Sénégal)*

ATELIER PFF7AT4

RAPPORT

ESS et genre, quels enjeux et opportunités ?

Modération : Marième DIOP DIEYE, *Juriste internationale experte en Décentralisation et Développement des territoires, Genre, Droits des femmes et des enfants (Sénégal)*

Intervenantes :

- Amina ZAIR, *Présidente de AFAQ - Actions Femmes des Associations de Quartier du Grand Casablanca (Maroc)*
- Maria Ernestina OCHOA LUJÁN, *I PROFOTH - Institut pour la promotion et la formation des travailleurs domestiques - INSPIR continental (Pérou)*
- Nafissatou DIAW, *Sage-femme, responsable du Poste de santé CAPEC à Zac M'Bao (Sénégal)*



Cécile VERGIER
Sailou KAMARA
Abdesselam EL MOUKET
Josiane STOESEL-RITZ



les rapports détaillés

ATELIER 7AT2

RETOUR AU SOMMAIRE

La coopération entre recherche, les institutions et les acteurs pour une transition sur les territoires

Modérateur : Serigne Momar SARR, *Enseignant-chercheur en sociologie à l'UCAD - Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)*

Intervenants :

- Sambou NDIAYE, *Enseignant à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal)*
- Elodie ROS, *Professeur à LUCI - L'Université Coopérative Internationale, Paris 8 (France)*
- Josiane STOESSEL-RITZ, *Université de Haute-Alsace, Chaire ESS, Laboratoire SAGE (France)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'ESS comme vision d'un bien vivre ensemble, portée par des personnes qui mènent des projets pour une société plus juste, solidaire et durable
- Former à la coopération à l'école et à l'université
- Ouverture aux savoirs pluriels issus de la coopération, des apprentissages et des interactions, comme des innovations participatives et innovantes
- Soutenir la coopération en réseau aux niveaux continental et international
- Importance des codes culturels et des langues nationales pour l'ancrage territorial
- Recherche partenariale entre enseignants-chercheurs, étudiants et les acteurs sociaux de l'ESS
- Absence de l'État dans les politiques de l'ESS
- Parts de marché de l'ESS marginalisées
- Problématique de l'accessibilité aux données officielles

Principales recommandations

- Soutenir la coopération en réseaux, internationaux et africains
- Former à la coopération de l'école à l'université et promouvoir l'entrepreneuriat collectif
- Mettre en place des volets de formation, de partage et de diffusion des savoirs, et un volet d'intervention sociale en termes d'accompagnement, d'appui conseil et de suivi-évaluation
- Ouverture aux savoirs pluriels issus de la coopération, des apprentissages et des interactions, comme des innovations participatives et innovantes

Principaux points soulevés par les intervenants

Sambou NDIAYE

- Le contexte des universités sénégalaises : universités extraverties et élitistes, remise en cause systématique qui fait écho mouvement de Mai 1968, système LMD
- Besoin de réformes universitaires pour mieux faire face aux attentes sociales, économiques et culturelles
- Offrir des services sociaux : services au profit des communautés, séances de vulgarisation de techniques, offre de formation plus adaptée aux potentialités territoriales contribuant au renforcement du capital socio-culturel
- Présentation de ARUT, dispositif partenarial regroupant des chercheurs et des acteurs territoriaux en vue de co-réaliser des recherches et des interventions de développement territorial
- Projet de recherche-action SENSE

- Défis de la recherche partenariale avec les acteurs de l'ESS :
- Revoir les méthodes et mécanismes d'accompagnement et de financements des projets de développement socio-économique
- Identifier les problèmes sociaux de base afin d'apporter des solutions concrètes

Josiane STOESSEL-RITZ

- Place croissante des disciplines de ESS dans l'espace universitaire
- Former à l'ESS, c'est former à la coopération par la recherche-action
- La chaire ESS, une innovation sociale dédiée à la coopération, un espace de rencontres et d'échanges, un lieu d'interface et de dialogue, une structure partenariale au service de la coopération
- Complexité interculturelle et intergénérationnelle
- ESS, un mode de développement fulgurant, contre l'approche épistémologique



les rapports détaillés



ATELIER 7AT3

RETOUR AU SOMMAIRE

ESS, les innovations sociales : des réponses concrètes pour un impact territorial

Modérateur : Saliou KAMARA, *Agence de Développement Municipal de Dakar (Sénégal)*

Intervenantes :

- France ÉMOND, *Directrice générale Territoires innovants en Économie Sociale et Solidaire (Canada)*
- Elisabeth BEAULNE MORIN, *Chargée de projets au CESIM - Conseil d'Économie Sociale de l'Île de Montréal (Canada)*
- Cécile VERGIER, *Commissaire à l'Économie Sociale de la ville de Montréal (Canada)*
- Isabelle HOYAUX, *Fondatrice de ScaleChanger (France)*
- Ndiallo AW BADJI, *Fondatrice du Groupe Mamy Kaya et Mamy Kaya world (Canada)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Importance de la collaboration entre institutions de recherche et acteurs de l'économie sociale afin de documenter l'émergence de pratiques novatrices
- Promotion de l'ESS et formation des acteurs afin qu'ils passent de l'informel au formel
- La recherche comme levier de changement d'échelle nécessaire à l'innovation sociale
- L'implication des pouvoirs publics pour des politiques claires et un soutien aux acteurs
- Les expériences présentées ont démontré que la synergie pratique-recherche est à l'origine de modèles efficaces
- Les synergies entre la pratique et la recherche ont permis la documentation et la mise à disposition d'un argumentaire pour soutenir tout le processus, de l'émergence à la mise à l'échelle
- Les écosystèmes et les contextes diffèrent : Montréal ne connaît pas d'économie informelle et dispose d'organismes d'accompagnement aux entrepreneurs ainsi que d'un réseau universitaire de soutien

Principales recommandations

- Encourager les rencontres entre acteurs, chercheurs et organismes d'accompagnement
- Visibiliser et diffuser les modèles des réussites qui font la promotion de l'Économie Sociale et Solidaire

Principaux points soulevés par les intervenantes

France ÉMOND

- Collaboration entre institutions d'enseignement supérieur et réseaux de l'économie sociale pour la co-construction de connaissances : articles universitaires, projets de recherche et recherches internationales
- Synergie entre Économie Sociale et économie circulaire, un duo d'impact

Elisabeth BEAULNE MORIN

- Présentation du projet Symbiose
- Relation entre les pouvoirs politiques et les travaux de terrain pour un développement de l'Économie Sociale
- Caractéristiques de l'Économie Sociale du Québec : des organismes d'accompagnement aux entreprises et un réseau universitaire de soutien pour un renforcement des compétences afin de créer un réseau fort

Cécile VERGIER

- Feuille de route en ESS
- Vers des soutiens sectoriels plus structurés
- L'impact de l'innovation sociale
- Diagnostic avant changement d'échelle

Isabelle HOYAUX

- Impact de l'innovation sociale
- Changement d'échelle
- Contribution à l'écosystème
- Enjeux et défis liés à l'accompagnement et à l'aide à la levée de fond
- Présentation d'un modèle de réussite à travers l'innovation et la confiance. Passer à l'échelle ne signifie pas nécessairement avoir un financement ou une usine mais des partenariats fiables avec lesquels nouer un rapport de confiance pour un accompagnement de qualité
- Le développement de différents modèles de financement (communautés, tontines, familles)
- La diversification des partenaires de financement et l'adaptation des modèles d'affaires aux opportunités et au marché

thème 7

Ndiallo AW BADJI

- Modèle concret d'ESS: le groupe Mamy KAYA se veut économique et rentable pour réinvestir dans le social
- Changement d'échelle
- Impact de l'innovation sociale
- Contribution à l'écosystème
- Enjeux et défis : démocratisation des ressources naturelles pour un partenariat international, opérationnalisation d'un fond d'appui en partenariat avec la microfinance

SESSION 7SA2

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Quel modèle sénégalais d'Économie Sociale & Solidaire et Populaire : ressorts, éléments paradigmatiques et défis méthodologiques ?

Modérateur : Sambou NDIAYE, *Enseignant-chercheur, Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal)*

Intervenants :

- Mame Saye SECK, *Coordinatrice de projets chez UNSAS - Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal*
- Khady SAMBA, *Directrice de la promotion de l'ESS au Ministère de la Microfinance et de l'ESS du Sénégal*
- Abdoul Karim GUEYE, *Directeur national HEIFER International (Sénégal)*
- Amadou DIONE, *Président de l'ONG Concept; Représentant du GIE des coordinatrices des Régions du Secteur informel (Sénégal)*
- Mamba SQUARE, *Co-fondateur de Makesense Africa, Co-organisateur du Pré-Forum Jeunesse (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'ESS comme alternative privilégiée pour une transition des économies informelles vers des économies collectives et durables pour les territoires, et l'entrepreneuriat collectif comme voie au développement
- L'ESS comme modèle économique le plus adapté à l'écosystème sénégalais
- Cependant, tendances à l'individualisme, une bonne partie des organisations sont des entreprises déguisées sous le terme d'ESS, sous le joug du profit et de l'accaparement, symbole d'une crise de la gouvernance interne
- Au Sénégal, le cadre juridique est présent mais les acteurs sont peu outillés pour le comprendre et apprendre; ils sont plus enclins à valoriser les pratiques plutôt qu'à rectifier les manquements
- Rupture du tissu social qui empêche les acteurs de se connecter à d'autres communautés et remet en cause le principe de solidarité
- L'ESS peut mener vers la prospérité, mais il faut tenir compte de ses limites; les économies informelles peuvent-elles mener au développement?
- La place des universités dans la session n'a pas été évoquée alors que leur collaboration avec les acteurs peut se révéler féconde et coopérative afin de s'impliquer dans la logique de l'ESS

Principale recommandation

Développer des outils et mécanismes de coopération et d'accompagnement des organisations communautaires, des coopératives et des acteurs de l'ESS.

Principaux points soulevés par les intervenants

Mame Saye SECK

- Co-construction pour un modèle de développement économique et social
- Recherche sur les transformations économiques et sociales au Sénégal et en France pour définir les enjeux communs
- Relever les défis :
 - Prendre en charge des organisations pour les structurer
 - Accompagner les acteurs pour répondre à une précarité multidimensionnelle
- Créer des liens avec les institutions pour un renforcement des capacités entrepreneuriales des femmes (alphabétisation et professionnalisation)
- Valeur ajoutée de l'expérience présentée :
 - Renforcement institutionnel pour parvenir à des organisations plus fortes et durables
 - Renforcement du leadership des femmes par l'acquisition de nouvelles compétences et par la participation à la vie politique
 - Implication dans la protection environnementale
 - Concilier activité économique et utilité sociale



les rapports détaillés



Khady SAMBA

- Diagnostic pour définir la stratégie de l'ESS au Sénégal
- Définition d'un cadre juridique avec une approche participative
- Classification des acteurs de l'ESS : les coopératives sont les acteurs naturels de l'ESS, tout comme les associations à but non lucratif. La nouveauté est l'intégration des associations entrepreneuriales et responsables respectant les valeurs de l'ESS
- Accompagnement technique et financier des acteurs par les pouvoirs publics

Abdoul Karim GUEYE

- Eléments de base pouvant alimenter un modèle social d'ESS
- Développement holistique basé sur les valeurs de Diokolanté, d'exploitation familiale, de partage d'expérience et de pratiques
- Démarche de développement du capital social de la famille vers les coopératives pour une bonne capacité de négociation
- Eléments clés pour la création d'un écosystème favorable à l'ESS :
 - Construction de la résilience économique des jeunes et des femmes dans le Sahel
 - Partenariat entre l'État, le secteur privé et les collectivités locales, porte d'entrée pour l'accompagnement

Amadou DIONE

- Les caractéristiques de l'ESS : modèle socio-économique qui met l'homme au centre du développement, avec des objectifs d'équité, de responsabilité et d'entrepreneuriat par la coopération et la mutualisation
- Défis : la dispersion des initiatives favorise les enjeux cachés ; les outils et méthodes d'accompagnement des acteurs sont inadaptés car importés
- Leviers : mutualisation des connaissances et des ressources ; prise en compte de l'écosystème pays ; évolution des entreprises de survie vers des entreprises de grande envergure par la collaboration entre entrepreneurs

Mamba SQUARE

- Partage de l'approche Makesense : mouvement international et citoyen de soutien de l'ESS
- Collaboration d'entrepreneurs pour une résolution des problèmes
- Intégration du programme d'entrepreneuriat social dans les curricula universitaires

SESSION 7SA7

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Approche territoriale et développement de l'Économie Sociale et Solidaire : élaboration de la vision du développement économique territorial

Session proposée par l'EMESSE - Espace Marocain de l'Économie sociale solidaire et environnementale

Modérateur : Abdesselam EL MOUKET, *Vice-président de l'EMESSE - Espace Marocain de l'Économie Sociale Solidaire et Environnementale (Maroc)*

Intervenants :

- Mohamed JOUMANI, *Expert en développement humain, membre du REIESS - Réseau Esprit initiative de l'ESS (Maroc)*
- Youssef ELLOUXE, *Représentant du REIESS - Réseau Esprit initiative de l'ESS (Maroc)*

Principales recommandations

- S'inspirer de l'expérience marocaine et de son modèle d'accompagnement très séduisant pour l'implanter au Sénégal et dans le reste de l'Afrique
- Informer et appuyer les acteurs de l'informel comme les ambulants pour qu'ils puissent avoir accès aux mécanismes de protection
- Mise en place d'une approche de coaching territorial : réalisation d'un diagnostic de terrain pour déterminer la relation entre personnes et institutions pour parvenir à une résolution des problèmes qui bloquent les acteurs du secteur

thème 7

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Les politiques de développement social au Maroc sont en évolution permanente depuis plus de deux décennies. Des initiatives de coopération sont mises en place pour l'amélioration de l'économie sociale. Il y a une collaboration entre secteur public, secteur privé et société civile pour mutualiser les ressources et les compétences. Le comité d'accompagnement du secteur a pour objectif l'inclusion économique des populations et plus particulièrement les jeunes et les femmes à travers la promotion de l'ESS et de ses chaînes de valeurs.
- Le Maroc a adopté l'État social et il y a une couverture sociale pour toutes les couches sans cotisation. Les projets sont validés au niveau central et il y a une interface entre les porteurs de projets et l'organe de validation. Les outils d'accompagnement sont multiples et adaptés selon la catégorie sociale
- L'ESS n'est pas une recette mais une approche, un concept. La disponibilité des fonds et des outils d'accompagnement est là mais il y a un problème d'accessibilité, notamment pour les jeunes
- Débat sur l'obligation de formaliser, passage nécessaire, mais il existe un risque de voir des modèles disparaître
- Nécessité cependant d'encadrer l'ESS pour la protection et l'accompagnement des acteurs. La loi doit intervenir pour protéger leurs activités et la préservation de l'écosystème

Principaux points soulevés par les intervenants

Abdesselam EL MOUKET

- L'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH), programme gouvernemental 2019-2023, a réservé une place à l'ESS en lui dédiant un axe intitulé "Appui à l'ESS" permettant l'accompagnement et l'assistance des acteurs
- Création d'un comité provincial de développement économique, expérience pilote, initié par la coopération allemande pour une concertation et un dialogue entre les acteurs
- La porte d'entrée du développement étant les collectivités locales, le comité contribue à l'amélioration des performances des acteurs par un dialogue avec l'écosystème économique local
- Contribution à la mise en œuvre d'une dynamique locale de développement

Mohamed JOUMANI

- Questionnement sur la protection de l'Économie Sociale et Solidaire : devrait elle se faire sur le secteur en tant que tel ou à travers les politiques sociales ?
- Choix des politiques sociales au Maroc à travers la création en 1999 de la fondation Mohamed V et l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) ; l'exécution des politiques se fait au niveau territorial
- Les contraintes de cette démarche : le ciblage, la convergence des acteurs
- Modèle revu en 2017 pour la rationalisation des programmes existants sur la base de leur efficacité, et création de systèmes et mesures de protection sociales pour tous
- Deux chantiers ouverts au Maroc en rapport avec l'ESS : le registre social unifié et l'aménagement de l'écosystème pour la protection des acteurs de l'ESS

Youssef ELLOUXE

- Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire à travers le réseau esprit d'initiative de l'ESS au Maroc : entrepreneuriat des jeunes, renforcement des capacités des jeunes, développement de l'approche genre
- Perspectives : promotion d'échange et de partage entre les principaux acteurs nationaux et internationaux de l'économie sociale ; lancement des dispositifs de promotion de l'économie sociale par l'introduction de méthodologies d'accompagnement innovantes ; diffusion des techniques d'accompagnement ; entrepreneuriat en ESS principalement en faveur des jeunes et des femmes
- Défis : ciblage, convergence des acteurs, croissance économique pour un impact social



les rapports détaillés



ATELIER 7AT1

RETOUR AU SOMMAIRE

Impact social, utilité sociale et responsabilité : enjeux et limites des notions

Modérateur : Kalidou SY, Enseignant-chercheur à l'Université Gaston-Berger (Sénégal)

Intervenants :

- Françoise VAN ZEEBROECK, ConcertES (Belgique)
- Thomas NOMMER, Impact Tank (Europe)
- Maryline FILIPPI, Chaire Terr'ESS, Université de Bordeaux (France)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- La question de l'évaluation des pratiques, des modes de gouvernances, des interventions sont d'autres pistes pour mieux comprendre les fondements épistémologique et économique de l'ESS
- Économie écologique
- Projets à fort impact social, exemple de l'Impact Tank
- Imaginaire de l'entrepreneuriat en Afrique

Principales recommandations

- Gouvernance partagée et partenariat multi-niveaux
- Dispositifs, outils d'ingénierie pour une gouvernance participative
- Assurer la mutualisation des savoirs

Principaux points soulevés par les intervenants

Françoise VAN ZEEBROECK

- Articulation entre la recherche et les acteurs d'ESS
- ONG ConcertES : Créée en 2008 par décret du gouvernement de la région de Wallonie pour l'Économie Sociale, elle regroupe 22 fédérations et organisations dans de nombreux secteurs d'activités (énergie, alimentation durable, économie circulaire, insertion socio-professionnelle, entreprises sociale)
- ConcertES s'appuie sur la stratégie Alternativ'ES Wallonia de développement de l'ESS 2020-2024 : soutenir l'innovation sociale, faciliter la professionnalisation et le changement d'échelle, visibiliser et promouvoir les entreprises ESS
- Projets de recherche-action portés et construits par des centres de recherches :
 - VISES (Valorisation de l'Impact Sociale de l'Entrepreneuriat Social) vise à concevoir, tester et diffuser les dispositifs de valorisation de l'ESS / Résultats : prise en compte des aspects quantitatifs et qualitatifs de l'impact, prise en compte des effets multidimensionnels
 - Projet DENIS (Développons et Évaluons Notre Impact Social)
 - Projet DEVISUS (Développement d'un Écosystème de Valorisation) : l'objectif est de renforcer de liens entre recherche et entreprises de l'économie sociale en Wallonie et contribuer au développement d'une économie durable solidaire

Thomas NOMMER

- Stratégies de l'ONG « SOS group » pour la protection des enfants (actions internationales) et de POLSE (réseau d'incubateurs d'entrepreneuriat)
- Procédé : triangulation, anticipation, financement
- Indicateurs de développement sectoriel avec prise en compte des ODD



thème 7

Maryline FILLIPI

- Développer la notion de « Responsabilité Territoriale des Entreprises » (RTE)
- Comment renforcer l'ESS (la Responsabilité Territoriale des Entreprises) comme réponse aux défis des transitions)
- Économie de la poignée de mains, selon Victorine Ndeye
- De l'économie informelle vers des économies collectives et durables des territoires
- Facteurs : changements climatiques, transitions, accroissement des inégalités socio-économiques, cela fait des territoires des lieux de création de solution pour les communautés
- Valeurs de l'ESS au cœur d'un développement territorial
- Le lien et les points communs entre ESS et territoire : lucrativité limitée, démocratie participative, humain et ancrage de l'ESS dans des territoires affirmés, mais il reste à construire
- La RTE comme basculement radical de l'individuel au collectif (responsabilité avec action, force de transformation, nouvelles formes d'organisation)
- RTE : renouvellement des notions pour entreprendre en collectif et en responsabilité pour le bien commun à travers un ancrage territorial, territoire comme construction social, basculement des logiques
- Gouvernance territoriale partagée, processus dynamique, outils d'ingénierie pour une gouvernance participative

SESSION 7SA3

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Approche néo-polanyienne pour la recherche et le développement en matière de durabilité : les moyens de subsistances des populations

Session proposée par la Tokyo University of Foreign Studies, Joint Doctoral Program for Sustainability Research

Modérateur : Chikako NAKAYAMA, Département Études internationales, JDPSR - Joint Doctoral Program for Sustainability Research, Université de Tokyo (Japon)

Intervenants :

- Mai KOJIMA, Étudiante à l'Université de Tokyo (Japon)
- Fafa SENE, Doctorant à l'Université de Tokyo (Japon)

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Il faut prendre en considération les dimensions familiales
- Prendre en compte l'aspect culturel des sociétés pour mieux résoudre leurs problèmes

Principales recommandations

- Proposer des solutions technologique et innovantes, comme des panneaux solaires sous forme de cylindres
- Adopter des politiques décentralisées qui seront aux bénéfices de toute la population

Principaux points soulevés par les intervenants

Mai KOJIMA

- Transition énergétique vers le solaire, 1950-2023
- Installation des panneaux solaires appréciée par les agriculteurs
- Développement de l'énergie solaire au Sénégal par la Banque Mondiale
- A Kaolack, problème de la poussière qui entoure les panneaux solaires (diminue leur durabilité)
- Des solutions technologiques devraient être proposées (panneaux solaire cylindriques, etc.)
- Il faut améliorer l'accès à l'énergie sans causer de dommages à l'environnement

Fafa SENE

- Considérer la dimension sociale dans la façon de faire
- Résoudre la problématique de vente des terrains en sensibilisant les populations sur l'importance de ces derniers
- Essayer de développer des politiques adaptées à nos réalités et non faire du copier-coller
- Organiser des panels de discussions pour résoudre ces problèmes dans notre localité



les rapports détaillés



SESSION 7SA4

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

L'ESS au Sénégal, nouveau dialogue entre l'économie solidaire et l'économie populaire ?

Session proposée par l'Université Coopérative Internationale, UMR LADYSS/Paris 8 - Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces

Modératrice : Jacqueline DESCARPENTRIES, *Chercheuse associée, UMR CNRS LADYSS/Paris8 - Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces (France)*

Intervenants :

- Elodie ROS, *Professeur à LUCI - L'Université Coopérative Internationale, Paris 8 (France)*
- Nafissatou DIAW KEBE, *Sage-femme, Responsable du poste de santé de Mbao (Sénégal)*
- Diarra Ndao SENGHOR, *Infirmière au poste de santé de Mbao (Sénégal)*
- Babacar DIOUF, *UCAD - Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

LUCI, coopération de recherche pluridisciplinaire internationale, est basée sur le partage des savoirs, des connaissances et des expériences d'éco-santé des peuples. Elle appuie des activités citoyennes au service des communautés par le croisement des connaissances scientifiques des mondes humains et non humains, croisées aux savoirs écologiques des populations.

Principales recommandations

- Étudier les savoirs endogènes en travaillant avec les communautés afin de voir la manière dont la recherche peut apporter des solutions
- Nécessité d'une épistémologie africaine pour saisir la naissance de l'économie informelle
- Favoriser et valoriser les recherches-pratiques : apprentissages réciproques entre les populations et les chercheurs académiques

Principaux points soulevés par les intervenants

Introduction

- Format du panel : Cercle d'intelligence collective
- Genèse du partenariat entre LUCI et le Sénégal
- Présentation des résultats de la recherche
- Articulation entre Économie solidaire et Économie populaire dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest

Elodie ROS

- L'ESS au Sénégal, un nouveau dialogue entre l'Économie solidaire et l'Économie populaire
- Étudier les savoirs endogènes en travaillant avec les communautés afin de voir la manière dont la recherche peut apporter des solutions
- Nécessité d'une épistémologie africaine pour saisir la naissance de l'économie informelle
- Renouveau des questions de l'ESS, co-construction de catégories de pensée
- Présentation de la première co-recherche de produits d'une coopérative basée à Mbao : création d'une économie pour l'amélioration des conditions de travail

Nafissatou DIAW KEBE

- Projet de création d'une coopérative de santé collective à travers un restaurant solidaire de production de jus locaux
- Projet permettant de résoudre les problèmes confrontés par le poste de santé
- Création d'une économie afin de relever le plateau médico-technique
- Assistance aux personnes vulnérables par l'intermédiaire des "badiénou gokh"

Diarra Ndao SENGHOR

- L'idée de faire des activités économiques émane des partenaires vu que les recettes du poste de santé sont maigres
- Depuis sa création, une bonne partie des dépenses est couverte

thème 7

Babacar DIOUF

- Le second projet au village de Ngothie a offert un bâtiment pour y baser une école d'éco-santé
- Co-recherche réalisée à partir d'un diagnostic participatif pour identifier les problèmes
- Des initiatives mises en œuvre pour résoudre le problème de la sécheresse en plantant 1000 arbres en 2022
- Les savoirs locaux sont valorisés et sont exploités à côté de l'école et du dispensaire
- Fonctionnement de la coopérative de santé à Mbaou
- Qualité des "badiénou gokh" : rôle de tampon entre le poste de santé et les populations
- Appui de l'État dans le fonctionnement du poste de santé : l'État met juste à disposition une sage femme et une infirmière, sinon le poste de santé fonctionne sur fond propre, d'où la nécessité de la création d'une activité économique
- Objet de la co-recherche au niveau du village de Ngothie : les savoirs endogènes, les plantes et leur utilité pour l'écosystème
- Implication des populations dans le projet : le chef de village est le chef de projet et les jeunes sont mis à profit

SESSION 7SA10

RETOUR AU SOMMAIRE

Alliances territoriales pour la durabilité et la viabilité de l'ESS : expériences latino-américaines

Modératrice : Colombia PÉREZ MUÑOZ, *Directrice de l'INDESCO - Institut Universitaire de l'Économie Sociale et Coopérative, Université Coopérative de Colombie (Colombie)*

Intervenants :

- Berenice ALCALDE, *Directrice Générale CGES - Centre Mondial de Stratégie Sociale; INAES - Institut National d'Économie Social (Mexique)*
- Leandro MORAIS, *Enseignant-chercheur, Université de São Paulo, (Brésil)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'objectif de l'ESS est d'accompagner l'écosystème local. Ses principes doivent être respectés. L'économie sociale et solidaire se passe dans les territoires
- Présentation des expériences développées en Colombie, au Mexique et au Brésil
- Discussion sur le financement et l'autonomisation des femmes par un montage de coopératives. Complication pour les femmes à œuvrer dans les territoires
- La formation et le renforcement des capacités des femmes leaders dans le domaine technique et financier au Mexique
- Au Brésil, le projet de financement des femmes pour qu'elles puissent subvenir à leurs besoins se réalise à travers des coopératives

Principale recommandation

Développer les partenariats et les accords avec les gouvernants locaux.

Principaux points soulevés par les intervenants

Berenice ALCALDE

- Diagnostic et identification des problèmes locaux en vue d'innover dans les territoires
- Importance du dialogue avec la population locale
- Mise en place d'une coopérative et d'un réseau qui travaille dans un système éducatif en langue locale
- Formation dans l'Économie Sociale et Solidaire pendant 6 mois

Leandro MORAIS

- Le souci de la théorisation
- Extension de l'investigation, des études, des recherches, de l'analyse sur le terrain
- Création d'un système de suivi sans dénaturer les projets locaux

Colombia PÉREZ MUÑOZ

- Organisation de la Minga (communauté indigène afro-descendante) en syndicat



les rapports détaillés



SESSION 7SA5

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Marché coopératif : espace de distribution des produits des acteurs pour les acteurs

Modératrice : Katy KOUM, FORESSCAM - Coopérative des Formateurs en Économie Sociale et Solidaire au Cameroun

Intervenants :

- Etienne Didier ATANGANA, Président du conseil d'administration de FORESSCAM - Coopérative des Formateurs en Économie Sociale et Solidaire au Cameroun
- Basile BOOG KANGA, Président REDESS - Réseau Départemental de l'Économie Sociale et Solidaire (Cameroun)
- Joseph ALIN, Président du réseau FORESSCAM - Coopérative des Formateurs en Économie Sociale et Solidaire au Cameroun

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Le marché coopératif manque de structuration
- La relation intercommunale est trop faible entre pays africains frontaliers
- Les acteurs sont en faible collaboration
- Sur le plan local, les petits producteurs n'arrivent pas à tirer un grand profit des marchés coopératifs et n'arrivent pas à écouler leurs productions par faute d'accès
- L'ESS doit servir à nourrir les localités mutuellement sans que l'une soit plus avantagée que l'autre
- Doit-on laisser le marché aussi mal structuré, faisant que les producteurs rencontrent des difficultés pour écouler leurs productions ?

Principales recommandations

- Structuration des marchés coopératifs qui donne une chaîne de valeur dans laquelle chacun s'occupe d'une tâche spécifique qui relève de son domaine (producteur, transporteur, revendeur, etc.)
- Avoir des comités dans chaque région qui sont prêts à se déplacer pour rencontrer ceux des autres pays partenaires
- Offrir un soutien diplomatique aux acteurs de l'ESS afin qu'ils puissent échanger facilement avec d'autres pays en passant par les frontières
- Faire des marchés coopératifs des cadres d'échange différents de ceux des marchés classiques
- Accompagner les acteurs de l'ESS en leur donnant accès à des fonds et à des formations

Principaux points soulevés par les intervenants

Etienne Didier ATANGA

- Absence de concrétisation des idées souvent soulevées dans des événements de ce genre
- Rareté des rencontres d'échange entre les acteurs de l'ESS
- Absence d'interconnexions entre les pays voisins pour partager sur le marché coopératif

Basile BOOG KANGA

- L'ESS n'a pas son marché où les petits producteurs arrivent à vendre leurs produits
- Nos États ne reconnaissent pas ou n'accordent pas l'importance ou la vigilance nécessaire aux marchés coopératifs de l'ESS
- Dans le marché coopératif, le commerçant ne voit pas l'acheteur comme un partenaire mais plutôt comme une proie de laquelle il doit tirer profit

Joseph ALIN

- L'absence de structuration fausse la visibilité et l'efficacité des actions autour des marchés coopératifs
- Au lieu d'être une économie de collaboration et d'échanges, l'ESS est réduite à une théorie dans laquelle les acteurs ne sont pas consultés

thème 7

SESSION 7SA9

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Libérer le potentiel de l'ESS à travers la régénération des communautés

Modératrice : Pauline EYEBE EFFA, *Présidente du PFAC - Partenariat France et Afrique pour le Co-développement au Cameroun, Représentante ESS-Forum International (Cameroun)*

Intervenants :

- Alphonse Didier BIKOULA, *Maire de la Commune d'Olonguina (Cameroun)*
- Leontine EVINA, *Coordonnatrice de l'ESS (Cameroun)*
- Marta BRUSCHI, *Diesis Network (Belgique)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Il convient de noter que l'ESS :
 - nous permet de viabiliser le potentiel endogène
 - donne de la visibilité, de la connaissance et favorise le transfert de compétences d'un pays à un autre (coopération nationale et internationale)
- L'Économie Sociale et Solidaire, c'est agir localement et penser globalement, en travaillant avec les parties prenantes qui se trouvent au cœur de la dynamique territoriale, tout en créant des plateformes digitales qui favorisent l'interconnexion de ces acteurs et entre les différents pays pour appuyer le développement de l'ESS.

Principales recommandations

- Structurer le réseau, ce qui permettra une innovation viable et durable
- Cultiver l'habitude de l'ESS
- Spécialiser les produits avec la demande existante
- Favoriser le dialogue social et intercommunautaire pour lutter contre les écarts de développement

Principaux points soulevés par les intervenants

Pauline EYEBE EFFA

- Qu'est-ce qui nous fait penser que l'ESS est une innovation aujourd'hui ? Comment contextualiser l'ESS ?
- Le réseautage comme modèle de structuration pour l'Afrique
- Le développement des Hommes dans un territoire donné
- Développer le RLESS (Réseau Local de l'Économie Sociale et Solidaire) et RDESS (Réseau Départementale de l'ESS) qui font l'Économie Sociale et Solidaire

Alphonse Didier BIKOULA

- Structuration des coopératives
- Création d'un réseau local pour animer le marché de produits locaux
- Rendre le financement suffisant et indépendant
- Former les membres des coopérations
- Mettre l'accent sur le numérique pour un e-commerce

Marta BRUSCHI

- Importance de libérer le potentiel de l'ESS à travers la régénération. L'idée de DIESIS : inciter au travail collectif pour une transformation et une inclusion sociale
- L'autogestion à travers les coopératives
- L'aménagement du territoire
- Le besoin de formation aux outils numériques

Leontine EVINA

- L'Économie Sociale et Sociale doit intervenir là où il y a des carences
- Créer un réseau pour l'ESS
- Création de coopératives par filière pour toutes les chaînes de valeur
- Faire des appels d'offres à des prix accessibles pour lutter contre l'inflation



La réalité économique des femmes africaines face aux impacts des changements climatiques et des flux migratoires

Session proposée par la Fondation MUNTU

Modératrice : Cathia CARIOTTE, *Consultante en stratégie de développement et d'innovation, Fondatrice de MUNTU (Canada)*

Intervenantes :

- Crystal BOULAY
- Isabelle GERVAIS

Résumé récapitulatif du rapporteur

- La dégradation de la situation climatique se fait de plus en plus ressentir dans le monde : les ressources s'amointrissent et les flux migratoires sont en constante augmentation
- Les femmes sont touchées de manière disproportionnée par les conséquences des changements climatiques en raison de leur dépendance aux ressources naturelles et de leur accès limité aux ressources et à la prise de décision
- L'autonomisation économique des femmes est cruciale pour atteindre les objectifs de développement durable et prendre en compte les inégalités de genre dans la lutte contre les changements climatiques

Principales recommandations

- Considérer les inégalités de genre dans la lutte contre les changements climatiques et la promotion d'un développement durable
- Présenter des exemples de solutions pour aider les femmes à s'adapter aux changements climatiques et à renforcer leur résilience, ainsi que l'importance de leur autonomisation économique
- Présenter les défis spécifiques auxquels font face les femmes africaines en lien à leur dépendance aux ressources, leur faible accès aux organes de décisions et les normes culturelles qui les empêchent de se réfugier ou d'émigrer lors de catastrophes
- Proposer des exemples de solutions pour renforcer la résilience et l'importance de l'autonomisation économique des femmes dans la lutte contre les changements climatiques et la promotion d'un développement durable
- Sensibiliser aux liens entre inégalités de genre et changements climatiques pour promouvoir des politiques et des programmes qui prennent en compte ces liens
- Renforcer les capacités des organisations de femmes pour qu'elles puissent jouer un rôle clé dans la lutte contre les changements climatiques et dans la promotion d'un développement durable

Principaux points soulevés par les intervenantes

- Les conséquences des changements climatiques poussent les sociétés à repenser leur activité quotidienne
- Flux migratoires et les réfugiés climatiques
- Inégalités de genre face aux changements climatiques
- Autonomisation des femmes
- Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire en tant que modèle économique viable
- Discussions autour de la recherche sur les problématiques posées par les changements climatiques

thème 7

ATELIER PFF7AT2

[RETOUR AU SOMMAIRE](#)

Pré-Forum Femm'ESS

Prise en compte du genre dans l'Économie Sociale et Solidaire

Modératrice : Awa NGUER FALL, *Coordinatrice au sein du PASNEEG - Projet d'Appui à la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (Sénégal)*

Intervenants :

- Joëlle TETART, *Conseillère en innovation sociale sur le Genre pour la coopérative de finance éthique CREDAL (Belgique)*
- Andrea RODRÍGUEZ, *Chargée de projet, RIPESS Europe (Espagne)*
- Sandra SALSÓN MARTÍN, *Coordinatrice de projet, Grupo Cooperativo Tangente (Espagne)*
- Oumar BA, *Économiste et Directeur de publication, #WeerBi (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- L'Économie Sociale et Solidaire, c'est la solidarité entre les femmes
- C'est aussi un ensemble d'activités génératrices de revenus pour les femmes
- C'est encore un moyen de renforcer la cohésion sociale et d'assurer une économie durable.

Principales recommandations

- Outils pour collecter des données communautaires
- Outils d'intelligence collective
- Mettre en place des coopératives financières
- Octroyer des crédits spécifiques
- Sensibiliser sur le travail majoritairement bénévole des femmes dans l'ESS
- Sensibiliser les femmes sur l'ESS
- Créations de commissions genre
- Sensibiliser les femmes dans le secteur informel

Principaux points soulevés par les intervenants

Joëlle TETART

- Intégration des femmes dans l'ESS car cette économie a un rôle à jouer dans le combat pour l'égalité des sexes
- Intégration des femmes pour permettre leur autonomisation et la lutte contre la pauvreté

Andrea RODRÍGUEZ

- La nature n'a pas de limite pour assurer nos besoins
- Besoin de revenir à une économie d'avant le capitalisme
- L'Économie Sociale et Solidaire c'est le féminisme

Sandra SALSÓN MARTÍN

- École d'entrepreneuriat de femmes comme initiative pour renforcer leurs capacités dans différents secteurs, les appuyer et les soutenir
- L'entrepreneuriat comme outil de transformation

Oumar BA

- L'ESS comme facteur de réussite dans l'économie informelle
- Rôle des femmes dans la transformations des produits locaux et l'artisanat, des activités génératrices de revenu pour pouvoir subvenir à leurs besoins
- Présence et participation des femmes dans les cales de solidarité, les tontines, les ONG et les associations



les rapports détaillés



ATELIER PFF7AT4

RETOUR AU SOMMAIRE

Pré-Forum Femm'ESS

ESS et genre, quels enjeux et opportunités ?

Modératrice : Marième DIOP DIEYE, *Juriste experte internationale en Décentralisation et Développement des territoires, Genre, Droits des femmes et des enfants (Sénégal)*

Intervenantes :

- Amina ZAIR, *Présidente de AFAQ - Actions Femmes des Associations de Quartier du Grand Casablanca (Maroc)*
- Maria Ernestina OCHOA LUJÁN, *I PROFOTH - Institut pour la promotion et la formation des travailleurs domestiques - INSPIR continental (Pérou)*
- Nafissatou DIAW KEBE, *Sage-femme, Responsable du Poste de santé à Mbao (Sénégal)*

Résumé récapitulatif du rapporteur

- Plus de 67% des travailleurs dans le domaine de l'ESS sont des femmes. En comparaison cette part est de 60% dans le secteur public et tombe à 40% dans le privé hors ESS
- Questionnement sur les innovations des femmes de l'ESS en matière d'accès aux services sanitaires de qualité et à la création des conditions d'un travail décent
- Tout système de santé peut compter sur les structures de l'ESS car elles innovent pour permettre à chacun d'accéder aux meilleurs soins et à une bonne prévention sanitaire
- La place et le rôle joué par les femmes dans l'ESS depuis son avènement doivent être mis en exergue. Il en est ainsi de la contribution de l'ESS dans la santé communautaire et la création d'emplois décents

Principales recommandations

- Créer de nouveau contact et réseau autour des démarches de recherche-action dans le cadre des épistémologies du Sud
- Créer un espace de discussion autour des épistémologies qui occupera une place central dans la question de l'innovation co-construite entre acteurs et chercheurs propres à l'ESS

Principaux points soulevés par les intervenantes

Amina ZAIR

- Présentation de l'AFAQ, composée de 90 associations et 45 coopératives qui travaillent pour l'autonomisation des femmes.
- Mise en place d'un comité poussant les femmes à s'engager dans les quartiers en allant à leur rencontre
- Des ateliers sont organisés en famille pour lutter contre les violences faites aux femmes
- Alphabétisation et renforcement de capacités en artisanat et dans d'autres domaines
- Par la dynamique créée, des femmes sont devenues actrices de proximité
- Intégration des femmes dans des métiers traditionnellement réservés exclusivement aux hommes suite à ces ateliers et formations et leur accès à une emploi décent
- Plaidoyers menés pour le vote de lois favorables au statut de la femme et de la fille
- Soutien de groupes de femmes depuis 2016 dans la création de leur propre projet dans leur quartier qui sont devenues de vraies entrepreneures sociales avec des unités de production et des caisses de solidarité pour répondre à des urgences
- Témoignages d'une femme menuisier métallique de ces quartiers exprimant la difficultés à être admise pour un travail comme celui-ci dans les groupes de femmes, puis la réussite de l'apprentissage de ce métier par beaucoup d'entre elles

thème 7

Maria Ernestina OCHOA LUJÁN

- En Amérique latine, au moins 18 millions de femmes sont des domestiques. Elles sont sans droits car pauvres et sans moyens de défense
- Présentation des activités de IPROFOTH
- Les travailleurs domestiques, essentiellement des femmes, font partie de l'économie solidaire
- Absence de stabilité économique et besoin de trouver des alternatives de développement aux besoins identifiés
- Le Forum GSEF est une opportunité d'échange sur ces alternatives
- Valorisation et reconnaissance des soins prodigués par les travailleurs domestiques
- Accès à l'emploi décent dans cette branche
- Tenir compte des approches de genre, prendre soin de l'environnement
- Le Forum comme opportunité de donner aux femmes la possibilité d'être propriétaire de leur propre entreprise
- Importance de l'économie solidaire par rapport à l'économie des soins, en mettant l'accent sur le genre, car les femmes et la contribution qu'elles apportent ne sont pas prises en compte
- L'absence de lieux pour s'occuper des enfants est un frein majeur au travail des femmes
- Absence d'équité à cause de la triple fonction pour la femme domestique travaillant chez elle, dans son lieu de travail et au syndicat
- La crèche d'IPROFOTH favorise la prise en charge des enfants des travailleuses domestiques pendant qu'elles travaillent (prix bas et accessibles à ce public)
- Principe d'équité dans l'accès au service de garde, aux soins et au renforcement des capacités
- Principe du travail et de l'auto-emploi, car les femmes qui fréquentent le centre génèrent leur propre emploi et fournissent un service de manière responsable
- La crèche comme point de référence dans le quartier pour l'action en faveur de l'environnement (pas de pollution, recyclage de bouteilles en plastique comme jouets et matériel éducatif)
- Le Pérou compte environ 400 000 travailleurs domestiques officiels, dont une majorité de femmes. Officieusement, il y a au moins un million de domestiques dont 14% travaillent dans les maisons
- Impact du COVID sur les travailleurs domestiques avec beaucoup de perte d'emplois
- Tendance à l'informalité au Pérou, de sorte que les employeurs ne signent pas de contrats avec leurs travailleurs qui n'ont pas la capacité ni la force de faire appliquer la loi péruvienne n° 31047 relative aux travailleurs domestiques
- Il existe une maison d'accueil transitoire pour celles qui ne travaillent plus
- Trois défis sont à relever : les circuits de vente de la production, la maîtrise des caisses de solidarité, l'application des lois existantes et le vote de lois sur les soins et l'ESS

Nafissatou DIAW KEBE

- Présentation d'une initiative construite à partir d'une recherche-action associant personnel du poste de santé M'BAO, citoyens mobilisés autour du poste (comité de santé, Badiénou gokh, relais communautaires), acteurs associatifs franco-sénégalais (Association AEADE) et chercheurs internationaux (LUCI)
- Suite à une étude menée par l'AEADE en 2021 dans un autre centre, décision de co-construire une coopérative de santé collective au sein de la Zac de Mbao (département de Pikine) au Sénégal avec l'UMR CNRS LADYSS-Paris8-LUCI, et le LISRA (Laboratoire social de recherche-action)
- Une équipe est dédiée à la mise en place du projet de coopérative de santé collective par les méthodologies de la recherche-action avec les différents acteurs locaux et les Épistémologies du Sud
- Démarche inscrite dans le développement d'innovation propre à l'ESS
- Le poste de santé constitue le premier niveau de contact des populations. Une prise en charge mère-enfant y est assurée
- À cause de la pauvreté, il y a une inaccessibilité des populations aux soins, bien qu'abordables. Le poste ne travaille qu'avec ses propres recettes
- Le poste travaille avec les badiénou gokh, des "marraines de quartiers"
- Un restaurant, dont le fonctionnement est interne, a été mis en place. Les badiénou gokh produisent des jus locaux dont les recettes permettent de relever un peu le plateau technique, motiver les agents, les inscrire au régime de mutuelle de santé...

répertoire des intervenants



Retrouvez les intervenants et intervenantes des plénières, ateliers et sessions autogérées du Pré-Forum Femm'ESS et du Forum principal.

Thèmes :

1 - Co-construction des politiques publiques

2 - Economie Bleue

3 - Economie Verte

4 - Economie Numérique

5 - Financement

6 - Dialogue Politique















7 - Recherche

PFF - Pré-Forum Femm'ESS

NOM Prénom	Fonction / Organisation	Pays / Région	Thèmes	
ABDOU IDI Nana Baraka	Coordinatrice de l'ONG APDS - Action et Paix Durable au Sahel	Niger	PFF	
AGOH Kofi Kekeli	ANGE - Agence Nationale de Gestion de l'Environnement	Togo	1	
AKEBLI Ali	Conseiller Provincial ESS, Targa-Aide	Maroc	1	
ALAIN Béatrice	Directrice Générale, Chantier de l'Economie Sociale	Canada	1 PFF	
ALAJMA Laura	Manager de programme MAAN	Palestine	6	
ALCALDE Berenice	Directrice Générale CGES - Centre Mondial de Stratégie Sociale; INAES - Institut National d'Économie Social	Mexique	6 7	
ALIN Joseph	Président du réseau FORESSCAM - Coopérative des Formateurs en Économie Sociale et Solidaire au Cameroun	Cameroun	7	
AMIGO Victor Romero	Chargé de mission à l'ONG Le Partenariat	Belgique	6	
AMMOR Fatim-Zahra	Ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire du Maroc	Maroc	1	
ANDRIOT Patricia	Vice-présidente du RTES - Réseau des Collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire	France	1 6	
APPOLINAIRE Hacimana	Responsable de l'Union Haguruka des coopératives multi filières	Burundi	6	
ASSAGA Hortense	Journaliste, auteure	Sénégal	1	
ATANGANA Etienne Didier	Président du conseil d'administration de FORESSCAM - Coopérative des Formateurs en Économie Sociale et Solidaire au Cameroun	Cameroun	7	
ATTANDA Mohamed	Directeur Exécutif du Réseau des Institutions Africaines de Microfinance	Togo	5	
AW Adja Hélène	Chargée de programme, CECI - Centre d'Études et de Coopération Internationale	Sénégal	5	
AW BADJI Ndiello	Groupe Mamy Kaya et Mamy Kaya world	Canada	7	
AYI Monique	Maire de Dzeng, Présidente du REMCESS	Cameroun	1	
AYITE Jean Victor	Directeur général du Programme Afrique d'Appui aux Stratégies Sociales	Côte d'Ivoire	6	
AZANZA Angelina	Directrice, Association Guyaclic'	Guyane	4	

NOM Prénom	Fonction / Organisation	Pays / Région	Thèmes	
BA Titiyuo	Coordonnateur général des acteurs culturels de Dakar	Sénégal	1	
BA Arouna	Représentant, Mairie de Niaguis	Sénégal	1	
BA Cheikh Oumar	Directeur exécutif, IPAR - Initiative Prospective Agricole	Sénégal	3	
BA Oumar Abdoulaye	Directeur général, Agence Sénégalaise de la reforestation et de la Grande Muraille Verte	Sénégal	3	
BA Sidi	Représentant, CNCR - Conseil National de Concertation et de Coopération des ruraux	Sénégal	3	
BA Oumar	Economiste et Directeur de publication de #WeerBi	Sénégal	7	
BA Rokhaya	Présidente du CRAD - Club de Réflexion d'Actions et de Développement	Sénégal	PFF	
BABOULALL Marielle	Enseignante en économie, Université Paris 8 - IUT de Montreuil	France	4	
BALDÉ Moussa	Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation du Sénégal	Sénégal	7	
BALLETBÒ Andrea	Coopérative Tandem Social	Espagne	1	
BALOU Fabrice Adelphe	Président de la Plateforme ABEWE	Côte d'Ivoire	4	
BAMBA Siama	Vice-président de l'ARDCI - Assemblée des Régions et des Districts de Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	6	
BATCHABI Dramane	OIT - Organisation Internationale du Travail	International	6	
BATHILY Bagoré	Directeur Général Laiterie du Berger	Sénégal	5	
BAUDOUIN André	FISQ - Fonds d'Investissement Solidaire du Québec	Canada	5	
BEAULNE MORIN Élisabeth	Conseil d'économie sociale de l'île de Montréal (CESIM)	Canada	7	
BEAUREGARD-LANGELIER Hugo	Secrétaire général, UPA Développement International; Conseil d'administration, Coalition Nourrir l'Humanité Durablement	Canada	3	
BELHASSEN FENNIRA Youssef	Conseiller Technique en chef à l'OIT, Projet Jeun'ESS	Tunisie	1	
BELLEMARE Marie-France	Directrice, Insertech	Canada	4	
BELMIN Raphael	Chercheur au CIRAD - Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement, Représentant de la DyTAES - Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal	Sénégal	3	
BENBOUZID Ahmed	Directeur Général, MicroEntreprendre	Canada	5	
BENDOUDA Brahim	CECT/Oujda - Centre d'Excellence Coaching Territorial	Maroc	5	
BÉNIÉ Kolia	Membre du Conseil d'administration, Konexio	France	4	
BETARI Abdelkader	Conseiller du Secrétaire Général de CGLU-Afrique	Maroc	6	
BETCHEM A MEYNICK Jean Paul	REMCESS - Réseau des Maires du Cameroun pour l'Economie Sociale et Solidaire	Cameroun	1	
BEYE Cheikh Ndigueul	FEDES - Fédération des Jeunes Entrepreneurs du Sénégal	Sénégal	1	

NOM Prénom	Fonction / Organisation	Pays / Région	Thèmes	
BIKOULA Alphonse Didier	Maire de la Commune d'Olanguina	Cameroun	7	
BIRIMA Dior	Consultante en marketing, communication et événementiel	Sénégal	PFF	
BLANQUET Julie	Chargée de mission Résilience et Innovation territoriale, Département de la Gironde	France	2	
BOCOUM Seydou	Secrétaire Général, REFRESS - Réseau Francophone de l'Economie sociale et Solidaire	Sénégal	4	
BOISSY Sarah	Fondatrice et Directrice Générale, Kijaniland	Sénégal	3	
BOIX SAEZ de OCARIZ Blanca	Reas Euskadi - Réseau des Acteurs de l'Economie alternative et solidaire	Espagne	1	
BOLY Seydina Aliou	Secrétaire administratif, Fondation Thierno Ahmadou Barro	Sénégal	5	
BOOG KANGA Basile	Président REDESS - Réseau Départemental de l'Économie Sociale et Solidaire	Cameroun	7	
BOUAZZA Heykel	Chargé de mission ESS et Innovation Sociale, Conseil régional Nouvelle-Aquitaine	France	5	
BOURNIVAL Joannie	RISQ - Réseau d'Investissement Social du Québec	Canada	5	
BRAVO VERA Patricio	RAEPS - Réseau Austral d'Économie Populaire et Solidaire	Equateur	3	
BRÉGEOT Ghislain	IFAID Aquitaine	France	6	
BRUSCHI Marta	Diesis Network	Belgique	47	
CAMARA Harouna	Maire de la commune de Dinguiraye	Sénégal	6	
CAMARA FALL Fatou Bintou	Directrice des collectivités territoriales du Sénégal	Sénégal	6	
CAME Francis	Professeur d'Economie, Enseignant-chercheur, Université de Strasbourg	France	1	
CAPONE Roberto	Administrateur principal, CIHEAM - Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes	Italie	2	
CARIMENTRAND Aurélie	Maître de conférences, IUT Bordeaux Montaigne / UMR CNRS	France	1	
CARIONE Angels	INSPIR - Réseau international pour les droits à la protection sociale	International	6	
CARIOTTE Cathia	Consultante en stratégie de développement et d'innovation, Fondatrice de MUNTU	Canada	17	
CARPENTIER Chantal Line	Présidente de l'UNTFSSSE - Groupe de travail inter-agences des Nations Unies sur l'Économie Sociale et Solidaire	International	1	
CARUHEL Maud	Vice-Présidente de la Région Nouvelle-Aquitaine	France	3	
CHIYOGÉ Sifa	Directrice Régionale Afrique de l'Association Internationale des Coopératives	Kenya		
CISSE Ibrahima	Ministère de la Culture et du Patrimoine Historique	Sénégal	1	
CISSE Rokhaya	Agropédologue, LARTES - Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales	Sénégal	3	
CISSÉ Ndeye Maty	Vice-présidente du Conseil Départemental de Kaolack	Sénégal	5	

NOM Prénom	Fonction / Organisation	Pays / Région	Thèmes	
CISSÉ Abdoulaye	Responsable Développement des Capacités, ENDA ECOPOP - Espaces de Co production et d'Offres Populaires pour l'Environnement et le Développement en Afrique	Sénégal	2 3	
COHEUR Alain	Membre du CESE - Conseil économique et social européen	Europe		
COMPAORE Appoline	Chargée de communication, ASMADE - Association Songui Manégré / Aide au Développement Endogène	Burkina Faso	3	
CONSTANT Mathieu	Coordinateur - Pôle ESS du pays de Fougères, ÉcoSolidaireS	France	3 6	
CONSTANTINESCO Jean	Administrateur Directeur des Programme, PNUD - Programme de Développement des Nations Unies	Suisse	5	
COQUILLAUD Quentin	Association Xylm	France	6	
CORI Willy	Coordinateur de projets, Asociación Civil AYNI	Bolivie	1	
COULIBALY Ibrahima	Président, ROPPA - Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs de l'Afrique de l'Ouest	Burkina Faso	3	
COULIBALY Mamadou	Directeur Général Adjoint, KAFO JIGINEW	Mali	5	
COUTURIER Carole	PMEMTL - Accompagnement et financement pour les entrepreneurs à Montréal	Canada	5	
COVO Melvina	Directrice Générale et Co-fondatrice de EMBALLE BÉNIN	Bénin	PFF	
CRESSAN Gilles	Représentant pays, ONG Echos Communication	France	5	
DANI Fatiha	Cheffe de service de la coopération, Conseil régional de l'Oriental	Maroc	5	
DEELEN Linda	Responsable du Programme Entreprise, Microfinance et Développement Local (EMLD) du Centre International de Formation de l'OIT	International	1	
DELCOURT Clément	Yunus Sports Hub	France	6	
DELOMIER Magali	Directrice-générale adjointe, UPA - Union des Producteurs Agricoles; Collaboratrice, Coalition Nourrir l'humanité durablement	Canada	3	
DEMERS Lucie	Directrice stratégie et développement, FILACTION	Canada	5	
DESCARPENTRIES Jacqueline	Chercheuse associée UMR CNRS LADYSS/Paris8 - Laboratoire Dynamiques Sociales et Recomposition des Espaces	France	7	
DIA Ramatoulaye	ONG FABOUYA	Mauritanie	6	
DIAGANA Yacouba	Coordinateur de l'ONG ACTION	Mauritanie	6	
DIAGNE Babacar	Président du Conseil des Entreprises du Sénégal	Sénégal	1	
DIAL El Hadji Moussa	Président Directeur Général, Recikit	Sénégal	3	
DIALLO Boubacar Sidy	ENDA ECOPOP	Sénégal	1	
DIANE Malang	Conseiller Technique en Entrepreneuriat, Entrepreneurs du Monde	Sénégal	1	
DIAO Makhtar	Directeur de la Direction de la Culture et du Tourisme, Ville de Dakar	Sénégal	1	
DIAO CAMARA Astou	Directrice de Recherche, ISRA BAME - Institut Sénégalais de Recherches Agricoles Bureau d'Analyses Macro-Économiques	Sénégal	3	

NOM Prénom	Fonction / Organisation	Pays / Région	Thèmes	
DIARRA Abdoulaye	Coach Territorial	Sénégal	6	
DIAS Barthélémy	Maire de la Ville de Dakar	Sénégal	6	
DIAW KEBE Nafissatou	Sage-femme, Responsable du poste de santé de Mbaou	Sénégal	7	
DÍAZ Yolanda	Vice-présidente et Ministre du Travail et de l'Économie Sociale	Espagne	1	
DIÉ KA DIA Sokhna	Directrice du Hub de Dakar, Natural Justice	Sénégal	6	
DIENG Abdul Aziz	Coordinateur de projet à l'OIT, Entreprenariat formel et innovant	Sénégal	1	
DIENG LO Mamie	Adjointe au Maire de Dakar en charge de l'Economie Sociale et Solidaire	Sénégal	6	
DIEYE Mourade	Secrétaire Général de la CEPED Dakar	Sénégal	1	
DIONE Amadou	Intervenant pour la coopération décentralisée avec la Région Nouvelle-Aquitaine	Sénégal	3	
DIONE Amadou	Président et Fondateur de l'ONG Concept et représentant du GIE des coordinatrices des Régions du Secteur informel	Sénégal	7	
DIONGUE-NIANG Aïda	Auditrice du GIEC - Groupe Intergouvernemental d'Expert sur l'Évolution du Climat	Sénégal	6	
DIOP El Hadji Maguette	Coordinateur du projet Wiego	Sénégal	1	
DIOP Khar	Directrice de l'encadrement et de la transformation des entreprises informelles, Ministère de l'Artisanat et de la transformation de l'Économie Informelle	Sénégal	1	
DIOP Mohamed	Directeur du Centre de formation de la Ville de Dakar et du CIFAL - Centre International des Autorités et des Leaders	Sénégal	1	
DIOP Fatou	Directrice Générale, Calinou'nou	Sénégal	5	
DIOP Aly Ane	Maire de la commune de Cambérène et Professeur à l'université	Sénégal	6	
DIOP DIEYE Marième	Juriste experte internationale en décentralisation et Développement des territoires, Genre, Droits des femmes et des enfants	Sénégal	17	
DIOP SAMB Aminata	Directrice Générale du FODEM - Fonds de Développement et de solidarité Municipal	Sénégal	5	
DIOP THIOUNE Mamadou	Coordinateur national du Dialogue social Pêche, Aquaculture et Ressources off-shore	Sénégal	2	
DIOUCK Assane	Docteur en géographie, Université Cheikh Anta Diop; Consultant, GERAD	Sénégal	4	
DIOUF Rokhaya Suzanne	Coordonnatrice de l'UNCAAPSS - Union Nationale des Coopératives Artisanales d'Art, de Production et de Service	Sénégal	1	
DIOUF Louis Etienne	Chargé de mission, Représentant pays Sénégal AGRISUD	Sénégal	3	
DIOUF Khadija Mayocor	Maire de la Commune de Golf	Sénégal	6	
DIOUF Thérèse Faye	Directrice du FONGIP - Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires	Sénégal	6	
DIOUF Babacar	UCAD - Université Cheikh Anta Diop	Sénégal	7	

NOM Prénom	Fonction / Organisation	Pays / Région	Thèmes	
DIOUF Simone	Chargée de Programmes pour l'Afrique, GNWP - Réseau Mondial des femmes bâtisseuses de Paix	Etats-Unis d'Amérique	PFF	
DIAKHATE Mor	Directeur exécutif, ALPHADEV - Alphabétiser pour un Développement Durable	Sénégal	3	
DJELO BALDE Mariana	Spécialiste Communication et Marketing Social	Canada	1	
DJIVO Honoré Gabriel	Professeur Associé en Science de Gestion à l'Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest	Sénégal	6	
DODARO Patrizia	IPSIA - Institut ACLI pour la paix, le développement et l'innovation	Italie	3	
DOGO Logboh Myss Belmonde	Ministre de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté	Côte d'Ivoire	6	
DONDEYNE Bérénice	RIPESS EUROPE, Présidente du Mouvement pour l'Économie Solidaire	France	6	
DORION Claude	Directeur générale de MCE conseil, Coopérative nationale de l'information indépendante (CN2I)	Canada	1	
DOUAYRI Khadija	Présidente de la commission développement économique, social, culturel et environnemental, Conseil Régional de l'Oriental	Maroc	5 6	
DOYLE Olivier	Directeur Général du Pôle d'économie sociale Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	Canada	1	
DRAME Khalifa	Président de l'Association Gorgorlou	Sénégal	1	
DRAME Boubacar	Représentant du Ministère de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté alimentaire	Sénégal	3	
DRAME Hawa	Présidente de l'organisation Time2start	France	PFF	
DRISSEN Arielle	Entreprendre Sherbrooke	Canada	1	
DUVERGER Timothée	Responsable de la Chaire Territoires et ESS de Sciences Po Bordeaux	France	17	
EKOULE Caroline	E4IMPACT	Cameroun	2	
EKUHOHO Mawuko Anani Afangnibo	ONG ANAVIE - Association Nos Années de Vie	Togo	5 7	
EL KHIEL Fatna	Vice-présidente pour la région Afrique du Nord du REFELA - Réseau des Femmes Elues d'Afrique, Présidente de la Commune d'Arbaoua	Maroc	6 PFF	
EL KOUCHE Hamida	CECT/Oujda - Centre d'Excellence Coaching Territorial	Maroc	5	
EL MOUKET Abdesselam	Vice président de l'EMESSE - Espace Marocain de l'Economie Sociale Solidaire et Environnementale	Maroc	7	
ELLOUXE Youssef	REIESSM - Réseau Esprit d'initiative de l'ESS	Maroc	1	
ELONG M'BASSI Jean-Pierre	CGLUA - Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique	Afrique	16	
ELY Dounya Bouyenna Taleb	Fondatrice de l'Organisation LVPSCV - Lutte Contre La Pauvreté et Soutien aux Classes Vulnérables	Mauritanie	PFF	
ELYSÉE Jaël	Fonds Afro-entrepreneurs	Canada	5	
ÉMOND France	Directrice générale Territoires innovants en Économie Sociale et Solidaire	Canada	7	

NOM Prénom	Fonction / Organisation	Pays / Région	Thèmes	
EUGÉNIE Élodie	Directrice, CRESS Guyane	Guyane	4	
EUM Hyungsik	Directeur de recherche, International Cooperative Alliance	Belgique	4	
EVINA Leontine	Coordonnatrice de l'ESS	Cameroun	7	
EYEBE EFFA Pauline	Présidente du PFAC - Partenariat France et Afrique pour le Co-développement au Cameroun, Représentante ESS-Forum International	Cameroun	1 3 7	
FALL Bineta	Conseillère en Égalité des genres, SOCODEVI	Sénégal	1	
FALL Abdou	Artiste peintre	Sénégal	1	
FALL Abdou Salam	Directeur de Recherche titulaire des Universités, Responsable de la Formation Doctorale, Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD)	Sénégal	7	
FALL Ibrahima	Responsable des programmes, Green Sénégal	Sénégal	3 6	
FALL TALL Khady	Présidente, AFAO - Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest	Sénégal	3 PFF	
FARAMAND Adnan	Directeur, ACAD Finance	Palestine	5	
FAYE Alimatou	Entrepreneure culturel et représentante du Mouvement hip-hop du Sénégal	Sénégal	1	
FAYE Alassane Souleymane	GRAINES - Groupe de Recherche Action sur les Initiatives Educatives et Sociales	Sénégal	6	
FERRON Marianne	Chargée de projet, LOJIK - Offices Jeunesse Internationaux du Québec	Canada	1	
FILIPPI Maryline	Chaire Territoires de l'Economie Sociale et Solidaire	France	7	
FISCHER Santiago	Directeur de WSM - We Social Movements	Belgique	6	
FONTAN Jean-Marc	Professeur de sociologie à l'UQAM - Université de Québec à Montréal	Canada	1	
FRANCOISE Marie	Réseau des Femmes Transformatrices département de Saint-Louis, RAFET-SL	Sénégal	6	
FREGOSO Silvia	Chargée Développement Programme Sahel, ONG ACRA - Association de Coopération Rurale en Afrique	Italie	3	
FREILLA Omar	Collective Diaspora	Etats-Unis d'Amérique	1	
GAGNÉ Daniel	Directeur Général, Direction des stratégies économiques régionales, de la compétitivité et de l'entrepreneuriat, Ministère de l'Économie et de l'Innovation du Québec	Canada	6	
GARCÍA Carolina	Niit Tekna logic	Sénégal	4	
GARCIA HERNÁNDEZ Isabel	Vice-directrice pour la Diversité au Travail et le Tiers-Secteur, Gouvernement de Catalogne	Espagne	1	
GASORE Séraphin	INSPIR Zamuka - Réseau international pour les droits à la protection sociale	Rwanda	5	
GATEL JEAN	Initiatives Montpellier	France	6	
GAYE Massamba	Projet Typha, Gret	Sénégal	1	

NOM Prénom	Fonction / Organisation	Pays / Région	Thèmes	
GERARD Sébastien	OBNL Société d'acquisition pour l'ESS	Canada	1	
GNING Marina	Présidente Directrice Générale, API Afrique	Sénégal	5	
GOUDIABY Marie Christine	Chargée de Mission, Gret	Sénégal	1	
GUEROULT Marine	Directrice ESS et Innovation Sociale, Région Nouvelle Aquitaine	France	6	
GUEYE Fatou Kiné	Responsable de projet ENDA ECOPOP - Espaces de Co production et d'Offres Populaires pour l'Environnement et le Développement en Afrique	Sénégal	2	
GUEYE Nafi	Fondatrice de J'Existe	Sénégal	4	
GUEYE Mamadou Lamine	Directeur, CAURIE-MF - Coopérative Autonome pour le Renfor- cement des Initiatives Economiques par la MicroFinance	Sénégal	5	
GUEYE Cheikh	CUIS - Cadre Unitaire de l'Islam au Sénégal	Sénégal	5	
GUEYE Abdourahmane	Chef de la division planification de l'ARD - Agence Régionale de Développement	Sénégal	6	
GUEYE Djiby	Juriste-Environnementaliste, Fondateur de la plateforme africaine Concorde	Sénégal	6	
GUEYE Abdoul Karim	Directeur national HEIFER International	Sénégal	7	
GUEYE Daouda	Conseiller Municipal en Charge des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication), Ville de Dakar	Sénégal	14	
GUGLIETTI Gabriele	Responsable relations institutionnelles et étrangères, BancaEtica	Italie	5	
GUISSE Souleymane	CSMO-ESAC - Comité Sectoriel de Main-d'oeuvre en Economie Sociale et Action Communautaire	Canada	1	
HABY LY Mamadou	Président commission décentralisée et tourisme	Sénégal	6	
HADJI Maroita	Vice-Présidente de KomLink	France	1	
HASSANI Djémilah	ESS France Outre-mer	La Réunion	1	
HERNÁNDEZ GURRERA Roser	Vice-directrice pour l'Économie Sociale et Solidaire, Gouvernement de Catalogne	Espagne	1	
HIGGINS Roen	The Elevated Creative	Canada	1	
HITCHMAN Judith	RIPESS - Réseau Inercontinental pour la Promotion de l'ESS	International	6	
HOYAUX Isabelle	Fondatrice de Scalechanger	France	7	
HURMIC Pierre	Maire de Bordeaux, Président du GSEF	France	6	
JEANDET Clément	Chef de projet ESS, Département de la Gironde	France	6	
JEANTET Thierry	Président d'honneur de ESS Forum International	International		
JOUMANI Mohamed	Expert en développement humain, membre du REIESSM - Réseau Esprit initiative de l'ESS Maroc	Maroc	7	
KA Ousseynou	CNCR - Conseil National de Concertation et de Coopération des ruraux	Sénégal	3	

NOM Prénom	Fonction / Organisation	Pays / Région	Thèmes	
KABO Aissa	Représentante pour l'UEMOA - Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine	Burkina Faso	PFF	
KAMARA Saliou	Agence de Développement Municipal de Dakar	Sénégal	7	
KANOUTE Bachir	Enda ECOPOP - Espaces de Co production des offres populaires pour l'environnement et le développement en Afrique	Sénégal	16	
KARAVANGELI Georgia	ACPP - Assemblée de Coopération pour la Paix	Espagne	6	
KEBE Seyni	Chargé de mission, Grdr Migration Citoyenneté Développement	Sénégal	3	
KIAVILA Carmen	Avocate, Kiavila Avocats	Suisse	4	
KIM Me-Kyung	Présidente de SSEGOV, Maire de Eunpyeong-gu, Séoul	Corée du Sud	16	
KIM Bo Ra	Secrétaire Générale de SSEGOV et Maire de Anseong-si, Gyeonggi	Corée du Sud	PFF	
KOJIMA Mai	Étudiante à l'Université de Tokyo	Japon	7	
KONARE DIAITE Pape	Directeur de l'Éducation et de l'Insertion à Dakar	Sénégal	5	
KOUM Katy	FORESSCAM - Coopérative des Formateurs en Économie Sociale et Solidaire au Cameroun	Cameroun	7	
KUHN Hélène	Chargée de programme dans la coopération décentralisée entre la région Nouvelle Aquitaine et la région de Fatick et de Diourbel	France	3	
LAKRIMI Fatima Ezzahrae	Présidente de la Coopérative Jour à Jour	Maroc	6	
LAROSE Gérald	Vice-président, Coalition Nourrir l'Humanité Durablement; Deuxième vice-président du conseil d'administration de la Caisse d'économie solidaire Desjardins	Canada	3	
LATOURNERIE Flore	Chargée de projets internationaux, FAIR - Financer Accompagner Impacter Rassembler	France	5	
LAVOIE Garry	Président de la Caisse d'Économie Solidaire Desjardins	Canada	1	
LEDOUX Marc-André	Directeur de FinSocial	Sénégal	5	
LESAFFRE Dominique	GSEF, FEBEA, INAISE	France	5	
LLORENS Guillem	Président de l'Association catalane de l'économie sociale et de la Confédération catalane des coopératives	Espagne	1	
LO Alassane	Consultant, Expert en création d'entreprise et stratégies développement	Sénégal	1	
LO Codé	Directeur adjoint des études, de la planification stratégique et du suivi & évaluation, DER/FJ - Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes	Sénégal	5	
LO MBACKÉ Aminata	Cheffe du service de la Microfinance et de l'Inclusion Financière, Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest	Sénégal	5	
LOHORE Berthe	Directrice du Développement Humain, Région des Grands Ponts	Côte d'Ivoire	2	
LOVESSE Patrice	Sociologue du Développement, Président du GBESS -Groupe Béninois d'Économie Sociale et Solidaire	Bénin	3	
LY Aminata	USAID Entrepreneuriat & Investissement	Sénégal	1	

NOM Prénom	Fonction / Organisation	Pays / Région	Thèmes	
MACEDO Cécilia	Ville de Laval, Québec , Canada	Canada	6	
MAMPOUYA MACKIZA Ghizlaine	Directrice, CAPPED - Caisse de Participation à la Promotion des Entreprises et à leur Développement	République du Congo	5	
MANGANE Djibril	ENDA ECOPOP	Sénégal	1	
MANSIS Nicole Olga	Directrice générale, Fonds National de Microfinance	Sénégal	5	
MARTÍN PÉREZ María J.	Coordonnatrice chez FAMSI - Fondo Andaluz de Municipios para la Solidaridad Internacional	Espagne	6	
MARTINEZ Oihane Aguirregoitia	Directrice de l'ESS, représentante de la Ville de Bilbao	Espagne	6	
MATRAY Myriam	Docteur en Sciences Economiques, Université Jean Monnet, Saint-Etienne	France	1	
MBASSA NDINE Roger	Mairie de Douala	Cameroun	6	
MBAYE Pape Sagna	Ministre des Pêches et de l'Economie Maritime du Sénégal	Sénégal	2	
MBENGUE Babacar	Député-maire de la commune de Hann/Bel-Air	Sénégal	2	
MBENGUE Moussa	Secrétaire exécutif de l'Association pour le Développement de la pêche en Afrique de l'Ouest	Sénégal	2	
MBENGUE Fatoumata Bineta	Présidente du Groupement d'intérêt économique Sokhna Diarra	Sénégal	3	
MBOE ONDOA Ghislaine	Présidente et fondatrice de l'association Actions Solidaires pour un Développement Durable	Cameroun	PFF	
MBOKAZI Sabelo	Directeur de la Division, Travail, Emploi et Migration, Union Africaine	Afrique du Sud	0	
MEMONG MENO Epse MPOUNG Elise Pierrette	RESSCAM - Réseau National de l'Economie Sociale et Solidaire du Cameroun	Cameroun	1	
MENDELL Marguerite	Directrice du Karl Polanyi Institute of Political Economy et Professeure à la Concordia University	Canada	17	
MESEGUER SÁNCHEZ Victor	Haut-commissaire à l'Économie Sociale	Espagne	6	
MEYANGA Marie Angèle	Maire de Afamloum, Vice Présidente de REFELA - Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique - pour l'Afrique Centrale	Cameroun	6	
MEZOUAGHI Mihoud	Directeur exécutif des Études, Recherches et Savoirs, AFD - Agence Française de Développement	Maroc	5	
MICHEL Cécile	Représentante MUFPP - Milan Urban Food Policy Pact	Italie	3	
MICHELENA Elías	Analyste financier, RISQ - Réseau d'Investissement Social du Québec	Canada	5	
MICHELIN Marion	Directrice Générale du Programme Afrique d'Appui aux Stratégies Sociales, Association Xylm	France	6	
MINOUGOU Cécile	Présidente de l'Association AIDS	Burkina Faso	6	
MIQUEL-BELAUD Nicole	Toulouse Métropole	France	6	
MODIBO KEITA Oumou	Présidente, Jeune Volontaire pour l'environnement	Mali	5	
MORAIS Leandro	Enseignant-chercheur, Université de Sao Paulo	Brésil	67	

NOM Prénom	Fonction / Organisation	Pays / Région	Thèmes	
MORENO Maxima	Membre du REFELA - Réseau des Femmes Élues Locales d'Afrique	Cap-Vert	6	
NAKAYAMA Chikako	Département Études internationales, JDPSR - Joint Doctoral Program for Sustainability Research, Université de Tokyo	Japon	7	
NARDI Jason	RIPESS Europe - Solidarity Economy Europe	Italie	4 6	
NAUD Alexandra	Cheffe de service Coopération Internationale, Région Nouvelle-Aquitaine	France	1	
NDAO Pape Alassane	Directeur Général, Methanizer Afrique	Sénégal	3	
NDAW Bara	Directeur des opérations en Afrique de l'Ouest et centrale, PPI - People Power Inclusion, Groupe SOS	Sénégal	5	
NDEYE Victorine Anquediche	Ministre de la Microfinance et de l'Economie Sociale et Solidaire, Maire de la commune de Niaguis	Sénégal	1 5 6	
NDIAYE Badara	DIADEM - Diaspora Développement Education Migration	Sénégal	1	
NDIAYE Moustapha	Président du REMAAP - Réseau des Managers d'artistes africains professionnels	Sénégal	1	
NDIAYE Sokhna A. Rosalie	Responsable de la recherche, Campus Franco-Sénégalais	Sénégal	2	
NDIAYE Ndiamé	Fonds D'Impulsion à la Microfinance, Ministère de la Microfinance et de l'Economie sociale et solidaire	Sénégal	2	
NDIAYE Ali Ngouille	Ministre de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté alimentaire	Sénégal	3	
NDIAYE Bitilokho	Directrice de la Promotion de l'Économie Numérique, Ministère de l'Économie Numérique et des Télécommunications	Sénégal	4	
NDIAYE Baba	Ancien président du Conseil Départemental de Kaolack et ambassadeur du coaching territorial pour l'Afrique	Sénégal	5	
NDIAYE Marie Seynabou	Conseillère technique au Ministère des collectivités territoriales	Sénégal	7	
NDIAYE Sambou	Enseignant-chercheur Université de Gaston Berger de Saint Louis / IPAR	Sénégal	7	
NDIAYE NIASSE Maissata	Experte dans les domaines du développement des ONG africaines, la microfinance internationale, l'analyse et l'action liées aux sujets de genre	Sénégal	PFF	
NDONG Ndeye Khadiome	Gérante de Dakane Agro-Cosmo	Sénégal	PFF	
NDOUR Ngoné	Entrepreneure culturelle	Sénégal	1	
NDOUR Ibrahima	Enseignant, Secrétaire exécutif CPC - Conférence Panafricaine Coopérative	Cameroun	3	
NDOUR Bernard	Conseiller en finance et administration sénior, MCE Conseils	Canada	5	
NDOUR Denise Fatoumata	Présidente, INAISE - Association Internationale des Investisseurs dans l'Économie Sociale; Sen'Finances	Sénégal	5	
NDOYE Magatte	Expert Commercial, Consultant au PACAO, Programme d'Appui à la Compétitivité en Afrique de l'Ouest	Sénégal	1	
NDOYE Khady Thiané	Coordinatrice CICODEV AFRIQUE - Institut Panafricain pour la Citoyenneté, les Consommateurs et le Développement	Sénégal	3	

NOM Prénom	Fonction / Organisation	Pays / Région	Thèmes	
NDOYE Mohamed	Ville de Dakar	Sénégal	3	
NEAMTAN Nancy	Experte dans le domaine de l'ESS, Fondatrice du Chantier de l'Economie Sociale	Canada	PFF	
NEGUI Audrey	PPI - People, Power, Inclusion, Groupe SOS	France	5	
NGUER FALL Awa	Coordinatrice au sein du PASNEEG - Projet d'Appui à la Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre	Sénégal	7	
NIANG Mamoudou	Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	Mauritanie	1	
NIANG Déboye	Président Directeur Général, Cabinet Carrée	Sénégal	5	
NIANG Djibril	JVE - Jeune Volontaire pour l'environnement	Sénégal	5	
NIANG Lissa Baba	Spécialiste en Évaluation des politiques publiques, Ville de Dakar	Sénégal	PFF	
NIANG NIOKS Fatoumata	Directrice de Jokkolabs	Sénégal	1	
NOMBRÉ Martin-Pierre	Caisse d'Economie Solidaire Desjardins	Canada	5	
NOMMER Thomas	Impact Tank	France	7	
NOVOA-ÁLVAREZ María Jennifer	Economiste et Anthropologue, ATI - Association du Travail Interdisciplinaire	Colombie	1	
NOYA Antonella	Directrice de l'Unité sur l'Economie Sociale et l'Innovation au Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes, OCDE - Organisation de Coopération et de Développement Économiques	International		
OBAS ROMAIN Michael	Consultante en Communautés et Innovation Sociale, Psychologue clinicienne	Canada	1	
OCHOA LUJÁN Maria Ernestina	I PROFOTH - Institut pour la promotion et la formation des travailleurs domestiques - INSPIR continental	Pérou	7	
OLLER Jaume	Coopérative Tandem Social	Espagne	1	
OUARDANI Imen	Docteur en sciences biologiques, Activiste et experte dans le domaine de l'ESS	Tunisie	2 PFF	
OUEDRAOGO Mamounata	Fondatrice et coordinatrice nationale REPAPER - Réseau pour la Promotion et l'Autonomisation de la Femme Rurale	Burkina Faso	3	
OUEDRAOGO Abdou-Rasmané	Directeur général, UBTEC/Naam - Union des Baoré Tradition d'Épargne et de Crédit	Burkina Faso	5	
OWEKISA Dominique	Directeur de projet, Développement International Desjardins	Sénégal	5	
OYELOLA Moyo	Artiste Multimédia	Etats-Unis d'Amérique	1	
PASTORELLI Gianluca	Président Exécutif de Diosis Network	Belgique	6	
PELCHAT Mireille	Directrice générale, RISQ - Réseau d'Investissement Social du Québec	Canada	5	
PENCHE Joan	SIDI - Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement	France	5	

NOM Prénom	Fonction / Organisation	Pays / Région	Thèmes	
PÉREZ MUÑOZ Colombia	Directrice de l'INDESCO- Institut Universitaire de l'Économie Sociale et Coopérative, Université Coopérative de Colombie	Colombie	7	
PERINI Annica	Centro Studi Cooperazione Internazionale e Migrazione società Cooperativa sociale	Italie	1	
PESIN Nathalie	Spécialiste en entrepreneuriat vert et développement durable	Canada	PFF	
PFEIFFER Stéphane	Adjoint au maire de Bordeaux, chargé de l'urbanisme résilient, du service public de l'habitat et de l'économie sociale et solidaire	France	6	
PIERRE Burt	Intervenant de proximité, Équipe RDP	Canada	1	
PINHO Anderson	ACLEF - Association de Coopération pour le Logement des Etudiant.e.s	France	1	
PIQUEMAL Sophie	Vice-Présidente en charge de l'Urgence Sociale, l'Habitat, l'Insertion et l'ESS, Conseil Départemental de la Gironde	France	3	
PISANI Jean-Marc	Ambassadeur de l'Union Européenne au Sénégal	Sénégal	PFF	
POIGNANT Rémy	Co-directeur de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire de Nouvelle-Aquitaine	France	1	
PORRO GONZÁLEZ Álvaro	Commissaire à l'économie sociale, au développement local et à la politique alimentaire, Mairie de Barcelone	Espagne	15	
POUYE MBODJ Ndeye Ndack	Directrice de la Planification et du Développement Durable, Ville de Dakar	Sénégal	3	
PREIRA Cristian	Adjoint à la Mairie des HLM	Sénégal	6	
PRÉVOT Aurore	Chargée de mission au Conseil Régional Nouvelle Aquitaine	France	6	
RABOUIN Luc	Maire de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, Adjoint à la Maire de Montréal	Canada	6	
RAJOTTE SAURIOL Geneviève	Membre de la coopérative de communication responsable Bleu Forêt	Canada	PFF	
RAMOS CENTELLA Susana	Facto Cooperativa SCCL Barcelona	Espagne	1	
RANDRIAMIHARISOA Mandresy	Directeur Général de Nutri'zaza	Madagascar	1	
RATTIER Marie-Lucienne	Conseillère Déléguée en charge du développement numérique, Collectivité Territoriale de Guyane	Guyane	4 PFF	
RAZAFIMAHEFA Matina	Fondatrice de Sayna	France	PFF	
REVEILLARD Charles	Bordeaux Métropole, Ville de Bordeaux	France	6	
RIDOLFI Roberto	Président de LINK2007	Italie	3	
RIZZI Italo	LVIA - Lay Volunteers International Association	Italie	5	
ROBERT Sylvain	Directeur général de la Coopérative Funéraire de Témiscamingue	Canada	1	
RODRÍGUEZ Andrea	Chargée de projet, RIPESS Europe	Espagne	7	
ROS Elodie	Professeur à LUCI - L'Université Coopérative internationale, Paris 8	France	7	

NOM Prénom	Fonction / Organisation	Pays / Région	Thèmes	
ROUSSET Emmanuelle	Vice-Présidente, Département d'Ille-et-Vilaine	France	5	
RUÍZ SERRANO Lidia Carolina	Directrice générale, Red Fasco	Guatemala	5	
SAHUT Jean-Michel	IDRAC Business School	Suisse	4	
SAIDOU Isabelle	Présidente de l'association Act'ICI	France	PFF	
SALSÓN MARTÍN Sandra	Grupo Cooperativo Tangente	Espagne	7	
SAM Rachid	Responsable des opérations pour le Mali et le Sénégal, Banque Islamique de Développement	Sénégal	5	
SAMBA Abdoulaye	Coordinateur technique Fenagie Pêche - Fédération Nationale de Groupement d'Intérêts Économiques de Pêche, CNCR	Sénégal	2	
SAMBA Nafy	Première adjointe à la Mairie de Cambérène	Sénégal	6	
SAMBA Khady	Directrice de la Promotion de l'économie sociale et solidaire, Ministère de la Microfinance et de l'ESS	Sénégal	3 5 7 PFF	
SANI Ayouba Abdou	JVE - Jeune Volontaire pour l'environnement	Niger	5	
SANON Daouda	Conseiller technique en gestion des fonds AGR, ONG ACRA - Association de Coopération Rurale en Afrique	Sénégal	3	
SARR Fatou	Coordonnatrice, ENDA Energie	Sénégal	3	
SARR Papa Amadou	Directeur exécutif Mobilisation, partenariats et communication, AFD - Agence Française de développement	France	5	
SARR Souleymane	Directeur Général Adjoint, ACEP - Alliance de Crédit et d'Épargne pour la Production	Sénégal	5	
SARR Cherif Samsedine	Président, Association ViSCA17	Sénégal	5	
SARR Serigne Momar	Enseignant chercheur en sociologie à l'UCAD - Université Cheikh Anta Diop	Sénégal	7	
SARR Amadou	Directeur de la MicroFinance et l'inclusion financière, Ministère de la Microfinance et de l'ESS	Sénégal	5 7	
SARR Yacine	Informaticienne, Entrepreneure dans la tech	Sénégal	PFF	
SÉCHER Chloé	Déléguée générale du RTES - Réseau des Collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire	France	1	
SECK Moulaye	Directeur, SYMAD - Synergie des marchands ambulants pour le développement	Sénégal	5	
SECK Mame Saye	Coordinatrice de projets chez UNSAS - Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal	Sénégal	7	
SENAMI MONKOUN Marina	Responsable Technique de Projets pour l'Autonomisation des Jeunes, Hub sous-régional du PNUD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre	Sénégal	5	
SENE Diéry	Directeur executif, FANSOTO - Microfinance sociale	Sénégal	5	
SENE Fafa	Doctorant à l'Université de Tokyo	Japon	3 7	
SENGHOR Diarra Ndao	Infirmière au poste de santé de Mbao	Sénégal	7	

NOM Prénom	Fonction / Organisation	Pays / Région	Thèmes	
SEYE Malick	Directeur Régional Afrique de l'Ouest pour DID - Développement International Desjardins	Sénégal	5	
SIDIBE Aminata	Cheffe d'Entreprises et Chercheuse Indépendante	France	PFF	
SILUE Tchailga	Assistante de projet pour l'association Banlieues Du Monde	Mauritanie	PFF	
SINGH Evelyne	Coopérative de Développement Régional	Canada	6	
SOGLONOU Mathieu	Directeur exécutif, CIF-AO - Confédération des Institutions Financières d'Afrique de l'Ouest	Burkina Faso	5	
SOHET Bénédicte	ConcertES - Concertation des Organisations de l'Economie Sociale	Belgique	1	
SOHLOBJI Emna	Fondatrice de Tellus Advisory	Tunisie	PFF	
SQUARE Mamba	Co-fondateur de Makesense Africa, Co-organisateur du Pré-Forum Jeunesse	Sénégal	5 7	
SOULARD François	Plate-forme Dunia, Institut de l'Economie	Argentine	4	
SOW Mariam	Secrétaire exécutive, Enda Pronat - Environnement Développement Action pour la Protection Naturelle des Territoires	Sénégal	3	
SOW Mamadou	Chef de projet, spécialiste en finance inclusive et en entrepreneuriat	Sénégal	3	
SOW Aïssatou	Etudiante en gestion d'entreprise	Mauritanie	6	
STOESSEL-RITZ Josiane	Université de Haute-Alsace / Chaire ESS / Laboratoire SAGE	France	7	
STOKKINK Denis	Président Think Tank Pour La Solidarité	Belgique	6	
SY Aïssatou	Projet Dignité et Santé, Gret	Sénégal	1	
SY Karim	Fondateur de Jokkolabs	Sénégal	4	
SY Kalidou	Enseignant-chercheur, Université Gaston-Berger	Sénégal	7	
SY AL AMIN Serigne Abdoul Hamid	Coordinateur de la CEZAT - Cellule Zawiya Tidiane	Sénégal	5	
SYLLA Yatma	Inspecteur de la coopérative, Incitateur de l'Acte uniforme OHADA	Sénégal	3	
TALL Madina Hady	Présidente de la Commission Aménagement, Développement durable et Gestion du littoral de la Ville de Dakar	Sénégal	6	
TCHAMDJEU Flavien	Responsable Afrique Francophone E4 Impact	Italie	2	
TCHAMI Guy	Spécialiste des politiques et de la recherche sur les coopératives à l'OIT - Organisation Internationale du Travail	International	1	
TELEMAQUE Svens	DESTA Black Community Network	Canada	1	
TETART Joëlle	Conseillère en innovation sociale sur le genre pour la coopérative de finance éthique CREDAL	Belgique	1	
THIAM Djibril	RENCAS - Réseau National des Calebasses de Solidarité du Sénégal	Sénégal	1	
THIAM Moussa Bocar	Ministre de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie Numérique du Sénégal	Sénégal	4	

NOM Prénom	Fonction / Organisation	Pays / Région	Thèmes	
THIAW Cheikh Abdou Lahad	LogiKOption Consulting; Université Cheikh Anta Diop	Sénégal	4	
THOMAS Frédérique	Directrice Sénégal de SOCODEVI	Canada	1	
THOMAS Ludovic	Responsable Incubateur TAG35, CRESS Bretagne	France	6	
THUILLIER Mélanie	Co-directrice, Chambre Régionale de l'ESS de Nouvelle-Aquitaine	France	6	
TIDOU Sarah Myriam	Fondatrice de @KISSI, Directrice Générale de Oasis Corporate	Côte d'Ivoire	4 PFF	
TOURÉ-THIAM Marième	Sociologue, consultante Cnosp - Centre national de l'orientation scolaire et professionnelle	Sénégal	3	
TROVARELLI Roberta	Responsable de projets et des relations internationales, Legacoop Emilia-Romagna	Italie	1	
TSHISHIMBI Etienne	Dirigeant, TKEB Groupe	Sénégal	3	
TUINA Olivia	JVE - Jeune Volontaire pour l'environnement	Burkina Faso	5	
UEDA Yuko	APSSEJ - Association de Promotion de l'ESS au Japon	Japon	1	
VAN ZEEBROECK Françoise	ConcertES	Belgique	4 6 7	
VEGUE Elisenda	Directrice d'Innovations Socioéconomiques, Barcelona Activa	Espagne	4	
VERGIER Cécile	Commissaire au développement économique - Innovation Sociale, Ville de Montréal	Canada	1 5 7	
VERTUS Lazard	Bureau de Consultation Jeunesse	Canada	1	
VICTOR Charly Camilien	Doctorant en Sociologie, Chaire ESS de l'Université de Haute-Alsace	France	1	
VIDAL Ester	Directrice des services de l'économie coopérative, sociale et solidaire et de l'alimentation durable, Mairie de Barcelone	Espagne	1	
VIDAL FÀBREGA Josep	Directeur général de l'économie sociale, du tiers secteur et des coopératives, Gouvernement de Catalogne	Espagne	1	
VILLEGAS Milder	Directeur Général, FILACTION; Président, CAP Finance Québec	Canada	5	
VILLEMUR Nathalie	Chargée de projet, Chantier de l'économie sociale	Canada	5	
WADE Marième	Femme maraîchère et transformatrice, coordonnatrice d'une agropole alimentaire à Bambylor	Sénégal	3	
WAKAMORI Shiro	APSSEJ - Association pour l'ESS au Japon	Japon	1 2	
WILSON Dela	Axle Impact Studio	Etats-Unis d'Amérique	1	
YOON Bongran	Présidente de la coopérative sociale « Salim »	Corée du Sud	PFF	
YVERGNIAUX Alain	Président Directeur Général du Conseil d'administration de ETHICAJOU	Sénégal	1	
ZAIR Amina	Présidente de AFAQ - Actions Femmes des Associations de Quartier du Grand Casablanca	Maroc	1 7	
ZIZI Amine	Université Paris 8 - IUT de Montreuil	France	4	

remerciements

La Ville de Dakar, le RACTES, le GSEF et le Ministère de la Microfinance et de l'Économie Sociale et Solidaire du Sénégal tiennent à remercier toutes les personnes impliquées dans l'organisation et l'animation du Forum DakarGSEF2023. La liste ci-après n'est pas exhaustive.

Ministère de la Microfinance et de l'Économie Sociale et Solidaire du Sénégal

Victorine Anquediche Ndeye, *Ministre de la Microfinance et de l'ESS du Sénégal*

Ibrahima Fall, *Directeur de cabinet*

Khady Samba, *Directrice de la promotion de l'ESS*

RACTES - Réseau des Acteurs et Collectivités Territoriales pour l'ESS du Sénégal

Malick Diop, *Coordinateur Général du Forum*

Rokhaya Sy Gaye, *Administratrice du Forum*

Madior Niang, *Soutien au comité scientifique*

Maimouna I. Dieng, *PFAnE*

Mame Saye Seck, *UNASAS*

Fatim Diop Diaw, *Soutien à l'organisation*

Ousmane Sy Ndiaye, *UNACOIS*

Ville de Dakar

Barthélémy Dias, *Maire de Dakar*

Les élus du Conseil municipal, et en particulier :

Mamie Ahoue Dieng, *Adjointe en charge de l'ESS*

Aïda Niang, *Adjointe en charge de l'organisation*

Khadija Mahecor Diouf, *Maire de la Commune de Golf Sud*

Thierno Seydou Ndiaye, *Directeur de Cabinet*

Mourade Dieye Gueye, *Secrétaire Général*

Aminata Diop Samb, *Directrice du FODEM*

Karine Jouanelle, *Directrice de la communication*

Matar Diaw, *Directeur de la Culture et du tourisme*

Toulaye Taye, *Directrice de la jeunesse*

Oumar Diop, Blondin, *Conseiller technique*

Mamadou Ka, *Conseiller technique*

Commandant Diéré, *Coordinateur des volontaires*

Mouhamadou Siré Fall, *FODEM*



Victorine Anquediche NDEYE & Aude SALDANA

GSEF

Co-présidents du GSEF

Ville de Bordeaux

Pierre Hurmic, *Maire de Bordeaux*

Stéphane Pfeiffer, *Adjoint au maire chargé de l'urbanisme résilient, du service public de l'habitat et de l'ESS*

Bordeaux Métropole

Alain Anziani, *Président*

Alain Garnier, *Vice-Président en charge de l'ESS et de l'Économie de la proximité*

Chambre Régionale de l'ESS de Nouvelle-Aquitaine

Stéphane Montuzet, *Président*

Co-présidents continentaux du GSEF

INAES - Instituto Nacional de la Economía Social, Mexique

Juan Manuel Martínez Louvier, *Directeur général*

Ville de Sousse, Tunisie

Sonia Ben Ali, *Représentante*

SSEGOV, Corée du Sud

Me-Kyung Kim, *Présidente*

Young Kim, *Directeur exécutif*

Région Nouvelle-Aquitaine

Alain Rousset, *Président*

Maud Caruhel, *Vice-présidente ESS et Économie Circulaire*

Département de la Gironde

Jean-Luc Gleyze, *Président*

Sophie Piquemal, *Vice présidente à l'urgence sociale, l'habitat, l'insertion et l'ESS*

Ville de Montréal

Valérie Plante, *Maire de Montréal*

Luc Rabouin, *Maire de l'arrondissement du Plateau Mont-Royal, Adjoint au Maire de Montréal, Canada*

Chantier de l'Économie Sociale

Béatrice Alain, *Directrice générale*

Comité directeur du GSEF

ESS Forum International

Alain Coheur

RIPESS

Yvon Poirier

AVPN

Kevin Teo

Ville de Bilbao

Juan Mari Aburto, *Maire de Bilbao*

ConcertES

Bénédicte Sohet, *Secrétaire Générale*

REMCESS

Monique Ayi, *Présidente*

Next G

Eunae Lee, *Manager*

Phare Performing Social Enterprise

Dara Huot, *Directeur exécutif*

OJEDD

Kevin Ossah, *Directeur exécutif*

Seoul Metropolitan Government

Comité Consultatif du GSEF

Marguerite Mendell

Nancy Neamtan

Thierry Jeantet

Reverend Song

Pedro Manuel Sasia Santos

Dominique Lesaffre

Denise Fatoumata Ndour

Secrétariat Général du GSEF

Aude Saldana

Martin Georges

Thomas Allié

Enora Bizot

Laura Furini

Guillaume Weber

Remerciements spéciaux : Anna Lebey



Nancy NEAMTAN & Marguerite MENDELL

Commission mobilisation

Présidée par Ndeye Ndack Pouye Mbodj, *Ville de Dakar*

Fadièye Kebe Niang, *DPDD*

Maimouna Thiam Sarr, *FODEM*

Rokhaya Suzane Diouf, *RACTES*

Ndèye Marième Diaw Seye, *FODEM*

Aminata Thiamly, *DCT*

Seydou Sall, *Dialogue Citoyen*

Mamadou Moustapha Dieng, *DEI*

Commission Accueil, Transport, Hébergement et Protocole

Présidée par Ngoné Diop Sané, *Cheffe du service des relations extérieures et de la coopération, Ville de Dakar*

Momar Sawaré

Bineta Diagne

Siré Fall

Adji Diop Sonko

Falla Paye

Maguette Seck

Djibril Gueye

Mamadou Lamine Ba

Aïda Niang

Papa Armand Camara

Justin Correa Aïcha Badji

Mactar Mangassouba

Khady Niang Sylla

Awa Sarr

Mame Madiop Diop

Cheikh T. Dabo

Babacar Ahmadou Diop

Ndèye Fall

Ngoné Diop

Papa Amadou Konte

Arame Cissé

Vincent M. Gomis

Mbeugué

Partenaires

O tempora

Sophie Humbert

Jean-Luc Maurin

Caroline Latcher

Plateforme Dunia

François Soulard *et l'équipe de la plateforme*

OFBD Marketing - Communication

Pauline Seck

Abdoulaye Niass

et l'équipe de l'agence

LTC - La télé citoyenne

Latyr Ndoye *et son équipe*

IFAID Aquitaine

Ghislain Brégeot

So Coopération

Franck Fortuné

Magali Nogues

ESS France et le réseau des CRESS

Chambre Régionale de l'ESS de Nouvelle-Aquitaine

Mélanie Thuillier

OFQJ - Office Franco-québécois pour la jeunesse

Les équipes d'interprètes et la coordination

remerciements

Comité scientifique du Forum DakarGSEF2023

Présidé par Pr. Sambou Ndiaye, Sociologue Enseignant-chercheur, UGB de Saint-Louis

- Jonathan Azevedo, Coordinateur Plateforme des ONG européennes du Sénégal
- Cheikh Oumar Ba, Directeur exécutif, Initiative Prospective Agricole
- Selly Ba, Fondation Heinrich Böll
- Ahmed Benbouzid, Directeur Général de Microentreprendre
- Dior Birima, Consultante Marketing et Communication
- Seydou Bocoum, Secrétaire Général du Réseau francophone de l'ESS, Ville de Dakar
- Fatou Bintou Camara Fall, Directrice des Collectivités territoriales du Sénégal
- Aurélie Carimentrand, IUT Bordeaux Montaigne / UMR CNRS Passages 2
- Abdoulaye Cisse, Directeur Exécutif adjoint Enda ECOPOP
- El Hadji Thierno Cisse, CNCR - Conseil national de concertation et de coopération des ruraux
- Fatima Dia Toure, Ancienne directrice à l'environnement, Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
- Alioune Badara Dieng, Coordonnateur du Projet d'Appui à la Formation Professionnelle et à l'Auto-emploi des jeunes (PAFPA) dans la région de Saint-Louis
- Bineta Diop, Fondatrice de l'ONG Fes Africa Solidarité (FAS)
- Marieme Diop Dieye, Juriste experte internationale en Décentralisation et Développement des territoires, Genre, Droits des femmes et des enfants
- Aminata Diop Samb, Directrice du FODEM - Fonds de développement municipal de Dakar
- Mamadou Diop Thioune, Coordonnateur National du comité tripartite du dialogue social, de la pêche et de l'aquaculture
- Timothée Duverger, Responsable de la Chaire Territoires de l'ESS de Sciences Po Bordeaux
- Pauline Effa, Experte en Économie Sociale et Solidaire, Présidente du PFAC - Partenariat France et Afrique pour le Co-développement au Cameroun
- Ibrahima Fall, Green Sénégal
- Awa Nguer Fall, Coordinatrice au sein du PASNEEG - Projet d'Appui à la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre
- Cheikh Fall, Economiste planificateur à Enda Energie
- Jean-Marc Fontan, Université du Québec à Montréal, Canada
- Edwige Gomis, Présidente de la commission santé, Mairie de Grand Yoff
- Cheikh Gueye, Coordonnateur du Réseau des Think Tanks Sénégalais
- Bertrand Guillemot, Directeur, IT4LIFE

- Madina Hady Tall, Présidente de la Commission Aménagement, Développement durable et Gestion du littoral, Ville de Dakar
- Ousseynou Ka, CNCR - Conseil national de concertation et de coopération des ruraux
- Saliou Kamara, Agence de Développement Municipal de Dakar
- Elimane Kane, Directeur de Legs Africa
- Bachir Kanoute, Directeur Exécutif Enda ECOPOP
- Myriam Matray, Université Jean Monnet, France
- Ndeye Ndack Mbodj, Directrice de la Planification et du Développement Durables, Ville de Dakar
- Marguerite Mendell, Directrice du Karl Polanyi Institute of Political Economy, et Professeur à la Concordia University
- Marie Seynabou Ndao, Conseiller Technique au Ministère des collectivités territoriales
- Marie Ndaw Ndiaye, Conseillère technique, Ministère des Collectivités territoriales du Sénégal
- Amadou Ndiaye, Enseignant - Chercheur Université Amadou Mahtar Mbow de Dakar
- Bernard Ndour, MCE Conseils
- Fatoumata Denise Ndour, Administratrice Générale Sen'Finance, Présidente d'INAISE
- Lissa Baba Niang, Spécialiste en Évaluation des politiques publiques, Ville de Dakar
- Mamounata Ouedraogo, Fondatrice et Coordinatrice Nationale du REPAFER Burkina Faso - Réseau pour la promotion et l'autonomisation de la Femme Rurale
- Rémy Poignant, Co-directeur, CRESS Nouvelle-Aquitaine
- Jean-Michel Sahut, AC Business School, Revue Gestion 2000
- Abdoulaye Samba, Membre Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR)
- Serigne Momar Sarr, Enseignant - Chercheur Université Cheikh Anta Diop
- Souleymane Sarr, Directeur Général Adjoint ACEP
- Sécou Sarr, Directeur Enda Energie
- Kalidou Sy, Enseignant - Chercheur Université Gaston Berger de Saint-Louis
- Rokhaya Sy Gaye, Présidente de l'Association Tournesol, Groupe africain pour l'égalité entre les hommes et les femmes
- Seynabou Sy Ndiaye, Chercheur Université Gaston Berger de Saint-Louis
- Saloua Tajri, Directrice de l'Économie Sociale et Solidaire Maroc
- Cheikh Abdoul Ahad Thiaw, LogiKOption Consulting & Université Cheikh Anta Diop
- Milder Villegas, Directeur général Filaction
- Maissata Niaye Niasse, Experte dans les domaines du développement des ONGs africaines, la microfinance et l'analyse liée au genre

Comité de rédaction de la Déclaration de Dakar

Stéphane Pfeiffer
Marguerite Mendell
Berenice Alcalde
Abdou Salam Fall
Sambou Ndiaye
Aude Saldana
Thierry Jeantet

Les rapporteurs

Abou Dia
Coumba Diao
Samba Mamadou Sow
Babacar Ndiaye
Tallab Diop
Ablaye Diop
Hermann Hyacinthe
Mohamed Ly
Bineta Tall
Ismaila Faye
Ameth Ba
Oumar Mane
Christophe Nacocanty Mancabou
Abdoulaye Kane
Mohamet Diop
Bara Wade
Ndeye Aissatou Gaye
Amadou Moctar Diagne
Bintou Dia
Alioune Badara Ndiaye
Mbayame Ndiaye
Souleymane Keita
Jeanne Denis Diagne
Bineta Tall
Alioune Ba
Fatou Samb
Abdoul Aziz Dabakh
Makane Mbodj
Massene Diouf
Sokhna Aminata Sy
Daouda Thiam
Adama Diop
Sambaré Diop
Omar Mbengue
Amadou Moustapha Diallo
Mamadou Lamine Marone
Mohamed Samba
Anta Ndiaye Badiane

Commission d'organisation du Pré-Forum Jeun'ESS

Co-Présidée par Mamba Souaré et Toulaye Teye
Sobel Aziz Ngom
Arame Thioune
Louise Picard
Valérie Aubier
Maroita Aboudou
Waly Mamadou Thiam
Aissatou Ka
Ndeye Seynabou Fall
René Edouard Mendis
Jane Médor Nanga
Ibrahima Guèye
Abdoul Aziz Soumaré
Karim Ndoye
Arame Guèye



Les Caravan'ESS à Dakar

Points focaux des Caravan'ESS

Coordonnées par Beuchir Fall
Amadou Gacko
Fadel Tchagouni
Fabrice Adelphe Balou
Antoinette de London Atayi Mepas
Baba Sarmoye Cisse
Junior Abdoulaye Toure
Wendpagnangdé Simpore
Mahuto Léonce Mehouedinde
Mamadi Aminata Toure
Jean-Noël Waly Sarr
Ali Maman

remerciements

Commission d'organisation du Pré-Forum Femm'ESS

Co-Présidée par Aminata Diop Samb et Rokhaya Sy Gaye

Aïda Cisse
Khadidiatou Cisse
Coumba Leye Thioune
Haby Wath Dioum
Mame Fatou Faye
Fatim Ndiaye
Ndeye Yacine Diagne
Khadidiatou diagne Samb
Bineta Diop Sar
Mame Fatou Faye
Ndeye Fatou Samba Mbaye
Mame Aida Cisse Diop
Khady Diagne
Maissata Ndiaye Niasse
Bineta Diop
Maïmouna Thiam
Mamy Alpha Nabe
Ndeye Seynabou Fall
Alimatou Tairou
Aïda Niang
Fatim Diop
Penda Magoume Mbaye Ba
Adama Camara Camara
Germaine Dieng
Birimia Dior
Lissa Baba Niang
Madina Hady Tall
Mamie Hahoue Dieng
Ndeye Ndack Pouye Mbodj
Marieme Diop dieye
Béatrice Alain
Awa Nguer Fall
Oumy Faye
Fatim Ndiaye
Salimata Niang



Pierre HURMIC, Thérèse FAYE DIOUF, Barthélémy DIAS

Championnes de l'ESS

Imen Ouardani
Khady Fall Tall
Marie Lucienne Rattier
Bongran Yoon
Fatna El Khiel
Nancy Neamtan

Jeunes Femmes Leaders

Aminata Sidibe
Emna Sohlobji
Aminetou Bilal
Melvina Covo
Geneviève Rajotte Sauriol
Ndeye Khadiome Ndong
Matina Razafimahefa
Yacine Sarr
Sarah Myriam Tidou
Nana Baraka Abdou Idi
Rokhaya Ba
Isabelle Saidou
Simone Diouf
Nathalie Pesin
Tchailga Silue
Ghislaine Mboe Ondo
Stephanie Guarachi
Hawa Dramé



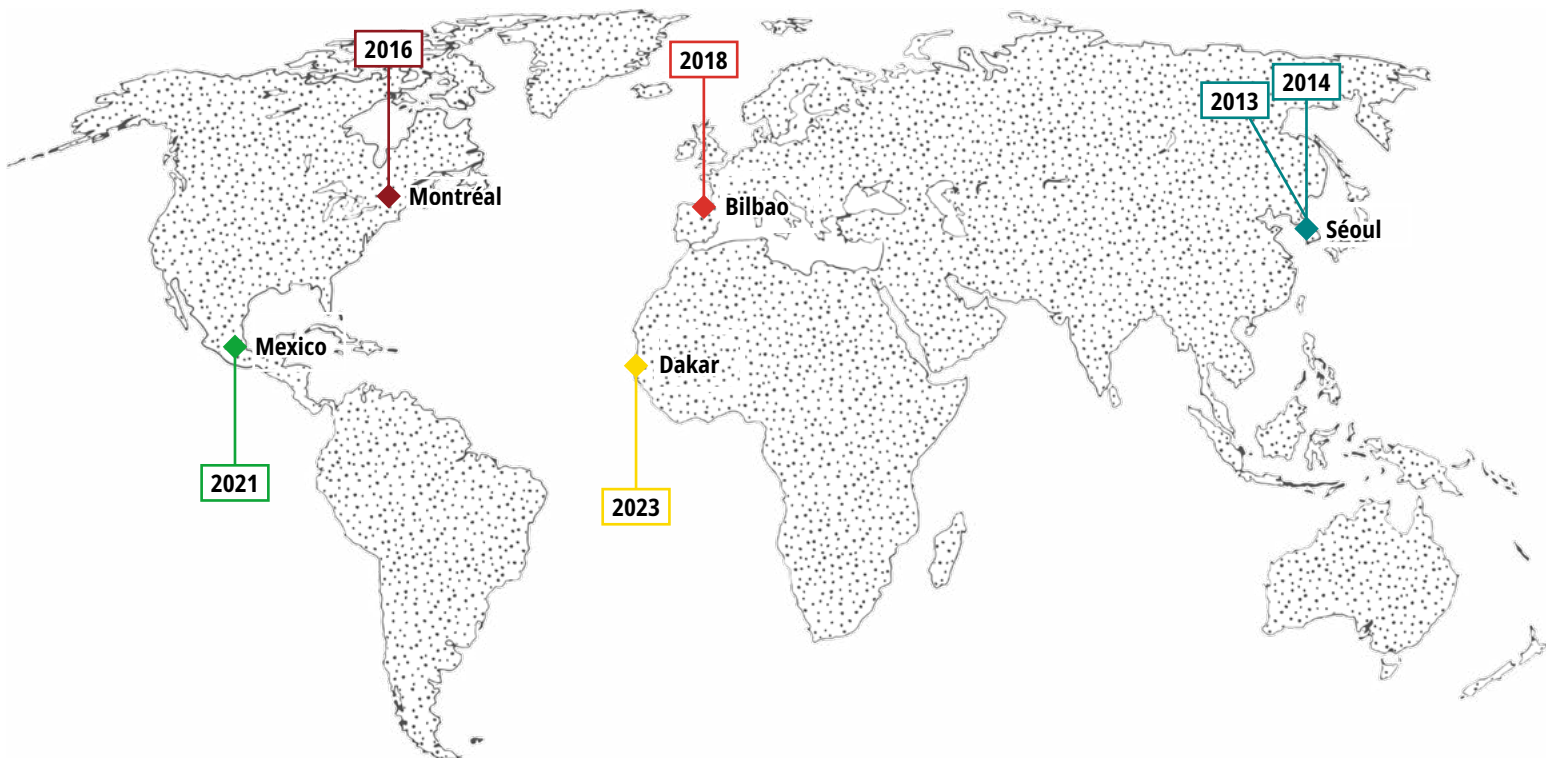
Global organization of local governments
and civil society networks

Global Forum
for Social and Solidarity
Economy

Suivez le GSEF

- www.gsef-net.org
- GSEF
- GSEF
- @GSEFsecretariat
- Secretariat GSEF

Les Forums Mondiaux de l'Économie Sociale et Solidaire du GSEF (2013-2023)



Contact GSEF

Secrétariat du GSEF
Hôtel de Ville
Place Pey Berland
33000 Bordeaux, France

gsef@gsef-net.org